

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- **L'Unité de l'Europe bourgeoise:
une illusion anti-prolétarienne réactionnaire** 1
- **Ce qui distingue notre parti** 5
- **Matériaux pour un bilan des crises du parti.
*En mémoire de Bruno Maffi***
 - La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche
communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques
et personalistes toujours renaissantes** 14
 - **Les variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale»** 38
 - **Propriété et capital (3).
Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde
social contemporain**
 - VI. La propriété urbaine. Le capitalisme et la propriété urbaine
des immeubles et des terrains** 44
 - **Note sur le problème de la construction en Italie** 52
 - **Thèses relatives aux chapitres I - VI** 55
 - **Notes de lecture.** 57
 - *David Riazanov: Marx et Engels*
 - *Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste*
 - *D.B. Riazanov: Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.*

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

PROGRAMME COMMUNISTE
Revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN - 0033 -037 X

Administration et diffusion :
Editions Programme - 3 rue Basse Combalot -
69007 Lyon - F

Prix au numéro: 4 €, 8 FS, £ 3, 1000 CFA,
USA + Cdn US \$ 4, Amérique latine US \$ 2 -
Abonnement simple: Le prix de 4 numéros -
Abonnement de soutien: Pour 4 numéros:
40 €, 80 FS, £ 20, 8000 CFA, USA + Cdn US
\$ 40, Amérique latine US \$ 10

Paiement par mandat ou chèque:
A l'ordre de **DESSUS**,

Toute correspondance doit être envoyée à
l'adresse des Ed. Programme

« le prolétaire »

Journal bimestriel

Le numéro: 1 €, 3 FS, £ 1, 350 CFA
Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 €, 30 FS
/ £ 10 / 1500 CFA - Abonnement de soutien: 15
€, 60 FS / £ 20 / 3000 CFA

« il comunista »

Journal bimestriel en italien

Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement:
8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €,
50 FS, £ 12

«el programa comunista»

Revue théorique en espagnol

Le numéro: 3 €, 8 FS, £ 2 / 20 Krs. / America
latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3 - **Prix de
soutien, le numéro:** 6 €, 16 FS, £ 4 / 40 Krs. /
America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6
Imprimé par nos soins.

CORRESPONDANCE

France: Editions Programme, 3 Rue Basse
Combalot, 69007 Lyon
Suisse: Editions Programme, Ch. de la
Roche 3, 1020 Renens
Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110
Milano

PROGRAMME COMMUNISTE
Theoretical Review in french
of the **International Communist Party**

Editorial office: Editions Programme
3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon - F
Payment by eurochek or international money
order to: DESSUS
All correspondence should be send to the
above address.

**LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE
INTERNATIONALE DU PARTI!**

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

le prolétaire
organe du parti communiste international

M2414 - 465 - 1 €
N° 465
14 Janvier 1973
10 pages
14 Janvier 1973
10 pages
14 Janvier 1973
10 pages

Vers la deuxième guerre du Golfe

En 1961 à l'époque de la première guerre du Golfe, dit-on, des milliers de gens ont été assassinés...
La Russie s'efforce de maintenir son...
Le 14 Janvier 1973, le prolétaire...
Le 14 Janvier 1973, le prolétaire...
Le 14 Janvier 1973, le prolétaire...

**LES LUTTES DE CLASSES ET D'ETATS DANS LE MONDE
DES PEUPLES DE COULEUR, CHAMP HISTORIQUE VITAL
POUR LA CRITIQUE REVOLUTIONNAIRE MARXISTE**

La doctrine des modes de production
s'applique à toutes les races humaines
Le 14 Janvier 1973, le prolétaire...
Le 14 Janvier 1973, le prolétaire...
Le 14 Janvier 1973, le prolétaire...

il comunista
organo del partito comunista internazionale

**I contrasti interperialistici
si acuiscono e si va verso la seconda
Guerra del Golfo**
L'attacco del padronato Fiat
trova i proletari orgogliosamente in lotta
Messaggio degli ostaggi a Mosca:
uno «Stato forte» attende
innanzitutto la propria popolazione

L'attacco del padronato Fiat
trova i proletari orgogliosamente in lotta
Messaggio degli ostaggi a Mosca:
uno «Stato forte» attende
innanzitutto la propria popolazione

L'Unité de l'Europe bourgeoise: une illusion antiprolétarienne réactionnaire

L'abandon de la ratification de la prétendue Constitution européenne après l'échec des référendums du printemps dernier, ne pouvait que susciter les lamentations des européistes de tout bord.

Cependant les adversaires eux-mêmes de cette Constitution, à quelques marginales exceptions près, disent tous être des européens convaincus, vouloir une Europe meilleure, différente, mais une Europe

tout de même. Il n'existe pas, dans la plupart des pays de la Communauté européenne, des partis, y compris parmi les «eurosceptiques», qui préconisent la sortie de cette Communauté et le «splendide isolement» de leur nation: c'est la démonstration que les bourgeoisies de ces pays sont parfaitement conscientes des avantages que leur procure ce **cartel** d'Etats.

L'Union européenne s'est élargie à 25 membres. Aujourd'hui, l'association capitaliste qui a l'histoire la plus ancienne, au-delà des vicissitudes de l'actualité électorales ou autres, apparaît donc comme plus forte, en particulier face à ses concurrents américains et asiatiques. Elle a englobé quelques pays de l'Est qui ont échappé au cours de la décennie 90 à l'emprise de Moscou pour finir sous l'emprise démocratique et impérialiste de... Bruxelles, c'est-à-dire surtout Berlin, Paris, Rome; Et cela fait déjà quelque temps que la très orientale Turquie frappe à la porte y pour entrer.

L'Union européenne des 15 comptait plus de 375 millions d'habitants; celle des 25 en compte plus de 450 millions; quand s'y ajouteront la Turquie, la Roumanie et la Bulgarie le chiffre total dépassera les 520 millions d'habitants tandis que la population active passera de 207 à 230 millions de personnes, soit plus que les Etats-Unis, le Canada et le Japon pris ensemble. Cela représente un marché réellement important, même si le PNB par habitant est passé de 24.574 dollars avant l'élargissement, à 17.505 après; aux Etats-Unis, ce PNB par habitant, indice du développement capitaliste était au même moment de 36.215, de 31.444 au Japon et de 23.114 au Canada: cette diminution s'explique par le moindre développement capitaliste des nouveaux entrants dans l'Union.

Contrairement aux discours de propagande, l'Union européenne est avant tout un marché, sur lequel se

pressent les puissances capitalistes du monde entier (représentées par des trusts multinationaux et des Etats nationaux). Sans doute des règles ont-elle été édictées pour empêcher que des flux désordonnés de capitaux, quelles que soient leurs provenances, ne désorganisent le cours des affaires et les programmes des pays membres. Mais cela ne signifie pas du tout que les oppositions entre capitaux nationaux, entre trusts concurrents, entre Etats aient disparu ou qu'elles puissent être surmontées par les accords négociés depuis des décennies. L'Euro lui-même a sans doute mis les économies des 12 pays qui ont accepté de faire «gérer» leurs économies suivant des paramètres communs de façon qu'elle soient plus liées et plus soutenues entre elles; mais il démontre aussi en permanence la fragilité de ces liens, fragilité qui reflète la tendance intrinsèque de tout capital à n'être déterminé que par son intérêt propre contre tous les autres. Dans sa vertigineuse course à la valorisation, le capitalisme engendre et alimente la concurrence; il en a besoin pour se développer, pour stimuler les affaires; mais en même temps il la combat dans la mesure où chaque capital tend à absorber ou à détruire ses concurrents. Cette contradiction réside à la racine même du mode de production et quels que soient les efforts des bourgeois pour remédier aux aspects les plus brutaux de la concurrence, ils ne peuvent l'arrêter; il est possible de la réguler pour un certain temps, mais ce ne sera

qu'une situation temporaire pendant laquelle s'accumulent toutes les contradictions, toutes les oppositions, tous les facteurs de crises et de guerres que le capitalisme porte en lui.

La nouvelle Europe devrait faciliter la circulation des capitaux, des marchandises et des hommes. Les frontières devraient disparaître pour permettre aux habitants de l'Europe de se déplacer librement d'un pays à l'autre, pour le divertissement ou le travail. Dans les aspirations des bourgeois éclairés et réformistes, l'Europe deviendrait ainsi la «maison commune» des peuples qui ont créé les civilisations, des plus anciennes à l'actuelle, caractérisée par la liberté et la démocratie.

Bien différente est la réalité: la libre circulation entrée en vigueur est celle des affaires, des accords entre capitalistes, entre patrons, entre lobbies affairistes qui agissent sur tous les terrains, de façon légale ou illégale, pour accroître leurs capitaux et leurs revenus.

Quels que soient les discours des politiciens et des gouvernements, la «nouvelle» Europe répond aux éternels principes de la concurrence capitaliste: les puissances les plus riches les économies les plus développées, les impérialismes les plus forts dictent les priorités, établissent les paramètres d'attribution des quotas et de redistribution des crédits, en un mot imposent la défense de leurs intérêts aux dépens des plus faibles. Ils le font sur le plan politique, sur le plan économique et finan-

Europe

cier ainsi que sur le plan militaire.

Dans le cadre général de la concurrence mondiale, en particulier à l'époque impérialiste, les alliances y compris très étroites entre Etats deviennent une nécessité pour défendre les intérêts nationaux spécifiques. Mais dans le cadre de ces alliances, les Etats les plus puissants, grâce à leur capacité de protection politique et militaire des intérêts communs aux alliés, utilisent les autres pays comme réserves de chasse pour leurs capitaux, tout en se réservant le droit de les utiliser comme Etats-tampons sur lesquels décharger une partie des tensions accumulées et des attaques contre leurs positions économiques.

La «nouvelle Europe» n'échappe donc pas aux lois de la concurrence capitaliste et à la loi fondamentale du développement capitaliste qui s'appelle chute tendancielle du taux de profit. Chaque pôle capitaliste cherche systématiquement à augmenter la valeur de ses profits pour résister à la chute de leur taux. L'exploitation de pays capitalistes entiers de la part

des Etats impérialistes les plus forts s'inscrit dans cette tentative permanente pour maintenir leur puissance économique.

Après la deuxième guerre mondiale, la force économique et financière des Etats-Unis leur permit de détrôner définitivement la Grande-Bretagne comme puissance impérialiste mondiale et assujettir à leur capital national les puissances européennes occidentales, alliées ou adversaires dans le conflit qui venait de s'achever.

Le partage du monde entre les Etats-Unis et l'URSS dura quatre décennies; il permit la préservation du pouvoir bourgeois et le développement du capitalisme après les ravages de la guerre; mais il ne pouvait à la longue résister aux tensions de la concurrence capitaliste internationale que ce développement même accroissait inévitablement. La crise de 1973-75 fit la démonstration que la formidable expansion économique du second après-guerre avait épuisé ses énergie

comme l'écroulement du communisme: la faillite du «communisme» à assurer le développement économique et le bien-être des populations était démontrée et c'est pourquoi il avait dû céder le passage au capitalisme, à la société de marché.

L'écroulement de l'URSS a donné le coup de grâce au formidable mensonge, de marque stalinienne mais de nature bourgeoise et capitaliste, du socialisme en Russie, mensonge qui avait été utilisé pendant des décennies pour assujettir les masses prolétariennes du monde aux exigences toujours plus pressantes du capital. La grande **confession** de la nature capitaliste de l'URSS que le développement des relations économiques avec le reste du monde rendait à un certain moment inévitable, n'est pas venue du Kremlin de la façon que nous l'attendions: cette confession a été faite en pratique dans la crise économique et politique pendant laquelle toute la superstructure de l'empire russe s'est débarrassée de ses oripeaux «soviétiques» et «socialistes» pour se présenter comme capitaliste.

Le capital qui s'était accumulé derrière le fameux «rideau de fer» s'est émancipé de la lourde structure étatique qui a eu la tâche historique de développer en quelques décennies le capitalisme dans une très vaste aire euro-asiatique (et pour cette raison sous la forme brutale du totalitarisme). Tous les obstacles bureaucratiques et institutionnels qui avaient protégé le développement national des crises récurrentes du capitalisme mondial mais, qui faisant obstacle à la libre circulation des capitaux et au libre jeu de la concurrence nécessaires à la vitalité capitaliste, avaient fini par peser d'un poids intolérable sur le capitalisme russe, volèrent en éclats. Comme notre parti l'avait prévu depuis longtemps, les crises du capitalisme mondial finirent par mordre au coeur l'économie russe, y provoquant les effets dévastateurs que l'on sait.

La classe dirigeante russe a été contrainte d'accepter le démantèlement d'un empire qu'elle n'avait plus la force de maintenir. L'écroulement de la superstructure politique soviétique n'a pas été la mort d'un communisme, qui n'a jamais été et qui ne pouvait être réalisé «dans un seul pays»; mais elle ne signifie même pas l'accession de la Russie au bien-être et à la prospérité. Les liens avec le

LES CONTRADICTIONS INTERIMPÉRIALISTES S'ACCUMULENT EN EUROPE

L'Europe des Etats les plus forts, pour avoir une Europe forte? C'est cette perspective qui anime en réalité la plupart des européistes.

Les oppositions commerciales et financières internationales démontrent toujours plus clairement que la **concentration** et la **centralisation** capitalistes (développement naturel du capitalisme libéral) qui sont la réponse à l'aggravation de la concurrence sur le marché mondial, ne peuvent pas ne pas **aggraver** encore cette concurrence, ne peuvent pas ne pas attiser en conséquence les **oppositions entre les impérialismes** et notamment les plus puissants.

Les désaccords qui se sont manifestés avec éclat entre la France, la Russie et l'Allemagne d'un côté et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, suivies par l'Italie et l'Espagne de l'autre, à propos du déclenchement de la guerre contre l'Iraq, n'étaient que les derniers et les plus visibles d'une série. On peut relever les désaccords qui se sont déclarés par exemple sur les Organismes Génétiquement Modifiés, auxquels s'opposent de nombreux pays européens (non pas par souci d'écologie, mais pour ne pas faire tomber leur production agricole sous la dépen-

dance des U.S.A. qui sont les seuls à produire ces semences), sur les questions relatives au climat et des émissions de gaz industriels dans l'atmosphère, sur le plan monétaire avec l'apparition de l'Euro et de sa tentative de constituer une alternative au dollar pour les transactions commerciales mondiales, ou d'autres désaccords plus récents comme l'affrontement Boeing - Airbus, etc.

La guerre anglo-américaine contre l'Iraq a amené au premier plan des facteurs de conflits entre les grands impérialismes qui auparavant étaient cachés derrière une entente internationale voulue et, en même temps, forcée entre les Etats-Unis d'Amérique et le reste des nations du monde.

Après l'implosion de l'empire russe, et donc l'éclatement des équilibres mondiaux que le «condominium russo-américain» assurait, la bourgeoisie et petite-bourgeoisie des pays industrialisés a célébré la victoire planétaire de la «démocratie», du «liberté d'entreprise», de la «civilisation occidentale» sur le «totalitarisme», la «planification étatique» ou la «barbarie» asiatique. Les appareils de propagande de tous les Etats bourgeois ont présenté l'écroulement de la superstructure bourgeoise russe

capital international se sont développés, les rapports commerciaux et financiers se sont accrus avec les grands pays industrialisés. Parallèlement le chômage, la précarité et l'insécurité se sont très fortement accrus. La crise économique a sapé les amortisseurs sociaux qui garantissaient une certaine sécurité aux prolétaires et donc constituaient la base de la stabilité sociale. Les conditions de vie du prolétariat russes se sont fortement dégradés engendrant des tensions entre les classes qui tôt ou tard déboucheront inévitablement sur des explosions sociales de grande ampleur. Et ces tensions sociales dans les pays de l'ex-Union soviétique auront inévitablement des répercussions à l'ouest, à partir des pays-tampons comme l'Ukraine, la Biélorussie ou les pays baltes jusqu'à se répercuter dans le cœur de l'Europe.

Après la période où, hier, les luttes anticoloniales ont embrasé l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latine, en Europe mûrissent aujourd'hui quelques unes des tensions interimpérialistes les plus fortes et les

plus explosives. La crise capitaliste sur le fond de laquelle les attaques contre les Tours de New York ont jeté leur ombre sinistre, et qui est le moteur des croisades guerrières, continue à préoccuper les dirigeants capitalistes du monde au moment où flambent les cours du pétrole, éclatent les bombes de Londres et brûlent les banlieues françaises.

Aucune Europe à 25, à 35 ou à 45 ne pourra arrêter le cours inexorable de la crise du capitalisme mondial. Quoi que puissent faire les gouvernements, quelles que soient leurs volontés affichées à un moment donné de «tourner la page», de se réconcilier à l'occasion de réunions au sommet, les oppositions inter-impérialistes n'ont pas disparues ni ne se sont atténuées, et elles ne pourront pas le faire à l'avenir. Au contraire, elles ne pourront que s'aggraver toujours davantage, travaillant inexorablement à la préparation et au déclenchement d'une **troisième guerre mondiale**, si la révolution prolétarienne n'éclate pas avant pour arrêter cette course folle.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS POUR LA RÉVOLUTION ET POUR LE COMMUNISME !

Les bourgeois européens ont leur rêve: les Etats-unis d'Europe.

Les prolétaires doivent avoir eux non un rêve, mais une perspective: la révolution internationale s'étendant au delà de l'Europe, jusqu'au monde entier.

Les Etats-Unis d'Europe ne verront le jour qu'à une seule condition: qu'un Etat plus fort et plus agressif réussisse à soumettre militairement les autres Etats. L'Allemagne superindustrialisée le tenta sous Hitler lors de la dernière guerre mondiale. Avec l'objectif de constituer un grand Reich elle occupa une grande partie des pays européens, mais elle perdit finalement la guerre. Il n'est pas complètement exclu qu'elle ne fasse pas une nouvelle tentative à l'avenir, mais c'est improbable tant que la situation internationale ne se modifie pas complètement. En fait, après la guerre c'est Sa Majesté le Dollar qui a réussi dans une certaine mesure à unifier la partie occidentale de l'Europe mise à genoux par la guerre, après avoir réparti ses bases militaires un peu partout et plié les pays occupés à une sorte de colonisation financière; tandis qu'à l'Est, c'est Sa Seigneurie le Militarisme rus-

se, qui a unifié la partie du continent sous domination de Moscou. Dans les deux cas, c'est la force militaire qui a imposé ces «unifications» temporaires et partielles, et non des accords et des discussions pacifiques, confirmant pleinement la vision marxiste de l'évolution historique. En 1915, à l'occasion d'une discussion dans le parti bolchevik sur la question des Etats-Unis d'Europe, Lénine prononçait ce jugement bien connu: *«Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "civilisées" et "avancées", les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires.»*

En bon matérialiste dialecticien, Lénine sait que les alliances sont possibles entre Etats impérialistes comme entre entreprises capitalistes, en dépit de la concurrence qui les oppose. Il explique: *«Certes des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente entre capitalistes européens...*

dans quel but?

Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans le partage actuel des colonies et qui se sont renforcés ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique arriérée, qui pourrait déjà de vieillesse. Comparée aux Etats-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble est synonyme de stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les Etats-Unis d'Europe signifieraient l'organisation de la réaction en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique.»

La constitution des Etats-Unis d'Europe serait donc pour Lénine un fait **réactionnaire**, dont l'objectif serait d'un côté de lutter contre les impérialismes concurrents plus dynamiques, et de l'autre côté d'écraser la menace prolétarienne. Et comme s'il avait pressenti les discours de nos européistes actuels d'extrême-gauche, il précise: *«Les temps sont à jamais révolus où la cause de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe.»* Bien plus juste serait, selon Lénine, le mot d'ordre des «Etats-Unis du monde», sauf qu'il se confondrait avec le mot d'ordre de la révolution socialiste internationale et qu'il pourrait en outre l'idée que la révolution ne pourrait être d'abord victorieuse dans un seul pays (1).

Le prolétariat n'a aucun intérêt à soutenir les alliances et projets d'alliances impérialistes qui renforcent son ennemi de classe, mais il ne peut pas non plus circonscrire sa lutte dans les limites ou les frontières qui ont été fixées et modifiées par les guerres et les traités entre Etats capitalistes. Son objectif ultime, la destruction du système capitaliste, est par définition internationale; il dépasse toutes les frontières, ce qui signifie, aujourd'hui où le capitalisme s'est étendu au monde entier, que son champ de bataille embrasse la planète toute entière. Quant à ses luttes immédiates de défense, elles dépassent elles aussi les frontières nationales ou européennes, dans la mesure où dans la plupart des pays européens, non seulement une partie significative des entreprises est non-nationale, mais surtout une fraction importante du prolétariat lui-même, souvent la fraction la plus exploitée,

est extra-communautaire. Nous voyons tous les jours, comme Lénine l'avait pressenti, que le rapprochement tourmenté des Etats européens se traduit par une oppression toujours plus pesante de cette fraction du prolétariat, un flicage toujours plus accru des prolétaires immigrés et de leurs descendants: c'est même un des rares domaines où sont à peu près d'accord tous les gouvernements!

Ce n'est pas par hasard si le mot d'ordre par lequel se terminait le Manifeste il y a plus de 150 ans était: **Prolétaires du monde entier, unissez-vous!**

Ce sont les prolétaires qui doivent s'unir, contre toutes les unions capitalistes, petites ou grandes, contre les unions des Etats bourgeois qui n'ont d'autre but que de maintenir en vie une société en putréfaction fondée sur leur exploitation.

L'internationalisme prolétarien est un cri de bataille; c'est l'appel à la lutte de tous les prolétaires pour les mêmes objectifs, pour la même lutte, pour la même révolution sous tous les cieux: la révolution communiste mondiale.

Que la lutte de classe débouche sur la révolution prolétarienne d'abord dans un pays plutôt que dans un autre, est un fait historique indéniable: le développement économique et politique inégal des différents pays est une loi absolue du capitalisme. Et cette inégalité de développement se traduit par une maturation inégale des facteurs objectifs (les conditions économiques, sociales et politiques historiques) et subjectifs (la naissance et le développement du parti de classe et des organisations prolétariennes immédiates) de la révolution prolétarienne.

Ces facteurs sont le produit du développement du capitalisme et de la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Et dans la perspective de la lutte de classe, il n'y a pas de place pour les illusions petites-bourgeoises quelles qu'elles soient, et en particulier les illusions sur l'unité européenne, démocratique et pacifique, qui pourrait fournir un cadre plus facile pour la réalisation des aspirations prolétariennes, voire être une voie de passage obligée vers la révolution prolétarienne (comme dans la vieille rengaine de l'*Europe des travailleurs*). C'est la poussée matérielle objective des antagonismes sociaux devenus incontrôlables par les dispositifs bourgeois de la démocratie collabora-

tion des classes, qui remettra les prolétaires de tous les pays sur le terrain de la lutte ouverte. La marée rouge du prolétariat révolutionnaire, annoncée par les explosions sociales dans les pays où les fractures sociales sont les plus aiguës, préparée par l'action du parti de classe, reviendra battre avec une puissance décuplée les rivages capitalistes. L'énergie révolutionnaire des immenses masses prolétariennes se lançant à l'assaut du ciel, sera suffisamment puissante pour faire s'écrouler tous les temples capitalistes, tous les symboles et toutes les idéologies bourgeoises, pourvu qu'elle soit dirigée par son indispensable organe de lutte, le **parti communiste mondial** reconstitué sur la base du marxisme authentique.

La victoire dans cette guerre sociale ne sera pas obtenue d'un coup, à l'issue de quelques jours de lutte. La durée de ce combat titanique qui

se livrera dans tous les pays sera dictée par le rapport des forces entre les classes; mais l'issue et la durée de la lutte seront déterminés par la capacité du prolétariat à se libérer à temps de l'influence de l'opportunisme, de l'influence de tous ses faux amis, de tous les semeurs d'illusions, d'autant plus dangereux qu'ils s'affirment plus à gauche, ou même «révolutionnaires».

(1) cf Lénine, «A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe», O.C., vol. 21, pp 352, 354 (ce dernier passage est l'un des rares qui a pu être utilisé - bien à tort - par les staliens pour prétendre que Lénine était convaincu de la possibilité de la construction du socialisme dans la Russie isolée, en dépit de tout ce qu'il avait **expressément** dit à ce sujet).

«el programa comunista»

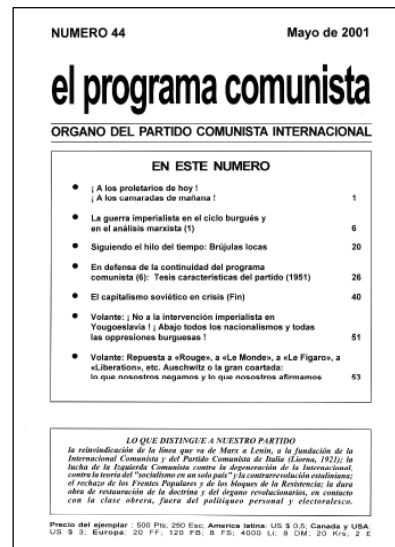
N° 46, Diciembre de 2005

Au sommaire:

- Lo que distingue a nuestro partido
- Europa: lupanar burgués, galera roletaria
- Criticà del C.C.I. : Introducció/La Corriente Comunista Internacional: A contracorriente del marxismo y de la lucha de clase /La C.C.I. o la oposició al poder revolucionario proletario / A propósito de cronstadt. Violencia, terror, dictadura, armas indispensables del poder proletario / A prueba de luchas de clases: el carácter anti-proletario de las posiciones

de la C.C.I. : (1) La C.C.I. contra la organización de la clase obrera (2) La C.C.I. contra las huelgas (3) A propósito de Adelschoffen, Cellatex...La C.C.I.: un ejemplo a no seguir / El purismo como máscara de adaptación al social-chauvinismo / Una polémica reveladora de la C.C.I. / La tara insuperable de los prejuicios libertarios / La C.C.I. o la fobia a la autoridad / «Revolution Internationale» y sus amigos : (1) La leyenda de una «Izquierda europea» (2) La insondable profundidad del «marxismo occidental»

- ¡ El muro israelí, un negocio en oro para los burgueses palestinos !
- ¡ Proletarios de Israel! ¡ Proletarios palestinos!
- *La matanza de proletarios continúa. Luego de Kabul, Mazar i Sharif, Bagdad, Falluja, Tikrit, Mosul, Estambul, Jerusalén, Jenin, Gaza, Grozny, Moscú, New York, Madrid, ahora le toca a Londres este 7 de Julio de 2005. ¡El terrorismo de los grandes Estados imperialistas nutre al terrorismo de los movimientos confesionales del fundamentalismo islámico!*
- ¡La cólera y la violencia proletarias de los suburbios franceses anuncian las futuras tempestades sociales!



Precio del ejemplar: Europa: 3 €; 2 £; 8 FS; 25 Krs ; América latina: US\$ 1,5 ; Canadá y USA: US\$ 3

Ce qui distingue notre parti

Depuis quelques mois, le petit texte présent sur toutes les publications du parti pour indiquer brièvement *ce qui nous distingue* est modifié; désormais il se présente ainsi:

Ce qui distingue notre Parti: la ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

1926 - 1952.

AVANT TOUT SE DISTINGUER DU STALINISME

Le premier «ce qui nous distingue» fut rédigé en conclusion de la scission de 1951-1952 qui vit le *Partito Comunista Internazionale* se diviser en une fraction continuant à publier le vieil organe «Battaglia Comunista» et un autre publiant un «Il Programma Comunista». Son but était moins de se démarquer de l'autre fraction que d'indiquer ce qui nous caractérisait en général.

Dès lors ce texte fit partie intégrale de la présentation officielle du parti à travers ses organes de presse, en déclarant brièvement sa colocation historique, ses origines et des positions caractéristiques.

Sa rédaction originelle était la suivante: *Ce qui distingue notre parti: la ligne de Marx à Lénine, à la formation de la IIIe Internationale, à Livourne '21, à la lutte de la gauche communiste contre la dégénérescence de Moscou, au refus des fronts populaires et des blocs partisans; l'oeuvre difficile de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, au contact de la classe ouvrière, en dehors de la politique personnelle et électoraliste.* Il fut publié pour la première fois sur le n° 5 du 6-20 mars 1952 de «Battaglia Comunista», après que la direction du parti ait décidé de publier sur le journal le texte des Bases d'adhésion pour 1952(1).

En France, où la poignée de militants restant n'eut la force de republier une presse qu'en 1957, le texte ne faisait pas allusion à Livourne; il est vrai que «Programme Communiste» initialement ne se présentait pas formelle-

ment comme un organe de parti. Dans le n° 1, qui contenait le texte du rapport d'Amadeo Bordiga sur les Fondements du Communisme révolutionnaire tenu à une réunion générale du parti à Paris, l'article de présentation de la revue ne parlait du *Parti Communiste Internationaliste* que comme une «*organisation-soeur*»...

Au début des années cinquante, les éléments d'extrême gauche savaient en général que la référence à Livourne '21 était la référence à la fondation du **Parti Communiste d'Italie** par le courant intransigeant guidé par la Gauche communiste - Amadeo Bordiga, Umberto Terracini, Bruno Fortichiari, Ruggero Grieco, pour ne citer que les plus connus - et non par les Gramsci et autres Togliatti qui n'y donnèrent aucune contribution notable.

À l'inverse il était clair alors que se revendiquer de Gramsci, était se revendiquer du parti communiste **italien**, du courant qui avait battu et éliminé la Gauche communiste du parti et transformé celui-ci en parti **national** (comme le revendiqua ouvertement Gramsci), dirigé ensuite par Togliatti, un parti luttant pour la démocratie, promouvant les alliances interclassistes des Fronts populaires et autres blocs de la Résistance contre les fascistes et participant à l'union nationale après la guerre pour remettre sur pied le capitalisme italien.

En traitant de la naissance du parti communiste italien, l'historiographie officielle, de marque stalinienne ou non, ne parlait de la Gauche communiste -

quand elle en parlait! - que comme un courant «sectaire» et «extrémiste», heureusement battu par Gramsci et ses partisans, faussement décrits comme les véritables «léninistes».

À l'époque, il était évident pour tous que la «dégénérescence de Moscou» renvoyait à l'Internationale Communiste dont le centre se trouvait dans la capitale russe, et au jugement porté sur son évolution. Les luttes menées par la Gauche communiste n'étaient pas encore complètement oubliées parmi les prolétaires en dépit de deux décennies de répression. Il était encore connu que les communistes de gauche, les «bordiguistes» comme on appelait les militants restés fidèles à l'orientation des fondateurs du parti, avaient, dès la première heure, combattu avec intransigeance toutes les révisions, toutes les adaptations théoriques, politiques ou organisationnelles aux positions démocratiques, opportunistes et réformistes. Et on les connaissait en outre comme les seuls qui soutenaient que «*la Russie n'est pas socialiste*».

La Gauche communiste fut en effet pratiquement le seul courant à comprendre et à affirmer que le socialisme n'était pas en train de se construire en Russie et qu'il n'y avait plus rien à défendre de cet Etat, dès lors que la **contre-révolution** stalinienne avait vaincu et écrasé toute opposition de classe - ce que le trotskysme, en dépit du combat courageux de l'indomptable Trotsky, ne fut jamais capable de comprendre. Tout ce que la propagande stalinienne faisait passer pour du «marxisme-léninisme» n'était que le travestissement complet du marxisme aux seuls fins de soutenir les intérêts

Ce qui distingue notre parti

nationaux et internationaux du nouveau capitalisme russe et plus généralement de s'opposer au retour du prolétariat à ses positions de classe.

Après que la Gauche communiste ait mené une lutte difficile contre le courant, livrant une dernière bataille politique dans l'Internationale et dans le parti italien au cours de la fatidique année 1926 contre les tenants du «socialisme dans un seul pays», la rupture fut alors définitivement consommée avec la mise hors-la-loi de toute opposition au cours stalinien.

Les militants de la Gauche que la répression fasciste avait contraint à se réfugier à l'étranger purent se réorganiser en une «Fraction à l'étranger» (officiellement dénommée «Fraction du Parti communiste italien») qui s'efforça de rester fidèle au programme de 1921 et aux thèses de présentées contre Gramsci en 1926 (IIIe congrès du PCI, tenu à l'étranger, à Lyon, à cause du fascisme). En 1943, lors du bref intermède du gouvernement Badoglio qui avait renversé Mussolini et ouvert les portes des prisons, bon nombre de ces militants eurent la possibilité de rentrer en Italie. Avec les militants retrouvés sur place, ils participèrent à la fondation du Partito Comunista Internazionalista dans la partie nord du pays (le Front coupant l'Italie en deux). Cette première tentative encore imparfaite de réorganisation en parti du courant de la Gauche communiste italienne, le seul courant directement lié au mouvement communiste international qui n'ait pas capitulé d'une façon ou une autre durant la tourmente contre-révolutionnaire, trouva sa concrétisation plus définitive après la guerre, lorsque en 1952 la scission d'avec la tendance activiste, permit d'obtenir des bases homogènes pour mener à bien l'oeuvre fondamentale de restauration du marxisme.

* * *

Le stalinisme était alors et sera encore pendant de longues années, l'ennemi principal que le mouvement révolutionnaire prolétarien trouvait sur son chemin, en raison de son double rôle: comme principale force «opportuniste» (c'est-à-dire, dans le vocabulaire marxiste, passée au service de la bourgeoisie) provenant de la dégénérescence des partis communistes et comme force directement bourgeoise, d'Etat, s'appuyant sur le développement capitaliste accéléré de la Russie.

Se distinguer du stalinisme, c'est-à-dire du travestissement national-

communiste du marxisme et de sa praxis interclassiste, et **lutter contre lui**, était non seulement indispensable pour toute organisation se voulant être marxiste, mais tout simplement **vital**: on ne peut ruser avec la contre-révolution, comme le démontre a contrario le triste sort du trotskysme qui avait pourtant lui aussi une origine communiste véritable.

Parmi les divers efforts de réorganisation politique dans l'immédiat après-guerre, il faut relever l'«*Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste*» écrit en français en 1949 (2). C'était un projet de manifeste programmatique diffusé internationalement qui s'adressait à toutes les forces se réclamant du marxisme et prêtes à accepter les dures leçons des longues décennies de dégénérescence du mouvement communiste mondial d'abord, de précipitation dans la contre-révolution stalinienne ensuite. L'antistalinisme que divers courants partageaient, parfois y compris sous l'influence de forces opportunistes liées aux bourgeoisies occidentales, n'était en effet pas suffisant pour la Gauche communiste. Il fallait tirer jusqu'au bout toutes les leçons de la contre-révolution et réassimiler les bases théoriques et programmatiques correctes du marxisme non falsifié.

C'est pourquoi, après avoir rappelé la crise formidable dans lequel se trouvait le mouvement prolétarien international, l'Appel définissait quelques points fondamentaux: revendication des armes de la révolution que sont la violence, la dictature, la terreur; rupture totale avec les fronts de la Résistance et de la Libération; négation historique de la défense nationale, du pacifisme et du fédéralisme entre les Etats; condamnation des programmes sociaux communs et des fronts politiques avec les classes non salariées;

LA DÉMOCRATIE: BASE DE PRINCIPE ET DE PRAXIS DE L'OPPORTUNISME

La lutte sans trêve contre l'idéologie et la pratique démocratique, contre l'électoratisme et le parlementarisme, a toujours été une caractéristique qui a distingué la Gauche communiste des divers courants et partis dits d'«extrême gauche».

Dans l'Internationale communiste des premières années, la Gauche s'opposa ainsi au «**parlementarisme révolutionnaire**». C'était une divergence qui portait sur la tactique, sur les

reconnaissance du caractère capitaliste de la structure sociale en Russie; refus de tout appui au militarisme impérial russe et défaitisme contre le militarisme américain.

Nous sommes alors, 5 ans après la fin de la boucherie mondiale, en pleine puissance du stalinisme et de l'antifascisme de la Résistance, à un moment où tous les partis faussement appelés «communistes» liés à Moscou et subventionnés par lui, préconisaient, chacun, leur propre «voie nationale au socialisme» qui leur permettait de s'adapter plus commodément aux intérêts de leur bourgeoisie nationale et surtout de combattre toute velléité d'internationalisme prolétarien.

Les «leçons de la contre-révolution» ne purent être tirées que par la Gauche communiste; ni le trotskysme - sans aucun doute antistalinien, mais partisan tout de même de la défense de l'URSS et du pseudo «camp socialiste», donc conservant malgré tout un lien avec la contre-révolution - ni les mille variétés de groupes spontanés et immédiatistes, n'étaient capables de fournir une contribution sérieuse à ce travail. De la gauche classique à l'extrême gauche antistalinienne et prétendument révolutionnaire, tous, d'une façon ou d'une autre, étaient unis en fait par leur attachement aux orientations de l'antifascisme démocratique et des blocs de la Résistance; même quand ils utilisaient un vocabulaire d'apparence marxiste, ils adhéraient tous à l'idéologie démocratique, ils faisaient tous de la démocratie leur objectif: certains la voulaient «directe» et non parlementaire, d'autres «prolétarienne» et non bourgeoise, d'autres encore «progressiste» et non conservatrice, «véritable», «nouvelle», «économique», «nationale», etc., mais la démocratie était pour tous le but commun.

moyens à utiliser, car l'objectif était partagé par tous les communistes: il fallait lutter contre les illusions des larges masses prolétariennes envers le parlementarisme, démasquer comme une tromperie tout le système électoral démocratique, détruire les parlements en même temps que le régime bourgeois.

Contrairement à ce qu'elle prétend, la démocratie n'est pas un système qui permettrait à la majorité de la popula-

tion (qui est composée de classes non exploiteuses) de faire prévaloir ses intérêts sur ceux de la minorité exploitée; elle est au contraire le système idéal, en temps normal, de domination politique de cette minorité, de cette **classe** qui, parce qu'elle s'accapare toute la richesse sociale, domine la société, produit l'idéologie dominante et façonne la dite «opinion publique» grâce aux mille organisations et institutions qu'elle a créées, façonnées ou achetées, de l'Eglise à l'Ecole, des médias les plus divers aux partis et associations les plus variées.

Comme le disait Lénine dans «L'Etat et la révolution» après avoir rappelé après Engels que le suffrage universel est un **instrument de domination de la bourgeoisie**, la fonction des élections est faire décider périodiquement par les électeurs qui foulera aux pieds la masse de la population jusqu'aux élections suivantes. Et tant que les prolétaires continueront à croire à l'illusion que le bulletin de papier qu'ils déposent rituellement dans l'urne est le moyen, facile et indolore, de changer les choses, ils se détourneront de la seule voie réelle non seulement pour s'émanciper définitivement du capitalisme, mais même pour se défendre efficacement contre lui: l'organisation et la lutte, non plus électorale et démocratique, mais ouverte et **de classe**.

Pour combattre cette illusion, la tactique préconisée par Lénine et les dirigeants de l'Internationale était la participation aux élections afin de «détruire les parlements de l'intérieur», de les utiliser comme une «tribune» pour dénoncer aux yeux des masses tout ce qui s'y tramait contre elles et faire éclater toute la corruption parlementaire, étant bien entendu (c'était la condition de l'utilisation de cette tactique) que l'essentiel de l'activité des partis communistes devait se conduire hors des parlements et indépendamment des limites de la légalité bourgeoise.

La Gauche communiste d'Italie proposait, elle, la non participation aux élections, l'**abstentionnisme révolutionnaire**. Elle considérait que les illusions démocratiques étaient une arme de la bourgeoisie enracinée et perfectionnée depuis des décennies et donc beaucoup plus dangereuse dans les pays capitalistes développés que ce qu'elle avait pu l'être dans un pays semi-féodal comme la Russie: preuve en était que la participation électorale et le parlementarisme avaient été le

canal principal de la dégénérescence réformiste des vieux partis ouvriers. La tactique en Occident devait, selon la Gauche, être par conséquent beaucoup plus stricte qu'en Russie. La lutte contre l'intoxication démocratique, contre les illusions électorales parmi la classe ouvrière ne pouvait être que gênée, et non facilitée, par la participation aux élections et l'activité parlementaire.

L'abstentionnisme préconisé par la Gauche n'avait rien de l'abstentionnisme apolitique de l'anarchisme ou du pêcheur à la ligne. Il impliquait une lutte active, non seulement idéologique mais pratique contre les illusions électorales et pour la **préparation révolutionnaire** en démontrant que les méthodes et les moyens de la révolution (prise violente du pouvoir, destruction de l'Etat bourgeois, instauration de la dictature du prolétariat) en opposition complète aux méthodes et aux moyens de la démocratie bourgeoise, se basaient sur l'organisation et l'action indépendante de classe des prolétaires (3).

L'histoire récente elle-même du Parti Socialiste Italien (alors pourtant section de l'Internationale communiste) avait montré que la voie électorale avait causé en 1919 la dissipation inoffensive de la forte agitation sociale et qu'elle représentait encore une diversion face à l'offensive bourgeoise qui menaçait et à laquelle il fallait répondre sur le terrain de la lutte ouverte y compris violente (comme le fit ensuite le Parti Communiste d'Italie).

L'avertissement lancé par Bordiga au nom de la Gauche communiste contre toute utilisation du parlementarisme, n'avait rien à voir avec le purisme révolutionnaire auquel on voulut le réduire; il était dicté par les **besoins objectifs réels** de la lutte ouvrière contre le capitalisme, y compris le besoin, pour les jeunes partis communistes en formation dans l'ambiance démocratique des pays capitalistes développés, de rompre définitivement avec les vieilles et tenaces traditions électoralistes. Si cet avertissement ne fut pas entendu, il était cependant plus que fondé: la tactique du parlementarisme révolutionnaire ne favorisa en rien la lutte révolutionnaire et ne permit en aucune façon de battre en brèche l'électoralisme. Au contraire elle compliqua cette lutte en dégénéralant rapidement en parlementarisme tout court; on vit en peu de temps les dirigeants de l'Internationale eux-mêmes spéculer sur la formation de «gouvernements

ouvriers» sur la base de combinaisons parlementaires, comme pouvant représenter une étape vers la révolution!

L'application de cette tactique funeste en Allemagne provoqua en 1923 l'échec sans gloire de la tentative révolutionnaire. La conséquence de ce désastre fut, non le retour à des principes tactiques fermes et stricts, mais au contraire une tactique toujours plus oscillante et toujours plus déliée de ces principes, qui aggrava la dégénérescence politique du mouvement jusqu'à permettre la victoire en son sein d'un nouvel opportunisme. Le parlementarisme et l'électoralisme se révélaient ainsi historiquement pour la deuxième fois être l'une des portes d'entrée privilégiées des influences conservatrices, antirévolutionnaires, pro-bourgeoises dans le mouvement révolutionnaire prolétarien.

Battu par Lénine et les bolcheviks en Russie, l'**opportunisme**, c'est-à-dire les forces qui au sein et à la périphérie de la classe ouvrière se font les **agents de la bourgeoisie**, avaient dans les pays capitalistes développés une présence et une assise beaucoup plus étendues, une puissance beaucoup plus grande qui étaient le reflet de la puissance de leur maître capitaliste. Et ils s'appuyaient sur l'idéologie et la praxis de la démocratie que la classe bourgeoise de ces pays riches alimentait en payant aussi longtemps que possible ses inévitables frais de fonctionnement.

Selon les chefs opportunistes, les Turati, les Kautsky, les Blum, la démocratie pouvait et devait être utilisée pour aller graduellement au socialisme, petit à petit, réforme après réforme, sans affrontement violent, sans révolution; l'Etat pouvait et devait être conquis morceau après morceau, municipalité après municipalité sans qu'il soit besoin de le renverser et de le détruire. Et puisque la démocratie et l'Etat pouvaient être utilisés par le prolétariat, ils devaient être **défendus** par lui en commun avec toutes les classes de la nation contre leurs adversaires intérieurs - les fascistes, vus comme expression d'une fraction réactionnaire minoritaire de la bourgeoisie, mais aussi les révolutionnaires, assimilés à des couches anarchistes du lumpenproletariat - ou extérieurs.

L'opportunisme social-démocrate traditionnel préparait ainsi la voie à l'opportunisme stalinien, plus féroce et totalitaire en raison des circonstances historiques diverses.

LE STALINISME, CONTRE-RÉVOLUTION BOURGEOISE

L'absence de victoire de la révolution dans l'occident capitaliste plaça les communistes russes arrivés au pouvoir dans un pays majoritairement paysan, économiquement et socialement arriéré, dans la situation extraordinairement périlleuse d'y développer le capitalisme - sans développement préalable du capitalisme, il était matériellement impossible de songer à aller vers le socialisme - en tentant de le contrôler sous la forme du capitalisme d'Etat. D'autre part, l'imaturité politique du mouvement révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, qui se traduisait par la persistance d'influences social-démocrates dans les jeunes partis communistes, tous, à l'exception du parti italien, nés sur la base de compromis implicites avec des fractions importantes des vieux partis socialistes, faisait que tout le poids de la direction de l'Internationale reposait sur ces mêmes communistes russes.

Littéralement pris à la gorge par les difficultés internes (de la guerre civile entretenue par l'impérialisme aux difficultés inouïes de la reconstruction économique), ces derniers ne pouvaient pas ne pas chercher anxieusement les moyens d'accélérer le rythme de développement de la révolution internationale; mais tout en s'efforçant d'éduquer de façon révolutionnaire les partis communistes et de corriger leurs erreurs continues, ils finirent par se faire influencer par eux. C'est tout du moins le cas en ce qui concerne l'Allemagne, le pays-clé de la révolution communiste internationale: tous les tournants à droite de l'Internationale naquirent d'abord dans le grand parti communiste unifié allemand (où les masses d'adhérents venant du parti socialiste indépendant noyaient la petite minorité à tendance marxiste qui s'était regroupée au cours de la guerre) avec l'espoir, toujours déçu, de forcer les situation par des manoeuvres «élastiques» et «audacieuses»... de rapprochement avec les réformistes. Ce n'est pas un hasard si c'est du parti allemand, par la bouche de son principal dirigeant qui retournera un peu plus tard dans le giron réformiste, que vinrent les premières critiques contre la formation jugée «trop à gauche» du parti italien, alors que l'Internationale avait d'abord jugé comme exemplaire, avant que, après la victoire du stalinisme, un Gramsci la définisse comme «la plus

grande victoire de la réaction».

Les fautes commises par l'Internationale sur les plans tactique et organisationnel surtout dans la période qui va de 1922 à 1926 ouvrirent inévitablement des failles désastreuses sur les plans politique, programmatique et théorique jusqu'à la théorisation du **socialisme dans un seul pays**, véritable abjuration de la théorie marxiste.

La lutte politique menée dans les années vingt par les courants de gauche dans les divers partis, y compris le parti russe, contre les déviations croissantes du programme révolutionnaire, se termina par un échec. Les courants de droite qui avaient été renforcés par la défaite du mouvement prolétarien en Italie (victoire du fascisme) et surtout en Allemagne (échec de la révolution en 1923), étouffèrent en définitive les révolutionnaires, non à cause de leur supériorité politique mais parce qu'ils étaient devenus en réalité l'expression du capitalisme en plein développement en Russie; loin d'avoir pu être contrôlé par le pouvoir prolétarien et le parti, c'est le capita-

FASCISME ET ANTIFASCISME DÉMOCRATIQUE, DEUX FACES DE LA MÊME MÉDAILLE BOURGEOISE

La mystification accomplie par la contre-révolution stalinienne, qui continuait à utiliser un vocabulaire tiré du marxisme et à se présenter comme révolutionnaire aux prolétaires, fut facilitée par la victoire du fascisme, c'est-à-dire de cette autre forme de la contre-révolution.

Le fascisme est la dictature ouverte du capital à laquelle recourt la classe bourgeoise lorsque la démocratie commence à perdre ses effets paralysants de la démocratie. Mais pour mener à bien sa tâche d'écrasement du prolétariat, cette contre-révolution ouverte doit trouver face à elle un prolétariat politiquement désorienté, désorganisé, déjà au moins à moitié vaincu. Et c'est la démocratie et les partis dits ouvriers qui ont le rôle de désarmer, de paralyser le prolétariat, de lui faire désert ses positions de classe ou de l'empêcher de les trouver, de faire donc le travail préparatoire indispensable pour la victoire contre-révolutionnaire.

En Italie c'est le Parti socialiste, majoritaire dans la classe ouvrière, qui joua ce rôle en signant sous l'égide de l'Etat un «pacte de pacification» avec

lisme national russe qui s'emparait du parti et de l'Etat - et par conséquent de l'Internationale-, en chassait les révolutionnaires et se dotait d'une théorie à son usage, exaltant son développement national. La «dégénérescence de Moscou» frappait donc tous les pays: en Chine en 1927 l'Internationale mena la révolution à sa ruine et livra les prolétaires aux tueurs du Kuomintang, comme en Grande-Bretagne en 1926 elle conduisit la grève générale à la défaite.

La contre-révolution dite stalinienne en marche eut d'abord pour conséquence de faire perdre au mouvement révolutionnaire prolétarien l'orientation marxiste correcte - ce qui le conduisit inévitablement à la défaite - puis d'orienter ouvertement la classe ouvrière dans tous les pays vers la défense de la patrie, c'est-à-dire de l'ordre bourgeois national. Reprenant et accentuant le rôle antirévolutionnaire de la vieille social-démocratie dont le prolétariat, accomplissant un grand pas en avant dans sa lutte de classe, s'était partiellement libéré après la guerre, le stalinisme effaçait ce pas en avant et faisait reculer de plusieurs décennies la lutte prolétarienne.

les fascistes et en faisant échouer la grève générale préparée contre l'offensive bourgeoise. En Allemagne sociaux-démocrates et staliniens se partagèrent la tâche de sabotage de la force prolétarienne, les uns en orientant les ouvriers vers la défense de la démocratie et le soutien aux différents gouvernements bourgeois, les autres en refusant de préparer la lutte, convaincus qu'il fallait laisser les nazis, moins dangereux que les sociaux-démocrates, s'épuiser au pouvoir...

L'**antifascisme démocratique**, c'est-à-dire la lutte contre le fascisme menée sur la base de la défense de la démocratie fut, selon notre courant, le **pire produit du fascisme** (4). L'antifascisme démocratique en effet présentait (et présente) la démocratie et le fascisme comme deux systèmes politiques complètement opposés, mettant de côté la nature de classe identique, bourgeoise, de ces deux systèmes de gouvernement. Donc si la défense ou le rétablissement de la démocratie, et non plus le renversement du capitalisme, devient l'objectif de lutte même temporaire du prolétariat, cela signifie que cette lutte peut et doit être menée

en alliance avec d'autres classes y compris avec la bourgeoisie! Et pour que cette alliance interclassiste puisse se concrétiser, pour convaincre bourgeois et petits-bourgeois démocrates qu'ils ne constituent aucun danger pour eux, il faut que les prolétaires abandonnent leurs revendications de classe, qu'ils sacrifient leurs intérêts propres.

L'histoire a fait la démonstration que l'antifascisme démocratique n'a jamais arrêté le fascisme, mais qu'au contraire en affaiblissant le prolétariat - dont la force ne réside que dans son organisation et sa lutte de classe - en le réduisant pratiquement à l'impuissance, il l'a toujours livré aux coups de la contre-révolution fasciste dont il est la cible réelle. Quant aux bourgeois démocrates, l'histoire a montré aussi qu'ils se transforment en un clin d'oeil en fascistes, lorsque la défense de leurs intérêts le leur commande. Démocratie et fascisme ne sont que deux **formes politiques interchangeables** auxquelles la bourgeoisie a recours suivant les périodes pour les besoins du maintien de sa domination de classe.

C'est en Italie que l'antifascisme démocratique fit sa première apparition, inauguré par la direction gramsciste que l'Internationale avait nommé à la tête du parti en remplacement de l'ancienne direction de gauche emprisonnée par les fascistes avec la tâche de faire rentrer dans le rang sa section italienne rétive. Il poursuivit ensuite ses ravages en Allemagne et en Espagne avant de déboucher logiquement sur le ralliement complet à la défense de l'ordre bourgeois et au soutien à la guerre impérialiste, en total reniement au défaitisme révolutionnaire de Lénine, y compris sous la forme des alliances de la Résistance. Il est devenu aujourd'hui le credo indiscuté de tout l'éventail politique, jusque et y compris l'extrême-gauche d'origine antistalinienne ou libertaire, qui est incapable de comprendre même les leçons les plus évidentes de l'histoire (y compris récente comme au Chili d'Allende) parce qu'étant en réalité une des expressions politiques de la petite-bourgeoisie, elle est complètement étrangère au marxisme.

La lutte contre l'idéologie et les orientations démocratiques, contre toutes les concessions sur quelque plan que ce soit à la démocratie, n'était donc pas le moins du monde une espèce de tare idéologique de la Gauche communiste, une attitude puriste de

doctrinaires coupés de la réalité. C'était au contraire (et c'est toujours) une **exigence pratique** de la lutte ouvrière, un **besoin vital** pour la défense du prolétariat contre l'attaque bourgeoise en même temps que la base indispensable pour le renforcement et l'homogénéité du parti qui doit le guider, puisqu'elle n'est que l'autre face de la lutte pour son organisation et son **indépendance de classe**.

La démocratie, idéologie et programme bourgeois qui ont toujours été le moyen d'intoxication le plus efficace des prolétaires, a historiquement constitué un progrès historique contre le féodalisme, société fondée ouvertement sur l'inégalité entre les hommes, qui était devenue une entrave au progrès des forces productives. Les révolutions bourgeoises ont vu la participation à la lutte de toutes les classes opprimées, elles ont ouvert à la lutte politique, à l'instruction, à la connaissance même élémentaire paysans, artisans, prolétaires. Le développement du capitalisme exigeait la liquidation du féodalisme, la «libération» des individus de tous les liens féodaux, y compris des liens avec leurs outils, avec la terre pour en faire des prolétaires sans attaches mais sans ressources, «libres» de vendre leur seul bien, leur force de travail, ou de mourir de faim. Supprimant les corporations et les ordres féodaux, la démocratie bourgeoise établissait l'égalité entre tous - l'égalité **en droit**, en même temps que se développait l'inégalité **en pratique** et que les hommes restaient divisés en possédants et non possédants, en classes sociales au moins aussi distinctes et opposées que les anciens ordres. Et d'ailleurs les réformes et les droits en faveur des classes inférieures qui sont aujourd'hui vantés comme le trésor de la démocratie ont été péniblement arrachés à la bourgeoisie qui initialement ne concevait la démocratie que pour elle-même, interdisait les syndicats, refusait le droit de vote aux femmes et aux prolétaires, etc.: il lui a fallu du temps pour se convaincre que l'extension de ces droits démocratiques à tous les individus pouvait être réalisé sans danger pour elle et que cela lui était même en définitive bénéfique.

La période historique du développement du capitalisme que les marxistes, après Lénine, baptisent du nom d'**impérialisme** est caractérisée par la concentration monopolistique de l'économie, par la naissance des trusts capitalistes, par la prédominance du capital financier sur le capital indus-

triel et commercial, par la planification économique.

«L'économie bourgeoise se transforme et perd les caractères du libéralisme classique, dans lequel chaque patron d'entreprise était autonome dans ses décisions économiques et d'échange - lit-on dans un de nos textes de base, publié en 1946: «Eléments d'orientation marxiste» (5). Une discipline de plus en plus stricte s'impose à la production et à la distribution; les indices économiques ne résultent plus du libre jeu de la concurrence, mais de l'influence d'associations de capitalistes d'abord, d'organes de concentration bancaire et financière ensuite, et enfin directement de l'Etat. L'Etat politique qui d'ans l'acception marxiste était le comité d'intérêts de la classe bourgeoise et qui, tant comme gouvernement que comme police, protégeait ceux-ci, s'affirme de plus en plus comme organe de contrôle et même de gestion de l'économie. Cette concentration des attributions économiques dans les mains de l'Etat ne peut être interprétée comme un acheminement de l'économie privée vers l'économie collective, à moins d'ignorer que l'Etat contemporain exprime uniquement les intérêts d'une minorité et que toute nationalisation réalisée dans le cadre des formes mercantiles d'échange conduit à une concentration qui renforce le caractère capitaliste de l'économie».

A cette phase de l'évolution économique, correspond également une phase de l'évolution du système politique bourgeois, continue le texte:

«Le développement politique des partis de la classe bourgeoise dans cette phase contemporaine (comme Lénine l'a clairement montré dans sa critique de l'impérialisme moderne) conduit à des formes plus étroites d'oppression; l'avènement des régimes totalitaires et fascistes en fut la manifestation. Ces régimes constituent le type politique le plus moderne de la société bourgeoise et l'évolution actuelle, qui deviendra toujours plus évidente, les voit se répandre dans le monde. Un aspect parallèle de cette concentration politique réside dans la prédominance absolue de quelques grands Etats aux dépens de l'autonomie des Etats moyens et mineurs».

Le réformisme et tous les partisans de la bourgeoisie présentent le fascisme comme un retour en arrière, comme l'action de forces obscures rétrogra-

Ce qui distingue notre parti

des. Pour la Gauche communiste le fascisme est la conséquence de l'évolution impérialiste du capitalisme et l'expression donc de ses tendances les plus modernes. La preuve en est qu'après la défaite militaires des régimes fascistes lors de la guerre mondiale, les régimes démocratiques qui leur ont succédés, tout en revenant à des formes plus «douces» de gouvernement désormais possibles qui plaçaient la collaboration des classes sur une base moins forcée, moins conflictuelle, mais donc plus sûre, ont hérité du fascisme ses traits essentiels de concentration économique et de contrôle étatique de toute la vie sociale: c'est en ce sens que notre courant a écrit que «si les fascistes ont perdu la guerre, le

fascisme, lui, l'a gagné».

Chanter aujourd'hui les louanges de la démocratie ou s'alarmer des menaces que feraient peser sur elle tel ou tel politicien, tel ou tel ministre, signifie au mieux être aveugle devant le «blindage» croissant depuis des décennies des démocraties, être victime d'un crétinisme électoral qui profite surtout à une poignée de capitalistes et de trusts géants; au pire être complice des méfaits en tout genre, des pillages et des massacres que les impérialismes démocratiques ont commis dans le monde entier au cours de ce plus que demi-siècle, outre l'exploitation incessante de leurs propres prolétaires autochtones.

LE PARTI ET LA CLASSE

Le parti de classe est l'organe révolutionnaire par excellence; il représente dans le présent l'avenir du mouvement révolutionnaire prolétarien, il est l'incarnation de la conscience de classe du prolétariat: lui seul possède la théorie révolutionnaire, le programme communiste, c'est-à-dire la perspective de la lutte prolétarienne poussée jusqu'à son objectif final qui est la société communiste. Dirigeant de la lutte de classe internationale du prolétariat, il est capable de prévoir à l'avance dans les grandes lignes les étapes de cette lutte, depuis le terrain proprement défensif et économique jusqu'au terrain politique et révolutionnaire. Le point 4 du programme du Parti Communiste International, publié sur chaque n° de cette revue, indique ainsi:

«L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement».

Le parti de classe se distingue de toute autre organisation prolétarienne en ce que son action découle de

son but final, le communisme. Alors que les autres organisations classistes qui ont comme objectif la défense immédiate des intérêts prolétariens, sont en principe ouvertes à tous les prolétaires, quelles que soient leurs positions politiques, religieuses ou autres, qui sont prêts à lutter pour leurs intérêts, seuls peuvent adhérer au parti ceux qui partagent son programme politique. Cela signifie que le parti de classe ne peut regrouper en son sein qu'une minorité de la classe, les éléments d'avant-garde qui se sont hissés au niveau de la compréhension des intérêts plus seulement immédiats et partiels, mais généraux et historiques, du prolétariat - ainsi que les transfuges des autres classes qui ont adopté son programme.

Le parti de classe, organe spécifiquement **politique**, n'est pas une association de type ouvriériste ni un constructeur de syndicats ou d'associations ouvrières immédiates. Mais, sachant que des organisations de ce type sont indispensables à la lutte du prolétariat pour se défendre contre les capitalistes, il défend leur existence, coopère à leur formation et en tout cas travaille en leur sein pour les arracher à l'influence toujours menaçante de l'opportunisme et les orienter dans un sens de classe - sans s'interdire même de travailler dans les organisations prolétariennes dirigées par ce dernier, quand il est réellement possible d'y mener un travail classiste. Traitant du rapport entre parti et action économique, une réunion du parti en 1951 affirmait:

«(...) Au-delà du problème contingent pour le parti communiste

révolutionnaire de travailler dans tel ou tel pays dans des syndicats donnés ou de rester à l'écart, les éléments de la question résumés jusqu'ici conduisent à conclure que dans toutes les perspectives de mouvement révolutionnaire, les facteurs fondamentaux suivants ne peuvent pas ne pas être présents: 1) un ample et nombreux prolétariat de purs salariés; 2) un grand mouvement d'associations à contenu économique qui comprend une partie importante du prolétariat; 3) un fort parti de classe, révolutionnaire, dans lequel milite une minorité des travailleurs, mais qui, grâce au développement de la lutte, a pu opposer solidement et à grande échelle son influence dans le mouvement syndical à celui de la classe et du pouvoir bourgeois.

Les facteurs qui ont conduit à établir la nécessité de ces trois conditions ont été donnés: par la conception correcte de la théorie du matérialisme historique qui relie le besoin économique élémentaire de l'individu à la dynamique des grandes révolutions sociales; par la juste perspective de la révolution prolétarienne par rapport aux problèmes de l'économie, de la politique et de l'Etat; par les enseignements de l'histoire de tous les mouvements associatifs de la classe ouvrière aussi bien dans leurs mouvements ascendants et leurs victoires que dans leurs défaites et leurs dégénérescences. La perspective décrite ici en grandes lignes n'exclue pas que l'on puisse rencontrer les épisodes les plus variés de modifications, dissolutions, reconstitutions d'association de type syndical, de toutes ces associations qui se présentent dans les divers pays, soit liées aux organisations traditionnelles qui prétendaient se fonder sur la méthode de la lutte de classe, soit plus ou moins liées aux méthodes et orientations sociales les plus diverses, y compris conservatrices» (6).

Les tâches du parti de classe ne peuvent être déléguées aux associations économiques ouvrières, ne serait-ce que parce que ces organisations sont limitées à l'existence du mode de production capitaliste, à la défense de la classe pour le capital; mais ces organisations peuvent et doivent être le point d'appui de l'action du parti, la **courroie de transmission** de ses orientations révolutionnaires au sein de la classe.

CLASSE: MOUVEMENT ET COMBAT

Le prolétariat comprend toute la classe sociale des sans-réserve, tous les individus qui pour vivre n'ont d'autre possibilité que de vendre leur force de travail à la classe de ceux qui possèdent les moyens de production et par conséquent peuvent utiliser cette force de travail pour produire du profit. Terme de classification sociologique, le mot classe acquiert dans le marxisme un contenu bien différent:

«Le marxisme est le premier à l'avoir introduit comme entité historico-sociale. Ce terme est d'origine latine, mais il est à noter que pour les Romains, *classis* signifiait la flotte, l'escadre de guerre: le concept est donc celui d'unités agissant ensemble, allant dans la même direction et affrontant le même ennemi. L'essence du concept est donc le mouvement, le combat, non la **classification** (selon une acception toute... bureaucratique) qui a pris par la suite un sens statique» écrit Amadeo Bordiga (7). Ce qui intéresse le marxisme c'est non la classe au sens sociologique du terme, la simple somme d'individus ayant la même position sociale, la

classe pour le capital, comme dit Marx, mais la classe qui a pris conscience d'elle-même, qui est entrée en lutte, qui agit en tant que force collective opposée aux classes ennemies, la **classe pour soi**. Pour le marxisme, ce processus de **constitution du prolétariat en classe**, du passage de classe au sens sociologique à classe pour soi, qui sort le prolétariat de l'impuissance («le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien», Marx) et le transforme en protagoniste luttant pour la renversement de l'ordre capitaliste, ce processus fondamental est lié à la formation du parti de classe: **constitution du prolétariat en classe et donc en parti**, soulignait Le Manifeste dès 1848.

En ce sens on ne peut parler de lutte de classe au sens marxiste du terme, que quand existe le parti de classe, que lorsqu'il dirige effectivement la lutte d'une fraction au moins du prolétariat; le parti de classe est l'**organe** par lequel se manifeste la classe, avec lequel elle se dirige, par lequel elle exerce sa dictature, une fois l'Etat bourgeois renversé.

PRÉCISER TOUJOURS MIEUX CE QUI NOUS CARACTÉRISE

Au fil des années, alors qu'apparaissent de nouvelles générations politiques, le vieux «ce qui nous distingue» risquait de devenir de plus en plus hermétique et le besoin grandit d'en rendre plus explicites les formulations, non pour en changer la substance, mais tout simplement afin de les rendre plus compréhensibles. Une nouvelle rédaction fut donc introduite en 1976, et elle a été utilisée jusqu'ici.

Nous n'avons rien à reprocher à la nouvelle formulation. Mais dans la période qui a suivi, le parti a connu de nombreuses discussions et des crises sur des questions de grande importance, jusqu'à la crise dévastatrice du début des années 80 qui fit voler en éclats l'ancienne organisation.

Au cours de ces années les questions qui faisaient débat portaient tant sur la tactique que sur l'organisation, dans une période marquée par la fermeture du cycle des révolutions bourgeoises, par l'attaque des conquêtes syndicales et sociales, par l'apparition et l'évolution de groupes politiques d'extrême gauche et extraparlamentaires, la naissance de groupes de lutte armée (type Brigades Rouges), la répression légale (ce que nous avons appelé le **blindage de la démocratie**) ou

extralégale (attentats néofascistes), alors que continuaient à régner l'idéologie et la praxis de la démocratie. La discussion sur les revendications transitoires se mêlait à la question des mobilisations antifascistes, l'analyse des groupes extraparlamentaires touchait la question de la perte d'influence des organisations syndicales, la question du terrorisme s'entrecroisait avec la question de l'autodéfense prolétarienne et, sur le plan organisationnel, à la nécessité de se protéger d'éventuelles répressions policières.

Il est toujours nécessaire de faire un bilan des crises du parti, quelles que soient leur nature et leur origine, comme la Gauche l'a montré lors de sa lutte au sein de l'Internationale communiste et par la suite. C'était indispensable pour reconstituer une organisation sur des bases solides après la guerre, cela l'était également après la crise des années quatre-vingt.

Mais sur cette nécessité de tirer le bilan des crises du parti, nous nous sommes heurtés, non seulement aux **liquidateurs** proprement dits qui avaient évidemment une orientation différente puisqu'ils remettaient ouvertement en cause nos orientations générales, mais aussi à un groupe de

camarades prétendant défendre la continuité au moyen d'expédients formels et personnalistes, jusqu'à demander à la justice bourgeoise de défendre leur «titre de propriété» du journal (*Il Programma Comunista*)! Liquidateurs eux aussi du parti, ils théorisaient deux faits d'une grande gravité pour qui se prétend être un continuateur de la Gauche communiste:

1) Inutilité de faire un bilan de la crise du parti, due selon eux à la seule intrusion d'une «clique» étrangère: il suffit d'en être débarrassés et de «reprenre la route».

2) Reconstitution de l'organisation dans la seule Italie en abandonnant à leur sort les militants des autres pays, en attendant d'être assez fort pour reprendre des contacts internationaux.

La crise était donc réduite à une banale question de personnes, **non politique**; et l'internationalisme revendiqué en paroles était renié dans les faits au profit de la construction du parti dans un seul pays...

Le parti au fond ne se trouve jamais face à des questions «nouvelles», «inconnues», sauf peut-être dans des situations historiques de grands bouleversements sociaux et politiques. La situation sociale et politique peut changer, les rapports de force entre les classes peuvent se modifier, les points centraux du programme communiste, eux, ne changent pas: c'est bien pourquoi le programme ne doit pas être continuellement modifié, discuté et adapté à l'actualité du jour.

Après la crise des années 80 qui avait vu des militants remettre complètement en cause ce programme, s'attaquer de fait non à des points marginaux et secondaires, mais des points centraux de celui-ci, il était à l'évidence nécessaire et urgent de faire un travail de bilan, en affrontant en particulier les problèmes tactiques et organisationnels qui avaient servi de détonateur à la crise. Les crises du parti sont toujours liées à son activité, c'est-à-dire à sa tactique et à son organisation.

Les deux décennies qui se sont écoulées depuis lors n'ont pas diminué l'importance et la valeur de ce bilan. La situation du prolétariat aujourd'hui, en particulier dans les pays capitalistes les plus développés, reste encore une situation de paralysie de ses grandes masses, encore sous l'emprise du réformisme et du collaborationnisme interclassiste.

Cette situation ne nous donne pas la possibilité de démontrer en pratique aux prolétaires que nous sommes sur la

Ce qui distingue notre parti

voie juste, de démontrer sur la base de faits importants que nous avons mené et que nous menons une lutte politique correcte contre les divers reniements ou les diverses capitulations des groupes qui se réclament d'une façon ou d'une autre de la Gauche communiste. Les faits sur lesquels nous pouvons nous appuyer sont si rares ou de portée si limitée en l'absence de reprise de la lutte de classe, que nous devons par force nous référer aux luttes du passé: mais celles-ci sont ressenties par les masses prolétariennes comme ne les concernant pas. Il peut s'écouler une longue période au cours de laquelle les prolétaires ne perçoivent pas la justesse des analyses, des indications, de l'activité du parti.

Ce n'est évidemment pas une raison pour se réfugier dans une tour d'ivoire, pour abandonner l'activité au contact de la classe ouvrière, car viendra le moment où cette activité se révélera **vitale** pour le prolétariat. Le travail «gris» et «obscur» que nous menons aujourd'hui, en faisant tous nos efforts pour rester liés au **fil du temps** marxiste est indispensable pour demain.

L'histoire nous apprend que les situations «objectivement révolutionnaires» peuvent se présenter de manière brusque et accélérée, comme si elles arrivaient à l'improviste, dans la mesure où le prolétariat peut être précipité de façon très rapide dans un affrontement à mort avec la classe dominante.

Mais l'histoire nous apprend aussi que la victoire de la révolution est impossible en l'absence du parti, du parti solidement organisé et politiquement assuré, capable de diriger le mouvement prolétarien révolutionnaire. Ce parti ne s'improvise pas, il doit être préparé de longue main surtout sur le plan du programme et de la théorie, donc dans les périodes contre-révolutionnaires comme aujourd'hui.

Travailler à la formation du parti comme organe dirigeant de la révolution communiste future nécessite la continuité théorique, programmatique et politique avec le mouvement communiste international; mais cette continuité n'est possible que sur la base des leçons tirées des contre-révolutions et de l'histoire des partis ouvriers: pour diriger demain le prolétariat, le parti devra avoir compris ce qui s'est passé hier. L'effort pour arriver à assimiler le marxisme, pour agir conformément à lui dans les diverses situations, ne peut pas donner automatiquement

des résultats, il est inévitablement difficile et laborieux, surtout dans les périodes de contre-révolution où les révolutionnaires sont à contre-courant, sans le soutien d'une puissante lutte prolétarienne. Il ne peut pas ne pas prendre l'aspect d'une lutte contre des positions, des attitudes ou des théorisations erronées, contre des déviations ou des dégénérescences; et le résultat de ces luttes elles-mêmes constitue une leçon et un acquis à défendre.

Comment le parti peut-il au mieux se préparer à lutter contre les possibles déviations et dégénérescences, ou résister à celles qui surgissent?

L'erreur banale serait de croire qu'il pourrait exister des garanties de type formel, constitutionnel ou organisationnel. Selon notre mouvement: *«les partis communistes doivent réaliser un centralisme organique qui, avec le maximum possible de consultations de la base, assure l'élimination spontanée de tout regroupement tendant à se différencier. On ne peut obtenir cela à coups de prescriptions hiérarchiques formelles et mécaniques, mais, comme le disait Lénine, par une juste politique révolutionnaire.»*

*Ce n'est pas la répression, mais la **prévention** du fractionnisme qui est un aspect fondamental de l'évolution du parti. Il est absurde, stérile et extrêmement dangereux de prétendre que le parti et l'Internationale sont mystérieusement assurés contre toute rechute dans l'opportunisme ou toute tendance à y retomber. Ces effets pouvant au contraire provenir soit de changements de situation, soit du jeu des traditions social-démocrates résiduelles, on doit admettre, pour résoudre nos problèmes, que toute différenciation d'opinions non réductible à des cas de conscience ou à un défaitisme individuels, peut se développer utilement pour préserver le parti de dangers graves.*

Si ces dangers se précisaient, la différenciation prendrait inévitablement mais utilement la forme du fractionnisme. Cela pourrait conduire à des scissions, non pas pour la raison enfantine que les dirigeants auraient manqué d'énergie dans la répression, mais uniquement parce que la maudite hypothèse d'une faillite du parti et de son asservissement à des influences contre-révolutionnaires se serait vérifiée» (8).

Les «garanties» contre les crises internes, contre les erreurs et les déviations, ne peuvent être donc que **politiques**; elles ne peuvent se trouver que

dans le rappel constant du programme et des principes, dans les enseignements que le marxisme a tiré des expériences passées, des succès comme des échecs, et sur une politique juste, fondée sur la plus grande **cohérence** possible entre le programme, les principes organisationnels et la tactique.

On pourrait résumer ainsi quelles sont les conditions politiques principales d'une telle politique:

1) Le parti doit défendre la plus grande clarté et la plus grande continuité avec la doctrine communiste et il doit repousser toute affirmation de principe en contradiction ne serait-ce que partielle avec celle-ci. Le parti interdit la liberté d'élaboration individuelle de nouveaux schémas d'analyse du monde, il interdit la liberté de critique théorique et programmatique même pour les militants les mieux formés. Sa défense de la théorie n'est pas l'effet d'une foi aveugle envers une vérité révélée, mais la défense des acquis de la science sociale prolétarienne qui synthétise les leçons des grandes luttes de classes du passé.

2) Le parti proclame ouvertement en toute situation son programme, notamment pour ce qui relève de la question du pouvoir, de sa conquête par la force des armes, et de son exercice dictatorial.

3) Le parti applique une stricte rigueur dans son organisation, au sens qu'il rejette tout accroissement de ses rangs par le moyen de compromis avec des groupes divers ou, pire encore, par l'achat d'adhésion de militants par des concessions de quelque nature que ce soit à leurs dirigeants.

4) Le parti lutte pour une claire compréhension historique du sens de la lutte prolétarienne. Il oriente la classe prolétarienne vers la lutte offensive contre l'ordre établi, non pour la défense conservatrice de positions acquises au sein de cet ordre. Il l'appelle à se détourner de la défense de causes qui ne sont pas les siennes, comme la liberté, la patrie, la démocratie et autres mensonges.

5) Les communistes repoussent tous les expédients tactiques qui prétendent accélérer le développement de son influence au sein des larges masses: les compromis politiques, les alliances avec d'autres partis, le front unique politique, les diverses formules équivoques sur la question de l'Etat (gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement populaire, démocratie sociale, etc.). Les communistes considèrent que l'usage de ces expédients et

de ces manoeuvres tactiques ont été une des principales causes de l'affaiblissement du mouvement communiste et ils dénoncent ceux qui, en tout dénonçant la dégénérescence stalinienne, repropoent de tels expédients comme des ennemis plus dangereux que les staliniens eux-mêmes.

6) La base organisationnelle du parti communiste est l'organisation territoriale et non par cellules, noyaux d'usine ou semblables structures sectorielles. C'est dans l'organisation territoriale que peuvent se retrouver les travailleurs des différentes entreprises ou chômeurs ainsi que les éléments venant d'autres classes, c'est là que peuvent le plus facilement être surmontées les étroites corporatives de tout type.

7) La conception organisationnelle de la Gauche communiste remplace comme ferment de l'unité du parti le stupide critère majoritaire copié de la démocratie bourgeoise, par un critère dialectique plus élevé fondé sur la fidélité de tous les militants de la base au sommet à la continuité théorique, programmatique et tactique de son action (centralisme organique).

8) Le parti considère le syndicat ou, mieux, l'association économique prolétarienne comme une organisation indispensable à la mobilisation révolutionnaire de la classe à condition qu'il en prenne la direction. Dans la difficile période de formation de ces organisations, celles qui se prêtent au travail du parti sont celles où adhèrent spontanément les prolétaires et sans qu'elles impliquent une adhésion à des positions politiques ou religieuses particulières. Ce critère écarte les organisations confessionnelles ou devenues partie intégrante de l'appareil d'Etat.

9) Le parti n'adopte jamais la méthode qui consiste à fonder des organisations de type syndical ouvertes seulement aux prolétaires acceptant les orientations communistes, mais il affirme la nécessité qu'existe entre lui et la classe des organisations de lutte immédiate comprenant en leur sein un réseau émanant du parti, non seulement dans la période révolutionnaire mais dans toutes les phases qui voient un accroissement de son influence sur la classe.

10) Dans les périodes défavorables le parti a la tâche de prévoir et d'encourager la formation des ces organisations de lutte immédiate, qui pourront à l'avenir revêtir les formes les plus variées et les plus nouvelles. Le parti favorise toujours la création

des structures qui facilitent le contact entre les prolétaires de différentes catégories, de différents métiers et de différentes villes, etc., et repousse les formes fermées et corporatives.

11) Etant donné que la victoire de la contre-révolution s'est traduite par la falsification complète de la théorie marxiste, il est clair que le petit parti d'aujourd'hui a encore une tâche prédominante de restauration et de défense de l'intégralité du programme communiste, même si malheureusement la situation générale est bien moins favorable qu'à l'époque où Lénine accomplit ce travail. Mais le parti ne doit jamais élever une barrière entre théorie et action d'intervention pratique parce que cela déboucherait inévitablement sur la liquidation de nos bases de principe elles-mêmes. Nous revendiquons donc toutes les formes d'activité propres aux moments favorables dans la mesure où les rapports de force réels les permettent. Le parti ne doit jamais perdre l'occasion de pénétrer dans toutes les failles qui peuvent s'ouvrir à son intervention, en sachant bien que la reprise de classe n'aura lieu que lorsque ce secteur sera devenu dominant.

12) Le parlementarisme perd peu à peu de son importance, et les élections elles-mêmes se transforment de plus

en plus en une simple phraséologie vide, alors que les moments de crise sociale font ressortir avec toujours plus de clarté la nature répressive et dictatoriale de l'Etat comme ultime ressource du capitalisme. Le parti ne participe donc pas à aux élections quelles qu'elles soient et y répond par l'abstentionnisme révolutionnaire.

13) Il n'existe pas de recette pour accélérer la reprise de la lutte de classe. Il n'existe pas de manoeuvres ou d'expédients qui permettraient de faire entendre aux prolétaires la voix de classe: tous les expédients reviendraient à travestir le parti, à dénaturer sa fonction, à camoufler son programme et ils ne pourraient en définitive que retarder cette reprise qui ne peut se fonder que sur la maturité objective des faits et l'adéquation correspondante du parti.

* * *

Beaucoup d'autres points que ceux ci-dessus, tirés de nos textes programmatiques de base, seraient à traiter; nous le ferons en d'autres occasions. En complément de ce qui est dit ici, nous renvoyons le lecteur aux autres articles de cette revue plus précisément liés au bilan des crises de notre parti.

(1) Les «Bases pour l'organisation 1952», texte d'un rapport présenté à la réunion du parti de Florence en décembre 1951, se trouvent, sous l'appellation qu'elles prirent par la suite, «Thèses caractéristiques», dans la brochure Textes du PCInternational n°7. «Battaglia Comunista» fut encore publié pendant quelque temps par le «comité central» jusqu'à ce que la fraction adverse se fasse reconnaître par les tribunaux bourgeois la propriété du titre (son propriétaire légal, indispensable en Italie pour publier un journal, faisant partie du groupe de Damen). Ce groupe et existe toujours et anime un «Bureau International pour le Parti révolutionnaire» qui publie en France «Bilan et Perspectives».

(2) L'«Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste» se trouve sur le n°3 de «Programme communiste».

(3) Sur cette question, voir «La question parlementaire dans l'Internationale communiste», brochure Le Prolétaire n°19.

(4) A ce sujet, voir «Communisme et fascisme», Textes du PCInternational n°1, ainsi que la brochure Le Prolétaire n°25 «Fascisme et antifascisme» qui reprend des extraits d'un rapport à une réunion du parti sur le Parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste, publiées sur les n° 45, 46, 47, 48-49 et 50 de Programme Communiste.

(5) cf «Eléments d'orientation marxiste», Textes du PCInternational n° 4

(6) «Parti et action économique», Réunion de Rome, 1/4/1951. Voir «Théorie et action dans la doctrine marxiste», «Le Prolétaire» n° 446.

(7) cf «Danse des fantômes: de la conscience à la culture», Programme Communiste n° 96. Il s'agit d'un article de Bordiga dans la série des «Fils du temps» datant de 1953 et consacré à la critique du groupe «Socialisme ou Barbarie».

(8) cf «Thèses de Lyon», point V, dans «Défense de la continuité du programme communiste», Textes du PCInt n°7, p. 122.

MATÉRIAUX POUR UN BILAN DES CRISES DU PARTI

En mémoire de Bruno Maffi

La défense des bases programmatiques et politiques de la gauche communiste implique aussi la lutte contre les déviations démocratiques et personalistes toujours renaissantes

Bruno Maffi, qui a consacré toute sa vie à l'activité contre la société bourgeoise et capitaliste, est mort à 94 ans en août 2003.

Bruno, dont la vie politique s'est déroulée en dehors du bruit et des lumières du monde des intellectuels, est parti en silence, en dépit du glissement vers le personalisme dans lequel le parti avait été entraîné lors de la crise de 82, personalisme qui s'était accentué par la constitution d'un mausolée intellectuel appelé «Fondation Amadeo Bordiga» (1). Rarement dans le parti il parlait de lui, mais le peu que nous savons de sa vie personnelle suffit pour dire qu'il n'a jamais mis en avant des intérêts personnels, un «prestige» individuel, selon la tendance quasi inévitable pour les intellectuels dans cette société à souligner constamment ce qui les place au-dessus des autres.

Après avoir passé un peu plus de dix ans au sein du groupe antifasciste «Justice et liberté», Bruno avait été attiré par le mouvement se réclamant de la Gauche communiste dite «italienne». Et lorsque se fonda en 1943 dans le nord de l'Italie le *Partito Comunista Internazionalista* (Battaglia Comunista), il en devint un des dirigeants. Cette organisation fut secouée en 1951-52 par une profonde crise qui portait sur l'appréciation historique et politique de la période ainsi que sur la conception même du parti et de sa méthode de constitution. Elle se sépara alors en deux: une fraction, dirigée par Onorato Damen, qui «revendiqua» devant les tribunaux la propriété commerciale du journal du parti, *Battaglia Comunista*, et de sa revue, *Prometeo*, avait une con-

ception démocratique du parti.

L'autre, inspirée par Amadeo Bordiga, s'organisa – en conservant l'appellation de Parti Communiste Internationaliste (avant de prendre le nom de **Parti Communiste International** en 1965) (2) – autour du journal *Il Programma Comunista*, avec l'objectif central de travailler à restaurer la doctrine marxiste, base indispensable de l'organisation politique de la classe ouvrière, le parti de classe. C'est à cette organisation qu'adhéra pleinement Bruno Maffi. A la mort de Bordiga en 1970 après plus de deux années de maladie, c'est Bruno qui, par sélection naturelle, recueillit le rôle de responsable central du parti qu'il conserva jusqu'à la crise de 1982-84 (3).

* * *

Nous n'avons pas l'intention de faire une nécrologie de Bruno, de chanter hypocritement ses louanges comme il est de tradition dans ces cas-là, même et surtout quand de son vivant le défunt avait eu à essuyer les plus graves injures. Nous ne voulons pas davantage obéir à une sorte de «devoir moral» envers un dirigeant politique (si réduite que soit la taille du parti) qui a pu connaître une certaine «notoriété» et en profiter pour se faire de la publicité.

Certains l'ont traité de «maçon-carbonariste», comme les turinois lors de la crise de 1952 (4), tandis que d'autres l'encensaient comme le véritable héritier de Bordiga, comme ceux qui l'ont suivi après la crise de 1982. Quelques uns, comme les membres de l'ancien centre français, le considéraient comme le «père sage» avant de

se rebeller contre ce «père»; d'autres enfin le décrivaient comme un petit despote prétendant avoir raison du simple fait qu'il était le directeur responsable du journal du parti.

Mais ce qui nous intéresse c'est d'examiner son rôle au sein de la gauche communiste, du point de vue de la bataille de classe pour la restauration de la doctrine marxiste, sa défense et sa diffusion et la formation de l'organe parti.

La conception de l'anonymat, que nous avons héritée de l'enseignement d'Amadeo Bordiga et que nous avons toujours défendue, n'est en effet pas basée sur la négation de l'existence physique, matérielle des hommes, avec leurs forces, leurs qualités et leurs faiblesses individuelles. La lutte contre le culte de l'individu, contre l'adoration d'une «tête», est basée sur le concept que chaque individu fait partie d'un ensemble social, qu'il est le produit de la vie sociale et qu'il ne peut donc jamais déterminer à titre individuel le cours de l'histoire. La fameuse «conscience individuelle» n'est que le reflet d'une conscience sociale et historique, engendrée par les développements de la lutte entre les classes. Ce sont les évolutions historiques et le mouvement des forces sociales qui déterminent le rôle des individus, ainsi que leurs qualités, leurs forces ou leurs faiblesses sur tous les plans.

Il y a eu – et il y aura peut-être encore – des périodes historiques où l'action de certains individus, parce qu'ils condensent des expériences historiques particulièrement importantes et qu'ils démontrent dans les faits une cohérence de doctrine et de comportement pratique, a pu apparaître comme le ré-

sultat de leurs capacités individuelles et de leur volonté personnelle. Mais en réalité c'est la résultante de la dynamique du mouvement des forces sociales, et, plus précisément, de la lutte des classes sociales, moteur du développement historique, qui concentre la «conscience» et la «volonté» des buts du mouvement révolutionnaire dans un organe spécifique, le parti, dépassant la période de la durée de vie des individus; tandis que de l'autre côté elle concentre la «conscience» et la «volonté» des intérêts de conservation et de résistance au processus de développement historique dans d'autres organes spécifiques, les partis politiques de la bourgeoisie (ou des classes précapitalistes aux époques antérieures) qui eux aussi sont parfois représentés au cours de l'histoire par des «grands personnages».

Il y a des périodes historiques où «le parti» de la révolution, organique et impersonnel, est représenté de la manière la plus efficace qui soit alors possible par certains militants particuliers de la révolution communiste – comme ce fut le cas pour Marx, Engels, Lénine, Bordiga – ou même seulement par certains textes, thèses, écrits, périodiquement «oublés» ou falsifiés et altérés, comme lors de la longue période du stalinisme, ce qui rend particulièrement lent, difficile et douloureux le travail de reconquête de la théorie marxiste intégrale et invariante.

C'est grâce à cette perspective que nous luttons aussi contre le **culte des masses**, de la classe comprise **sociologiquement**, de l'ouvrier en tant qu'ouvrier, du travailleur salarié... aux mains calleuses, comme le disaient autrefois les socialistes et les staliniens; ce culte des masses dérive d'une conception démocratique, et donc bourgeoise, de la société où la majorité a toujours raison.

Parler de Bruno Maffi, c'est donc parler des questions vitales du parti de classe.

Bruno a joué un rôle dans l'effort de reconstruction de l'organe de reconstruction de l'organe essentiel de la future révolution prolétarienne, le parti, qu'a fourni notre mouvement, dans la tradition de la Gauche communiste. Ce serait faire un sérieux accroc au matérialisme que de noyer son activité spécifique de responsable central du parti, surtout après la mort d'Amadeo Bordiga, dans une conception abstraite du centre - ou dans une conception individualiste de sa fonction. Notre conception du parti n'est ni ro-

mantique ni individualiste, mais elle n'est pas non plus faussement impersonnelle; les fonctions nécessaires à la coordination disciplinée de l'activité du parti ne se «développent» pas d'elles-mêmes, ne sont pas immanentes, ne répondent pas à un mécanisme bureaucratique, et il serait stupide (et hypocritement démocratique) de penser que tout militant a la capacité de remplir les diverses fonctions nécessaires au fonctionnement de l'organisation du seul fait qu'il est membre du parti. Aucun militant n'est pas principe écarté d'aucune fonction (dans le véritable parti de classe, il ne peut y avoir de tâches nobles réservées aux dirigeants, et de tâches ingrates réservées à une main d'oeuvre militante de base), mais certaines tâches nécessitent des capacités particulières qui doivent être démontrées dans le temps. Il n'y a ni vote ni investiture ni discrimination d'aucune sorte; c'est une véritable sélection naturelle sur la base des nécessités pratiques et de l'efficacité technique qui est à l'oeuvre.

Écartons toute équivoque: nous n'avons pas le culte de la sélection naturelle, nous ne croyons pas que les camarades «sélectionnés» à une période donnée expriment pour cette raison toujours et en toute circonstance, le centralisme le plus efficace, la cohérence doctrinale la meilleure et le comportement militant le plus irréprochable.

Bruno a assumé en tant que dirigeant du parti la responsabilité de toutes les décisions, de toutes les orientations, de tous les choix qu'il fallait faire pour mener une activité coordonnée, homogène et cohérente. Les dirigeants peuvent faire des erreurs, dévier de la voie marxiste correcte, et, dans le pire des cas, devenir arrivistes ou trahir; les exemples en sont malheureusement trop nombreux dans l'histoire du mouvement ouvrier international.

Un dirigeant, un centre doivent sans aucun doute diriger, c'est leur fonction propre; mais ils doivent le faire selon un ensemble de règles rappelées en permanence dans la vie du parti, même si elles n'ont pas toujours été appliquées avec cohérence, qui constituent les seules «garanties» possibles.

Voici la description synthétique qui en est faite dans notre texte de parti «Dialogue avec les morts» (1956, à propos du XX^e congrès du PCUS et de son prétendu «retour aux origines» après les reniements de Staline):

«Où trouverons-nous donc les

garanties contre le dévoiement du mouvement et la dégénérescence de son parti? Dans un homme? Mais l'homme est peu de chose: il est mortel et vulnérable à l'ennemi. Même si l'on pouvait croire un instant qu'il est susceptible d'en représenter une, ce serait une garantie bien fragile, surtout s'il était seul.

Faut-il donc croire sérieusement qu'avec la direction collégiale on a découvert, après la disparition du dirigeant qui pratiquait l'arbitraire personnel, la garantie cherchée? C'est ce dont Moscou se vante, mais tout cela n'est qu'une plaisanterie. En Russie, il ne reste plus rien à sauver, puisque tout a déjà été perdu. Le tournant effectué par rapport à Staline se présente sous des dehors pires encore que la dégénérescence stalinienne, dont il n'a corrigé - ni ne pouvait corriger - aucune des tares.

Nos garanties à nous sont bien connues et fort simples:

1. Théorie.

Comme nous l'avons déjà dit, la théorie ne surgit pas à n'importe quel moment de l'histoire - et elle n'attend pas non plus pour le faire la venue du Grand Homme, du Génie. Elle naît à certains tournants du développement de la société humaine, mais si l'on connaît la date de cette naissance, on ignore à qui en revient la paternité.

*Notre théorie devait naître après 1830 sur la base de l'économie anglaise. Même si l'on admet qu'il est vain de se donner pour but la vérité et la science intégrales, et que tout ce que l'on peut faire est de progresser dans la lutte contre l'erreur, elle constitue une garantie, mais à condition qu'on la maintienne **fermement sur les lignes directrices qui font d'elle un système complet**. Au long de son cours historique, elle n'a que deux alternatives: ou se réaliser ou disparaître. La théorie du parti est un système de lois qui régissent l'histoire passée et future. La garantie que nous proposons est donc la suivante: interdiction de revoir et même d'enrichir la théorie. Aucune **créativité**.*

2. Organisation.

Elle doit être continue au cours de l'histoire, c'est à dire à la fois rester fidèle à sa propre théorie et à la continuité du fil des expériences de lutte du prolétariat. Les grandes victoires ne viennent que lorsque cette condition est réalisée dans de vastes espaces du globe et pour de longues périodes.

*Par rapport au **centre** du parti, la*

garantie consiste à lui dénier tout droit de créer, et à ne lui obéir qu'autant que ses directives rentrent dans les limites précises de la doctrine et de la perspective historique du mouvement, établie pour de longs cycles et pour le monde entier. Il faut donc réprimer toute tendance à exploiter les situations locales ou nationale, «spéciales», des événements imprévus, des contingences particulières. En effet, ou il est possible d'établir que dans l'histoire certains phénomènes généraux se reproduisent d'un lieu et d'une époque à l'autre, aussi éloignés qu'ils soient dans l'espace et le temps, ou bien il est inutile de parler d'un parti révolutionnaire luttant pour une forme nouvelle de société. Comme nous l'avons souvent exposé, il existe de grandes subdivisions historiques et «géographiques» qui déterminent les cycles fondamentaux de l'action prolétarienne, cycles qui s'étendent à des moitiés de continents et à des cinquantaines d'années et qu'aucune direction de parti n'a le droit de proclamer changés d'une année à l'autre. Nous avons un théorème, qui s'appuie sur mille vérifications expérimentales: annonceur de «cours nouveau» égale traître.

Par rapport à la base, la garantie est que l'action unitaire et centrale, la fameuse "discipline" s'obtient quand la direction est bien attachée aux règles théoriques et pratiquées dont il vient d'être question et quand les groupes locaux se voient interdire de "créer" pour leur compte des programmes, des perspectives et des mouvements autonomes.

Cette relation dialectique entre la base et le sommet de la pyramide (qu'il y a trente ans, à Moscou, nous avons demandé de renverser) est la clef qui assure à l'organe impersonnel et unique qu'est le parti la faculté exclusive de déchiffrer l'histoire, la possibilité d'y intervenir et la capacité de signaler le moment où apparaît cette possibilité. De Staline au comité actuel de sous-staliniens, rien n'a été renversé.

3. Tactique.

La "créativité" stratégique est éliminée du fonctionnement du parti. Le plan des opérations est public et notoire, ainsi que les limites précises de celles-ci dans l'histoire et dans l'espace. Un exemple facile: en Europe, depuis 1871, le parti ne soutient plus aucune guerre d'Etat. En Europe, depuis 1919, le parti ne participe

pas (ou n'aurait pas dû participer...) aux élections. En Asie et en Orient, aujourd'hui encore, le parti appuie dans la lutte les mouvements révolutionnaires démocratiques et nationaux et l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, y compris la bourgeoisie locale elle-même. Nous donnons ces exemples pour qu'on ne puisse par parler de la rigidité d'un schéma qui soi-disant resterait le même en tous temps et en tous lieux, et pour éviter l'accusation courante selon laquelle cette conception dériverait de postulats immuables d'ordre éthique, esthétique ou même mystique, alors qu'elle est intégralement matérialiste et historique. La dictature de classe et de parti ne dégénère pas en formes oligarchiques à condition d'être **ouvertement** une dictature, de se déclarer publiquement liée à un ample arc de perspective historique prévu à l'avance, et enfin de ne pas conditionner hypocritement son existence à des contrôles majoritaires,

LA SCISSION DE 1952 ET LA NAISSANCE DU PARTI

Pour ce que nous en savons, Bruno eut un rôle pendant la période où mûrit, au sein du mouvement réorganisé en 1943, une crise qui amena la scission de 1952.

De 1943 jusqu'à la fin de la guerre, il se trouvait chargé, à côté de Damen et d'autres militants de responsabilités centrales comme rédacteur, propagandiste et organisateur. Amadeo Bordiga, en permanence sollicité par différents groupes antistaliniens – avant, durant et après la guerre –, décida en 1946 d'apporter sa contribution, sur le plan du travail théorique et politique, au groupe appelé *Partito Comunista Internationalizta – Battaglia Comunista*, sans pourtant y adhérer formellement. Sa contribution se concrétisa par un gigantesque travail de reprise et de restauration théorique du marxisme, que le parti ressentait comme une nécessité vitale et auquel il put effectivement s'attaquer grâce à l'apport décisif que constituait cette formidable machine de guerre de classe qu'était Amadeo Bordiga.

Ce travail d'Amadeo de restauration de la doctrine marxiste face aux furieuses attaques de l'opportunisme stalinien n'aurait jamais pu se réaliser s'il ne s'était ancré dans la nécessité politique de tirer toutes les leçons et de faire le bilan du mouvement communiste international, de la révolution d'octobre 17 à sa défaite. Et par ailleurs

mais seulement à l'issue de l'épreuve de force avec l'ennemi. Le parti marxiste ne rougit pas des conclusions tranchantes de sa doctrine matérialiste et aucune position d'ordre sentimental ou décoratif ne peut l'empêcher de les tirer.

Le programme doit contenir de façon nette les grandes lignes de la société future comme négation de toute l'ossature de la société présente et point d'arrivée de toute l'histoire, pour tous les pays. Décrire la société présente n'est qu'une partie des tâches révolutionnaires. Ce n'est pas notre affaire d'en déplorer l'existence ou de la diffamer, non plus que de construire dans ses flancs la société future. Mais les rapports de production actuels devront être impitoyablement brisés selon un programme clair: la doctrine du parti prévoit scientifiquement comment les nouvelles formes d'organisation sociale qu'elle connaît précisément apparaîtront sur leurs ruines» (5).

ce travail de bilan et de défense du marxisme ne pouvait être l'oeuvre d'un seul camarade, si formé, expert et solide qu'il soit. Loin du parti d'hier et d'aujourd'hui comme d'Amadeo l'idée que les «grands hommes» font l'histoire!

Ce devait être une oeuvre «de parti», l'oeuvre d'une organisation politique reprenant la voie du Parti de Livourne en 1921, de l'Internationale communiste de Lénine et du Parti bolchevique dans ses meilleures années, d'une organisation revendiquant les fondements révolutionnaires du mouvement communiste international, sans prétendre «mettre à jour», «rénover» ou «adapter» à de soi-disant situations «nouvelles et imprévues» le programme et les principes à la base du marxisme déjà restauré par Lénine. Le *Partito Comunista Internationalista - Battaglia comunista*, né dans la clandestinité en 1943 et agissant depuis la fin de la guerre en plein jour, était la force politique capable de constituer la base de ce «difficile travail de restauration de la doctrine et de l'organe révolutionnaire, au contact de la classe ouvrière, en dehors de toute politique personnelle ou électoraliste», comme dit la manchette de notre journal.

Le matérialisme historique et dialectique permet comprendre que la lutte **contre** l'opportunisme stalinien et

pour la restauration de la doctrine marxiste et la formation du parti de classe ne pouvait pas se dérouler sans heurts, comme sur une mer tranquille. Il ne s'agissait pas seulement de se réapproprier le Programme de Livourne de 1921 et les Statuts du Parti communiste d'Italie de 1922 ni de réorganiser de façon centraliste les groupes de camarades que le stalinisme et le fascisme avaient dispersés. La défiguration du marxisme et la destruction du mouvement communiste international réalisées par le stalinisme, avec comme résultat la désorientation du prolétariat et l'anéantissement de la vieille garde communiste au niveau international, ne pouvaient être comprises et expliquées par quelques formules rapides. Les forces prolétariennes qui avaient résisté à la pression et à la répression de la contre-révolution bourgeoise, dont le stalinisme constituait la pointe avancée, devaient avoir la possibilité concrète et le temps de **se réorienter** sur le terrain du marxisme. La seconde guerre mondiale, avec l'alignement de la Russie – soi-disant pays socialiste – sur un des deux fronts impérialistes, avec le ralliement ouvert des prétendus partis communistes à la défense de l'Etat bourgeois au nom de la «démocratie», et avec l'énorme massacre de prolétaires causé par la guerre, ouvrit les yeux de beaucoup.

Mais le véritable problème restait de comprendre pourquoi la révolution prolétarienne avait été battue, pourquoi le fascisme avait vaincu en Italie et en Allemagne, le stalinisme en Russie et la démocratie impérialiste dans le monde entier. Il fallait démontrer que la théorie marxiste était capable d'expliquer ces événements; d'analyser la structure sociale russe et de déterminer si des éléments de socialisme y existaient en dépit du stalinisme comme le soutenaient les trotskyste; de prévoir le cours de événements dans l'après-guerre, et de déterminer si la révolution était toujours «à l'ordre du jour» ou si le prolétariat devait emprunter d'autres voies, par exemple celle de la démocratie, pour arriver au pouvoir et transformer la société capitaliste en société socialiste. Il fallait établir si le parti, en tant qu'organisation politique centraliste et centralisé à la manière du Parti bolchevique de Lénine ou du Parti communiste d'Italie de 1921, était encore la forme politique nécessaire au prolétariat, ou si au contraire celui-ci devait chercher d'autres formes, d'autres alternatives. Le bilan de la crise prolongée du mouvement

communiste international, les leçons des contre-révolutions était un impératif du travail théorique et politique avec ses conséquences nécessaires sur le plan des orientations tactiques et organisationnelles du parti.

Devant ces difficultés, il était inévitable que naissent au sein du regroupement politique qui s'était constitué à la fin des années quarante, des opinions, des convictions, des attentes et des positions diverses et même opposées. Il était aussi inévitable et surtout nécessaire, que se mène une lutte politique interne pour clarifier les positions, les points de démarcation, les lignes distinctives. Il n'y avait pas d'autre voie pour dépasser la phase de désorientation politique et théorique qui avait suivi la réorganisation des faibles forces de classe ayant survécu à la décimation opérée par le fascisme et le stalinisme.

Les positions originelles de la Gauche communiste en Italie ainsi que le travail de restauration de la doctrine marxiste effectué notamment par Amadeo Bordiga, réussirent à convaincre de nombreux camarades, y compris dans l'émigration. Bruno Maffi en était devenu un partisan convaincu, comme il le démontra lors de la lutte interne qui divisa le parti en 1952. Maffi, avec Perrone (Vercesi), Suzanne Voute, Piccino, Giovannini, Comunello, Danielis, Ceglia, La Camera et nombre d'autres camarades, se retrouvèrent lors de ces années de réorganisation politique sur des positions très proches de celles du Parti Communiste d'Italie lorsque la gauche était à sa direction, qui étaient celles exprimées après 1945 par Bordiga (voir par exemple la Plate-forme du Parti de 1945, les contributions d'Amadeo à la revue théorique du parti «Prometeo»: *Eléments d'orientation marxistes, Force, violence et dictature dans la lutte de classe, Les Perspectives de l'après-guerre, les Thèses de la Gauche, Propriété et capital, Eléments de l'économie marxiste*, etc.), ainsi que les articles publiés dans «Battaglia comunista» à partir de 1949 et intitulés «Sur le fil du temps»).

Le groupe «Battaglia comunista» a par la suite interprété cette lutte politique comme une opposition personnelle entre Amadeo Bordiga et Onorato Damen. Il a publié en 1971, après la mort de Bordiga, une brochure sous le titre «Amadeo Bordiga, validité et limites d'une expérience»; il s'y trouve entre autres cinq lettres entre Bordiga et Damen de juillet à octobre 1951, tour-

nant en particulier sur la fonction de l'économie russe et sur le processus révolutionnaire et contre-révolutionnaire.

En fait, les divergences portaient sur les questions du parti, de l'évaluation de la situation historique et du bilan de la révolution et de la contre-révolution en Russie. Comme à l'habitude, ces oppositions se traduisirent sur le plan organisationnel. La conception en définitive démocratique du parti (la revendication de la tenue d'un congrès était l'une des revendications centrales des opposants) justifiait l'autonomie de pensée et d'action de ses partisans. Alors que mûrissaient les éléments théoriques des divergences (sur la conception du parti, sur les syndicats, sur les mouvements anticoloniaux, sur l'analyse de la contre-révolution, sur la Russie, etc.) Damen, Steffanini, Bottaioli et Lecci (membres du Comité central de l'époque) mirent en circulation en 1951 dans l'organisation sous l'appellation d'une prétendue «Gauche italienne», un «bulletin interne» contenant leurs positions sur les problèmes que le mouvement politique affrontait alors. Ils s'affirmaient ainsi comme un centre alternatif au centre existant. Il est donc logique que l'Exécutif, par une circulaire datée du 5/10/1951, expulse les promoteurs de cette initiative (6).

C'est lors de la réunion à Florence de décembre 1951 que furent présentées les *Bases d'adhésions au parti* pour clarifier les questions centrales du programme et de l'analyse de la situation historique qui définissaient les buts du parti à court et à long terme. Ces Bases d'adhésion furent publiées, sous une forme synthétique, dans «Battaglia comunista» du 6-20 mars 1952. Un «communiqué du Comité central», précédant les Bases d'adhésion, était publié dans le même numéro. Il commençait ainsi: «*La présente décision, prise à l'unanimité du C.C. le 24/2/1952, répond à la nécessité de systématiser l'organisation et l'activité du parti en mettant un terme à une période d'actes d'indiscipline graves et répétés et de désagrégation ouverte, qui doit être considérée comme définitivement dépassée*». En fait, si l'on pouvait considérer que les graves actes d'indiscipline étaient terminés, la crise politique qui était à leur origine n'avait pas encore produit tous ses effets. Un pas ultérieur fut franchi en octobre-novembre 1952 par les partisans de Damen, lorsque, en s'appuyant sur le fait purement administratif que

l'un d'eux était propriétaire commercial du journal du parti, ils s'adressèrent aux tribunaux bourgeois pour interdire que la tendance adverse à la leur continue à publier ce journal; ils obtinrent par l'action judiciaire ce qu'ils n'avaient pu obtenir politiquement.

Le dernier numéro de «Battaglia comunista» en tant qu'organe du parti, avant la décision du tribunal de le remettre à son «propriétaire», était le n°16 (12-28 septembre 1952). Il contenait l'avertissement aux lecteurs suivant: «*Nous précisons que le changement dans le titre du journal (...) n'est pas dû à notre initiative, mais à des actions judiciaires dont il ne nous intéressera jamais d'indiquer la provenance. Il s'est agi de faire valoir contre le parti, contre sa continuité idéologique et organisationnelle, et bien entendu après s'en être emparée, une fictive propriété commerciale qui n'existe qu'à cause des obligations légales. Nous ne nous prêterons pas à des contestations et à des contradictions de personnes; nous subirons les impositions exécutives sans aller sur le terrain de la justice établie.*

Ceux qui s'en sont servis ne pourront plus revenir sur le terrain du parti révolutionnaire. Inutile donc de citer leurs noms ou leurs agissements, aujourd'hui ou demain. Le journal continuera à se placer sur la ligne qui l'a toujours définie et qui constitue ses titres, non de "propriété", mais de continuité programmatique et politique, conformément aux textes fondamentaux du mouvement, à la plateforme et au programme de la Gauche, à la série des "Fils du temps" et aux autres publications.

Amadeo Bordiga mena une lutte acharnée contre la «propriété intellectuelle», le pire produit de la conception mercantiliste de la vie bourgeoise; il a donné ainsi à l'anonymat dans le travail du parti une fonction de préparation à la lutte contre les habitudes mercantiles et personnalistes propres à la bourgeoisie. C'est sur cette base qu'il faut considérer les actions judiciaires menées par les «propriétaires» des journaux du parti (entrés en désaccord avec une fraction du parti) pour s'assurer le contrôle de ceux-ci (et donc de leur notoriété politique) comme le franchissement de la ligne de démarcation entre une activité de parti sur le terrain de classe et une activité pseudo-classiste, démocratique en fait et donc sur un terrain bourgeois. En 1952, lors de la scission avec les partisans de Damen, comme en 1982, au moment de

la séparation entre les liquidateurs du parti et Bruno Maffi et ses partisans, de telles actions révèlent un fond de culte de l'individualisme.

En 1952, Bruno était un des dirigeants du parti mais également le directeur du journal «Battaglia comunista». Bien que son attachement à ce dernier ait été fort, il ne répondit pas à Damen et ses partisans sur le

LES CRISES DES ANNÉES SOIXANTE-DIX QUI ONT DÉCIDÉ DU SORT DU PARTI NÉ EN 1952

Le rôle de Bruno en tant que dirigeant a été par la suite décisif, dans un sens positif ou négatif, à différents moments de la vie du parti.

Les apports positifs. Par exemple, le travail nécessaire au redressement du parti s'orientant dangereusement vers le volontarisme, comme au temps de la crise dite «florentine» sur la question syndicale en 1969-73. Les militants dirigeant la section de Florence et qui avaient la charge de diriger l'activité syndicale du parti étaient arrivés à l'idée de défendre le syndicat CGIL (la CGT italienne) contre la menace qu'aurait fait poser à sa supposée nature de classe les projets d'unification syndicale. Il avançaient le mot d'ordre de la formation de prétendus «comités de défense de la CGIL rouge» (1970-71) pour s'opposer à l'unification de la CGIL avec la CISL et l'UIL, «unification» faussement jugée comme «débouchant inévitablement» sur un syndicat «fasciste». A l'époque, sous l'influence des luttes étudiantes et sociales de 1968-69, le parti déviait vers un spontanéisme qu'il ne corrigea que grâce à la vigoureuse réaction de la part de nombreux camarades de la «base» qui réussirent à imposer une rectification de la «question syndicale», que le centre fit rapidement sienne, en s'appuyant notamment sur des textes de Bordiga (voir le «Fil du temps» de 1949 «Les scissions syndicales en Italie»)(7).

Les *Thèses sur la question syndicale* de 1972 (résultat de contributions de tout le parti et auxquelles Bruno, après une période de flottement, donna une contribution importante) remettaient d'aplomb tant l'analyse des syndicats tricolores (collaborationnistes avec la classe dominante, mais non «fascistes» au sens du syndicat unique d'Etat à adhésion obligatoire), que l'attitude et la tactique du parti dans l'activité dite syndicale et les luttes prolétariennes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des syndicats (8). A l'épo-

terrain judiciaire que ces derniers avaient utilisé. Il suivit les indications de Bordiga d'abandonner à ce terrain bourgeois ceux qui s'adressaient aux tribunaux, et de publier un autre journal dont le nom était «Il programma comunista». Le premier numéro sous ce titre parut à la date du 10-24 octobre 1952, avec la publication de la première partie de «Dialogue avec Staline».

que, les divergences tournaient autour d'analyses différentes de la situation et des «priorités» du parti. Certains soutenaient que le mouvement prolétarien était capable d'assimiler les orientations révolutionnaires du parti, à condition que l'activité de celui-ci dans les syndicats s'accroisse de façon exponentielle jusqu'à en conquérir les directions; ils soutenaient que c'était là la seule façon de développer le parti et d'accroître son influence sur le prolétariat. Il fallait donc se fixer l'objectif de chasser les directions opportunistes des syndicats pour les remplacer par des prolétaires révolutionnaires.

En réalité le mouvement prolétarien était encore prisonnier de l'opportunisme; il en était encore à devoir faire les premiers pas vers des luttes indépendantes de l'opportunisme. Il pouvait commencer à avancer dans cette direction y compris grâce à la contribution des communistes révolutionnaires dont la tâche était donc non seulement d'«importer la théorie marxiste dans la classe», mais aussi de participer aux efforts, y compris organisationnels, des prolétaires dans et hors des syndicats pour se libérer de la tutelle de l'opportunisme et se placer sur le terrain de la lutte de défense immédiate de leurs seuls intérêts de classe.

Certains militants considéraient à l'inverse que le prolétariat organisé dans les syndicats était pratiquement prêt à abandonner les opportunistes pour suivre les avant-gardes de la classe (et les communistes révolutionnaires là où ils existaient); il était donc important d'**être présent**, de se battre contre les directions syndicales et de se faire élire à leur place; ces éléments prétendaient avec un optimisme déraisonné que «le réformisme perd son influence sur le prolétariat». Mais ce dernier restait encore soumis à l'influence de l'opportunisme et la reprise de la lutte de classe tardait toujours à se manifester. Dans cette situation, les communistes révolutionnaires devai-

ent se battre contre les bonzes des syndicats tricolores, mais avec l'objectif de pousser les prolétaires à prendre directement en main leurs luttes, en donnant leur contribution à l'organisation et à la défense de ces luttes par les prolétaires eux-mêmes.

Des discussions de ce type réapparaîtront régulièrement et elles seront à nouveau au centre de crises internes ultérieures. Les *Thèses syndicales* ne résolvaient pas tous les problèmes qui s'étaient accumulés dans le parti et d'ailleurs elles ne le prétendaient pas. Mais elles dressaient une barrière entre ceux qui considéraient les années 1968-69 comme une période «prérévolutionnaire» (dans l'attente de la crise générale du capitalisme prévue en 1975) et les années soixante-dix comme la décennie des «coups de pied» (selon une expression de Bordiga définissant la période révolutionnaire comme celle où la classe ouvrière reviendrait sur le devant de la scène de l'histoire et en chasserait à coups de pied dans le cul les personnages qui l'occupent aujourd'hui), c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale – d'où cet **ultimatisme** dans la question de l'unification syndicale et une frénésie d'intervention ayant comme objectif l'accroissement rapide du nombre de militants; et ceux qui replaçaient la prévision de la crise révolutionnaire à l'échelle des événements historiques et dans le cadre d'une évaluation plus correcte de l'état du mouvement ouvrier en Europe et dans le monde, donc qui évaluaient de manière plus **réaliste** les rapports de force entre les classes. C'est à dire ceux qui donnaient un poids réel aux poussées prolétariennes tendant à briser la paix sociale d'un côté, et de l'autre au dispositif général de collaboration politique et social dont les partis soi-disant ouvriers étaient des piliers indispensables, en estimant que ces poussées pouvaient reculer – ce qu'elles firent – et qu'elles n'étaient pas les prémisses de la reprise de la lutte de classe internationale durable et vaste espérée par tous.

On sait que 1968 a été considéré par l'immense majorité des mouvements et des partis politiques comme une sorte de second tournant (après celui de la résistance des partisans antifascistes) entre la période où les partis parlementaires traditionnels avaient le monopole de la «politique» et celle où la «politique» a été saisie, vécue par des mouvements surgissant d'en bas, émergeant des poussées sociales, et difficilement récupérables par le réfor-

misme traditionnel.

En Europe 1968 (qui rappelait le mouvement étudiant de 1964 aux Etats-Unis) s'est en général caractérisé par des mouvements de diverses origines culturelles mais tous essentiellement étudiants; une soi-disant nouvelle **intelligentsia** travaillait pour conquérir l'avant-scène et lancer à la face des pouvoirs (à partir de l'université pour finir au niveau local puis gouvernemental) ses revendications: «l'imagination au pouvoir», «vouloir et pouvoir», «non a la partitocratie, oui à l'autonomie», etc. Pour nous il était clair qu'il ne s'agissait pas de mouvements «de classe»: ils n'avaient rien de prolétarien ni de révolutionnaire, même si la plupart de ces mouvements se présentaient comme le mouvement d'une «nouvelle classe» - celle des étudiants, qui prétendait se comparer à la classe prolétarienne – révolutionnaire. C'était en réalité des mouvements petit-bourgeois, de ces couches petite-bourgeoise qui – flairant la crise économique et donc le danger de se voir précipitées de leurs conditions de privilèges et de promotion sociale à celle de prolétaires – se rebellaient face à cette perspective. Mais, comme c'est toujours le cas, la petite bourgeoisie, pour être «prise au sérieux» par la grande qui possède tous les leviers économiques, sociaux et politiques décisifs, doit l'impressionner, l'effrayer; ce que par nature elle est incapable de faire.

L'attention se tourna alors vers une force sociale qui par sa lutte a la capacité d'inquiéter la grande bourgeoisie: le prolétariat. Le «printemps étudiant de 1968» ne modifia pas d'un millimètre les rapports des forces sociales: beaucoup de bruit pour rien. Mais lorsque les ouvriers commencèrent à bouger, luttant et se mettant en grève pour défendre leurs conditions de vie, la bourgeoisie dominante commença à s'inquiéter. C'est pour cette raison que les mouvements étudiants ont toujours à un certain moment cherché la jonction avec les mouvements ouvriers: c'est la force ouvrière qui les fait se sentir forts, qui leur fait oser s'opposer à l'autorité des institutions et de l'Etat, qui les pousse à chercher un «pouvoir contractuel» plus solide pour défendre avec plus d'efficacité, et obtenir, les promotions sociales pour lesquelles ils se mettent en mouve-

ment. Le poids organisatif et l'influence idéologique du stalinisme ont fait plier pendant des décennies le prolétariat

devant les intérêts de la bourgeoisie jusqu'à le rendre perméable aux différentes formes d'opportunisme et d'interclassisme – non seulement ceux du stalinisme et du maoïsme mais aussi ceux exprimés par les mouvements étudiants en dépit de la superficialité de leurs actions, même si elles furent parfois violentes. En France, 1968 partit en réalité des luttes ouvrières et attira rapidement les mouvements étudiants qui cherchèrent à l'utiliser à des buts de promotion sociale petite-bourgeoise. Le stalinisme avait déjà depuis longtemps réussi à abaisser le mouvement des luttes ouvrières sur le terrain de la démocratie, de la participation à la défense de l'économie nationale, etc.; le mouvement étudiant ne fit rien d'autre que de tenter de s'accrocher aux forces ouvrières pour donner à ses propres aspirations matérielles et idéologiques une force et une «noblesse» à laquelle ils ne pouvaient arriver d'eux-mêmes.

En Italie, le mouvement étudiant précéda, dans une certaine mesure, les luttes sociales prolétariennes qui se présentaient sur la scène de manière explosive cette même année mais surtout l'année suivante avec le fameux «automne chaud»; il tenta de s'infiltrer dans le mouvement ouvrier avec son caractère de rébellion et ses «innovations idéologiques» du genre *Potere Operaio*; mais il joua en réalité un rôle de déviation supplémentaire des luttes ouvrières en détournant des prolétaires combattifs vers des formes impuissantes d'extrémisme, allant du spontanéisme à la lutte armée.

Il était très important à l'époque pour notre parti de mener la lutte théorique contre les soi-disant nouvelles formes de révision du marxisme (de *Lotta continua* à *Avanguardia operaia*, du maoïsme au guévarisme tiers-mondiste et à *Potere operaio*) ainsi que de mener la lutte interne pour défendre le parti contre la contagion mouvementiste. La dernière contribution d'Amadeo Bordiga, avant que la maladie ne l'empêchent pratiquement de parler et d'écrire, fut consacré au mouvement des étudiants de 1968: c'est l'article «Note élémentaire sur les étudiants» (9) où il combattait en particulier l'idée que les étudiants constituaient une «nouvelle classe».

À cette époque, certains militants du parti s'imaginèrent que 1968-69 pouvaient constituer une sorte de réédition du «biennio rosso» - les fameuses «deux années rouges» de 1919-20 - et ouvrir une période «prérévolution-

naire». Au besoin de combattre l'idée que les étudiants constituaient une «nouvelle classe» qui, en plus, pouvait entraîner un début de reprise de la lutte révolutionnaire, s'ajoutait donc la nécessité de donner une évaluation correcte de la période et de la situation et de clarifier nettement la question de la crise et de la révolution. C'est sur cette question, c'est-à-dire sur la signification des prévisions révolutionnaires et sur la «lecture» correcte des faits économiques et sociaux, que Bruno donna une contribution importante.

Dans l'article intitulé précisément «Crise et Révolution», de juillet 1974 (10), reprenant des écrits marxistes fondamentaux (la Critique de l'économie politique et le Manifeste du parti communiste) et le texte de Trotsky de 1921, La nouvelle étape, il critique nettement la vision «évolutionniste» de la crise capitaliste selon laquelle «la force productive sociale du travail, même si c'est avec des oscillations irrégulières, croît jusqu'à un sommet matériellement indépassable, puis ralentit son cours et finalement baisse graduellement pour tendre vers zéro – et c'est alors l'arrêt, la crise qui est donc synonyme de l'épuisement de l'élan dont le capitalisme avait pourtant été le protagoniste mondial (...). Pour le social-démocrate ancien style, le point zéro de la crise indique le passage tranquille du pouvoir de la bourgeoisie agonisante au prolétariat préparé à en recueillir l'héritage. Pour le centriste le point zéro n'"exclut" ni la révolution ni la dictature mais celles-ci ne constituent qu'un accident passager; quand on y arrive, l'une et l'autre disparaissent à l'horizon, et il faut se dépêcher de proposer des mesures d'urgence, des réformes de structure, des combinaisons ministérielles, etc., sous le prétexte que, le mal étant fait, plus on conserve de l'héritage des richesses sociales, plus on sauve de forces productives, moins les souffrances de la nouvelle société seront fortes. Finalement, pour l'immédiatiste, la révolution et même la dictature sont, arrivées au point zéro, bienvenues et inévitables, toutes les conditions subjectives et objectives étant automatiquement réalisées. L'arbre de l'économie associée n'attend que d'être secoué pour que le fruit mûr ne tombe dans les bras de l'héritier.

Le résultat est pour tous un constat, comme celui de voir une comète traverser le ciel étoilé. Pour les uns, le

passage au socialisme est un acte notarié enregistrant un décès, un fait qui ne pouvait pas ne pas arriver. Pour les autres il est le produit de forces jaillissant de déterminations identiques à celles déterminant l'issue naturelle de l'agonie d'un organisme vivant. Les premiers – les sociaux-démocrates et les centristes – «préparent» les techniciens et les experts du passage dans la tiédeur feutrée des coopératives, des parlements, des syndicats et des communes. Les seconds attendent de ce passage qu'il prépare de lui-même ses techniciens et ses experts, qu'ils soient des personnes physiques ou de mystérieux organismes. Au mieux ils en voient une préfiguration dans les mécanismes humains et matériels provenant du «pouvoir dans l'usine». Pour eux l'événement est prévisible comme une donnée de fait et imprévisible comme forme. La bourgeoisie sort de la scène et le prolétariat y entre, mais la scène historique à bien peu à voir avec la scène théâtrale.

L'interprétation marxiste correcte est tout autre, et elle est exprimée avec clarté dans notre texte Théorie et action dans la doctrine marxiste (11), particulièrement dans les schémas représentant l'un "la fausse théorie de la courbe descendante du capitalisme", l'autre "l'alternance des régimes de classe dans le mouvement révolutionnaire».

«Marx n'a pas exposé le développement puis le déclin du capitalisme mais au contraire, simultanément et dialectiquement, l'augmentation de la masse de forces productives contrôlées par le capitalisme, et la réaction antagoniste constituée par celle des forces dominées, celle du prolétariat». Le potentiel productif et économique général augmente jusqu'à ce que l'équilibre soit rompu, et il se produit alors une phase d'explosion révolutionnaire au cours de laquelle, dans un bref espace de temps, en rompant avec les formes de production anciennes, les forces de production retombent pour se donner de nouvelles bases et reprendre une ascension plus puissante.

Dans cette vision puissamment dialectique, à l'opposé des mille formes de volontarisme et de fatalisme, le cycle historique du capitalisme se présente en général comme une courbe ascendante parcourue d'oscillations plus ou moins brusques, à la cadence de plus en plus courte, qui en fait le mode de production le plus chaotique

et incertain de l'histoire. La possibilité qu'au sommet de la courbe le système dans son entier s'écroule ne découle pas d'une accumulation mécanique des contradictions économiques; elle dépend strictement de la double condition que la force productive la plus grande créée par la société bourgeoise, la classe prolétarienne, fasse son apparition armée et organisée sur la scène, et qu'elle rencontre son organe-guide, celui de la bataille décisive, le parti.

C'est ici qu'intervient la seconde et la plus grave des «erreurs» gradualistes et formalistes, celle qui consiste à «lier par un pur formalisme le processus économique et le processus politique» (12). Ou, pire encore, à supposer que le processus économique se déroule dans le vide, comme fait en soi, au lieu de le replacer dans le cadre du jeu complexe d'actions et de réactions entre superstructure et infrastructure. Comme si le capital constant et le capital variable étaient des corps solides, liquides ou gazeux, au lieu de forces historiques, et leur heurt un conflit entre «catégories métaphysiques» abstraites au lieu d'un conflit entre classes physiques. Comme si la bourgeoisie croissait parallèlement à la dynamique des forces productives, et le prolétariat avec la croissance (ou le déclin) de la bourgeoisie, et que la condamnation prononcée par l'histoire contre cette dernière ne s'exécute d'elle-même – pour raison de... limite d'âge. Ce qui signifie, contre tout le travail d'Engels, réduire le matérialisme historique à un vulgaire matérialisme économique».

C'est dans cette grave erreur consistant à lier mécaniquement le processus économique et le processus politique, que tombèrent à l'époque nombre de camarades. C'est envers eux que porta l'effort, notamment du centre du parti, pour replacer l'organisation sur les bases solides de l'interprétation correcte de la crise économique en acte et de ce que le parti devait en attendre tant sur le plan de la reprise de classe que sur celui de son propre développement. Mais cet effort ne réussit pas à empêcher que les facteurs de coupure entre les acquis théoriques et l'action du parti envers la classe ne continuent à le travailler en profondeur, érodant peu à peu la force théorique et politique du parti.

En février 1975, dans l'article «Le prolétariat et la crise», Bruno insistait sur les points fondamentaux de l'analyse de la situation: «Il est indispensable

ble, face à la situation économique actuelle, de comprendre dans quelle phase (économique, politique, sociale, super structurelle) elle (la crise) s'insère, et il en découle deux points extrêmement importants: 1) crise économique et crise du système bourgeois ne coïncident pas dans la mesure où la "courbe politique" ne suit pas mécaniquement la "courbe économique" mais est liée à l'ensemble des événements la précédant et qui lui font prendre l'une ou l'autre des directions; 2) le poids de l'opportunisme, dans la phase historique que l'on peut dater de la chute du mouvement révolutionnaire dans les années vingt, de la victoire concomitante du nazisme, du fascisme et du stalinisme et du processus de renforcement de la domination mondiale par les grands monstres impérialistes, à la tête desquels les Etats-Unis, est supérieur à toutes les périodes historiques précédentes et se relie à tous les phénomènes que nous avons indi-

qués» (13).

Dans la période précédant l'éclatement de la crise économique simultanée des grands pays impérialistes, notre parti avait le devoir d'expliquer ce qu'il attendait de cette crise et de quelle manière s'y préparer. Il avait prévu depuis plus de vingt ans cette crise capitaliste mondiale qu'il avait lié à la prévision d'une crise révolutionnaire, ce qui intéressait évidemment le parti révolutionnaire, le seul au monde à représenter l'authentique théorie marxiste. Le parti d'hier consacra diverses réunions à ce travail d'analyse et d'explication du cours de l'impérialisme mondial et des tâches du parti (14). L'effort pour formuler une évaluation marxiste correcte de la période historique qu'il traversait et de la crise simultanée au niveau mondial des capitalismes nationaux les plus importants ne suffit pas à renforcer sur le plan de la doctrine l'ensemble du parti qui, au contraire, marchait vers plusieurs crises internes.

LA CRISE ÉCONOMIQUE CAPITALISTE MONDIALE ET SES CONTRECOUPS SUR LE PARTI

De 1973 à 1979, le parti se développa numériquement mais il subit des crises internes importantes et répétées.

En 1973 éclate la crise pétrolière. Le monde capitaliste développé semble se trouver le dos au mur par les pays producteurs de pétrole. Profitant d'un rapport de force favorable grâce à la production du fameux or noir dont étaient dépendants les pays impérialistes les plus importants du monde, ils imposèrent aux américains et aux européens des conditions plus avantageuses pour l'extraction, le raffinage et la commercialisation du pétrole et de ses dérivés.

Pour la première fois les pays industrialisés dominant le monde étaient pris à contre-pied par des pays producteurs de matières premières. Ceci ne se reproduira pas, mais la crise pétrolière dévoila le point faible des grands pays capitalistes et déboucha sur la crise économique internationale en 1975. Celle-ci mit en mouvement les prolétaires de tous les pays développés, et en même temps donna un coup de fouet au mouvement anticolonial de certains peuples comme au Mozambique ou en Angola, sans parler du Vietnam qui après avoir battu les Français luttait depuis plusieurs années contre les Américains pour arriver à constituer une nation indépendante.

En Italie, c'était la période des CUB (Comités Unitaires de Base) et d'une interminable série de tentatives de constitution d'organisations prolétariennes en dehors du contrôle direct du syndicalisme tricolore. Ces tentatives échouèrent en pratique à conserver leur indépendance par rapport au collaborationnisme syndical, surtout en raison de la «défense de la démocratie» des multiples groupes dits extraparlimentaires qui occupaient les «vides» laissés par le syndicalisme traditionnel. Ces groupes réussirent à récupérer les prolétaires les plus combattifs qui tendaient à échapper au contrôle du collaborationnisme syndical et à les ramener dans le giron du réformisme, de la concertation, du pacifisme et du légalisme. C'étaient les années où, comme en France sa consœur la CFDT, la CISL jaune et catholique rivalisait avec la CGIL en «radicalisme» dans les déclarations verbales afin de trouver adhérents et cadres syndicaux. Les CUB puis les Conseils d'Usine, nés en réaction aux structures syndicales d'usines (les Commissions Internes) vendues au patronat, furent peu à peu récupérés par les organisations syndicales officielles.

Politiquement, c'est sur le fond du «compromis historique» où le PCI proposait une alliance indirecte à la Démocratie Chrétienne, que divers groupes,

d'origine essentiellement stalinienne, tentèrent d'orienter la combativité ouvrière vers la «lutte armée». «Impatience» et «désespoir» révolutionnaires, fils des illusions petites-bourgeoises et de l'immédiatisme, jouèrent tout au long des années soixante-dix un rôle mortel de déviation de la combativité ouvrière du terrain de classe vers celui d'une agitation interclassiste calquée sur le modèle de la Résistance, la Démocratie Chrétienne étant présentée comme une... réincarnation du fascisme.

Dans cette période où par ailleurs le réformisme syndical et politique démontrait qu'il n'était plus capable de garder un contrôle total des masses prolétariennes (la crise économique avait affaibli la puissante arme des amortisseurs sociaux, les obligeant à remplacer les demandes d'augmentation de salaire, etc., par l'appel aux sacrifices), et où la bourgeoisie patronale – cible des groupes terroristes de gauche – prenait peur, les occasions d'action qui s'ouvraient réellement aux avant-gardes ouvrières et les révolutionnaires étaient particulièrement importantes.

La réalité sociale posait au parti les problèmes liés à la défense immédiate ouvrière, et le besoin d'une délimitation politique tranchée d'avec les nombreux regroupements politiques qui naissaient à la gauche des partis réformistes traditionnels (PSI et PCI). C'étaient des problèmes qui réclamaient des réponses rapides, claires, non équivoques et cohérentes. Le parti n'avait pas prévu, par exemple, la «période de terrorisme rouge», même s'il sut en comprendre clairement les caractéristiques et le rôle historique, et prendre une position de classe totalement correcte. Il faut rappeler que le «terrorisme rouge» des années soixante-dix naquit en Italie (où il eut une ampleur et une influence inconnues ailleurs en Europe) à la suite des tentatives de coup d'Etat et des sanglants attentats d'extrême droite (Milan, Brescia, train Milan-Naples en 1969), et qu'au départ il s'attaquait au despotisme patronal dans les usines, en prenant comme cibles la maîtrise et les directeurs. Ce n'est qu'ensuite que les Brigades Rouges «haussèrent le tir» jusqu'à kidnapper et à assassiner Aldo Moro, le président du principal parti bourgeois, la Démocratie Chrétienne. Pour les BR, Aldo Moro était l'homme du «compromis historique» - l'alliance avec le Parti Communiste Italien - qu'elles voulaient à tout prix empêcher dans

leur perspective de faire revenir celui-ci à ses soi-disant positions «révolutionnaires» de l'époque stalinienne...

Il existait alors une tendance à l'unicification de forces bourgeoises proprement dites avec les réformistes des syndicats officiels et des partis soi-disant ouvriers, afin de défendre l'économie nationale, sa compétitivité et son développement. Le parti s'attela à un travail sur les questions liées à la nécessité de l'organisation prolétarienne, et sur la perspective du front unique prolétarien à la base, sur le terrain de la défense des conditions de vie et de travail. Cette perspective d'un Front unique à la base prévoyait la possibilité d'actions spécifiques avec des militants ou des groupes d'usine ou syndicaux appartenant à d'autres groupes politiques (15). Sur ce terrain épineux des rapports entre parti et classe, et entre parti et autres organisations, se mena une lutte politique interne courageuse et difficile, d'autant plus que l'activité un peu plus large du parti d'hier se heurta alors à nombre de difficultés qui se répercutèrent sous la forme de crises activistes, volontaristes, contingentistes, crises qui à leur tour firent naître en réaction des tendances et des positions de type attentiste et indifférentiste.

Vers la fin de 1974, une crise activiste de type «mouvementiste» et «trotskiste» frappa surtout la forte section de Milan, avec quelques répercussions dans d'autres sections en Ligurie et en France. Cette scission tournait essentiellement autour de la question des rapports du parti avec les formations d'extrême-gauche avec qui des possibilités d'action pratiques en commun sur le terrain des revendications ouvrières immédiates pouvaient être possibles, tout en maintenant une complète indépendance politique, programmatique et organisationnelle. Les discussions portaient aussi sur les rapports du parti avec des mouvements à caractère politique tel que les mouvements contre le nucléaire, etc. Les scissionnistes soutenaient que le parti devait atténuer ses critiques contre les autres groupes lorsqu'il menait des actions communes avec eux sur le terrain immédiat. Cela revenait en réalité à masquer les caractéristiques politiques et programmatiques du parti de façon à pouvoir plus facilement s'associer à d'autres formations dans le but de devenir «plus nombreux» et «plus influents» sur le prolétariat. Les éléments qui scissionnèrent alors, «unis» contre le parti mais désunis

entre eux, tentèrent de sans succès de constituer un embryon d'organisation.

Devant ces défections, Bruno se montra plus ennuyé qu'autre chose, et ne chercha pas à expliquer comment de telles positions opportunistes avaient pu apparaître dans le parti. Dans une série de circulaires, le Centre communiqua que le camarade un tel avait «sur un coup de tête» abandonné l'organisation sans prendre position sur telle ou telle question (16). C'est un fait que cette crise éclata à propos des positions pratiques du parti par rapport aux mouvements sociaux, que ce soit le mouvement ouvrier d'usines ou des mouvements «anti-impérialistes», «anti-nucléaires», etc. Le Centre ne vit pas dans cette crise la manifestation d'un processus d'abandon de la théorie, de type démocratique et activiste, qui avait commencé à se manifester dans le parti dès 1969-72, et qui donna ses premiers résultats négatifs lors de la crise de Florence en 1973. Se transformant peu à peu en superficialité politique, ce processus ira s'amplifiant jusqu'à la crise explosive de 1982-84.

En 1977, le parti connut une autre crise, qui portait cette fois sur la question centrale du parti, en opposition avec nos positions classiques. La section de Cividale (Frioul) et quelques autres influencées par elle dans la région, théorisèrent que le véritable parti compact et puissant de demain – puisqu'il n'était toujours par réalisé à la date fatidique de 1975 – serait le résultat de la **fusion** d'organisations qui «tendaient» à devenir le parti de classe et qui devraient s'unir après avoir confronté leurs programmes et leurs positions respectives par un travail en commun afin de choisir le «meilleur» de chacun d'eux. En cette occasion aussi, bien qu'il était plus facile de s'opposer à un prétendu «**parti-creuset**» en reprenant les positions classiques de la gauche communiste sur le parti de classe, Bruno se limita à «classer» cette crise comme un «incident de parcours». Cette crise ne fut donc pas comprise, ni par Bruno, ni par le parti, comme un nouveau signe d'un processus d'érosion qui commençait à montrer, inévitablement, de fortes caractéristiques localistes. C'est de ces sortants que naquit le Centre d'Initiative Marxiste de Naples, qui se transforma en OCI («Organisation Communiste Internationaliste») publiant le journal «Che Fare?» (Que Faire?).

Dans la période suivante apparurent, en réaction au volontarisme et à l'activisme, des positions «indifféren-

tistes» (ou «attentistes»), réticentes envers l'intervention du parti dans les luttes ouvrières comme par exemple lors de la crise de Turin (1979-81). Il fallut donc rappeler que l'activité du parti envers la classe ne peut pas se limiter à y «importer la théorie marxiste» ce qui réduirait cette activité à une action propagandiste et littéraire; mais que cette activité, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, doit aller jusqu'à donner une contribution pratique à la naissance et au renforcement d'organisations de luttes immédiates basées sur la défense exclusive et effective des intérêts de classe prolétariens. Contribution pratique tant en terme d'orientation classiste des objectifs, des moyens et des méthodes de lutte, qu'en participation effective, là c'était possible, à la constitution d'organismes de lutte prolétariens (comités de grève, coordinations, etc.). Ces organismes devant être, non l'émanation de partis politiques, mais le regroupement de travailleurs du rang («politisés» ou non), sur le seul objectif de la défense des intérêts prolétariens, indépendamment des convictions politiques ou religieuses de chacun.

Pénétrer dans toutes les brèches laissées par le réformisme et le collaborationnisme, selon les indications précises du parti, mais pour quoi faire? Pour apporter au sein de la classe ouvrière, de ses luttes et de sa vie quotidienne, l'orientation classiste et les leçons, le bilan des luttes passées, afin que les prolétaires puissent s'appuyer sur la tradition historique des luttes de classe cachée et falsifiée par les collaborationnistes. La présence active, la participation aux luttes et aux efforts d'organisation, des militants communistes révolutionnaires est indispensable pour faire la démonstration qu'ils sont non des grandes gueules ou des beaux parleurs, des utopistes ou des récupérateurs des luttes dans un but électoral ou boutique, mais les militants ouvriers les plus lucides, les plus décidés et qui maintiennent envers et contre tout leurs positions de classe.

Plusieurs sections (Turin, Ivrea, Torre Annunziata, Schio) contestaient l'orientation tactique centrale du parti sur la question des luttes et des organismes de lutte du prolétariat (comités de grève, comités contre les licenciements – comme à la FIAT -, coordinations de comités de luttes, à l'intérieur et le plus souvent à l'extérieur des organisations syndicales, notamment

parmi les cheminots, les personnels hospitaliers, les enseignants, etc.), y voyant un risque de front unique politique avec d'autres organisations politiques et de syndicalisme. Face au danger de scission, Bruno répondit par des expédients organisatifs qui – comme nous voulons le démontrer – non seulement n'empêchèrent pas la scission mais affaiblirent le parti et son centre dans la lutte politique interne contre des positions fractionnistes sur le plan organisatif, romantiques et métaphysiques sur le plan théorico-politique. C'est ainsi que devant les polémiques et les discussions continuelles avec les responsables de ces sections, on en arriva à organiser en mars 1981 une réunion contradictoire des sections italiennes où les dissidents présentèrent leur rapport auquel le centre devait répondre immédiatement. La pratique démocratique, après avoir été chassée par la porte, rentrait par la fenêtre, et avec la bénédiction du centre! Tous les éléments pour que la crise de 1982 prenne un caractère explosif étaient désormais réunis.

Le centre avait fait sans aucun doute tous ses efforts pour démontrer la validité des orientations tactiques des Thèses syndicales de 1972 (non seulement intervenir dans les luttes ouvrières pour les orienter vers des objectifs de classe et l'utilisation de méthodes et de moyens de lutte classistes, mais encourager, et contribuer pratiquement, à organiser les luttes sur le terrain de classe en dehors du collaborationnisme tricolore). Mais face aux critiques venant surtout des camarades qui utilisaient des arguments théoriques et programmatiques pour nier ces nouvelles tâches du parti, il céda sur le plan organisatif dans l'illusion qu'un débat démocratique était mieux à même de faire comprendre au parti la justesse des orientations tactiques centrales.

Le recours à ces expédients non seulement était inefficace puisque il n'évita pas la scission; mais surtout il avait le grand tort d'empêcher un travail collectif, les militants se repliant sur leurs sections pour y élaborant «leurs» positions et laissant le centre gérer les discussions avec la section de Turin.

* * *

Lors de la difficile période caractérisée par le terrorisme brigadiste débouchant en 1978 sur l'assassinat d'Aldo Mauro, l'action de Bruno fut

au contraire précieuse. C'est lui qui formula la réponse politique correcte dans l'article intitulé «**Le terrorisme et le chemin difficile de la reprise générale de la lutte de classe**», de 1978 (17), travail qui permit au parti de combattre la conception individualiste et conspirative de la reprise classiste et révolutionnaire du prolétariat, et en même temps de revendiquer la violence comme facteur de l'histoire inhérent à cette même lutte de classe, même avant la conquête du pouvoir politique par le prolétariat.

Dans cette période particulièrement difficile où tout prolétaire combatif et irrespectueux du pacifisme et du légalisme ressassés jusqu'à la nausée par l'opportunisme, était montré du doigt, isolé, accusé d'être un «compagnon de route» des BR. Nos camarades furent souvent accusés calomnieusement de «collusion avec la lutte armée». Le parti fit tous ses efforts pour réaffirmer les positions du marxisme révolutionnaire sur tous les fronts:

1) Question de la violence, de la force et de la dictature dans la lutte de classe – pour reprendre le titre d'un texte fondamental d'Amadeo Bordiga – où nous revendiquons l'usage de la force et de la violence dans la lutte prolétarienne, tout en combattant comme une déviation les conceptions carbonaristes des groupes «guérilléristes» qui tournent le dos à la perspective de la réorganisation classiste du prolétariat.

2) Nette distinction entre les communistes révolutionnaires et tous ceux, qu'ils se disent communistes, socialistes, marxistes ou révolutionnaires, qui communient dans la défense méprisable de la démocratie bourgeoise et de la dénonciation de toute forme de violence sous prétexte de «lutte contre le terrorisme» - en mettant par exemple sur le même pied le terrorisme rouge qui attaquait des individus bien précis, et le terrorisme noir qui commettait des massacres de foules.

3) Lutte contre la répression et le terrorisme de l'Etat bourgeois, sa police et son armée, lutte qui devait rompre avec le pacifisme et le légalisme du collaborationnisme des syndicats tricolores et des partis parlementaires et extraparlimentaires.

Le parti réussit alors se distinguer nettement de toutes les autres formations politiques de la soi-disant «extrême-gauche» en évitant les divers pièges tendus dans une situation que

les médias à l'époque appelait la «stratégie de la tension».

Les effets les plus importants de l'offensive bourgeoise activement relayée par le réformisme étaient les suivants: 1) toute contestation violente, ne serait-ce que verbale, lors des luttes non seulement avec le pouvoir gouvernemental et étatique mais surtout avec le pouvoir syndical et politique, pouvait être prise pour une action favorisant les groupes de «lutte armée», en particulier des BR; 2) le refus de se déclarer publiquement «contre toute forme de violence» pouvait être interprété comme un rapprochement avec la «lutte armée»; 3) toute revendication ouvrière soutenue par des moyens et des méthodes de lutte de classe (grève illimitée, piquets de grève, barrages de routes, occupation des gares, d'usines, de bureaux, etc, lutte contre la répression) pouvait être considérée comme «anti-démocratique» et manipulée par les brigadistes. En substance, le climat créé par les attaques contre les conditions de vie, de travail et de lutte des ouvriers, et par la riposte des tenants de la «lutte armée», facilitait d'un côté la répression et l'intimidation policières, et de l'autre le repli des prétendues «avant-gardes» vers le démocratisme le plus grossier par peur d'être confondues avec des terroristes.

Les syndicalistes tricolores démontraient leur attachement fanatique au statu quo, à la paix sociale, à la collaboration entre les classes et leur hargne envers les prolétaires qui se plaçaient ne serait-ce que tendanciellement sur le terrain de classe de la lutte contre les exigences patronales; véritables gardiens de l'ordre établi ils dénonçaient les ouvriers les plus combattifs. Dans un tel climat il n'était assurément pas facile pour les camarades du parti, alors que les luttes ouvrières n'arrivaient pas à se libérer des entraves collaborationnistes, de mener dans les usines, les syndicats, les manifestations, leur propagande anti-démocratique et anti-terrorisme individuel en même temps que le travail d'agitation pour la réorganisation classiste indépendante de la classe ouvrière. C'est dire que sans un encadrement correct et solide de la question «terrorisme et communisme», le parti aurait alors risqué d'être entraîné dans de graves déviations comme le furent toutes les organisations soi-disant révolutionnaires.

FACE À LA CRISE EXPLOSIVE DU PARTI EN 1982-84

La position de Bruno envers la lutte politique interne et la question du journal, trente années après la crise de 1952, fut bien différente de ce qu'elle avait été alors. Au cours de cette crise qui vit les liquidationnistes l'emporter, Bruno fut écarté comme dirigeant du parti (en juin 1983 l'ancien centre du parti fut destitué et remplacé par un Comité Central - réapparition du centralisme démocratique!). La confusion parmi les camarades était d'autant plus forte que la crise avait éclaté au sein du centre international qui était le point de référence pour toutes les sections des différents pays. Les questions soulevées lors de cette crise concernaient la question du parti, ce que le parti représentait effectivement face au mouvement prolétarien international et au mouvement anti-impérialiste des peuples de couleur, et des tâches qu'il devait assumer dans cette période.

Le détonateur de la crise, comme nous l'avons expliqué dans notre presse (18) était la «question palestinienne», ou plus précisément l'analyse de la lutte palestinienne et les perspectives qui pouvaient être avancées pour le prolétariat du Moyen-Orient, ainsi que pour les prolétaires qui dans les métropoles impérialistes étaient sensibles à cette question. Les difficultés objectives pour définir des positions et une orientation politique précise et détaillée fut ressentie par de nombreux camarades comme la preuve d'un grave «retard» du parti par rapport à ses tâches d'orientation révolutionnaire, retard qui fut considéré à un certain moment comme impossible à rattraper. C'est sur la base de cette conviction que nombre de camarades, y compris dans le centre international, en arrivèrent à estimer que le parti était devenu un organisme inutile, voire dangereux pour le «mouvement social» et ils appelèrent à sa «liquidation».

En juillet 1982, le groupe de camarades organisés autour du journal «El Oumami» quitta le parti sur des positions au fond nationalistes (avec l'illusion de pouvoir influencer le mouvement social en Algérie – en particulier le mouvement berbère – et au Liban, grâce à la résistance nationaliste palestinienne); ils accusaient le parti d'être incapable de devenir un «**parti d'action**» révolutionnaire et de ne pouvoir être qu'un «**parti programme**», ne faisant que la «**propagande des principes**». Ils affirmaient pouvoir dépasser ce «retard» en se libérant de l'encadre-

ment tactique trop rigide du parti qui l'empêchait de comprendre et de participer aux luttes démocratiques et nationales. Le parti communiste révolutionnaire devait et pouvait influencer de manière déterminante le prolétariat algérien, libanais, palestinien en s'appuyant sur les fractions «de gauche» des organisations nationalistes révolutionnaires armées existant dans ces différents pays. Sur cette pente, certains militants de notre parti d'hier allèrent jusqu'à soutenir qu'il fallait s'appuyer sur les formations les plus radicales de l'OLP afin de «saisir l'occasion historique» de la lutte palestinienne au Liban comme une occasion d'étendre l'incendie révolutionnaire à tout le Moyen-Orient!

En septembre 1982 la section de Schio abandonna le parti sur des positions diamétralement opposées, **attentionnistes**, dont ils voyaient la justification dans le danger d'activisme dont la scission d'«El Oumami» était la manifestation la plus importante (19).

C'est en octobre 1982, en France, que la crise explosa finalement au niveau central, en se répercutant évidemment sur l'ensemble du réseau organisationnel du parti. Les questions soulevées étaient à nouveau l'orientation tactique du parti sur le terrain syndical, social et sur celui des luttes anti-impérialistes, et l'attitude pratique du parti par rapport aux mouvements sociaux et politiques de l'époque.

Le parti était confronté et travaillait à ces questions depuis des années, du fait même que son développement lui avait permis d'intervenir dans les luttes ouvrières et sociales de façon bien plus fréquente que dans les décennies précédentes. Mais si le parti n'arrive pas à suivre et assimiler une méthode correcte pour faire découler l'orientation tactique sur des questions particulières de la doctrine, du programme et des orientations politiques générales, les articles, les circulaires et les réunions ne suffisent pas. A plus ou moins brève échéance les «incompréhensions» se transforment en positions «différentes» et opposées, puis en obstacles objectifs au travail collectif et discipliné du parti.

En définitive les plus grandes difficultés connues lors de cette crise ont été dues au fait que le parti n'était pas préparé à une situation de ce type, qu'il n'avait pas envisagé que les positions radicales de nature petite-bourgeoise

qui avaient plus ou moins inévitablement pénétré dans le parti dans les années 70, risquaient de déboucher sur une grave crise politique et organisationnelle si elles n'étaient pas complètement éliminées; l'impréparation du parti était en définitive d'ordre théorique et politique. Juger les scissions qui s'étaient succédées comme de simples fièvres attaquant un organisme sain, croire qu'il suffisait de laisser la fièvre tomber et «continuer la route» comme si de rien n'était, ne pouvait armer l'organisation à affronter les crises internes, ne pouvait préparer à la lutte politique interne indispensable lorsque les désaccords atteignaient une certaine importance; bref, ne plaçait pas le parti dans son ensemble dans les meilleures conditions pour réagir politiquement et vigoureusement aux erreurs, déviations et positions erronées, qu'elles se manifestent au centre ou à la périphérie.

Lors de cette crise, Bruno ne lança pas, comme il aurait dû le faire, une lutte politique contre les liquidateurs, afin de défendre la théorie, les positions politiques et programmatiques générales du parti et de convaincre le maximum de militants en Italie et ailleurs. Il s'auto-isola en attendant en quelque sorte que la crise passe d'elle-même comme une mauvaise fièvre. Blessé par les attaques des liquidateurs contre le parti, Bruno ne supporta pas que le glorieux journal «Il programma comunista», qui avait pendant trente ans représenté l'oeuvre de restauration de la doctrine marxiste, tombe entre les mains d'éléments qui prétendaient que la gauche italienne souffrait d'un «vice d'origine», celui de ne pas savoir «faire de la politique» - ce qui signifiait pour eux utiliser manœuvres et expédients divers en vue de succès immédiats.

Désorienté par l'avalanche de positions et d'accusations contre le parti, il n'arriva pas à comprendre qu'il n'y avait pas d'autre solution que de mener une lutte politique pour défendre les positions correctes. Au contraire, il succomba à l'aspect moraliste et personnel des oppositions; dès lors il ne pouvait que retomber dans les mêmes pratiques que les partisans de Damen en 1952: se tourner vers les tribunaux bourgeois pour se faire reconnaître sa propriété commerciale et l'arracher aux mains de ceux qui, par leurs positions mouvementistes et liquidationnistes, le déshonoraient. Mais le résultat était que l'«honneur» du journal, et à travers lui celui du parti, était tout bonne-

ment remis entre les mains de la bourgeoisie!

En 1952 une lutte politique interne réelle s'était déroulée dans l'organisation; c'est elle qui permit à l'issue de la scission et du recours aux tribunaux bourgeois par la fraction opposée et la création d'«Il Programma Comunista», la naissance du parti de classe, de notre parti d'hier. Trente ans après Bruno et les camarades qui le suivirent désertèrent la lutte politique interne au profit de l'action judiciaire; s'ils réussirent sur ce plan, il n'y a aucun doute que la nouvelle organisation politique qui résulta de cette action ne peut représenter en rien une continuité «politique et organisationnelle» avec le parti d'hier (20).

Ce changement complet de position est la démonstration du degré de dégénérescence politique dans lequel était tombée la direction. Le développement des activités du parti dans les différentes aires géographiques, donna naissance chez presque tous les responsables centraux à l'illusion de pouvoir rapidement augmenter l'influence du parti sur les masses prolétariennes en lutte, d'accroître le nombre des adhérents grâce à des tactiques plus souples ou de pouvoir toucher les masses plus rapidement par l'intermédiaire de groupes et de comités «de base» politisés, etc. Le localisme, joint à l'illusion de l'action dans les luttes sociales déliée du lien avec le programme et de la théorie est un cocktail mortel qui conduit même les meilleurs camarades dans le marais du tacticisme, puis dans l'abandon de toute activité politique et la chute dans la vie privée.

Nous sommes des matérialistes; nous savons que les difficultés rencontrées lors du difficile développement international du parti ont servi de base matérielle aux déviations politiques et théoriques qui secouèrent le parti au cours des années soixante-dix. Mais en dernière analyse la cause principale de la profonde crise interne du début des années 80 doit être cherchée dans ce contre quoi Amadeo mettait en garde: **la coupure entre la théorie et la pratique**. En dépit de la revendication des principes, de l'orientation générale, programmatique du marxisme, de la tradition de la gauche communiste et de son bilan historique, des tendances opportunistes, déviationnistes, anti-parti peuvent apparaître et même prévaloir dans le parti. Si la cohérence dialectique entre le programme général et l'action tend à se distendre et à se

rompre, la dégénérescence du parti est tôt ou tard inévitable. Il n'y a pas de règles, d'articles statutaires, de débats de congrès ou d'autres expédients organisationnels qui puissent empêcher les erreurs et les déviations. Si les «garanties» que nous avons rappelées plus haut ne sont pas respectées, la crise est certaine, et personne, ni à la base ni au sommet ne pourra l'éviter. La seule solution pour la résoudre de la meilleure ou de la moins mauvaise façon, est la lutte politique interne pour redresser ou reconstituer l'organisation, quel que soit le nombre de militants qui s'y retrouveront. Seul le développement de la lutte des classes pourra démontrer si la lutte politique interne s'est déroulée en harmonie avec la dialectique historique et si donc elle a été victorieuse.

Un autre point doit être relevé. Tout en revendiquant la rigueur organisationnelle dont la Gauche communiste a donné un puissant exemple historique, Bruno, en tant que responsable de l'organisation, s'est parfois montré trop coulant, acceptant des adhésions insuffisamment claires du point de vue politique ou pratique (comme l'augmentation numérique subite de certaines sections ou la naissance trop rapide de nouvelles sections); et il est lui arrivé de prendre des positions fausses que le travail du parti n'a pas su corriger à temps et qui à la fin l'emportèrent lui aussi. Après la crise, la nou-

velle organisation qu'il constitua autour d'«Il Programma Comunista», établit en effet ces faiblesses en règle organisationnelle.

Il ne pouvait sortir de cette position, totalement opposée à l'internationalisme et aux positions traditionnelles de la gauche, qu'une série d'expédients organisationnels dans le but de grossir numériquement, et en envoyant au diable toute cohérence politique et programmatique.

La fusion avec la «section de Schio» (au mépris du principe l'adhésion individuelle au parti) obtenue sur la base de compromis politiques avec les positions de ce groupe; la fusion avec le groupe de Madrid qui édite le périodique (reprenant l'ancien titre du journal du parti en espagnol) «El comunista», et qui avait scissionné en 1981 sur des positions à fond syndicaliste-révolutionnaire. Ces unifications sans principe furent bientôt suivies de scissions tout aussi confuses et sans principes. C'est là la démonstration pratique que le laxisme tactique et organisationnel s'accompagne du personnalisme politique où chaque «tête pensante» peut juger avoir raison et estimer être libre de défendre ses «propres» idées, ses propres orientations. Il est clair que la cohérence et l'organicité de ce parti – en admettant qu'elles aient existé au moment de sa constitution en 1984 – n'existent plus et n'existeront jamais.

LA SÉLECTION NATURELLE DES DIRIGEANTS

Une leçon doit aussi être tirée sur la question des dirigeants.

«Les chefs – dit Amadeo Bordiga dans “Lénine sur le chemin de la révolution” (21) – sont ceux qui savent le mieux et le plus efficacement penser de la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquelles elles édifient activement leur oeuvre. Lénine illustre de façon extraordinaire cette fonction du chef prolétarien par l'intensité et l'ampleur avec lesquelles il l'exerça. Si nous avons retracé son oeuvre, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire; mais nous ne sommes pas de ceux qui admettent que sa présence conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel nous l'avons vu et moins encore que sa disparition arrêtera la marche en avant des classes tra-

vailleuses.

L'organisation en parti, qui permet à la classe d'être classe et de vivre comme telle, se présente comme un mécanisme unitaire dans lequel les différents “cerveaux” (et pas seulement les cerveaux, mais sans aucun doute les autres organes individuels aussi) remplissent les différentes tâches correspondant à leurs aptitudes et à leurs potentialités, toutes au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement dans le temps et l'espace” (expression commode à comprendre dans sa signification empirique, et non pas transcendante)». Le parti, compris comme un tout organique et mû par une volonté unique dans le but d'émanciper le prolétariat et la société tout entière, de l'esclavage salarial et mercantile.

Nous nous sommes rappelé ces paroles lors de la disparition d'Amadeo dont nous avons suivi avec passion et dévouement le travail. Nous

comprenons, comme lui, que sa disparition n'arrêtait pas la classe ouvrière sur son chemin, classe qui a besoin de son organisation en parti (comme l'établit le Manifeste de Marx et Engels), organisation qui ne dépend pas de la présence d'un grand homme, de grands «cerveaux». Le travail continu, systématique, anonyme du parti de classe impersonnel s'est poursuivi, et se poursuit, malgré sa mort, malgré la mort de Lénine, malgré celle de Marx et d'Engels ainsi que celle de centaines de «cerveaux», d'«estomacs» et de muscles que la force historique elle aussi impersonnelle du mouvement prolétarien et révolutionnaire ont produit et continueront à produire. Morts qui n'ont pas arrêté les efforts que des éléments de la classe prolétarienne, et des transfuges de la bourgeoisie, ont continué et continuent à produire pour la formation de ce rassemblement physique que nous appelons parti, parti formel, le parti avec sa hiérarchie, son centre, ses organes de direction et ses sections territoriales.

Il serait facile de nous objecter que depuis la glorieuse époque de la révolution d'Octobre la classe travailleuse a connu un très fort recul. Mais le parcours historique de la classe ouvrière, n'a rien de linéaire, de régulier, de graduel, de progressif. C'est au contraire un parcours semé d'obstacles qui peut connaître de forts reculs et de gigantesques avancées selon les aléas de la guerre entre les classes. Et de la même façon le développement du parti de classe n'est pas un processus linéaire, progressif ou graduel. Ce ne peut être qu'un développement par bonds, fait d'avancées et de reculs, d'extension ou de réduction à un minimum. Les militants, qu'ils soient à la base ou au sommet, ne peuvent pas ne pas se ressentir de cette évolution heurtée en conséquence des aléas de la lutte des classes. La différence entre les militants du parti et les simples membres de la classe prolétarienne réside dans le fait que les premiers participent à l'activité théorique, politique et pratique de la collectivité-parti, de l'organe qui exprime et diffuse la conscience de classe (les objectifs historiques, le programme, la théorie) et la volonté d'action «dans le temps et dans l'espace».

Continuons le discours de Bordiga de 1924 cité plus haut :

« Tous individus n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationa-

lise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres (et ce qui vaut aujourd'hui pour le parti-classe, vaudra demain pour la société). Notre évolution révolutionnaire ne va pas vers la désintégration, mais vers la liaison toujours plus scientifique des individus entre eux.

Elle est anti-individualiste parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme, ni à un contenu métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et constitue une qui substituera peu à peu la rationalité technique à la coercition. Le parti est déjà l'exemple d'une telle collectivité sans coercition.

Ces éléments généraux montrent que personne n'a mieux dépassé que nous les banalités de "l'égalitarisme" et de la démocratie "numérique". Si nous considérons que la base de l'activité est la collectivité, et non pas l'individu, quelle importance le nombre brut des individus peut-il avoir pour nous? Quel sens pouvons nous donner aux mots de démocratie et d'autocratie? Hier nous disposions en Lénine d'un "champion" de "classe" exceptionnelle comme diraient les sportifs, et nous pouvions le placer tout au sommet de la pyramide hiérarchique. Mais Aujourd'hui que cette machine humaine s'est arrêtée, le mécanisme peut continuer à fonctionner; la hiérarchie sera seulement quelque peu modifiée, le sommet en étant occupé par un organe collectif composé bien sûr d'éléments choisis. La question se pose pas à nous non pas en termes juridiques, mais techniques, et on ne la résoudra pas avec les sophismes du droit constitutionnel ou, pire, du droit naturel» (22).

Bordiga revendiquait donc déjà, en l'absence de la formidable machine que constituait Lénine, la constitution d'un organe collectif pour composer le centre. Cet organe collectif était d'autant plus nécessaire à un parti reconstitué après la terrible défaite du mouvement communiste international, pour lequel il était vital de tirer l'ensemble des leçons, y compris au niveau organisationnel, de la défaite. La collectivité dont nous parlons n'est pas celle, démocratique et bourgeoise, dans laquelle chaque individu est le représentant de «ses» opinions qu'il confronte ou impose aux autres. C'est une collectivité organique qui représente au mieux la pensée et la volonté classiste

du mouvement révolutionnaire, dans laquelle l'intégration des capacités individuelles est tout à la fois un objectif et une fonction pratique, et en l'absence de laquelle l'organe collectif de direction est bloqué et laisse prise aux pratiques de l'individualisme bourgeois. A la mort d'Amadeo, lui aussi formidable sonde historique et machine militante, le parti d'hier avait d'autant plus besoin d'un organe collectif formé d'éléments bien choisis, et la sélection naturelle effectuée sur le matériel humain existant produisit un groupe de camarades, pour la plupart italiens, parmi lesquels se distinguait particulièrement Bruno.

Le dirigeant, les dirigeants, le centre du parti ont des responsabilités politiques, non dans le sens où ils auraient le droit de changer l'orientation politique du parti ou d'inventer des formules tactiques ou organisationnelles différentes de celles définies pour les différentes aires géohistoriques, mais dans la responsabilité technique de diriger les activités complexes du parti sans dévier de l'orientation définie. S'ils dévient, ils ne remplissent plus une fonction technique mais deviennent les artisans d'une révision politique: la lutte politique interne est alors inévitable. Tant qu'elle reste dans les limites tracées par l'orientation générale et la discipline organisationnelle, cette lutte peut arriver à redresser l'activité du parti (voir par exemple l'épisode des Thèses d'avril de Lénine); mais si ces limites sont franchies, la lutte politique débouche alors inévitablement sur la séparation ou la scission.

Dans une organisation centralisée, les contradictions et les difficultés de la vie et de l'activité du parti se concentrent sur sa direction, sur les camarades qui en font partie. Des raisons matérielles, objectives, expliquent comment un camarade, même le plus capable, peut, à un certain moment de la lutte, faiblir politiquement en commençant à transiger, tout d'abord sur des questions d'organisation, puis sur certains problèmes tactiques, et enfin, si une correction n'a pas été faite à temps, sur les principes. Usure physique due à une longue période de lutte contre le courant, démoralisation face à l'attente non réalisée de la reprise de la lutte de classe (dans les prévisions d'Amadeo, 1975 était non seulement l'année de la crise capitaliste mondiale – qui a bien eu lieu – mais également celle de l'ouverture de la crise révolutionnaire – qui n'a pas eu lieu), difficultés internes du parti qui voyaient nom-

bre de camarades bien réagir sur le plan politique général mais qui épuisaient les faibles forces constituant le centre de l'organisation.

Une des leçons tirées par la gauche communiste a été rappelée par Bruno: le parti se dirige d'en haut, il s'organise d'en haut car théorie, programme et principes, c'est-à-dire les objectifs historiques finaux de la lutte de classe et de la révolution, en constituent le sommet, mais il commence à se détruire par le bas, à travers la vie quotidienne, sur le terrain de l'organisation et de la tactique, terrains sur lequel la force de l'idéologie et de la pratique bourgeoise et démocratique est la plus enracinée. Et lorsque c'est le centre du parti qui commence à glisser sur le terrain de l'impatience, de l'usage d'expédients pour faire grossir les rangs de l'organisation ou pour maintenir assemblées des forces centrifuges, de la transaction sur le plan tactique et organisationnel, les effets de la dégénérescence sont inévitablement plus ravageurs. C'est arrivé au parti bolchevique de Lénine, à l'Internationale communiste elle-même, et également au Parti communiste international-programme communiste.

C'est une défaite pour le parti et le prolétariat, mais c'est un prix à payer dans la guerre sociale entre les forces du communisme révolutionnaire et les forces de la conservation bourgeoise. Nous sommes cependant persuadés de la victoire finale du communisme révolutionnaire grâce à la dynamique historique du mouvement des grandes masses prolétariennes et à l'intransigeance théorique et pratique (qui ne veut pas dire sectarisme) du parti de classe se reliant non seulement à la (vitale) théorie marxiste, mais aussi à la tradition du mouvement international de la gauche communiste. Travailler pour cet objectif, pour la formation de ce parti, a été et est le but des militants révolutionnaires même dans les pires conditions historiques, comme c'est le cas depuis plus de quatre-vingts ans.

La «sélection naturelle» grâce à laquelle certains camarades deviennent des dirigeants est le résultat de la vie organique interne du parti lors du développement de ses activités, et elle se révèle bien plus fiable que le banal mécanisme électoral. Celui qui a le mieux appris le maniement du marxisme, qui représente le mieux et de manière cohérente la totalité de la politique du parti de classe et de son activité, qui possède le mieux les éléments théoriques d'analyse pour évaluer les situations

et pour formuler les prévisions politiques de telle manière que les forces du parti se préparent en temps utile aux lendemains, qui possède le plus la vigueur, la combativité et la nécessaire fermeté dans l'application des lignes politiques et tactiques du parti, et en assure la continuité d'action dans le temps, condense ces capacités qui font d'un camarade militant un dirigeant. Il ne peut exister ni carrière, ni privilège ni prébende dans le parti de classe. Il y a un travail difficile à faire avec continuité sur le terrain de la théorie comme sur celui de la tactique, sur le terrain politique et organisationnel, un travail à contre-courant qui se réalise par une lutte constante contre l'idéologie bourgeoise et les habitudes de la vie quotidienne produites continuellement par la société bourgeoise. Et enfin la lutte, qui n'est pas la moindre, y compris à l'échelle individuelle, pour armer tous les militants à résister aux déviations individualistes et autres.

Il faut reconnaître à Bruno le mérite des efforts réalisés, surtout après la mort d'Amadeo Bordiga, pour assumer la tâche de responsable central du parti, sans ambition ni attitude intellectualiste ou personnaliste, même si, au cours du processus de crise qui secoua le parti entre 1979 et 1982, sa résistance aux assauts des tendances révisionnistes et liquidatrices, chez lui comme chez nombre d'autres camarades, finit par céder jusqu'à lui faire perdre l'orientation marxiste correcte.

Les dirigeants ont une responsabilité plus importante que les autres camarades dans le processus de développement du parti. Mais, selon les thèses de la gauche, ils n'ont pas le droit d'*«inventer de nouvelles tactiques et manœuvres sous le prétexte de faits nouveaux»* (23), et ils sont appelés à argumenter, défendre et utiliser la doctrine marxiste sans *«possibilité de changer celle établie depuis ses origines dans les textes classiques du mouvement»* et à diriger l'organisation qui est *«internationalement unique et ne se développe pas par agrégations ou fusions mais uniquement par adhésions individuelles»* (et qui interdit à ses militants toute activité dans d'autres mouvements) selon un plan tactique prédéfini et établi internationalement en «système clos». Amadeo rappelait que ce n'est pas le «bon parti» qui fait la «bonne tactique» mais **la bonne tactique qui fait le bon parti.**

En d'autres termes, si le parti, ferme du point de vue théorique et politique, adopte un plan tactique cohérent et

bien défini, grâce à une activité conforme à ce plan – en tenant toujours compte de la situation du rapport de force entre les classes – il pourra se renforcer et renforcer son influence dans les rangs du prolétariat. A l'inverse une mauvaise tactique, une tactique fautive, influe sur le parti, le fait dévier et ouvre la voie à sa dégénérescence, même s'il conserve une théorie et un programme politiques irréprochables. Nous entendons par mauvaise tactique celle qui se base sur l'adoption d'expédients, sur des formulations vagues ou ambiguës, sur des décisions prises en fonction de situations contingentes et donc inévitablement fluctuantes. En somme, une tactique a priori sans entraves, donc non définie de manière claire et nette, non liée au respect scrupuleux des orientations politiques et programmatiques du parti.

Ce fut précisément la Gauche qui, lors du congrès de 1921 de l'Internationale Communiste, insista pour que les conditions d'adhésion à l'Internationale (les fameux 21 points) prévoient le respect de normes tactiques définies à l'avance. Certes, la tactique correcte du parti de classe dépend d'une évaluation exacte de la situation et donc d'une évaluation correcte des rapports de force entre les principales classes sociales, prolétariat et bourgeoisie, et de l'évaluation correcte de l'influence des moyens et des méthodes de la lutte prolétarienne sur le mouvement du prolétariat, sur son développement et sur l'action du parti. La tactique du parlementarisme révolutionnaire, soutenue et défendue par Boukharine et Lénine lui-même en 1921, y compris pour l'Occident européen, bien qu'elle avait comme objectif la destruction des parlements bourgeois, s'est révélée être incorrecte. Justifiée à leurs yeux par le fait qu'en ces années où la révolution bolchevique victorieuse ne pouvait résister longtemps sans la victoire révolutionnaire dans au moins un des grands pays européens, les partis de l'Internationale communiste devaient utiliser tous les moyens pour arracher les masses prolétariennes à l'influence paralysante du réformisme, y compris, donc, les élections parlementaires, cette tactique se retourna finalement contre les forces révolutionnaires.

Peut-on pour autant soutenir que le parti bolchevique était déjà en train de dégénérer en 1921? Certainement pas, mais quand à cette tactique s'en ajoutent d'autres telles que le «front

unique politique» entre parti communiste révolutionnaire et partis réformistes, ou celle du «gouvernement ouvrier» (à la place de la dictature du prolétariat exercée par le seul parti communiste), ainsi que des oscillations sur le terrain organisatif (comme par exemple l'admission de «partis sympathisants» dans l'Internationale), des brèches s'ouvrent alors dans le bastion intransigent fondé en 1919 et renforcé par les 21 points de Moscou en 1921, brèche à travers lesquelles l'opportunisme s'insinue, comme l'eau au travers de la brèche d'une digue, jusqu'à le noyer.

Il est possible d'étendre dans une certaine mesure cette conception aux questions d'organisation du parti: la bonne organisation, cohérente avec

les principes programmatiques et politiques du communisme révolutionnaire, non infectée par des mélanges de doctrines, politiques ou tactiques entre thèses et programmes différents entre eux, et non contaminée par de pratiques en contradiction, fait le bon parti. L'organisation pratique du parti doit être liée de façon stricte et cohérente à son programme et à ses principes. Si ce lien se relâche, si les pratiques organisationnelles sont de moins en moins cohérentes avec les principes, le parti se désorganise, et les organisations neutres n'existant pas, il cède alors à des critères, des formes et des principes organisationnels opposés, appartenant à l'ennemi de classe, que ce soient ceux de la «démocratie» ou de la «dictature» personnelle.

CENTRALISTES, JAMAIS DÉMOCRATES

Nous sommes centralistes et non démocrates, c'est pourquoi les dirigeants ne sont pas élus à la majorité lors de congrès ou d'assemblées générales, et n'assument pas de manière bureaucratique des fonctions ou des mandats, ni «à vie», ni pour des périodes définies à l'avance. Si les dirigeants ne remplissent pas leurs tâches en cohérence avec l'orientation générale définie du parti, ce sont de mauvais dirigeants. Cela signifie alors que le parti n'a pas été capable de sélectionner les forces à même de remplir ces tâches. Cela signifie ou une insuffisante maturité théorique politique et pratique du parti; ou que la sélection des dirigeants a été mauvaise, fondée sur de faux critères qui doivent être impérativement corrigés sous peine de dégénérescence du parti. S'il doit y avoir un changement de dirigeants, il ne doit se faire qu'exceptionnellement de manière administrative. Le parti doit assurer en permanence la formation politique et théorique des militants, et établir un climat de vie interne capable de résoudre le problème de manière organique par «sélection naturelle». Il est certain que, face à l'éventualité du recours à la méthode démocratique pour choisir un nouveau dirigeant ou confirmer un ancien, nous préférons – et avons toujours préféré – la voie chirurgicale. Car si le ou les dirigeant dévient, c'est en un certain sens le parti tout entier qui est en crise. La lutte politique interne est alors inévitable et à un certain degré, cette lutte politique aboutit à la séparation, à la scission de l'organisation.

De même que nous ne votons pas

pour des dirigeants, nous ne soumettons pas au vote majoritaire ni les thèses, ni la plate-forme de lutte ou le programme que le parti serait ensuite appelé à appliquer. Ce sont les résultats historiques des luttes sociales, politiques et révolutionnaires du prolétariat qui sont condensés dans le programme du parti politique et les grandes orientations politiques et tactiques fondamentales valables pour tout la période historique qui va de la *préhistoire* capitaliste (avec la loi de la valeur, l'argent, le marché) à l'*histoire* de l'humanité vivant harmonieusement sous le communisme. Le parti n'a pas besoin de travailler en permanence à adapter ou à définir son programme. Ce programme existe déjà dans sa pleine validité, c'est le programme révolutionnaire sur lequel ont été fondés l'Internationale communiste et le parti communiste d'Italie. Si des rénovations sont nécessaires, ce n'est que devant des événements historiques déterminants (par exemple, la seconde guerre mondiale, lorsque notre parti d'hier reprit le texte du programme du Parti communiste d'Italie de 1921 et y intégra quatre autres points) pour préciser et accroître l'efficacité du programme révolutionnaire déjà tracé dans ses grandes lignes dès le Manifeste de Marx et Engels.

Mais le parti, comme la révolution et la dictature prolétarienne, ne «se dirigeant» pas d'eux-mêmes, ils doivent être **dirigés** centralement. Le centre du parti a la tâche de diriger pratiquement l'activité de l'ensemble de l'organisation, d'émettre des directives, de diriger les organes de presse et de commu-

nication du parti, de prendre des décisions pratiques obligatoires pour toute l'organisation, et d'intervenir, y compris par des méthodes de caractère administratif – mais uniquement dans des cas exceptionnels – pour assainir des situations où le travail collectif et univoque du parti est compromis par des divergences ou des pratiques opposées.

Il ne revient pas aux dirigeants d'inventer des programmes, des tactiques ou des formes d'organisation géniales capables par eux-mêmes d'accélérer le mouvement révolutionnaire (cela n'existe pas) mais de faire en sorte que les lignes politiques déjà tracées soient appliquées de la façon la plus correcte possible en tenant compte de la situation et de ses évolutions. Il ne s'agit pas non plus, à l'inverse, de soumettre au vote la plate-forme, les thèses, les résolutions ou les programmes en croyant que s'en remettre à la majorité du parti, qui serait consultée régulièrement sur les questions les plus diverses, serait la meilleure méthode pour trouver la voie correcte. La route d'un bateau est-elle décidée par un vote démocratique de son équipage? Evidemment non. Il est arrivé très souvent que Marx, Engels, Lénine ou Bordiga aient eu à défendre la position correcte contre des majorités parfois écrasantes. C'est le fait de se trouver en phase avec la direction prise par les forces sociales qui compte, et non l'opinion individuelle d'un dirigeant, aussi grand soit-il, ni le vote d'une majorité, aussi forte soit-elle. C'est là une conception difficile à comprendre alors que le principe et la pratique de la démocratie sont présentées depuis plus de deux siècles comme étant la forme idéale des rapports entre les hommes. Mais c'est la conception que tous les militants marxistes doivent défendre.

L'expérience de nombreuses batailles de classe, y compris sur le terrain de l'organisation interne du parti, a amené la gauche communiste à combattre la démocratie bourgeoise non seulement du point de vue des principes et du programme, mais aussi dans la pratique et donc dans les critères organisationnels du parti. Le centralisme «démocratique» – si cher à tant de soi-disant marxistes qui se sont révélés être plus attachés à l'adjectif démocratique qu'au terme centralisme – comportait une concession aux formes bourgeoises dont l'histoire de la lutte prolétarienne mondiale ont démontré non seulement l'inutilité, mais aussi les effets négatifs pour la victoire de la

révolution communiste; l'utilisation des mécanismes démocratiques débouchait sur des déviations au niveau des principes et de la théorie dans la mesure où elle intoxiquait l'activité du parti, faisant renaître parmi les militants, au lieu de les faire disparaître les illusions sciemment créés et entretenues par la bourgeoisie dans la démocratie.

La formation et le développement du parti de classe ne dépend pas des «dirigeants» qu'il a ou qu'il se donne. A l'inverse, c'est s'il a de solides bases théoriques et programmatiques enra-

cinées dans le marxisme, s'il suit une bonne tactique correcte liée à ces bases et parfaitement cohérentes avec les objectifs historiques de la révolution prolétarienne, si ses méthodes organisationnelles sont elles aussi parfaitement cohérentes avec ses bases et son activité, que le parti est capable de sélectionner et de former les dirigeants dont il a besoin. Ce qui produit les bons dirigeants, c'est le travail du parti, son activité sur les différents terrains conjuguée au développement de la lutte de classe révolutionnaire.

TRAVAILLER POUR LE PARTI DE CLASSE EN DÉPIT DES RISQUES DE DÉGÉNÉRESCENCE

Il ne fait aucun doute qu'étant donné l'influence matérielle que la situation contre-révolutionnaire, particulièrement longue, a sur le prolétariat et sur sa lutte pour s'émanciper de la société bourgeoise, les conditions de formation et d'activité du parti sont particulièrement difficiles dans la période actuelle.

Le cadre historique et social détermine la qualité des membres du parti révolutionnaire, leur forces et leurs faiblesses, leur solidité ou leur fragilité; instruments de la lutte révolutionnaire de demain mais produits de la lutte révolutionnaire d'hier, les membres du parti de classe, y compris les dirigeants, peuvent céder sous le poids des difficultés et tomber dans l'opportunisme, trahissant la cause à laquelle ils consacraient le meilleur de leur énergie. Il n'y a pas de «garanties» particulières, il n'y a pas d'articles de statuts permettant d'empêcher a priori ces trahisons; Amadeo rappelait toujours, le livre d'histoire à la main, que ceux qui trahissaient le plus facilement étaient les dirigeants et non les simples militants. Les causes des reniements des dirigeants (de Bernstein à Kautsky, de Plekhanov à Staline, sans parler des Togliatti, des Gramsci, des Thorez, etc.) peuvent être diverses mais elle se ramènent toutes en définitive à l'essence de l'opportunisme.

Agissant à contre-courant dans la société bourgeoise, le parti de classe subit évidemment la réaction à ses actions et la pression idéologique et matérielle de la bourgeoisie; il défend son intégrité programmatique, politique et organisationnelle, par les seules armes de la critique théorique et politique et en entraînant ses militants dans les luttes des classes à tous les niveaux d'intervention. Il doit se refuser à im-

proviser sous la pression des circonstances, de nouvelles tactiques, de nouvelles méthodes d'interprétation de la réalité et des situations, ou de nouveaux critères organisationnels de type démocratique; ces derniers en particulier facilitent l'émergence dans le parti du localisme, de l'individualisme, du carriérisme, travers qui sont l'expression de l'influence de la bourgeoisie et de sa conception mercantile de la vie sociale. Le parti qui se laisse aller aux expédients tactiques, dans l'illusion de faciliter ainsi son influence sur les masses prolétariennes et de faire grossir ses propres rangs, ouvre la voie à sa dégénérescence qui si, elle va jusqu'à son terme, le fait passer de l'autre côté de la barricade, du côté de la défense du capitalisme. Cela est arrivé à l'Internationale communiste, minée et finalement détruite par son manoeuvrisme et ses compromis devant les illusions réformistes, comme à des organisations bien plus fragiles du point de vue théorique et pratique; et notre parti d'hier a été victime de telles illusions.

Dans les processus de dégénérescence du parti prolétarien de classe, les dirigeants jouent un rôle qui peut se révéler décisif. C'est ce qui arriva lorsque furent votés en 1914 les crédits de guerre par presque toutes les directions des partis socialistes, contre qui s'élevèrent les forces de la gauche marxiste; et lorsque fut théorisée la ligne du socialisme dans un seul pays en 1926, contre laquelle s'éleva à nouveau la gauche marxiste. Dans les deux cas la gauche marxiste a vaincu sur les plans théoriques et politiques; dans le premier cas elle a vaincu également sur le plan de la lutte révolutionnaire concrète pour le pouvoir avec la victoire de la révolution d'Octobre 1917, l'instauration de la première véritable dictature

prolétarienne dans l'histoire et la fondation de l'Internationale communiste; dans le second cas, au contraire, elle fut battue dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir contre le capitalisme européen avancé. Les dirigeants et les militants de la gauche communiste internationale furent dispersés, persécutés, massacrés, réduits à l'inaction par les forces ouvertement bourgeoises et par celles de la contre-révolution stalinienne. Les dirigeants et les militants des courants opportunistes et staliniens virent au contraire leur poids politique augmenter – renonçant aux buts internationaux du communisme y compris face au fascisme faussement considéré comme «un pas en arrière dans l'histoire» au lieu d'y voir un pas en avant obligatoire du développement impérialiste du capitalisme – et réussirent à entraîner les grandes masses prolétariennes, désorientées et ayant subis nombre de massacres, vers le réformisme pour se dédier exclusivement à la défense de l'ordre démocratique faussement présentée comme une «étape obligatoire» sur le long chemin de la révolution prolétarienne. Mais à la longue, comme c'était inévitable, les références à la révolution prolétarienne, à la conquête violente du pouvoir politique, à l'écrasement de l'Etat bourgeois et à la constitution de l'Etat prolétarien, bref, les références à la lutte de classe menée jusqu'à la dictature du prolétariat exercée par le parti communiste, laissèrent la place à la défense de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme, de la «conquête électorale» des municipalités, des régions, du gouvernement, à la sanctification de la légalité bourgeoise.

Notre mouvement politique, bien modeste du point de vue numérique, mais grand par son travail de restauration de la doctrine marxiste et du bilan historique des contre-révolutions, a traversé différentes phases après sa réorganisation en Italie en 1943, sa systématisation organisationnelle en 1952 jusqu'à son développement à l'échelle internationale au cours des années soixante et soixante-dix.

Un cordon ombilical relia pendant un temps les militants qui s'étaient organisés en 1943 en Parti communiste internationaliste avec la **Fraction à l'étranger** du Parti communiste d'Italie, constitué de militants antistaliniens réfugiés en France et en Belgique à cause des persécutions fascistes. Mais, comme le souligna à plusieurs reprises Amadeo Bordiga, notre parti

ne se reconnaissait pas comme l'«héritier» de la Fraction qui avait eu le mérite de maintenir vivant un lien avec les positions et le programme de la Gauche communiste, du Parti communiste d'Italie de 1921. Le mouvement politique, pour pouvoir s'élever au niveau du parti, devait tirer toutes les leçons de la contre-révolution stalinienne et de la révolution victorieuse de Russie en 1917; il avait besoin de se fonder sur un travail de restauration du marxisme, travail absolument indispensable étant donné la destruction des principes théoriques du mouvement communiste international; il avait besoin de s'organiser de manière politiquement homogène, avec des orientations tactiques et une pratique interne de parti découlant directement du bilan historique de la contre-révolution. Ce travail de reprise des fondements du marxisme et d'un premier bilan de la contre-révolution stalinienne dura au moins 7 ans; avec la scission de 1952 les bases théoriques et programmatiques sûres et cohérentes permirent alors la naissance du parti sous une forme embryonnaire.

Phase embryonnaire, phase de cercles, phase de parti se structurant, phase de crise et de dégénérescence opportuniste. Toutes ces phases ont vu Bruno assumer des responsabilités dirigeantes. A la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, alors que l'activité du parti au sein du prolétariat se développait notablement par rapport à la période précédente, le parti se posa la question de l'évaluation de la période qu'il traversait ainsi que de son processus de développement et des nouvelles tâches à affronter.

Ces années furent cruciales pour le parti non tant à cause de 1968 (surestimé tant par ses protagonistes que par les cercles politiques bourgeois) qu'à cause de l'approche de la crise économique mondiale de 1975 et de l'attente de la crise révolutionnaire, toutes deux prévues par le parti vingt ans plus tôt. Si les données économiques, analysées avec grande attention dans le travail du parti sur le cours du capitalisme mondial, permettait d'apercevoir dès 1967-68 le début d'une crise économique dans les principaux pays capitalistes, ce qui tardait à se présenter sur la scène historique était la reprise d'une lutte de classe vaste et durable, et en conséquence la perte d'influence du réformisme syndical tricolore et des partis soi-disant «ouvriers» sur le prolétariat, ainsi que la capacité du prolé-

tariat à se réorganiser de manière classiste sur le terrain de la défense immédiate; il n'était donc pas possible de parler de crise révolutionnaire, même lointaine. Le réformisme continuait à posséder de puissantes armes politiques et sociales en réserve: des armes de gauche, avec l'unification des centrales syndicales officielles, le Statut des travailleurs, la poussée électorale vers la venue au gouvernement des partis de gauche; de droite, à travers la bourgeoisie réactionnaire et conservatrice qui poussait à la stratégie de la tension, au **terrorisme noir** avec les massacres et les tentatives de coup d'Etat, auxquels répondait le **terrorisme rouge**, surtout brigadiste – que nous avons appelé **réformisme armé** étant donné son objectif d'empêcher un accord entre le PCI et la Démocratie Chrétienne afin que le PCI reste fidèle à son orientation réformiste traditionnelle.

Le parti devait lutter d'un côté contre l'«impatience révolutionnaire» caractéristique des groupes partisans de la lutte armée qui revendiquaient et pratiquaient la lutte armée comme succédané de la lutte révolutionnaire dans l'illusion de susciter une poussée de classe pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie; et de l'autre contre le «spontanéisme conservateur» et «corporatif» diffusé dans les rangs ouvriers par l'opportunisme, et qui revendiquait la défense des droits acquis par les luttes syndicales de la décennie précédente mais dans le cadre des «réformes de structure», de la «compatibilité», de la «politique des investissements», c'est-à-dire dans le cadre de la **collaboration des classes**.

Le centre du parti ne réussit pas à vraiment comprendre le poids et la force que les mouvements d'extrême-gauche tant staliens qu'anarcho-autonomistes auraient au cours des années soixante-dix; et nous ne parlons pas ici du mouvement étudiant de soixante-huit, mais des mouvements sociaux. Le réformisme traditionnel du stalinisme russophile, étatique, organisateur, tendant au compromis avec les forces politiques et sociales du catholicisme, laissait la place d'un côté à des réactions de type anarchoïde, de l'«Autonomia Operaia» à la «Lotta Continua», et de l'autre à des réactions de type partisans-résistance poussant des éléments de la petite-bourgeoisie en voie de prolétarianisation et des prolétaires vers la riposte militaire, de lutte armée. La crise économique mondiale qui s'approchait mettait en mouve-

ment toutes les couches sociales; la bourgeoisie craignait la réaction du mouvement ouvrier aux baisses de salaires, à l'augmentation des horaires de travail, à la flexibilité et aux licenciements, et redoutait que les syndicats tricolores, et en particulier la CGIL, ne soient pas capables de faire accepter la politique des sacrifices. Les tentatives de coup d'Etat, la stratégie de la tension, l'activité des services secrets, le renforcement des liens avec les grands médias comme le «Corriere della Sera» et les grands monopoles répondaient aux manœuvres politiques en faveur d'une alliance gouvernementale entre la gauche et le centre.

Les tensions sociales, particulièrement en Italie, mais aussi en France, en Espagne, en Angleterre, les grèves parfois très dures, les manifestations contre lesquelles la police intervenait à coups de matraque, agitaient des couches ouvrières comme ce n'était pas arrivé depuis longtemps, et poussaient les prolétaires les plus combattifs à se heurter aux bureaucraties des syndicats et des grands partis de gauche. Des épisodes de ce type donnèrent aux «révolutionnaires en chambre» l'illusion d'un «changement d'époque» (comme si le prolétariat était objectivement prêt à la lutte révolutionnaire finale et qu'il ne manquait que «la direction politique»); le mécontentement envers les syndicalistes tricolores fut pris pour une rupture avec le réformisme, et le phénomène du brigadisme rouge comme la «fausse» réponse à une maturation réelle de la «conscience de classe» du prolétariat.

Même si le stalinisme traditionnel, celui des années trente, quarante et cinquante, perdait une partie de son contrôle sur le prolétariat, le travail du parti était plus difficile; les forces de l'opportunisme se modifiaient, les groupes politiques qui naissaient et se développaient à la gauche des grands partis réformistes faisaient assaut de concurrence politique envers le prolétariat, leur révolutionnarisme verbal et leur mouvementisme pratique et quotidien recevaient un écho dans certaines couches du prolétariat déçues par le syndicalisme traditionnel. Il fallait non seulement étudier ces nouveaux groupes politiques et ces nouveaux phénomènes sociaux (nouveaux dans leurs formes, non dans leur essence) et analyser avec soin l'évolution du réformisme, mais aussi préparer le parti à intervenir dans toutes les brèches qui, en dépit de l'influence prépondérante de l'opportunisme sur le prolétariat,

s'ouvraient aux militants révolutionnaires.

C'est autour de ces questions que se développèrent au sein du parti les contradictions qui, jusqu'alors ne s'étaient manifestées qu'occasionnellement, et, en somme, de manière plutôt légère. S'il ne veut pas se limiter à une simple propagande des principes, et donc dépasser l'impuissance d'une propagande littéraire, le parti doit intervenir dans toutes les occasions qui s'offrent à lui, sur le terrain de la critique politique générale comme sur celui plus spécifique de l'action pratique pour la défense des conditions de vie et de travail immédiates. Les réticences à assumer les tâches d'orienter, d'encourager et de contribuer pratiquement à l'organisation de la lutte classiste et à sa défense, étaient dues à une situation objective où durant des décennies le travail du parti était par force limité à l'étude théorique et à l'analyse politique. Elles étaient provoquées aussi par la peur de commettre des erreurs et de dévier. Mais, comme cela a été rappelé de multiples fois dans des articles du journal et des circulaires, le parti ne pouvait pas ne pas assumer ces tâches et ne pas mettre enfin en pratique les directives de classe que, sur un plan général, il propagait depuis longtemps au sein du prolétariat.

Les heures qui secouèrent le parti dans les années soixante-dix et qui amenèrent la crise explosive de 1982, entre ceux qui voulaient assumer la tâche d'intervenir dans les luttes immédiates avec l'objectif de les organiser et ceux qui s'y opposaient sous le prétexte du danger de tomber dans l'activisme, le syndicalisme, l'immédiatisme, démontraient une faiblesse théorique née lorsque, après la disparition de Bordiga, certains crurent que le travail de restauration théorique était désormais achevé et «assimilé» par les militants.

On a toujours pensé, au sein du parti d'hier, que les crises les plus graves et les plus dévastatrices sont celles qui sont provoquées par des déviations activistes, volontaristes. Mais il faut relever que dans une situation où l'activité du parti était fortement limitée et consacrée à 99 % à la restauration théorique et à l'analyse politique, la déviation indifférentiste, attentiste, n'a pas été moins dévastatrice. D'une part parce qu'elle a alimenté en réaction des positions de type activiste, et d'autre part parce qu'elle a dénaturé le sens profond de l'étude

théorique et de l'analyse politique. Analyse concrète de la situation concrète, rappelait Lénine; il est nécessaire que le parti de classe sache analyser de manière précise et concrète la situation dans laquelle le prolétariat se trouve et agit, au sein de rapports de force entre les classes toujours mobiles. Mais si l'analyse de la situation ne sert pas à l'action du parti dans une situation donnée, à quoi sert-elle?

Malgré le risque de commettre des erreurs, ou même de dévier de la voie marxiste correcte, le parti révolutionnaire ne peut se dispenser de revendiquer dans des situations défavorables toutes les tâches qu'il doit assumer dans des situations favorables à la lutte révolutionnaire, et d'assumer ses

LE TRAVAIL POUR LA FORMATION DU PARTI DE CLASSE, HOMOGÈNE, ORGANIQUE, IMPERSONNEL ET MONDIAL, CONTINUE

Nous sommes toujours dans une situation de pleine contre-révolution où la classe dominante bourgeoise a la possibilité d'influencer le prolétariat car celui-ci n'identifie pas la bourgeoisie comme son ennemi concret et visible. Cette influence n'est pas seulement l'oeuvre des grands moyens de la propagande bourgeoise: télévision, radio, presse, internet, école, sport, religion et passe-temps divers. Elle est aussi le résultat du travail des forces de l'**opportunisme**, ces forces qui ont comme objectif principal de servir d'intermédiaires entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie. Cette fonction d'intermédiaires reposant sur le mode de production capitaliste, et donc sur les intérêts profonds de la classe bourgeoise qui en est son représentant, est conditionnée par la force des intérêts de la bourgeoisie. Les opportunistes, proches du prolétariat, vivent la même vie quotidienne, proviennent souvent de leurs rangs, et peuvent apparaître comme les ennemis principaux. Ils ne sont cependant pas la véritable cause de l'exploitation capitaliste de la classe prolétarienne; ils ne sont que les agents, les gardes-chiourme, les mercenaires de la bourgeoisie, même s'ils s'habillent et vivent comme des prolétaires.

Lutter contre l'opportunisme, au sens de trahison des positions classistes sous l'influence de forces bourgeoises, est une tâche constante des révolutionnaires, quel que soient la forme de cet opportunisme. Mais la lutte contre l'opportunisme, que nous préférons depuis longtemps appeler

tâches d'interventions pratiques dans toutes les situations où ne serait-ce que quelques couches du prolétariat se placent tendanciellement sur le terrain de la défense classiste de leurs intérêts immédiats.

C'est en outre la seule façon pour le prolétariat de connaître concrètement le parti révolutionnaire, ses positions, son programme, son orientation, sa capacité à diriger les luttes. Toute autre manière de chercher se faire connaître par le prolétariat revient à l'idée de pouvoir changer les rapports de force entre les classes en s'adressant à la «conscience individuelle» de chaque prolétaire, idée qui a déjà démontré son impuissance et sa faillite.

collaborationnisme, - parce que la pratique opportuniste signifie la collaboration constante et systématique avec la bourgeoisie pour défendre son système y compris en négociant, lorsque les ressources capitalistes le permettent, quelques miettes pour le prolétariat ne peut réussir si elle ne s'intègre pas dans la lutte plus générale contre la bourgeoisie, contre le capitalisme, contre la société capitaliste et ses piliers politiques, de l'Etat aux différents corps représentatifs de la bourgeoisie.

La contre-révolution peut durer pendant de très longues périodes comme c'est encore aujourd'hui le cas; alors non seulement la lutte prolétarienne révolutionnaire mais même la simple lutte classiste de défense des conditions de vie et de travail sont absentes ou très faibles et parallèlement le parti formel se trouve réduit à une poignée de militants. À la différence des révolutions sociales antérieures dans lesquelles les partis révolutionnaires n'avaient pas la claire conscience de leur action et de ses buts, «*la révolution socialiste, qui abolira toutes les classes, possède à l'avance une notion bien définie et claire de ses objectifs*». Cette connaissance préalable n'est pas le fait des masses ni d'une majorité des individus, mais «*d'une minorité même petite, à un moment donné dans un groupe restreint et même – scandalisez vous donc, ô activistes! – dans un texte momentanément oublié*» (24).

Cette minorité, ce parti n'est pas à son tour une simple addition d'individus ayant décidé de s'unir et d'agir de

manière organisée et pouvant éclater si les «consciences individuelles» l'amènent à poursuivre d'autres objectifs. Il s'agirait dans ce cas d'un parti bourgeois, non pas prolétarien, guidé par des intérêts de conservation sociale et personnelle, intérêts qui à leur tour dépendent de manière matérialiste des intérêts généraux du capitalisme, du mode de production capitaliste. Le parti prolétarien ne singe pas les partis bourgeois; ce sont ses objectifs historiques et sa fonction dans la lutte des classes de cette société qui déterminent sa forme organisationnelle et sa praxis; ou bien celles-ci sont cohérentes avec ses objectifs et sa fonction historique, ou bien la contradiction débouche sur des crises et des ruptures. Le parti prolétarien, du point de vue du programme (le «parti historique» dans les thèses de la Gauche communiste), est constitué par cette continuité dont nous venons de parler, au sein de laquelle les militants, dirigeants ou simples militants, ont des fonctions essentiellement techniques avec l'unique devoir d'agir à l'intérieur et à l'extérieur du «parti formel» de manière disciplinée et cohérente avec les directives du parti.

Du point de vue de l'action, dans les limites historiques objectives où il peut effectivement agir, le parti formel a besoin d'une unité de structure et de mouvement qui, dans la tradition marxiste, répond avant tout au principe du centralisme. Mais le parti ne peut pas obtenir la continuité dans le temps par le recours aux méthodes de la démocratie; il ne peut l'obtenir qu'au moyen d'une liaison organique entre ses buts et les moyens à prendre pour y aboutir. La formule de «centralisme organique» naît du besoin de distinguer toujours plus nettement, par rapport aux partis bourgeois ou pseudo-révolutionnaires, non seulement la théorie, le programme et les principes, mais également les méthodes et les moyens que le parti de classe adopte pour arriver aux buts découlant de ses principes et de son programme politique; elle concentre, de la manière la plus efficace qui soit, la lutte frontale du marxisme contre tous les principes de l'idéologie bourgeoise, démocratie incluse.

La forme démocratique du centralisme communiste ayant échoué, il ne restait plus qu'à adopter la forme organique qu'avait anticipé Amadeo Bordiga dès 1921 (25) et conduire le parti reconstitué à la fin de la seconde guerre mondiale à adopter ce principe orga-

nisatif interne afin de combattre jusque dans la vie interne les réflexes pratiques du principe démocratique.

On nous demande souvent: comment faire pour s'organiser de façon disciplinée, et assurer aux actions du parti cette même discipline, s'il n'existe pas un statut et des méthodes permettant à chacun d'exprimer son avis sur les orientations politiques et tactiques centrales? Comment faire pour garantir que le centre ne dévie pas de la voie correcte s'il n'est pas obligé de présenter régulièrement au vote des militants les résultats de son action? Comment faire pour garantir l'unité organisationnelle et la continuité d'action sans chercher à obtenir la majorité pour toutes les décisions importantes du parti?

La vision démocratique, et la vision libertaire qui en est une variante, ne peuvent envisager de transformation sociale que comme l'oeuvre d'individus décidant «librement», selon leur «conscience», leurs «idées», leur capacité à «choisir» entre différentes possibilités. La société, donc l'organisation sociale de milliards d'hommes, entendue comme la somme d'individus «libres de choisir», dans laquelle les rapports s'établissent de deux manières, prétendument opposées: la voie de la force brutale, armée et violente (donc dans un contexte social de tensions et de heurts) par laquelle un petit nombre d'individus peut opprimer une majorité pacifique d'hommes (la voie de la «dictature»), ou la voie pacifique (dans un contexte social qui prévoit et permet l'expression et le choix des consciences individuelles) par laquelle la majorité des individus a la possibilité de changer les règles sociales en les imposant pacifiquement à la minorité (la voie «démocratique»).

La vision communiste, basée sur le matérialisme dialectique et historique, analyse l'histoire de la société humaine, comme le mouvement de forces sociales impersonnelles en lutte dans la mesure où le développement de la production, et donc la survie des hommes, dépend de la possession des moyens et de la technique de production. L'arc historique du développement de la société humaine comprend l'organisation primitive et organique des premiers groupes humains, le développement des forces productives et les organisations sociales qui se succèdent suivant le développement des techniques de production, jusqu'à la société capitaliste qui propose à nouveau, dans le cours de l'histoire,

mais contradictoirement, une organisation sociale humaine dépassant les liens de propriété et d'appropriation individuelle, ouvrant à nouveau à la société humaine une organisation harmonieuse, sans contrastes entre classes, et capable d'unir l'espace et le temps de la société humaine par une vie organique avec la nature.

Le parti révolutionnaire représente dans l'actualité bourgeoise et capitaliste le futur communiste, celui de la société du genre humain; il revêt, de ce point de vue, les caractéristiques qui annoncent cette société future (au sens, par exemple, où il n'y a pas dans le parti de distinctions de richesse, de classe, de sexe, d'âge, de nationalité, et encore moins de division du travail en fonction selon les diplômes, les titres ou l'ancienneté) même si, ayant la tâche de diriger la révolution prolétarienne et la dictature après la conquête du pouvoir politique, il a les caractéristiques de l'organe principal de la guerre de classe du prolétariat contre toutes les classes possédantes. Au moment voulu, sa tâche révolutionnaire l'oblige à s'organiser en état-major de la guerre révolutionnaire demandant à ses membres une discipline de fer et un dévouement maximum. Un tel résultat ne peut être obtenu par la voie bourgeoise du *fais ce que je dis*, des récompenses individuelles ou du prestige personnel, mais par la voie communiste de la conviction politique, de l'adhésion sans réserve au programme révolutionnaire et à la praxis du parti et de la discipline consciente, voulue et acceptée non en mercenaire mais en militant de la future société communiste, organiquement lié à elle en tant que membre conscient des forces sociales qui imposeront le dépassement de la société divisée en classes et ouvriront aux générations futures le monde de la société communiste.

Le parti est aussi, dialectiquement, un facteur de l'histoire, en agissant, lorsque les conditions historiques sont favorables à la lutte de classe et à la lutte révolutionnaire, pour remplir les tâches qui sont propres à la période révolutionnaire (influence déterminante sur le prolétariat, direction du mouvement révolutionnaire et de la révolution jusqu'à la conquête du pouvoir politique, exercice de la dictature de classe et direction du mouvement prolétarien révolutionnaire international pour le développement de la révolution prolétarienne dans le monde entier), modifiant les rapports de force

entre les classes en rapports de force favorables à la révolution prolétarienne. Le parti est, dans le temps et l'espace, programme révolutionnaire et volonté d'action, organisée de façon disciplinée sur la base d'un ligne politique et tactique établie en conformité stricte avec la doctrine marxiste invariante.

«Groupes, écoles, mouvements, textes, thèses forment, au cours d'un long processus, une continuité qui n'est rien d'autre que le parti, impersonnel, organique, unique à cause de sa connaissance préétablie du processus de développement révolutionnaire».

Sur le plan de l'activité quotidienne, le parti est une collectivité organique de travail où tous les militants le sont dans la mesure où ils intègrent leurs capacités individuelles dans cette collectivité organique. Les dirigeants du parti ne sont donc pas plus «le parti» de même qu'aucun camarade à titre individuel. Mais arriva un moment où Bruno est tombé dans le piège de l'idéologie dominante: il a cru, face aux liquidateurs de 1982-84, être «le parti», être le seul à le représenter, et pouvoir utiliser toutes les armes possibles pour défendre, comme nous l'avons vu plus haut, l'honneur du parti. Coupé de la collectivité de travail, éloigné de la lutte politique interne, déboussolé par les attaques, y compris personnelles, des liquidateurs, Bruno a pris la seule voie qui lui apparaissait possible pour ne pas laisser le journal du parti dans les mains des liquidateurs, la voie de l'action judiciaire. Une fois sa décision prise, il ne changea plus d'avis.

Il se rangea ainsi parmi les **liquidateurs** au même titre que ceux qui attaquèrent le parti au début des années 80. De même qu'il n'a jamais suffi d'adhérer formellement au programme et au parti pour être un militant véritable, il ne peut jamais suffire de publier des articles sous le titre d'un journal qui a été pendant un certain temps l'organe du parti pour être effectivement les continuateurs authentiques de ce dernier. La continuité politique et organisationnelle du parti ne peut être représentée par qui ne l'a pas conquise par une lutte politique implacable contre toute forme de liquidationnisme, et encore moins par qui l'a en réalité **empêchée** en faisant appel à la justice bourgeoise.

Bruno Maffi nous a aidé à tirer de nombreuses leçons de l'histoire du mouvement de la gauche communiste internationale. On doit à sa contribution de premier plan, le fait par exemple

que l'**Histoire de la gauche communiste** ait vu le jour: précieux travail qui permet de retracer le fil rouge qui nous lie aux positions communistes dans les années cruciales allant de 1912 à 1921.

Mais il ne suffit pas d'écrire des ouvrages sur la gauche communiste pour avoir une position politique correcte et une pratique cohérente avec celle-ci; la rupture de la praxis interne de parti qui s'est manifestée par la création de la Fondation Amadeo Bordiga dont Bruno Maffi était président, a été la consécration du **culte de la**

personnalité de Bordiga, poussant inévitablement cette organisation sur la pente glissante d'un révolutionnarisme littéraire typique de cercles culturels du style «les amis du communisme».

C'est ainsi que Bruno et ses partisans, anciens militants de la gauche communiste devenus, au mieux, des «compagnons de route», peuvent à bon droit se définir – contre Bordiga et tout ce qu'il avait représenté pendant sa vie militante – comme des... **bordiguistes!**

(1) Nous avons déjà l'occasion critiqué la création de la «Fondation Amadeo Bordiga», fondée par un groupe d'intellectuels et auquel s'est joint Bruno Maffi alors à la tête du Partito Comunista Internazionale – il programma comunista, ainsi que d'autres militants de cette organisation (cf «Les constructeurs d'icônes inoffensives à l'oeuvre: création de la Fondation Amadeo Bordiga»). Jusqu'à aujourd'hui «I.P.C.» n'a pas consacré une seule ligne de commentaire – ni de critique ni de soutien – sur cette fondation, comme si elle n'existait pas, bien que ses dirigeants en fassent partie. Et comme si la décision de ces dirigeants de participer et de contribuer à la naissance d'une organisation extérieure au parti (comme c'est le cas) consacrée au dirigeant historique de celui-ci (et avec financement de l'Etat bourgeois), était une question privée ne regardant ni le parti, ni les lecteurs de sa presse. Bel exemple de cohérence avec la discipline de parti pour laquelle la gauche s'est toujours battue!

(2) Le changement de nom n'est pas une simple formalité. Après les réunions générales du parti de juillet et novembre 1964 où furent approfondies les questions d'organisation qui servirent à leur tour de base, avec de nombreuses autres contributions du parti, aux thèses définitives sur l'organisation (Thèses de Naples de 1965 et Thèses supplémentaires de Milan de 1966) le journal du parti expliquait ainsi ce changement: *«Lors de notre reconstitution sur le seul territoire italien en 1943, le nom de “Parti Communiste Internationaliste” fut choisi pour nous distinguer de tant de hontes (du Parti Communiste Italien - NdIR). Aujourd'hui, grâce à notre développement dialectique réel, notre organisation est la même en Italie et hors de ses frontières, et il n'est pas nouveau de*

constater qu'elle agit, même si c'est de manière quantitativement limitée, comme une organisation internationale. Le nom de “Parti Communiste International” ne peut être une nouveauté pour personne si l'on songe qu'il a été énoncé à Moscou fin 1922, même s'il ne fut pas alors décidé de changer le nom des sections (de l'Internationale, NdIR)» cf «IIPC» n°1/1965.

C'est alors que fut définitivement clarifiée la question du centralisme organique avec une nouvelle réaffirmation de la lutte contre la démocratie non seulement sur le plan de l'idéologie et des principes mais également sur celui de son application pratique dans la vie interne du parti.

(3) Nous avons consacré à la crise de 1982-84 ainsi qu'aux crises précédentes un travail et un bilan dès le premier numéro d'«Il Comunista» en 1985.

(4) cf la «Lettre ouverte à l'ex camarade Amadeo Bordiga» du 5/4/1952 de la Fédération de Turin, en annexe à la brochure de 1997 de «Battaglia Comunista», «Parmi les ombres du bordiguisme et de ses épigones». Les partisans de «Battaglia Comunista» revendiquent dans cette brochure avoir été à la base de la gauche italienne, et ils affirment: *«elle a été souvent confondue, surtout envers les communistes des autres pays, avec le bordighisme, ou plutôt le nom de Bordiga et les formulations théoriques qui ont caractérisé sa pensée».* Nous serons pour une fois d'accord avec eux: nous leur laissons bien volontiers l'**italianité** qu'ils revendiquent. Nous avons toujours revendiqué, comme Amadeo, que notre origine était commune à celle de la gauche marxiste internationale dont ont fait partie Lénine et Liebknecht, Luxembourg et Trotsky, Kamenev et Zinoviev, Boukharine et Bordiga pour ne citer que quelques

uns des noms les plus connus, même si pour certains l'appartenance à cette gauche a été imparfaite et incohérente. Quant à la méthode utilisée alors par la Fédération de Turin, celle de la «lettre ouverte», caractéristique de la pratique démocratique de confrontation des opinions et des positions, elle en dit long sur la conception du parti professée par «Battaglia Comunista».

(5) cf «Dialogue avec les morts», publié par épisodes dans le journal du parti d'alors, «Il Programma Comunista», du n° 5 au n° 10 de 1956. Il fut publié en brochure en français quelque temps plus tard. Une réédition avec une traduction entièrement revue est en préparation.

(6) Voici le texte de la circulaire:

«P.C. Internationaliste.

A toute l'organisation. Circulaire 5/10/1951.

Le C.E. a pris acte de la publication – après la parution du n° 1 du Bulletin interne du parti, ouvert à toute contribution dédiée à l'éclaircissement des problèmes centraux du mouvement – d'un bulletin paru sous la signature de quatre membres du C.C., Onorato Damen, Luciano Stefanini, Aldo Lecci, Giovanni Bottaioli, signé "La gauche italienne" en tant qu'initiative de groupes et de sections. Il observe – indépendamment de toute considération organisationnelle – qu'aucune raison politique ne justifie une publication (ne dépassant pas – en l'absence d'une justification politique même lointaine – les limites d'un pamphlet) dans laquelle l'affirmation de divergences avec le centre ne sont ni précisées ni définies comme cela résulte du fait qu'elles sont arbitrairement ramenées à une soi-disant "position syndicale de l'Exécutif" présentée comme niant les luttes économiques, leur rôle passé et à venir pour la classe ouvrière, et qui fait totalement abstraction de la phase historique en cours et des possibilités du parti dans celle-ci; et il retient qu'une initiative de ce genre, qui porte atteinte au caractère organique et à la continuité de principes et d'action du parti marxiste, est susceptible de détruire les conditions subjectives fondamentales pour un congrès sérieux, rompt de manière radicale avec les critères organisationnels permanents du mouvement et place en dehors de l'organisation ses promoteurs. Il est placé devant la nécessité de ratifier ce fait et de procéder, suivant la décision du C.C. lors de sa réunion du 1/7/51, à leur expulsion du parti avec effet

immédiat. Il a confiance dans le fait que l'ensemble de l'organisation, s'inspirant des principes qui ont toujours guidé le mouvement, ne se laissera pas dévier de sa dure bataille par une tentative de confusion et confirme sa ferme décision de préparer la discussion interne en vue du congrès du parti sur la seule voie de la préparation et de la présentation de textes et de thèses sur les problèmes fondamentaux de la lutte prolétarienne.

L'Exécutif».

(7) Le «Fil du temps» cité a été publié dans le n° 21 du 25 mai - 1^{er} juin 1949 de «Battaglia Comunista»; après avoir rappelé que le syndicat pré-fasciste était rouge, c'est-à-dire ouvrier et indépendant de l'Etat, il démontre que la nouvelle organisation construite après la victoire de la Démocratie sur le Fascisme, la CGIL, bien qu'indépendante des démocrates-chrétiens, des républicains et des socialistes de droite, n'échappait pas à la tendance historique d'«asservissement du syndicat à l'Etat bourgeois» mais la renforçait: «les conséquences, dans un pays vaincu et dont la bourgeoisie locale est privée d'autonomie étatique, de l'influence des grands complexes étatiques étrangers qui se querellent sur ces terres n'appartenant plus à personne, ne peuvent masquer le fait que même la Confédération restée entre les mains des social-communistes de Nenni et Togliatti, ne se base pas sur une autonomie de classe. Ce n'est pas une organisation rouge mais une organisation tricolore fabriquée sur le modèle de Mussolini».

Quand à la crise à laquelle il est fait référence, elle est dite «de Florence» car les positions qui furent à la base de la scission de 1973 mûrirent alors dans la section de Florence et celles de Toscane qui y étaient attachées. Après la scission de 1973 ce groupe qui revendiquait être le véritable continuateur du parti continua à s'appeler «Partito Comunista Internazionale»; il est également connu sous le nom de son journal: «Il Partito Comunista». Le responsable du Bureau syndical central, membre du centre, était le leader de cette section, membre du centre du parti était le responsable du «Bureau Syndical Central» qui publiait, à partir de juillet 1968, le bulletin politico-syndical «Il Sindacato Rosso». Ce bulletin prenait la succession de «Spartaco» (publié d'abord comme bulletin local à Florence) avec l'intention de donner une réponse sur le plan des luttes économiques (avec le mot d'ordre

général de la lutte pour un «syndicat rouge») aux forts mouvements de grève qui marquèrent 1968 et surtout en 1969, avec ce qu'on a appelé l'«automne chaud». En manchette, «Sindacato rosso» portait une déclaration qui était comme la synthèse d'une déviation syndicaliste révolutionnaire en train de se répandre dans le parti: «Pour le syndicat de classe! Pour l'unité prolétarienne contre l'unification corporatiste CISL-UIL! Pour l'unification et la généralisation des revendications et des luttes ouvrières, contre le réformisme et les luttes articulées! Pour l'émancipation des travailleurs du capitalisme! Que naissent les organes du parti, les groupes communistes d'usine et syndicaux, pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes». Le n° 7 (janvier 1969) de ce bulletin précisait son objectif: «Sindacato rosso» ne veut pas être «une nouvelle centrale syndicale» mais «une orientation pour les prolétaires conscients servant à transformer leur syndicat en arme de lutte anticapitaliste et révolutionnaire. C'est un cri de bataille de classe afin de reconstruire dans la CGIL, aujourd'hui, une opposition communiste capable d'entraîner les grandes masses sur le terrain de la préparation révolutionnaire pour l'écrasement du pouvoir capitaliste, pour la constitution de la dictature prolétarienne afin de réaliser l'émancipation du travail de l'exploitation du capital». En France, au même moment était publié un supplément au «Prolétaire» intitulé «Syndicat de classe», avec la même position.

Le centre du parti soutint dans un premier temps la position de «défense du syndicat rouge» - entendre CGIL dont on demandait aux ouvriers d'en chasser les bonzes pour les remplacer par des militants révolutionnaires. Mais c'est dans cette période que la CGIL expulsa une soixantaine d'ouvriers de la FIOM de Turin et d'Ivrea parce qu'ils avaient versé leurs cotisations aux délégués d'usine au lieu de les verser au patron comme le voulaient les accords contractuels. Parmi eux il y avait tous nos camarades de Turin et d'Ivrea qui menaient une agitation depuis des années parmi les ouvriers et à l'intérieur de la CGIL.

(8) «Il P. C.» publia toute une série de textes et de thèses qui illustraient la continuité de doctrine, de politique et de tactique de la gauche communiste sur 5 numéros consécutifs (sous le titre: «Bases historico-programmati-

ques du communisme révolutionnaire sur les rapports entre parti, classe, action de classe et associations économiques prolétariennes») du n°22/1971 jusqu'au n°2/1972. Le n°3/1972 contenait le texte «Le parti devant la question syndicale» dont l'original français fut publié sur le n°53-54 de cette revue, tandis que le rapport de Bruno à la Réunion Générale de Milan des 12-13/2/1972, «Marxisme et question syndicale», était publié en italien sur le n°10/1972 d' «Il Programma Comunista» et en français sur les n°126, 127 et 128 du «Prolétaire».

(9) cf «Note élémentaire sur les étudiants et le marxisme authentique de gauche», «Il P. C.» n°8/1968. On peut y lire par exemple: «*Défendre, en cette année 1968 pourrissante, l'autonomie d'un mouvement étudiant, n'est qu'une preuve supplémentaire de la profondeur des sables mouvants de la trahison où s'est enfoncé le faux communisme des successeurs de Staline, qui, désormais plombés par le pire réformisme social-démocrate, attirés par la perspective d'une obscène manœuvre électorale, défendent la thèse vulgaire selon laquelle les étudiants formeraient une classe sociale, et considèrent comme étant l'extrême gauche ces mouvements incohérents qui se réclament de la Chine de Mao et adoptent, comme formule théorique relative à l'Etat, celle du «pouvoir ouvrier». (...) Selon Marx, le prolétariat est une classe non seulement parce que sans son travail aucune production de marchandise n'est possible (...) mais parce que le prolétariat, outre le fait de tout produire, se reproduit lui-même, c'est à dire réalise la production de producteurs (...). Les ouvriers des deux sexes peuvent en s'accouplant donner naissance à de nouveaux ouvriers pour l'armée de travail des années futures, alors que jusqu'à présent il n'est pas évident que les étudiants donnent naissance à d'autres étudiants, même chez ces peuples à qui a été généreusement concédé la liberté d'étudier aux fils d'ouvriers et de paysans.*»

(10) cf «Crise et révolution», «Programme Communiste» n°62 (mars-avril-mai 1974).

(11) cf «Théorie et action dans la doctrine communiste», rapport à la réunion du parti de Rome d'avril 1951.

(12) cf «Leçons des contre-révolutions», rapport à la réunion du parti de Naples de septembre 1951.

(13) cf «Le prolétariat et la crise», «Il Programma Comunista» n°4/1975.

(14) Signalons en particulier la réunion générale de juin 1974 sur la question du Cours de l'impérialisme mondial, dont le compte-rendu étendu a été publié dans «Programme communiste» n° 64 d'octobre 1974 (avec une annexe publiée dans le n° 65 sur le développement de la concentration capitaliste, tandis qu'un compte-rendu synthétique était publié dans le n° 14 (13 juillet 1974) de «Il programma comunista». Parmi les nombreux aspects mis en évidence par rapport au début de crise du capitalisme occidental, nous pouvons rappeler celui relatif au désarroi de la classe dominante devant la crise pétrolière de 1973 puis la crise de 1974-75, et ce que nous **ne devons pas** en attendre: «*Ce désarroi de l'adversaire face aux convulsions de son mode de production ne peut évidemment que nous réjouir, nous, communistes. Nous n'en déduisons ni l'affaiblissement des Etats bourgeois (au contraire !) ni la naissance spontanée et mécanique d'une lutte sociale généralisée provenant de cette crise, et encore moins d'une crise révolutionnaire capable de régler son compte à la société bourgeoise, alors que les conditions subjectives sont encore terriblement en retard. Nous en déduisons au contraire plus que jamais, loin de tout optimisme béat, la nécessité de travailler à la préparation révolutionnaire.*»

Quant à la question de la dialectique entre crise et révolution, Bruno en reprend le fil dans l'article «Encore sur crise et révolution» («Programme Communiste» n°66). Il rappelle le cadre de la prévision faite par le parti et les conséquences à en tirer compte tenu de la situation d'arriération du mouvement prolétarien et de l'absence d'un fort parti prolétarien:

«*Le capitalisme ne peut sortir d'une crise dont nous avons exactement prévu la date qu'en créant les conditions de crises encore plus vastes et plus profondes, et, à la limite, d'un troisième conflit mondial qui n'est aujourd'hui qu'une menace et qui pourrait être demain une féroce réalité. S'il y a un "train à ne pas manquer" ce n'est pas celui d'une révolution dont des irresponsables prétendent posséder toutes les clés sauf une - qui est naturellement, comme toujours la clé décisive - mais celui de la **préparation** de ses conditions subjectives élémentaires. Celles-ci ne tombent pas du ciel; elles ne jaillissent des conflits sociaux que si le parti, aussi embryonnaire que soit*

sa force physique, les féconde de son action, en se battant avec autant de ténacité pour les objectifs immédiats que pour les buts finaux du mouvement prolétarien, en acceptant le terrain des luttes revendicatives mais en construisant dans ces luttes et au delà de ces luttes le terrain de la guerre de classe pour la révolution communiste.

Voilà la «grande occasion» que, **malgré tout**, la crise économique actuelle offre à l'avant-garde prolétarienne».

(15) Sur la question du front unique prolétarien on peut signaler, parmi de nombreux articles, «Bases objectives et délimitation programmatique du front unique prolétarien», «Il Programma Comunista», n° 6 et 7 de 1975.

(16) Les circulaires du centre, rappelant que l'activité du parti au contact de la classe ouvrière doit s'étendre à l'intervention de ses militants dans les luttes et dans les organismes de lutte, affirment notamment: «*Cette activité a son centre de gravité et son terrain naturel dans l'action à l'intérieur des syndicats, dans des organismes locaux qui n'y sont pas liés et ne sont pas reconnus par eux, parmi les ouvriers non organisés, etc.; action syndicale qui, comme le précisent les thèses du III^e Congrès de l'I. C. et comme le rappellent les thèses, manifestes et dispositions internes du PC d'I, a nécessairement des conséquences indéniablement politiques (il suffit de penser à la revendication du droit d'association et de réunion, ou à l'autodéfense ouvrière même la plus embryonnaire, en passant par une série d'étapes), et est dirigée non seulement vers des noyaux ou des couches d'ouvriers, quelque soient leurs orientations politiques, mais également vers des organes syndicaux spécifiques liés à des formations politiques qui se différencient de nous sur le plan programmatique mais sont disposées à se battre pour des **objectifs spécifiques** avec des méthodes de lutte de classe (...).*»

Il est important, ici, d'avoir clairement à l'esprit que cette extension et articulation de notre action de parti n'est pas extensible, qu'elle se situe en dehors de tout garibaldisme frénétique et qu'elle est liée à la ferme décision de travailler de manière plus incisive, avec continuité et cohérence, sur un terrain inséparable des tâches permanentes du parti, afin de cristalliser autour d'une action de défense spécifique une partie au moins des travailleurs auxquels nous nous

adressons en tant que prolétaires et non en tant de partisans de notre programme; et cette action: a) est toujours une action de parti, et le fait qu'elle se déroule principalement sous le nom ou par l'intermédiaire de nos groupes syndicaux ou d'usine n'y change rien; b) elle ne doit pas entrer en contradiction (ce qui serait fatal) avec les points programmatiques qui nous distinguent et nous caractérisent, en pratique, aux yeux de tous, ni les cacher; c) elle ne compromet pas (autre face du même problème) l'autonomie politique et organisationnelle du parti et la continuité de ses manifestations extérieures; d) elle n'est pas conçue comme isolée de l'ensemble du travail de formation et de préparation politique interne, qui est la condition d'une saine orientation dans l'action, surtout dans la période grise et difficile où nous vivons encore et qui nous impose le devoir de profiter de toutes les occasions, même les plus minces, pour y réagir» (circulaire n° 9 du 8 octobre 1974).

La circulaire n° 11 du 20 octobre 1974, qui traitait de la scission des sections de Ligurie, essaye d'expliquer ce que les sortants n'ont pas réussi à exprimer, leur opposition à toutes les positions du parti.

«Partant de l'exigence, que nous partageons et qui est imposée par un cycle historique qui se met avec lenteur en branle, d'affronter sérieusement les problèmes de l'activité "externe" en direction de la classe et de l'organisation interne du parti, ces camarades tendaient à perdre (nous pouvons aujourd'hui affirmer qu'elle était déjà perdue) une vision claire des limites qu'il est nécessaire de respecter sous peine de faire disparaître la ligne qui nous sépare des autres (qui, par ailleurs, se posent au moins sur certains points spécifiques des problèmes analogues aux nôtres), et sous peine d'une fracture difficilement réparable dans la continuité de nos proclamations et de nos actes; limites théorico-programmatiques par rapport auxquelles aucune "manœuvre tactique" ne peut prévaloir; limites pratiques liées à l'évaluation des rapports de force réels et de la plus ou moins grande possibilité d'avoir une influence sur eux en fonction de nos objectifs généraux.

Il en découlait une tendance à mettre au centre de l'activité pratique du parti, même quand on le proclamait secondaire, le problème des rapports avec les autres groupements pour

mener des actions communes spécifiques, de même qu'une tendance à élargir le rayon de ces initiatives **au-delà** de la limite à partir de laquelle le parti perd ses traits caractéristiques, ou tout au moins ne les défend plus de façon responsable, et ses efforts constants pour les relier aux positions de principe – ce qui est indispensable pour ne pas détruire ce qu'il s'agit de construire, comme le démontre un long bilan historique».

En outre, «on tendait à considérer comme insignifiant (ou, dans la meilleure des hypothèses, incomplet) le bilan que la gauche à la différence d'autres courants avait su tirer dans le second après-guerre de la contre-révolution stalinienne (ce qui ne doit pas nous remplir d'une fausse suffisance ou d'un sentiment de supériorité artificiel, mais qu'il serait défaitiste de méconnaître) pour se rallier en bloc et sans réserves à l'ensemble des thèses des quatre premiers congrès de l'I.C. (sur le plan "biographique", tant que Lénine et Trotsky purent y exercer une influence déterminante), alors que nous maintenons les réserves, surtout pour le IV^e congrès, sans que ceci ne retire rien aux puissants apports des deux plus grands théoriciens bolcheviques; ou pour se rattacher, bien qu'avec de subtils distinguos, aux positions de l'opposition internationale de gauche (sur le plan biographique, depuis que Trotsky inspira et dirigea son organisation) comme si les divergences sur le plan tactique avec l'Internationale prénostaliniennne, et parfois, plus tard, avec Trotsky, y compris sur le plan des principes, n'avaient pas existé ou étaient marginales et donc ne signifiaient plus rien pour nous.

Pour ces camarades il n'était pas seulement vrai que nous ne puissions ni ne devions nous vanter d'être autre chose qu'un **embryon** du parti communiste mondial, ce qui est indiscutable; nous n'étions **même pas** cela car nous n'avions pas de ligne politique ou, si nous en avions une, elle devait non seulement être mieux définie dans ses applications pratiques (ce qui est certain, à la différence de la période passée) mais être radicalement **redéfinie** au travers un processus (comme cela a été dit) d'"agrégation". Pour les mêmes raisons, le parti n'existant pas en réalité, il n'existait pas non plus de centre, mais simplement des courants du mouvement ouvrier, dont ils étaient prêts à appuyer l'un contre l'autre». Cette conception de

la formation du futur parti communiste mondial par un processus de fusion entre groupes politiques de diverses origines et formations, réapparaîtra lors des crises internes ultérieures.

(17) cf «Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe», «Programme Communiste», n°77 et 78.

(18) C'est le travail sur le bilan de la crise du parti qui rassembla les quelques camarades italiens qui s'organisèrent en 1984 autour du journal «Il comunista» ainsi que les camarades du «Prolétaire» ayant survécu à l'éclatement d'octobre 1982. «Il comunista» publia son premier numéro en février 1985 comme bimestriel du parti communiste international qui continuait à publier en France et en Suisse «Le prolétaire». Dans l'article «Notre trajectoire politique» du n°1 de 1985 de «Il comunista», nous écrivions: «Nous sommes issus d'une lutte politique menée dans l'organisation parti communiste international – il programma comunista, continuée ensuite au sein du journal "Combat", sur les points suivants:

1) revendication du patrimoine historique-théorique-programmatique-tactique et militant de la gauche communiste italienne (Livourne 1921, Internationale communiste de Lénine, Bordiga) et du parti communiste international, y compris ses erreurs, comme indiqué clairement lors de la réunion générale de Milan du 17 octobre 1982 (voir "Il P.C." n° 20 du 29 octobre 1982 et suivants), et rejet de la thèse liquidationniste de la dégénérescence du parti de 1965-66, du "vice d'origine" de la gauche italienne, de l'utilisation par le parti du "marxisme contre le mouvement social"; 2) revendication de la continuité du parti comme condition nécessaire et indispensable pour résoudre la crise, pour comprendre les problèmes et les erreurs qui en sont à la base, pour lancer le travail de réorganisation du parti au niveau international; revendications des positions politiques, tactiques et organisationnelles du parti comme rappelé dans le "Manifeste de 1981 – de la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale"; 3) continuité du travail d'intervention dans les différents secteurs dans lesquels le parti agissait (terrain syndical, antimilitarisme, lutte contre la répression, défense des conditions de vie, de travail et de lutte du prolétariat, etc.), selon les forces réelles à disposition,

et vérification des orientations d'activité et d'action ; élaboration d'un nouveau plan d'activité correspondant aux forces réellement disponibles ; coordination et réorganisation des forces au niveau international en reprenant contact avec les camarades des diverses aires restés isolés à cause de la crise». Ce travail de bilan s'est concrétisé dans les numéros suivants d' «Il Comunista» du «Prolétaire» ou de cette revue, dans des articles comme: «Propagande communiste, facteur essentiel de la préparation révolutionnaire», «En défense du programme communiste», «Point sur la question des luttes immédiates et des organisations prolétariennes indépendantes», «Reprenant la question du terrorisme», «Antimilitarisme de classe et guerre», «La reconquête du patrimoine de la Gauche communiste...». À

propos des luttes démocratiques anti-impérialistes, après avoir traité la question de l'Afrique du sud («Apartheid et lutte de classe», «Il Comunista» n° 4-5/1986, «L'Afrique du sud dans la perspective marxiste», «Il C.» n° 11/1988) nous sommes revenus sur la question palestinienne dans différents articles qui se trouvent aujourd'hui réunis dans la brochure «Le marxisme et la question palestinienne» (brochure Le Prolétaire n°30).

(19) cf «A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador», «Programme Communiste» n° 94, où sont rappelés les positions sur lesquelles la totalité de la section de Schio décida de quitter le parti en 1982.

(20) On peut lire à ce propos l'article «En défense du programme communiste» publié sur le «Prolétaire» n° 384.

(21) Il s'agit d'une conférence tenue par Amadeo Bordiga à la Maison du peuple de Rome le 24 février 1924 en mémoire de Lénine. Ce texte est disponible sous forme de brochure «Le Prolétaire» n°21.

(22) Cf «Lénine sur le chemin de la révolution».

(23) Les citations sont tirées d'un «Fil du temps» écrit par Amadeo Bordiga en 1953 intitulé «Danse des fantômes: de la conscience à la culture», dernier d'une trilogie dédiée à la critique de la conception pseudo-marxiste d'un groupe appelé «Socialisme ou barbarie». cf «Programme Communiste» n° 96.

(24) ibidem.

(25) cf «Le principe démocratique» écrit par Bordiga en 1922, aujourd'hui dans la brochure «Parti et classe» Texte du PCInt. n°2.

Le marxisme et la question palestinienne

(Brochure A4, 64 pages, Prix: 4 €, 8 FS)

La brochure que nous publions contient une série d'articles qui expriment une continuité non formelle, non de façade, mais de fond, une continuité sur la ligne marxiste correcte. Nous ne republions évidemment pas les articles contenant des positions fausses ou équivoques par rapport à cette ligne, mais nous ne cachons pas que de telles positions ont existé. Le travail de bilan de la crise du parti a consisté à passer au crible ces erreurs, de façon à être préparé à les combattre si elles réapparaissaient demain; nous renvoyons par exemple à ce sujet à l'article ci-dessous: «Points de repère sur la question palestinienne». Certains qui se réfèrent aux mêmes origines et qui prétendent représenter la véritable continuité du parti ont en réalité honte du véritable parti d'hier, de l'organisation réelle, faite de militants en chair et en os, qui a pu se tromper; ils préfèrent cacher les erreurs, parfois graves, comme on cache la poussière sous le tapis, plutôt que de les reconnaître, de s'y attaquer et de les surmonter. D'autres, quand ils reconnaissent et dénoncent les erreurs, les attribuent à X ou Y, à des individus particulièrement mauvais qui, on ne sait comment, ont fait dévier le parti (1).

Ils montrent ainsi que la continuité qu'ils revendiquent tous est purement formelle, donc fausse, et que leur vision du parti est au fond métaphysique, donc non marxiste. Il ne suffit pas de publier un journal avec la manchette «organe du parti communiste international» ou de s'auto-proclamer seuls héritiers de la Gauche communiste, pour l'être vraiment: en politique les déclarations d'intention ne valent rien si elles ne sont pas suivies de la démonstration de leur réalité dans les faits.

(1) Pour une critique des positions de différents groupes (issus du parti ou non: «Il Programma Comunista», «Il Partito Comunista», «Partito Comunista Internazionale - Schio», «Battaglia Comunista») sur la question palestinienne, voir «Il Comunista» n°80-81, août 2002



Au sommaire:

••• Introduction ••• Aux prolétaires israéliens, aux prolétaires palestiniens, aux prolétaires d'Europe et d'Amérique («le prolétaire», N° 463, Août 2002; «il Comunista», n° 79 Aprile 2002) ••• Une répression bestiale bien préparée (Tract du PCInt. - Mars 2002) ••• Palestine vaincra? («le prolétaire», n° 402, juillet/août/sept. 1989; «il comunista», n° 16 février-avril 1989) ••• Points de repères sur la question palestinienne («le prolétaire», n° 401, mai-juin 1989) ••• Origine et signification de classe de la répression anti-palestinienne («il comunista», N° 12, Aprile 1988) ••• Les masses palestiniennes dans l'état de l'ordre impérialiste («le prolétaire», n° 392, juillet/août 7sept. 1987) ••• Rompre l'isolement des masses palestiniennes («le prolétaire», n° 364, 16 juillet au 2 sept. 1982) ••• En mémoire des prolétaires de Tall-el-Zaâtar («le prolétaire», n° 317, 18/07 au 05/09 1980) ••• Le volcan du Moyen-Orient («Programme Communiste», N° 80, Juillet 1979) ○ La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient ○ Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires ••• La Terreur blanche au Liban: Le Moyen-Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire («le prolétaire», n° 152, 11 au 24 juin 1973) ••• Annexes: ○ Seul le renversement d'Israël et de tous les Etats bourgeois mettra fin au calvaire des Palestiniens! (Tract - supplément à «le prolétaire», n° 468, août-sept. 2003) ○ Les multiples origines et divisions de la classe ouvrière en Israël et dans les T.O. renforcent l'exigence de l'unité et de la lutte de classe ○ Le facteur démographique, donnée objective des rapports de force inter-bourgeois

Les variations d'Il Programma Comunista sur la «question nationale»

La «question palestinienne», et plus largement l'attitude par rapport aux luttes contre l'oppression nationale, la question de l'autodétermination, etc., ont été l'un des thèmes qui ont joué un rôle de premier plan dans la crise du parti en 1982.

Après cette crise, Bruno Maffi et ses partisans qui par principe avaient refusé d'affronter les questions politiques qui en étaient à l'origine, ne pouvaient pas ne pas retomber dans les mêmes errements et les mêmes oscillations, et de façon **aggravée**, dès qu'ils sortaient

Au début de 1994, Il Programma Comunista publie un article intitulé «*Quelles perspectives d'émancipation pour le peuple kurde torturé?*», article qu'il trouve suffisamment important pour le traduire en français et en anglais. Chose bien rare pour ce journal, l'article prend une position politique précise sur la lutte nationale kurde, sur les perspectives que devraient se donner le prolétariat et le parti pour que la révolution prolétarienne puisse devenir une alternative à la lutte nationale.

C'est ainsi qu'on y lit: «*les communistes doivent travailler, quant à eux, afin que se détache une pointe avancée de la seule force politique kurde qui se bat de façon conséquente contre l'opresseur – le PKK –, et que, dépassant les limites de la lutte de résistance nationale, elle se place à l'avant-garde de la lutte prolétarienne et communiste pour le renversement de tout l'appareil de domination bourgeois dans tout le Moyen-Orient*». L'article continue en soulignant l'urgence historique de la réalisation de cette directive: «*l'occasion historique qui s'ouvre à l'avant-garde prolétarienne tant du peuple kurde que – dans une autre situation mais avec les mêmes bases matérielles – du peuple palestinien, et de la possibilité de leur union au-delà de toutes les*

barrières ethniques, ne doit pas être perdue. Il est urgent de passer de la révolte contre l'oppression nationale (et contre la Sainte-Alliance des oppresseurs nationaux) à la lutte contre la racine de toutes les oppressions, au Moyen-Orient comme partout: le capitalisme» (IIPC n°1/1994).

Nous avons dénoncé cette position, nationaliste de fait derrière la phraséologie marxiste, tant pour ce qui est de son analyse historique générale, pour la perspective d'une révolution prolétarienne et anticapitaliste au Moyen-Orient basée sur l'action de vagues «pointes avancées» de forces politiquement bourgeoises qui mèneraient une «lutte conséquente contre l'opresseur» (ce qui est complètement faux pour le PKK du côté des kurdes comme, à l'évidence, pour l'OLP du côté des palestiniens), que pour son manoeuvrisme tactique qui indiquait aux communistes de travailler (noyautage?) pour le détachement des fractions et pour que celles-ci dépassent la «lutte de résistance nationale» et se mettent - ces fractions de partis bourgeois! – à la tête de la lutte pour le communisme dans toute la région! Les lecteurs peuvent se reporter à l'article du n° 95 de cette revue, intitulé «Question kurde: émancipation populaire ou prolétarienne?». Bien évidemment, Il PC ne daigna pas répondre.

de la simple défense des positions générales et voulaient donner des orientations politiques. Nous avons déjà critiqué les positions pratiquement indifférentistes d'un article de février 2002 du nouveau «Il Programma Comunista» sur la question palestinienne: voir sur le n°80-81 d'«Il Comunista» l'article intitulé «Critique des positions fausement marxistes». Mais il est instructif de reprendre reprenons les positions prises par ce groupe dans les années précédentes pour mettre en évidence ses variations continues.

Mais cinq ans plus tard les «programmistes» revenaient sur la question, en prenant une position opposée à celle de 1994. Dans le n° 2 de 1999 d'IIPC se trouve un article intitulé «La question kurde» qui affirme:

1) qu'il n'y a pas de «*révolution bourgeoise inachevée*» au Kurdistan » (ce qui signifie exclure toute perspective de la «révolution double», mais sans que soit précisé si ce diagnostic concerne les tâches économiques, les tâches politiques ou les deux ensemble); 2) Le PKK – le parti des travailleurs kurdes – est «*un parti nationaliste démocrate-bourgeois qui a inscrit sur son drapeau le mot d'ordre anti-historique de l'indépendance nationale*» (que signifie anti-historique? Sur quelle analyse de la situation se base cette conclusion?); 3) Que dire aux prolétaires d'Occident? - «*Les ouvriers de tous les pays, et en premier lieu des centres impérialistes historiquement responsables (et bénéficiaires) du démembrement du Kurdistan et de l'interminable martyre du peuple kurde, doivent reconnaître inconditionnellement, contre leur propre bourgeoisie, le droit d'autodétermination de celui-ci, en appelant en même temps à la nécessité de l'union des prolétaires de toutes nationalités et en luttant pour celle dernière*»; avec cette précision: «*Re-*

connaissance inconditionnelle, indépendamment de la possibilité concrète de la réalisation de l'indépendance nationale du Kurdistan dans les conditions actuelles»; 4) Quelle perspective pour les prolétaires du Moyen-Orient? - «Les prolétaires iraniens, syriens, irakiens, arméniens, azéris et surtout turcs ont le devoir élémentaire de se battre contre leurs gouvernements pour qu'ils cessent leur oppression sanglante des kurdes et reconnaissent leur droit à l'autodétermination»; 5) Que dire au prolétariat kurde? Que «son avenir en tant que classe ne commencera que lorsqu'il arrivera à sortir du cercle vicieux du nationalisme», que «son parti, celui qui est capable de défendre réellement ses intérêts historiques, n'est pas et ne peut pas être le PKK», «ni ne pourra être issu d'une aile gauche du PKK. Nous ne sommes plus à l'époque de la lutte anti-féodale, lorsque les partis bourgeois-nationalistes étaient progressistes et portaient en leur sein l'embryon du futur parti prolétarien» (le futur parti prolétarien naissant des partis bourgeois nationalistes anti-féodaux? Voilà vraiment une grande découverte!); que «le parti communiste du Kurdistan ne pourra naître que comme section du Parti communiste mondial et de la lutte implacable contre l'idéologie nationaliste et contre le PKK, lutte s'unissant à la lutte contre la bourgeoisie kurde sur le terrain des intérêts ouvriers immédiats et avec la dénonciation de l'inconsistance et de l'impuissance d'un nationalisme historiquement débile, dont la seule "perspective" est de s'agenouiller devant l'un ou l'autre des impérialismes». Par rapport à 1994, un changement de cap à 180°!

Notre critique qui s'appuyait sur la polémique de Lénine sur la question de l'autodétermination contre tous les super-révolutionnaires de l'époque, a donc fini par avoir un résultat au bout de cinq longues années. Il faut cependant relever la méthode qui consiste à rectifier les positions fausses sans le dire, en «oubliant» qu'elles ont existé! C'est ainsi qu'en 1999, Il PC cite approuvativement plusieurs passages de son article de 1994 pour démontrer aux lecteurs une parfaite continuité de position - mais ce sont les passages à caractère général sur lesquels il n'y a pas de critique particulière à faire; il se garde bien de citer et de critiquer ouvertement les passages qu'il rectifie en douce! Il s'agit toujours de **caché** ses erreurs, de faire croire qu'on a toujours

eu raison, de se bâtir ou de préserver une réputation d'inaffabilité. Mais un parti qui se veut révolutionnaire ne se renforce pas en ayant recours à des faux-semblants de ce genre, en camouflant la vérité sur ses faiblesses et ses erreurs. C'est au contraire la meilleure manière de se préparer à les commettre à nouveau.

Quoi qu'il en soit, la question continuait à poser problème aux programmistes à en juger par le fait qu'ils décidèrent de l'étudier plus à fond. Il PC publia en 1998-1999 une longue étude intitulée «Comment nous posons aujourd'hui la question nationale et coloniale et la question de l'autodétermination» où il prétend aller plus loin que Lénine, affirmant avoir découvert une lacune que ce dernier aurait laissé le soin de combler... à ses successeurs. Cette lacune concerne justement la question de l'autodétermination. Voyons de quoi il s'agit.

Le passage, du n° 7 de 1998 de Il PC, s'intitule: «Grandiose mais non-exportable équation dialectique de Lénine». Revenant sur certaines formulations de l'article «Observations critiques sur la question nationale» de 1913 où Lénine attaque résolument le fétiche de la nation qui a toujours été repoussé par les marxistes, Il PC écrit: «Lénine, dans cet article, ne fait que répéter des questions de principe: le fétiche de la nation, dont tout nationalisme bourgeois se repaît, est pour nous marxistes **toujours** à repousser car il infecte le prolétariat de sophismes bourgeois, et cela vaut aussi pour la Russie semi-féodale de 1913 à laquelle Lénine fait référence. Cette position de principe, que Lénine répète, suffit pour délimiter la frontière inviolable séparant en Russie la tactique communiste de celle des bourgeois démocrates et des bourgeois féodaux sur le terrain de la lutte commune pour l'autodétermination nationale: eux se prosternent devant la Nation, pas nous. Mais elle **n'est en fait pas suffisante** pour définir la tactique du parti sur la question nationale dans les aires de capitalisme avancé. C'est-à-dire, si nous nous reportons à l'époque de Lénine, dans l'aire européenne occidentale postérieure à 1871, où germaient au sein de la social-démocratie en train de dégénérer les revendications d'"autonomie nationale et culturelle"».

Lénine se serait donc limité à défendre un principe (celui de l'internationalisme prolétarien contre le natio-

nalisme bourgeois) que les programmistes jugent **suffisant** pour définir la tactique du parti marxiste dans les aires **précapitalistes**, mais **insuffisant** pour «définir la tactique du parti sur la question nationale dans les aires de capitalisme avancé»! Une lacune certainement pas secondaire.

Il y a à l'évidence certaines choses qui ont échappé aux professeurs en dépassement du marxisme qui écrivent dans Il PC. Par exemple le principe selon lequel les communistes révolutionnaires combattent **toutes les oppressions**, de quelque nature qu'elle soient, de la classe dominante bourgeoise: sur le terrain économique, le politique ou social, comme par exemple les oppressions sexuelles, raciales, nationales. Les communistes révolutionnaires combattent toutes ces oppressions **du point de vue de la lutte de classe** mais pas du point de vue de la démocratie en général: si la Nation est un fétiche, la Démocratie en est un autre. Cela ne signifie pas que dans certaines aires et dans certaines périodes historiques, le parti prolétarien communiste ne doit pas prendre en charge la réalisation des revendications démocratiques, comme par exemple la reconnaissance du droit à la séparation des nationalités opprimées.

Le problème véritable est de déduire des principes une tactique révolutionnaire correcte, dont l'application ne soit ni en contradiction avec le programme, ni avec les objectifs historiques du mouvement prolétarien révolutionnaire. Pendant les années vingt du siècle dernier, la polémique sur l'application du parlementarisme révolutionnaire dans les pays capitalistes développés où la démocratie parlementaire, enracinée depuis des décennies, avait complètement intoxiqué le prolétariat, était menée sur la base des mêmes principes par ceux qui soutenaient cette tactique comme par ceux qui la critiquaient: la démocratie est un fétiche, le parlement est à détruire tout comme l'Etat central. L'histoire a par la suite donné raison aux critiques du parlementarisme révolutionnaire, c'est-à-dire à Bordiga et non à Gorter et aux anarchistes: le parlementarisme révolutionnaire se transforma en pur parlementarisme, à la seule exception de la Gauche communiste à la tête du PC d'Italie qui, par discipline, l'appliqua en dépit de son désaccord. C'est la démonstration que cette tactique pouvait être appliquée de manière correcte même dans les pays capitalistes

Les variations d'Il Programma Comunista

avancés, ce qui ne signifie pas qu'elle pouvait avoir automatiquement le succès désiré. Donc: principes identiques, tactique réalisable dans les pays de capitalisme avancé, résultat historique final négatif.

Une des difficultés réelles dans la définition d'une tactique correcte réside en ceci: les mêmes principes peuvent déboucher sur des tactiques différentes suivant que l'on s'adresse aux prolétaires des nations opprimées ou aux prolétaires des nations oppresseuses. L'analyse de la situation concrète, des rapports de force réels entre les classes et des possibilités d'influence du parti communiste, est par conséquent fondamentale. Une fois encore c'est la théorie, qui sert à analyser et à apprécier la situation, qui est le guide de toute solution tactique. Mais sans bilan de l'action menée, et surtout des erreurs et des défaites, la théorie n'est qu'un simple objet de propagande littéraire.

La reconnaissance inconditionnelle du droit à l'autodétermination des peuples opprimés découle de l'opposition totale à toutes les oppressions bourgeoises, opposition qui ne disparaît pas à l'époque de l'impérialisme! En ce qui concerne la tactique de la «révolution double», applicable dans les aires et les pays où existent les conditions historiques pour que la révolution bourgeoise s'effectue et que la révolution prolétarienne puisse s'imposer sur la vague de celle-ci, il n'est pas écrit que son application correcte mène de manière certaine au succès. Le seul exemple historique où la «révolution double», c'est-à-dire la révolution en permanence de Marx, a obtenu le succès - révolution anti-tsariste bourgeoise et révolution anticapitaliste prolétarienne -, est celui de la révolution russe de 1917. La victoire a été permise par la présence d'une série de facteurs favorables concomitants difficiles à retrouver ailleurs: maturité objective des conditions économiques et sociales qui a rendu possible l'écroulement de l'appareil politique et militaire tsariste sous les chocs de la guerre impérialiste et des révoltes des paysans et des prolétaires; conditions politiques internationales favorables à la révolution politique bourgeoise; conditions sociales internes voyant le mouvement d'un prolétariat peu nombreux mais fortement concentré dans les plus grandes villes - dominer les autres mouvements sociaux; conditions subjectives du mouvement prolétarien particulièrement favorables

grâce à la présence et à l'action déterminante du parti bolchevik de Lénine. Ce sont ces conditions qui faisaient dire à Lénine que par rapport aux pays capitalistes développés, il avait été «plus facile» de prendre le pouvoir politique en Russie mais qu'il était beaucoup plus difficile d'aller plus loin dans la transformation sociale sans la victoire de la révolution dans ces pays.

Dans un cadre de «révolution double», c'est-à-dire dans une situation où existent encore objectivement des tâches bourgeoises aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique (liquider le féodalisme ou le semi-féodalisme, etc.), la **reconnaissance inconditionnelle du droit à l'autodétermination des peuples opprimés** ne semble pas poser de problèmes aux programmistes. Mais dans les pays capitalistes développés?

L'étude d'Il PC résume la tactique de Lénine à une équation, ou plutôt à une «double équation» (cette manie de tout réduire en pilules!):

«Lénine pose le problème de l'autodétermination et du règlement de la question nationale dans l'aire grand-slave en la reliant strictement au programme révolutionnaire du prolétariat dans l'optique de la "révolution double" que la situation historique pose à l'ordre du jour. La revendication de l'autodétermination est donc posée avec une énergie et une décision qui ne viennent pas du fait que celle-ci constitue pour nous un principe (nous y voilà! Il suffit de réduire un principe à une question tactique et le tour est joué!), découlant de l'application d'impératifs éthiques abstraits, ceux d'Égalité, de Justice et d'autres sottises métaphysiques, mais de son lien dialectique avec les besoins de la lutte de classe du prolétariat. La double équation de Lénine peut être écrite en ces termes: dans l'aire grand-slave, pas de réalisation de tâches nationales ni des buts de la révolution démocratique bourgeoise sans le triomphe du mouvement prolétarien; pas de triomphe du mouvement prolétarien sans la réalisation de ces buts».

Mais dans les aires de capitalisme avancé cette tactique est rejetée parce que les buts de la révolution démocratique-bourgeoise ne sont plus à l'ordre du jour.

Cependant, rectification de tir, en apparence, dans le n° suivant d'Il PC. Dans un paragraphe intitulé «La question nationale dans le cadre de la révolution prolétarienne» - c'est-à-

dire plus dans le cadre de la révolution «double» comme dans la Russie tsariste -, les programmistes saluent la lutte de Lénine contre les positions des «indifférentistes» qui soutiennent la reconnaissance du droit des nations opprimées à l'autodétermination uniquement si la révolution «double» est à l'ordre du jour, et le nient dans le cas d'une révolution prolétarienne «simple» puisque la dictature prolétarienne (et non plus la dictature «démocratique des ouvriers et des paysans»), liquidant du pouvoir les partis bourgeois radicaux, liquiderait en même temps la question de l'autodétermination. Ainsi après avoir, un mois auparavant, soutenu une position identique à celle des indifférentistes, en découvrant que la tactique de Lénine ne pouvait s'appliquer aux pays capitalistes développés, Il PC en octobre 1998 critique donc les indifférentistes en leur opposant Lénine!

Mais c'est pour s'en démarquer aussitôt: «dans le cadre de la révolution prolétarienne "pure", la classe ouvrière peut être appelée par son parti à se battre pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples à des fins purement politiques et donc uniquement pour l'autodétermination des autres peuples, ce qui signifie qu'il ne devra jamais plus lutter pour l'indépendance de sa propre nationalité». En dehors du résumé extrêmement synthétique d'une question aussi complexe, qui conduit tout droit au schématisme, il n'est pas précisé ici si la directive s'applique aux prolétaires d'une nation oppresseuse ou d'une nation opprimée et si elle s'applique aussi après la victoire de la révolution. Mais ce sont les phrases suivantes qui révèlent ce que les professeurs ont à coeur:

«Enfin, il y a un cas où le prolétariat nie nettement le droit à l'autodétermination, que le contexte soit celui d'une "révolution double" ou simple: c'est le cas des nationalités qui sont réactionnaires dans la mesure où elles sont privées de toute autonomie économique (voilà réapparaître la confusion entre tâches politiques et tâches économiques!), ce qui les rend en pratique esclaves des grandes puissances impérialistes et transforme leur velléité d'indépendance en prétexte d'actions contre-révolutionnaires de la part de ces dernières».

Ce qui contredit complètement ce qui est affirmé quelques lignes plus haut: «Lénine fut contraint de combattre cette position (celle des indiffé-

rentistes) et de souligner qu'avec le triomphe de la révolution prolétarienne, en Russie comme dans tous les autres pays du monde, même au capitalisme le plus développé, la reconnaissance du droit de séparation des nations et des peuples opprimés constitue la base nécessaire afin que la classe ouvrière de la nation opprimée puisse se dissocier de sa propre bourgeoisie et s'associer fraternellement à la classe ouvrière des autres nations, y compris celle qui jusqu'alors avait été coresponsable de son oppression».

La négation de la reconnaissance du droit à l'autodétermination des nationalités «esclaves des grandes puissances impérialistes» signifie que cette reconnaissance n'est pas un point de principe (les communistes révolutionnaires sont contre toute forme d'oppression, donc aussi contre toute oppression nationale), mais qu'elle relève d'un tacticisme qui considère opportun ce droit dans certaines régions et moins dans d'autres, pour certaines nationalités plutôt que pour d'autres. Sur la base de quel principe nie-t-on ce droit? Comment distinguer les nationalités «privées de toute autonomie économique» ce qui les rend «esclaves des grandes puissances impérialistes» et celles qui n'étant pas «privées de toute autonomie économique» ne seraient pas «esclaves des grandes puissances impérialistes»? Dans sa lutte contre ce qu'il appelle l'«économisme impérialiste» (allusion à la tendance dite «économisme», constituée par ceux qui s'alignaient en pratique sur la bourgeoisie, que les bolcheviks durent combattre), Lénine rappelle que **l'autodétermination ne concerne que la question politique et qu'il est donc faux de soulever la question de son impossibilité économique**. Il donne des exemples concrets: «Aucune forme politique de la Pologne, que celle-ci soit une parcelle de la Russie tsariste ou de l'Allemagne, une région autonome ou un Etat politiquement indépendant, ne saurait servir à interdire ou abolir sa dépendance à l'égard du capital financier des puissances impérialistes, l'accaparement des actions de ses entreprises par ce capital. L'indépendance de la Norvège, "réalisée" en 1905, est uniquement politique. Elle n'avait ni l'intention ni les moyens de s'attaquer à la dépendance économique» («Une caricature du marxisme et à propos de l'«économisme impérialiste»», Oeuvres, Tome 23, p. 51).

Ce droit n'est refusé à aucune nationalité, précisément pour les raisons données par Lénine. A l'inverse le parti de classe refuse toute solidarité, tout soutien, à des politiques ou des groupes politiques qui utilisent ce droit à l'autodétermination et la revendication de l'indépendance nationale dans des buts réactionnaires et contre-révolutionnaires (l'IRA irlandaise, le PKK, l'OLP, etc.). Comme c'était le cas pour les slaves du sud dont parlait Engels à la fin du XIX^e siècle (le prolétariat européen ne se fera pas massacrer dans une guerre pour l'indépendance des Croates, peuple toujours réactionnaire qui était utilisé par les Habsbourg pour réprimer les mouvements d'indépendance nationale des nationalités opprimées par ceux-ci). Quant à la référence que font les savants programmistes aux Israéliens, baptisés «les Croates du XX^e siècle», elle n'a rien à voir avec la question de l'autodétermination des peuples opprimés, puisque ce sont les Israéliens qui oppriment la population palestinienne! Mais cet exemple démontre aussi l'insurmontable difficulté que rencontre Il PC pour faire siennes les positions de Lénine. Tant qu'il s'agit, démagogiquement, de les revendiquer de manière générale, aucun problème; mais dès qu'il faut les utiliser pour prendre une position claire et nette sur la question, alors apparaissent les «si» et les «mais» et commencent les oscillations les plus périlleuses jusqu'à la chute comme nous l'avons vu dans l'«économisme impérialiste».

Les tâches de la révolution démocratique bourgeoise peuvent être d'ordre économique et d'ordre politique, ils ne sont pas nécessairement l'un et l'autre. La révolution politique n'est pas forcément synchronisée avec les transformations économiques, alors que les transformations économiques exigent la réalisation de la révolution politique. Historiquement, dans toutes les sociétés de classes jusqu'à la société capitaliste, les transformations économiques, au moins dans un premier temps, ont précédé l'évolution et la révolution politique. C'est le développement économique d'un nouveau mode de production – lui aussi de classes – au sein de la vieille société qui pousse à la nécessité de révolutionner la superstructure politique existante afin de lever toutes les entraves à son expansion.

Les buts politiques révolutionnaires d'une révolution prolétarienne dite «pure», c'est-à-dire dans un pays de

plein capitalisme, ne sont pas obligatoirement en synchronie avec ses tâches économiques. Au contraire, la révolution prolétarienne est avant tout une révolution **politique** qui permet à la dictature prolétarienne d'intervenir ensuite dans l'économie et passer, si les rapports de force internationaux y sont favorables, à sa transformation en économie socialiste. Sans la victoire de la révolution politique internationale, il est impossible de transformer réellement et en profondeur l'économie. La lutte contre le réformisme, contre ceux qui pensent pouvoir arriver au socialisme par la conquête électorale des municipalités, du parlement et de l'Etat, est directement liée à la préparation révolutionnaire du parti et du prolétariat en dehors et contre les institutions bourgeoises. Il s'agit de révolution politique, c'est-à-dire de bouleversement, de subversion **violente** de la société, de la chose la plus autoritaire qu'il soit (Engels), non du passage pacifique et graduel d'un régime à un autre.

Bien qu'il soit le mode de production dominant le monde, le capitalisme n'a pas résolu toutes les tâches démocratiques-bourgeoises héritées de l'histoire. Son développement inégal dans les diverses aires et les différents pays a approfondi l'écart entre les pays avancés et les pays arriérés, et a produit la domination coloniale et impérialiste des grandes nations sur les autres. L'oppression nationale, et avec elle toutes les formes d'oppression, s'est accrue sous l'impérialisme. En conséquence la «question nationale» n'a pas disparu; elle constitue encore un obstacle au développement de la lutte prolétarienne non seulement dans les pays opprimés mais également dans les pays qui oppriment les autres nations.

Lénine n'a pas limité son travail uniquement à l'aire grand-slave, comme les professeurs d'Il PC voudraient le faire croire. Il suffit de revenir à l'article de 1916 cité plus haut «Une caricature de marxisme et à propos de l'«impérialisme économique»» où Lénine prend l'exemple d'un pays capitaliste développé, la Suède, et la lutte des Norvégiens pour se séparer d'elle. Mais ce texte de Lénine semble inconnu de nos professeurs, et pour cause! Un travail aussi vaste sur une question aussi complexe et qui a été au centre de nombreuses crises du mouvement communiste international (et pas seulement dans l'histoire de notre parti) et même pas un coup d'oeil à ce texte

célèbre de Lénine? Ce n'est pas un «oubli»: pour appuyer leur théorie, les programmistes choisissent les citations qui leur servent, à la manière de tant de renovateurs du marxisme que nous avons trouvé sur notre chemin.

Lénine explique en quelques lignes dans cet article la politique du parti de classe en partant du principe de la reconnaissance inconditionnelle du droit à l'autodétermination (ou «libre séparation» dans les traductions françaises): «*La Norvège a “réalisé” le droit prétendument irréalisable à la libre séparation en 1905, à une époque où l'impérialisme était particulièrement déchaîné.*

(...) «*Dans ce cas concret tiré de la vie, l'action des ouvriers norvégiens et suédois a été “moniste”, unie, internationaliste, UNIQUEMENT parce que et pour autant que les ouvriers suédois défendaient INCONDITIONNELLEMENT la liberté de séparation de la Norvège et que les ouvriers norvégiens posaient CONDITIONNELLEMENT la question de cette séparation. Si les ouvriers suédois n'avaient pas été inconditionnellement pour la liberté de séparation des Norvégiens, ils auraient été des chauvins, des complices du chauvinisme des grands propriétaires fonciers suédois qui voulaient “garder” la Norvège par la force, par la guerre. Si les ouvriers norvégiens n'avaient pas posé conditionnellement la question de la séparation, c'est-à-dire de telle sorte que les membres du parti social-démocrate pouvaient voter et faire de la propagande contre la séparation, ils auraient enfreint leur devoir internationaliste et seraient tombés dans un nationalisme norvégien étroit, bourgeois. Pourquoi? Parce que c'est la bourgeoisie, et non le prolétariat, qui accomplissait la séparation! Parce que la bourgeoisie norvégienne (comme toute autre bourgeoisie) s'efforce toujours de semer la division entre les ouvriers de son pays et ceux d'un pays “étranger”! Parce que toute revendication démocratique (y compris l'autodétermination) est subordonnée, pour les ouvriers conscients, aux intérêts supérieurs du socialisme. Si, par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède avait signifié, certainement ou probablement, la guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, les ouvriers norvégiens auraient dû, pour cette raison, être contre la séparation. Quant aux ouvriers suédois, ils auraient eu alors le droit et la possibilité, sans*

cesser d'être des socialistes, de faire de l'agitation contre la séparation, UNIQUEMENT dans le cas où ils auraient systématiquement, méthodiquement, constamment, lutté contre le gouvernement suédois pour la liberté de séparation de la Norvège. Dans le cas contraire, les ouvriers norvégiens et le peuple norvégien n'auraient pas cru et n'auraient pas pu croire à la sincérité du conseil des ouvriers suédois.

Lénine fait ici une démonstration magistrale du maniement de la théo-

IL PROGRAMMA COMUNISTA DÉCRÈTE LA FIN DE L'OPPRESSION NATIONALE DES PALESTINIENS

Quelle est la position d'Il PC sur la question palestinienne qui a été le détonateur de la crise explosive du parti au début des années quatre-vingt? Il a fallu attendre l'année 2000, soit 18 ans après cette crise, pour que les programmistes reviennent sur la question et ... prennent enfin position, de la manière que nous allons voir.

Il s'agit de l'article «La question palestinienne et le mouvement ouvrier international», publié dans le n° 9 de l'année 2000 d'Il PC (publié ensuite dans le n° 8, mai 2001, de leur revue en français, «Cahiers internationalistes»). Ce texte ne fait aucune allusion au fait que cette question av été au centre des divergences dans le parti d'hier. Mais le plus frappant est surtout qu'il ne se relie qu'à des articles parus en 1958, 1965 et 1970 qui abordent la «question palestinienne» d'un point de vue très général; ils indiquent aux prolétaires palestiniens (ainsi qu'aux prolétaires égyptiens, irakiens, libanais, syriens, saoudiens) la perspective d'une lutte révolutionnaire pour la destruction de l'ordre constitué de tous les pays du Moyen-Orient comme la seule solution pour la fin définitive de leur oppression nationale (1). Cela revient à dire que la lutte pour la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature prolétarienne est la seule voie pour combattre l'oppression nationale. Il ne s'y trouve pas d'analyse un peu détaillée de la «question palestinienne», de la lutte de résistance contre l'oppression exercée particulièrement par Israël, des rapports entre prolétariat palestinien et prolétariat israélien, etc.

L'article des programmistes affirme que «toute solution de la question palestinienne dans le cadre des rapports économiques et sociaux actuels

et des principes marxistes pour définir une tactique correcte. Cet exemple est extrêmement précieux pour démontrer la position communiste par rapport au principe de l'autodétermination, même dans les aires de capitalisme développé, position qui se distingue nettement de la revendication nationale de la bourgeoisie opprimée en ce qu'elle **subordonne** toujours aux intérêts de la lutte de classe prolétarienne pour la démolition du pouvoir bourgeois, de tout pouvoir bourgeois.

et dans l'optique de maintien du statu quo n'a pu et ne peut être qu'illusoire et factice»; et il continue: «*Aujourd'hui, alors que le cycle des luttes et des mouvements purement nationaux, en Palestine et dans tout le Moyen-Orient, a définitivement perdu toute perspective historique, il n'existe plus qu'une solution pour les masses palestiniennes qui donne aussi la possibilité de trancher le nœud de l'oppression et de la discrimination nationales: la lutte pour la révolution prolétarienne internationale, à partir de la destruction de tous les Etats de la région, d'Israël aux différentes républiques et émirats arabes, et de la chasse aux divers brigands impérialistes qui contrôlent politiquement et économiquement l'exploitation des masses du Moyen-Orient, lutte dans laquelle le prolétariat des pays impérialistes sera appelé à entrer par la force des choses et à laquelle le prolétariat du Moyen-Orient devra se joindre afin que la révolution puisse triompher à l'échelle mondiale.*

Dans un autre article paru dans le n° 10 de l'année 2000, intitulé «Serbie et Palestine. Les fausses questions nationales», Il PC soutient encore que «*dans toutes ces aires (Serbie et Palestine, NdlR) aucune “question nationale” ne se pose plus, et on ne peut donc plus appliquer le mot d'ordre marxiste de l'autodétermination des peuples pour le prolétariat de quelle nationalité que ce soit*» en précisant que ce mot d'ordre ne concerne ni «*le prolétariat appartenant à la nationalité qui à ce moment pourrait apparaître comme une “nationalité opprimée” (donc pour le prolétariat palestinien ou pour le prolétariat kosovar) (...)* mais aussi et surtout

pour le prolétariat des nationalités dominantes, donc le prolétariat israélien et serbe».

En dehors du fait qu'il est tout à fait artificiel de comparer la situation du prolétariat palestinien avec celle du prolétariat kosovar, ce qui importe à Il PC, c'est d'affirmer que «*le défaitisme auquel ils* (les prolétaires des nationalités dominantes - NdIR) *sont appelés, ne peut en effet aller jusqu'à la revendication d'un droit à l'autodétermination des palestiniens ou des kosovars*»; et ceci pour des raisons «objectives» qui consistent en ce que dans les Balkans et en Palestine – écoutez bien! – il n'y a pas de «*véritable oppression nationale*», oppression qui existerait, au contraire, au Kurdistan. Dans le cas des palestiniens l'oppression nationale n'existe pas car «*la bourgeoisie palestinienne a conquis un fragment d'Etat national*».

Et voilà! D'un coup de baguette magique l'oppression nationale subie par les palestiniens, particulièrement de la part d'Israël, a disparu. Et d'après ce qu'écrivent les programmistes, elle n'existerait plus... depuis 1970, c'est-à-dire depuis le Septembre noir jordanien! Ce tour de passe-passe leur permet d'évacuer la question de la reconnaissance inconditionnelle du droit à la séparation nationale (on s'agenouille devant les principes, et puis on les oublie...); et la question d'indiquer au prolétariat israélien de lutter pour la reconnaissance de ce droit aux palestiniens, précisément afin de libérer le terrain de la lutte de classe de l'intoxication nationaliste et de démontrer en pratique, dans les faits, qu'ils n'ont et ne veulent rien à voir avec l'oppression et la répression des palestiniens. Les prolétaires israéliens et palestiniens ne pourront jamais se reconnaître comme frères de classe, tant que les prolétaires israéliens ne mèneront pas ouvertement et clairement la lutte contre l'oppression nationale exercée par leur bourgeoisie contre les Palestiniens. Sauf à considérer, comme le fait Il PC, qu'il ne faille adresser au prolétariat israélien aucune indication de classe, aucune perspective de lutte internationaliste, aucune critique pour sa complicité de fait avec sa propre bourgeoisie dans l'oppression et la répression des palestiniens! Mais cette position d'Il PC, qu'est-ce d'autre que ce que dénonçait Lénine, à savoir devenir des chauvins ou des complices du chauvinisme des bourgeois du pays dominant?

Le nouveau Il PC, qui avait si pompeusement revendiqué le travail du parti jusqu'en juin 1983 (moment où l'ancien centre du parti dirigé par Bruno Maffi a été) **renie** aujourd'hui tout le travail fait par le parti sur la «question palestinienne» (et sur la question de l'autodétermination en général) pendant les années soixante-dix. Il s'agit certes d'un travail qui a parfois dévié des positions marxistes correctes, par exemple lorsqu'a été avancée la perspective d'une République ouvrière et paysanne du Moyen-Orient (2); mais il est aussi vrai que les efforts pour rectifier les erreurs n'ont pas cessé (voir par exemple les articles «Le Moyen-Orient à la limite de deux époques», «Intérêts impérialistes, luttes nationales et luttes de classes en Palestine et au Liban», etc) y compris dans la période de crise.

Il est de fait qu'Il PC a décidé, pour ne pas se brûler les doigts, de se cantonner aux positions les plus générales possibles; mais cette attitude ne peut que déboucher sur un révolutionnarisme de la phrase, ou comme le disait Lénine en 1916 sur un «*économisme impérialiste*». Les programmistes ne peuvent plus comprendre ce que disait celui-ci dans l'article déjà cité: «*La révolution sociale ne peut s'accomplir que comme une époque associant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays les plus avancés à toute une série de mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris les mouvements de libération nationale, dans les pays moins évolués, arriérés, et chez les nations opprimées. Pourquoi? Parce que le capitalisme se développe de manière inégale, et que la réalité objective nous montre, à côté des nations capitalistes les plus évoluées, toute une série de nations économiquement très faibles et non développées*».

C'est pourquoi la «question nationale» ne perd pas de son importance pour les communistes révolutionnaires. L'inégalité de développement du capitalisme, dans une situation de crise économique et sociale profonde, et alors que la révolution prolétarienne ébranlera les équilibres bourgeois, se traduira par la mise en branle de mouvements sociaux de tout genre, de mouvements qui entreront en lutte contre les formes d'oppression les plus diverses qui existent sous la domination de l'impérialisme; et la révolution prolétarienne ne pourra pas ne pas prendre en compte ces mouvements

auxquels l'évolution historique l'associe.

(1) Il PC ne cite pas un article sur lequel Bruno Maffi et ses partisans s'étaient retranchés à l'époque des divergences internes sur la question palestinienne: «*Le Moyen Orient dans la perspective classique du marxisme révolutionnaire*» (voir «Le Prolétaire» n° 152, 11-24 juin 1973). C'est un article qui reste au niveau des généralités, mais où se font jour déjà un certain nombre d'illusions tant sur les potentialités révolutionnaires des sans-réserves palestiniens que sur la capacité du prolétariat des métropoles impérialistes à «*paralyser avant de les détruire ces centres nerveux de la conservation et de l'exploitation dans le monde entier*». La perspective de l'éclatement d'une grande crise capitaliste prévue par le parti pour 1975 s'approchait; beaucoup de militants s'attendaient à une reprise rapide de la lutte de classe internationale dans laquelle, selon certains, «*la haute charge explosive*» des prolétaires et des masses opprimées palestiniennes, pouvaient jouer un rôle important. Ce genre d'espoir alimentera par la suite une tendance à tout faire pour récupérer le retard à la «reconstitution du parti communiste mondial» et l'inévitable désillusion qui s'en suivra poussera ces militants à déclarer la faillite du parti.

(2) cf «Le Prolétaire» n°309, «Il Programma Comunista» n°7/1980.

Publicazione del partito
(Novembre 2004)

« Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa »

- INDICE -

- Introduzione
- Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa
- La controrivoluzione borghese non si è fermata alla distruzione della prima dittatura proletaria in Russia; doveva trasformare i proletari in schiavi contenti della propria schiavitù
- La democrazia è il miglior ambiente per la lotta della classe borghese contro la classe proletaria
- La lotta fra le classi non muore mai
- Uscire dal baratro
- Sono le contraddizioni profonde del capitalismo a spingere i proletari alla lotta di classe

(38 pagine, 2 Euro)

Propriété et capital (3)

Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde social contemporain

VI. LA PROPRIÉTÉ URBAINE

LE CAPITALISME ET LA PROPRIÉTÉ URBAINE DES IMMEUBLES ET DES TERRAINS

La systématisation des rapports économiques et juridiques ayant trait aux constructions et aux terrains urbains à l'époque du capitalisme moderne pourrait paraître avoir un poids général moins grand que celui représenté par le secteur agricole et par la production industrielle.

Mais outre que l'importance économique de la gestion des habitations n'est pas négligeable puisque cela constitue une fraction plutôt importante du budget moyen des familles (en Italie en règle générale il s'agit même de plus du quart du budget pour certaines classes sociales), c'est une question très intéressante; son examen permet en effet de mettre clairement en évidence le jeu des éléments et des relations économiques indispensables à la compréhension du développement actuel du capitalisme, en particulier en ce qui concerne la distinction entre les rapports de propriété titulaire et de patrimoine, qui représentent d'une certaine façon la **statique** de l'économie privée, et les rapports de gestion et d'exercice, d'entrées et de sorties continues, qui en constituent la **dynamique**.

Commençons par tracer un bref aperçu de l'origine historique de la possession urbaine privée - un thème qui mériterait une longue étude et un long exposé.

Le processus est bien différent de celui qui a conduit à l'apparition et à la délimitation des propriétés agricoles. Après qu'elles se soient fixées sur des terres fertiles, les tribus nomades passèrent, de différentes manières, de la jouissance et de la culture en commun, à la délimitation de champs individuels ou familiaux. D'innombrables convulsions et bouleversements menèrent au système romain classique

bien codifié, puis au système féodal, jusqu'à ce que, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, après la victoire de la bourgeoisie, la terre agricole devienne commercialisable et que la réglementation juridique soit à nouveau copiée sur le système romain.

L'histoire de l'habitation ne se confond pas avec celle de la terre agricole. Le nomade ou semi-nomade antique, le chasseur, pêcheur, cueilleur de fruits non cultivés puis cultivateur primitif, transportait avec lui son habitation - char, tente de peau-, improvisait facilement une cabane rudimentaire ou s'installait dans un abri naturel.

Lors de la formation de domaines agricoles privés stables, la population qui se consacre à la culture construit, le plus souvent elle-même, les premières habitations fixes dans les champs. Jusqu'à nos jours, ces habitations doivent être considérées, du point de vue foncier comme du point de vue de la gestion productive, sur le même plan que les installations agricoles dont le travail humain a meublé au cours des siècles la terre végétale nue. Mais c'est la naissance de l'habitation urbaine qui nous intéresse.

Il est évident que les premières agglomérations de bâtiments fixes ne sont pas nées des exigences directes de la technique productive non agricole; le fonctionnement des premiers ateliers était parfaitement compatible avec l'éparpillement de la population et l'utilisation du temps libre laissé par l'activité journalière et saisonnière des agriculteurs. Bien plus que les premières formes de l'artisanat et de la production de produits fabriqués, ce sont les exigences de l'organisation sociale, politique et militaire qui ont été à

l'origine des premières villes. Nous pouvons donc retenir que l'espace urbain est né dans un régime collectif. Ce n'est que plus tard qu'il s'est fractionné en domaines particuliers correspondant aux besoins de l'administration, de la défense, de la domination de masses éparses ou de bandes d'envahisseurs. Toute la zone urbaine appartenait donc au roi, au tyran, au chef militaire, aux premières formes d'État et parfois aux associations religieuses. C'est ce qu'exprime la tradition lorsqu'elle rapporte que Romulus et Rémus tracèrent l'enceinte des murs de Rome en transformant le premier outil agricole, la charrue, en outil de construction.

Les exigences de la défense fortifiée s'imposèrent ensuite. La *polis* grecque avait en son cœur l'*acropole* ou citadelle; un des mots latins pour signifier la ville est *oppidum* qui signifie lieu fortifié, alors que *civitas* est plus un terme juridique pour désigner l'État qu'une indication topographique.

À l'époque romaine, avec l'agrandissement de la ville à l'intérieur de murailles toujours plus vastes, avec la naissance d'une classe dominante de patriciens propriétaires de vastes domaines agricoles et de nombreux esclaves, apparurent les *aedes* et les *insulae* privées, et même un fractionnement de la propriété urbaine en habitations des classes inférieures. L'État, républicain ou impérial, maintenait cependant un contrôle étroit sur tout l'ensemble urbain, ce qui est démontré par la grande importance de la magistrature des édiles. On peut en trouver le reflet dans l'histoire de Néron qui, pénétré de projets grandioses de rénovation urbaine, n'aurait pas reculé devant le moyen radical de livrer aux flammes les quartiers de Rome.

Au Moyen Age, nous constatons un recul du développement des grands centres urbains, surtout en comparaison avec les splendeurs des capitales asiatiques et classiques. Les manoirs féodaux apparaissent tandis qu'autour d'eux ou à leurs pieds se rassemblent les bourgs, lieux d'habitation d'abord des serfs et des domestiques, puis peu à peu des maîtres artisans et des marchands indépendants.

C'est avec la bourgeoisie moderne que naissent et s'agrandissent les villes. Abandonnant les impératifs de défense militaire des pouvoirs féodaux et royaux, ces dernières débordent puis abattent les antiques fortifications qui limitaient leur expansion et enflent jusqu'à former ces énormes agglomérations contemporaines où s'amassent dans des usines et des établissements gigantesques les millions de travailleurs que la technique productive moderne a concentrés.

L'existence d'un lien étroit entre le développement de la production industrielle et de l'économie bourgeoise, et l'imposant phénomène social de l'urbanisme est une thèse marxiste fondamentale.

«La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités, elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celle des campagnes, et, par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs». (Le Manifeste).

Peut-être est-ce l'Italie, suivie par les Pays-Bas, qui, à la fin du Moyen-Age, a donné le premier exemple des grandes villes de type moderne. Les grands palais et les imposants ensembles immobiliers urbains portaient sans doute les noms et les armoiries des grandes familles nobles; mais ils appartenaient aussi à des sociétés créées par des roturiers qui avaient accumulé les premiers grands capitaux dans la banque, dans le commerce, dans la navigation, et qui en investissaient déjà une grande partie dans la construction urbaine, tandis que les maîtres artisans les plus importants devenaient propriétaires du local où se trouvait leur atelier, comme le boutiquier de Rome l'était de son échoppe.

Quand le capitalisme moderne s'étendit à d'autres pays, des villes industrielles jeunes, nées bourgeoises, y apparurent, comme Manchester ou Essen, ou de grosses agglomérations à la périphérie des capitales historiques. Après la chute des anciens

régimes, le nombre d'habitants de ces villes augmenta de façon démesurée pour former le grand Paris, le grand Londres ou le grand Berlin d'aujourd'hui; outre-mer se fondaient des villes bourgeoises sans aucun quartier historique, reconnaissables à leur planimétrie caractérisée par un monotone réseau orthogonal, marquées par le *standard* de cette époque mercantile et les lois inhumaines de la course au profit.

Le système juridique des codes romains et justiniens s'étant avéré si utile pour la conquête de la terre agricole par le capital, les nouveaux pouvoirs bourgeois l'utilisèrent pour réglementer la possession, l'acquisition et le transfert des biens urbains, tant pour ce qui est du bâti existant que du terrain disponible pour la construction. Un dispositif juridique spécial, l'institution de la copropriété, servit à fractionner le droit des personnes privées sur des édifices en propriété individuelle d'étages ou d'appartements. La spéculation capitaliste des nouveaux patrons de la société a connu des développements de vaste envergure dans l'investissement dans des domaines agricoles, dans leurs transformations selon les nouvelles exigences de la consommation, en utilisant les nouveaux moyens et les nouvelles forces productives; mais ce n'est rien à côté des opérations sensationnelles que la spéculation réussit à accomplir partout grâce au «libre» commerce du terrain à bâtir dont le prix, des deux côtés de l'Atlantique, ne cesse de croître à une vitesse accélérée selon des courbes hyperboliques.

Bien que ce soit les mêmes règles juridiques qui régissent l'organisation du marché des terrains agricoles et celui des terrains urbains, établissant l'équivalence entre la valeur immobilière foncière et la somme d'argent dans laquelle elle se convertit, la réalité économique est très différente dans les deux cas.

La terre agricole possède une valeur qui revient à son propriétaire juridique. Cette valeur restant inchangée, elle produit en permanence la recette annuelle d'une rente foncière. Défendant le régime féodal, les physiocrates faisaient l'apologie des forces productives de la terre par opposition à celles de la manufacture et de l'industrie. Les écoles économiques conservatrices en ont retenu le concept d'une productivité de base de la terre même quand elle n'est pas travaillée: elle

fournirait un produit y compris en l'absence de toute intervention humaine. L'amélioration des cultures qui est rendue possible par l'apport d'investissements de travail sous forme d'installations et de constructions diverses ainsi que d'interventions régulières telles que le défrichage, la fumure des sols, etc., ajoute à cette rente de base, selon l'économie officielle, une production supplémentaire qui constitue le profit de l'entreprise agricole. Nous avons vu que la position du marxisme est différente sur cette question; pour lui, la terre n'a en elle-même aucune force productive, elle est un **instrument** de travail.

La rente foncière ne peut pas dépasser certaines limites fixées par la superficie des terres et le temps nécessaire à la production. Les propriétés foncières les plus grandes et les meilleures réussissent dans le système économique actuel à augmenter considérablement la production des denrées; mais elles ont besoin d'un investissement de capitaux supérieur à leur valeur foncière de base et elles obligent à de très longues attentes, voire même à la suspension du paiement de la rente, qu'il faut porter au passif avec les intérêts du capital investi. Par conséquent sous le régime capitaliste la valeur des terres agricoles ne peut augmenter que dans des limites relativement étroites. L'amélioration générale de la production agricole, qui serait extrêmement utile au bien-être général, est ainsi rarement intéressante pour la classe dominante bourgeoise; elle ne pourra se réaliser en grand qu'après la fin du capitalisme.

Les phénomènes qui jouent sur le marché des terrains urbains et de tout ce qui y est construit sont bien différents. Dans la production agricole il existe un certain équilibre entre l'importance de la terre en tant que patrimoine du propriétaire, et en tant que facteur productif; les régimes fondés sur l'agriculture n'étaient pas les plus prédateurs. Dans l'économie industrielle, nous avons à l'inverse un accroissement énorme de la valeur des produits et de la masse du profit alors que la valeur patrimoniale reste limitée. Nous mettrons en lumière dans notre étude la tendance très moderne à un capitalisme sans patrimoine mais aux profits très élevés.

Mais si revenons à notre terrain à bâtir, nous y trouvons le cas d'un très grand patrimoine concentré sur une petite surface complètement inerte où

Propriété et capital

ne pousse pas même une seule salade et où ne s'investit aucun travail humain. Tant que le terrain n'est pas vendu pour être bâti, il n'y a aucun bilan de gestion ou d'exercice, il n'est aucunement besoin de capital liquide. Il n'était pas non plus soumis à l'impôt, tant que n'avait pas été instauré l'impôt sur le patrimoine. Ce dernier voulait constituer une moderne confiscation partielle des patrimoines privés, mais en réalité il est payé lui aussi à travers les différents revenus des classes possédantes; dans le cas de notre terrain à bâtir il ne représente qu'une soustraction très minime à sa continue augmentation de valeur patrimoniale et vénale, en général nettement plus grande que celle d'un patrimoine monétaire porteur d'intérêts.

Mais cette forme particulière d'enrichissement des classes bourgeoises n'est qu'un aspect de l'accumulation primitive du capital, qui naît de l'appauvrissement des petits producteurs, des petits paysans ou des artisans réduits à l'état de prolétaires sans réserves, et de leur chute dans les tourbillons de l'urbanisme industriel. Il s'agit là d'un fait social; à travers la concentration sur des espaces urbains limités de masses de forces productives, qui vont de l'homme aux machines et à toutes les installations modernes, la condition de base de l'énorme profit que l'industrie offre au patronat, est la disponibilité dans ces endroits particuliers de zones pour des usines, des bureaux, des habitations pour les masses des salariés. Il est donc possible que les mêmes superficies valent des sommes toujours plus grandes dans le marché foncier de ces zones; et les superficies commercialisables n'y sont plus mesurées à l'hectare ou à l'acre, mais au mètre ou au pied carré.

Toutes les évolutions de l'ensemble urbain poussent à l'augmentation du coût des terrains à bâtir. En dépit de l'accélération de la vitesse des moyens de transport qui permet une augmentation de la quantité de personnes et du volume de marchandises en déplacement, l'intensité du trafic ne cesse de croître, imposant l'élargissement des voies de circulation, ce qui réduit à chaque fois les superficies bâties. Parallèlement le progrès technique permet d'augmenter la hauteur des immeubles; en conséquence, un plus grand nombre d'étages, d'appartements et d'habitants se concentre sur la même surface. Cette augmentation

de l'exploitation et de l'utilité du terrain entraîne l'augmentation du prix que le propriétaire en demande. Selon les critères de l'économie en vigueur, la valeur d'un terrain à bâtir est estimée en calculant la rente que rapporterait le plus grand édifice qui pourrait y être construit, déduction faite des frais nécessaires à sa construction, ces derniers se révélant en général inférieurs à la valeur précédemment évaluée du bâtiment. La différence est une prime qui revient au propriétaire du terrain; c'est une valeur foncière, de nature différente de celle des biens immeubles agricoles, qui pourtant engendre une rente même quand le propriétaire du terrain est le propriétaire de l'édifice.

Il faut noter que dans la location des bâtiments comme lieux d'habitation, il n'existe pas de profit d'entreprise semblable à celui du fermier agricole qui loue au propriétaire la terre, qui la travaille, la cultive et est propriétaire du produit. Du point de vue économique, on ne peut pas comparer au fermier entrepreneur agricole, l'**entreprise** qui a construit le bâtiment; une fois qu'elle a obtenu son dû, celle-ci disparaît de la scène. Quand nous avons parlé du calcul des dépenses de la construction, nous y avons inclut le profit de l'entreprise de construction et même les intérêts commerciaux revenant au capital liquide immobilisé pendant la durée de la construction.

Les différentes figures présentes dans ces procès économiques peuvent coïncider dans une seule et même personne; il est cependant nécessaire de bien les différencier si l'on veut pouvoir déchiffrer de manière déterministe les mécanismes économiques. C'est ainsi que dans l'agriculture il n'est pas toujours possible de distinguer le propriétaire foncier, le fermier entrepreneur, le travailleur manuel salarié. Le grand propriétaire cultivateur réunit directement en lui les deux premières figures, le petit colon les deux dernières, le petit propriétaire paysan les trois ensemble. De la même façon en ce qui concerne la propriété de bâtiments, on peut trouver le cas du propriétaire d'un terrain qui y construit son petit logement de ses propres mains ou par le travail au noir, et en y dépensant son propre argent: il est alors non seulement le propriétaire, mais aussi le banquier, l'entreprise de construction et son propre locataire.

Nous avons déjà vu que Marx rappelle dans un texte qu'en Angleterre même l'industriel **n'est pas** proprié-

re de son usine. Un autre texte sur lequel nous allons revenir assez longuement indique que le propriétaire d'un logement peut ne pas être propriétaire du terrain sur lequel celui-ci est construit. Des règles juridiques particulières permettent en effet la concession de la construction; le propriétaire reçoit un loyer du constructeur et du propriétaire du bâtiment. Des formes similaires, très intéressantes soit dit en passant, sont en train de se répandre pour les constructions et les installations réalisées à leurs frais par des spéculateurs privés sur des terrains qui ne leur appartiennent pas mais qui sont des terres **domaniales**, c'est-à-dire propriété d'organismes publics (communes, provinces, État); cette institution de la concession, qui se généralise considérablement, constitue une forme de **capitalisme sans propriété**.

L'évolution économique à l'époque du capitalisme moderne tend à distinguer, à séparer, à détacher les figures économiques du cycle de production-consommation, et non à les superposer ou à les confondre. C'est là une thèse objective fondamentale; mais il faut y ajouter que **cette** évolution du monde capitaliste est celle que nous marxistes, ses implacables adversaires révolutionnaires, nous acceptons et où nous voyons la base du passage à l'économie collective.

Revenons à notre bâtiment terminé, appartenant à un propriétaire privé; après avoir vu comment naît et se transmet son titre de propriété dans la société actuelle, examinons son usage et sa gestion. Mais il faut d'abord poser un concept important d'économie urbaine. Le patrimoine foncier rural est en un certain sens **perpétuel** puisque la terre reproduit physiquement au cours du cycle productif sa productivité de base, à la différence par exemple d'un gisement minier dont on peut calculer la date d'épuisement. La construction urbaine au contraire n'est pas éternelle. Ce n'est que dans la littérature qu'on chante «*exegi monumentum aere perennius*», j'ai élevé un monument plus éternel que le bronze; même les édifices colossaux des temps antiques ont une durée de vie limitée, quoique longue; ils dépérissent et ils meurent. Le bâtiment normal d'habitation a pour diverses raisons un cycle de vie limitée. D'un côté ses structures s'usent avec le temps jusqu'à menacer ruine; de l'autre le type d'habitation se transforme avec les progrès techniques, il doit satisfai-

re de nouvelles exigences et parfois il peut le faire de façon moins coûteuse qu'avec les anciens procédés de construction. Comme le rappelle aussi le texte auquel nous nous référons, il arrive un moment où le bâtiment vaut **moins** que le terrain sur lequel il se trouve, quand ses logements ne peuvent plus justifier que des bas loyers alors que ses frais d'entretien se sont fortement accrus. La durée de vie d'un bâtiment urbain de logements peut être très variable; pour donner un exemple qui oppose pauvres et riches, vaincus et vainqueurs, elle sera de 300 ans à Naples et de 30 ans à New York.

Le propriétaire de l'immeuble tire son revenu des loyers que lui versent périodiquement les locataires. Ce revenu, habituellement appelé rente brute, n'est en fait ni éternel ni même constant; et il n'est pas entièrement à la disposition du propriétaire. Il faut en déduire toute une série de dépenses: frais pour la garde de l'immeuble (concierge), pour l'éclairage et le nettoyage des parties communes aux locataires (passages, escaliers, etc.), pour l'entretien des parties usées, pour l'administration et ainsi de suite. La plupart du temps, il faut ajouter une partie des loyers qui en moyenne ne sont pas payés. Et enfin pour pallier à la dégradation de l'immeuble, il faut mettre de côté ce que l'on appelle la quote-part d'amortissement, c'est-à-dire une annuité périodique dont l'accumulation permet de reconstruire l'immeuble lorsqu'il est arrivé à son terme. Une fois toutes ces dépenses additionnées et leur montant déduit de la recette brute, une fois déduites également les taxes à payer aux administrations publiques, il reste le revenu net dont le propriétaire peut jouir à sa guise. Les estimations habituelles calculent le chiffre de la valeur patrimoniale de l'immeuble d'après celle du capital qui reproduirait la rente nette aux taux d'intérêts en vigueur. Une analyse plus approfondie montre que cette manière de procéder comporte beaucoup d'inexactitudes parce qu'elle suppose implicitement la constance de nombreux facteurs qui en réalité se modifient à la longue.

Nous avons rappelé tout cela pour montrer les différences économiques et sociales qui existent entre l'entreprise que gère le propriétaire d'immeubles, et les entreprises productives de l'agriculture et de l'industrie. Les rentrées d'argent de ces dernières viennent des **produits** qu'elles créent et qu'elles vont vendre continuellement

sur le marché. Parmi les dépenses diverses que ces rentrées permettent de payer, il y en a deux qui sont très importantes, alors qu'elles sont à peu près inconnues du propriétaire immobilier: l'achat de **matières premières** et la paiement du **travail** salarié. Dans le rapport locatif trois éléments sont donc absents: production de marchandises, salaire, achat de matières premières.

Il existe en réalité une usure et une consommation de l'immeuble, mais cela ne représente qu'une petite fraction du budget annuel, une part minime du patrimoine; et ce sont les sommes mises de côté annuellement auxquelles nous avons fait allusion plus haut qui permettent d'y pourvoir. A l'inverse dans l'industrie ces trois parties (produits, salaires, matières premières) non seulement représentent la partie prépondérante du bilan annuel, mais dans certains cas elles peuvent atteindre des chiffres plus élevés que le patrimoine des installations, même en ayant fait en sorte de conserver celui-ci intact tout au long du cycle productif. Dans le droit et dans l'économie communes il y a cependant normalement échange contractuel de prestations et de valeurs pour la location des logements, comme cela se passe quand on donne de l'argent contre un morceau de pain.

Qu'obtient le locataire en échange de son argent? Certainement pas quelque chose qu'il peut emporter ou consommer en la détruisant. Dans le langage juridique bourgeois, il obtient l'**usage** de son logement et il le paie aux prix en vigueur par unité de temps. Le propriétaire vend donc au locataire simplement l'utilisation du logement, le droit d'y entrer et d'y séjourner. Nous allons voir que cet échange est considéré par l'économie marxiste comme un échange commercial entre équivalents - au cours duquel il peut sans doute arriver qu'une des parties roule l'autre, puisque tout le commerce bourgeois est un sac d'embrouilles où c'est toujours le riche qui l'emporte sur le pauvre. Mais il n'y a pas d'application de la **force de travail** pour transformer des matières premières et ce rapport de propriétaire à locataire **ne fait donc pas partie** du domaine où s'engendrent plus-value et profit capitaliste au moyen de l'acquisition de cette marchandise particulière qu'est la force de travail humaine

Dans le mécanisme actuel des rapports entre les contractants, ces particularités du rapport de location pro-

duisent des disparités pratiques et juridiques significatives. Elles se réduisent au fait matériel que le producteur agricole ou industriel a en main sa marchandise: pour la lui faire lâcher il faut en règle générale sortir son argent. Même si nous voulions appeler produit la marchandise particulière qu'est la possession du logement, il reste qu'elle se trouve entre les mains du locataire et non du propriétaire; si le locataire ne paie pas, il faut avoir recours à un mécanisme juridico-policié complexe pour le jeter dehors.

C'est là-dessus que se basent les bêtises et la démagogie de la législation bourgeoise sur le logement en temps d'urgence, ainsi que son exploitation par les partis populaires et pseudo-socialistes. Nous reviendrons sur ce point; mais pour illustrer notre thèse selon laquelle le rapport de location n'est pas un rapport capitaliste, il nous faut tout d'abord prouver que nous n'avons proféré ni une hérésie ni une idiotie, et ensuite que nous n'avons rien découvert de nouveau.

* * *

Dans son texte capital, *«L'État et la Révolution»*, Lénine cite longuement les œuvres les plus connues de Friedrich Engels, comme *«L'Origine de la propriété, de la famille et de l'État»* et *«L'anti-Dühring»*. Mais au chapitre IV, il se réfère à un autre travail du même auteur, malheureusement moins connu et moins utilisé dans la propagande socialiste. Il s'agit de *«La question du logement»*. Lénine s'appuie sur ce qu'y dit Engels du programme des communistes pour expliquer avec sa précision habituelle les tâches de l'État aux mains du prolétariat, les analogies et les différences entre cet État futur et l'actuel État de la bourgeoisie tant pour ce qui est de leur forme que du contenu de leur action. Il entend établir deux points fondamentaux:

Premièrement. L'État qui naîtra de la révolution sera une machine nouvelle, différente, constituée après le renversement et la destruction de la machine d'État actuelle. **Deuxièmement.** Les fonctions de cette nouvelle machine et son intervention de classe dans la structure économique se réaliseront d'une telle façon qu'il ne pourra y avoir aucun risque que ce nouveau pouvoir débouche sur la constitution d'une nouvelle forme de domination et d'exploitation des masses par une couche de privilégiés (comme

l'insinuent les libéraux et les libéraux).

La question de savoir si l'histoire a confirmé l'édifice théorique marxiste et léniniste y compris sur ce point ne peut pas être correctement abordée sans la clarté la plus complète dans l'analyse objective des rapports économiques et sociaux actuels. La question du logement est admirablement utilisée par Engels et Lénine pour faire mesurer l'abîme qui sépare les solutions de la critique révolutionnaire marxiste des recettes utopiques infantiles ou des propositions réformistes, légalistes et interclassistes.

L'étude d'Engels comprend trois articles parus dans le «*Volksstaat*» de Leipzig en 1872, qu'il a réunis et préfacés en 1887. C'est une réponse aux écrits d'un certain Mülberger parus dans la même revue, qui devaient complètement du marxisme dans un sens proudhonien. Engels saisit l'occasion pour critiquer la position petite-bourgeoise de Proudhon, position qui sous divers noms réapparaît continuellement et aujourd'hui tout comme hier s'oppose aux orientations marxistes. L'exposé est conduit de main de maître; comme toujours chez Engels, la maîtrise théorique est aussi impressionnante que la clarté cristalline du développement et de la forme. Il est possible que la littérature marxiste ne possède pas pour la question de la production agricole, un texte aussi complet et systématique que celui-ci qui définit et épuise le problème de la propriété urbaine. Et pourtant l'homme incomparable qu'était Engels tient à préciser, presque en s'excusant, que, dans leur répartition du travail, pour que Marx puisse se consacrer entièrement à son grand ouvrage, c'est à lui qu'il revenait de défendre leurs positions dans la presse. Et il ajoute qu'en prenant l'occasion de la question du logement, il a voulu mettre à jour la critique de Proudhon faite en 1847 dans la *Misère de la philosophie*, en concluant textuellement: Marx aurait fait tout ça beaucoup mieux et de façon plus définitive!

La position contre laquelle Engels pointe immédiatement sa critique est celle qui prétend résoudre la «*crise du logement*», phénomène moderne qui a frappé et qui frappe périodiquement les pays les plus divers, par une réforme qui permettrait à tout locataire de devenir propriétaire de son logement au moyen de son **rachat** à tempérament. L'auteur de l'article critiqué abou-tissait évidemment à cette grossière

erreur programmatique à cause de ses énormes erreurs dans le domaine économique. Engels réfute celles-ci en profitant de l'occasion pour exposer brillamment l'analyse économique marxiste. Une des thèses erronées est la suivante:

«*Le salarié est au capitaliste ce que le locataire est au propriétaire*».

Peut-être Marx se serait-il enflammé et aurait-il lancé des éclairs devant de telles âneries. Engels dit calmement: *ceci est complètement faux*. Patiemment et de façon limpide, il explique comment sont les choses en rappelant les critères descriptifs simples que nous avons exposés plus haut. Il en tire la démonstration de la grossière erreur de calcul selon laquelle le locataire paierait par son loyer, deux, trois, ou jusqu'à cinq fois la valeur de son logement. Il en profite pour critiquer à fond non seulement les conceptions économiques du socialisme dit petit-bourgeois, mais aussi ses fondements éthico-juridiques. L'auteur, qui comme des milliers de ses camarades dans le péché se croyait marxiste, avait laissé échapper cette bêtise: «*La maison une fois bâtie représente un titre juridique éternel*»; pour Proudhon en effet tout se résume à introduire dans l'économie «*l'idée éternelle du droit*». Engels montre la vacuité de ce langage qui voudrait stigmatiser la cupidité du propriétaire de logements comme autrefois on excommuniait celle de l'usurier, en citant Marx:

«*Sait-on quelque chose de plus sur "l'usure" quand on dit qu'elle est en contradiction avec la "justice éternelle" et "l'équité éternelle", la "réciprocité éternelle" et autres "vérités éternelles", que n'en savaient les Pères de l'Église quand ils en disaient autant en proclamant sa contradiction avec la "grâce éternelle, la foi éternelle et la volonté éternelle de Dieu"?*».

Entre 1847 et 1887 un adversaire était vaincu dès qu'il était convaincu de déisme. Marx et Engels, virtuoses de la polémique, auraient aujourd'hui une tâche plus difficile, parce que les scribouillards marxistes ont dégringolé non pas au niveau de Proudhon, mais à celui des Pères de l'Église eux-mêmes. Ils pratiquent désormais le «*catch as catch can*»!

Comme l'imprudent auteur ne se contentait pas de proposer sa miraculeuse «*réforme de structure*» pour le logement, mais qu'il se vantait de posséder la même recette pour toutes les autres questions, Engels étend sa mise

au point sur l'analyse marxiste du procès de production à la question des taux d'intérêt du capital, ridiculisant la prétention de «*prendre finalement le taureau par les cornes en s'attaquant à la productivité du capital*» par une **loi transitoire** qui fixerait les intérêts de tous les capitaux à un pour cent! Et dire qu'ils sont encore aujourd'hui très nombreux ceux qui présentent la lutte socialiste comme une campagne pour abolir le loyer des habitations, de la terre et l'intérêt monétaire, croyant ainsi introduire sur terre le règne de la morale en empêchant celui qui ne travaille pas de gagner de l'argent! Alors qu'il s'agit à l'inverse de déraciner tout un engrenage de formes sociales protégé et défendu par les monstrueux édifices du pouvoir armé et concentré de l'Etat politique...

Dans sa réponse, Engels affirme que «*la "productivité du capital" est une monstruosité que Proudhon reprend telle quelle des économistes bourgeois*». En réalité les économistes bourgeois classiques étaient plus sérieux que l'économiste petit-bourgeois réformiste, puisque (après avoir contesté aux physiocrates que la richesse naisse de la productivité **de la terre**, et aux mercantilistes qu'elle naisse de la productivité **de l'échange**) ils affirmaient justement que le **travail** est la source de toute richesse et la mesure de la valeur de toutes les marchandises. Mais pour expliquer comment le capitaliste qui investit son capital dans l'industrie, non seulement le retrouve à la fin de l'opération, mais en plus en tire un profit, ils supposaient, en s'emprêtant dans mille contradictions, l'existence d'une certaine «*productivité du capital*». Pour les marxistes au contraire, seul le travail est productif, et non pas la terre agricole, ni le fonds immobilier du propriétaire, ni l'argent du banquier. La terre, l'immeuble, l'usine, la machine sont des forces productives dans la mesure où elles sont des instruments et des moyens de production, c'est-à-dire dans la mesure où elles sont utilisés par l'homme pour travailler. Dans l'ordre social actuel, et tant qu'il ne sera pas renversé, la faculté de l'argent et du capital n'est pas une faculté productive, mais la faculté sociale «*de s'approprier du travail non rétribué de travailleurs salariés*».

Bien que nous ne disposions que d'une traduction médiocre, cessons de paraphraser Engels et laissons lui la parole :

«*L'intérêt du capital-argent prêté n'est qu'une partie du profit; celui-*

ci, qu'il soit tiré du capital industriel ou du capital commercial, n'est qu'une partie de la plus-value enlevée à la classe ouvrière sous forme de travail non payé par la classe capitaliste. (...) En ce qui concerne la répartition de cette plus-value entre les capitalistes pris individuellement, il est clair que pour les industriels et les commerçants, qui ont dans leurs affaires beaucoup de capitaux avancés par d'autres capitalistes, le taux du profit doit s'élever dans les mêmes proportions (...) où baisse le taux de l'intérêt. L'abaissement et finalement l'abolition du taux de l'intérêt ne "s'attaquerait" donc pas "résolument" à la prétendue «productivité du capital», mais réglerait seulement d'une façon différente la répartition entre les différents capitalistes, de la plus-value extorquée à la classe ouvrière, et ce n'est pas au travailleur qu'un avantage serait assuré au détriment du capitalisme industriel, mais à ce dernier au détriment du rentier».

Revoilà la thèse sur laquelle nous insistons inlassablement dans ces pages: les véritables exploités, ce ne sont pas le **rentier**, le seigneur des terres et des palais, pauvres restes d'une époque révolue, mais le capitaine d'industrie, l'entrepreneur très modernes et **progressistes**. C'est contre eux que nous criions: voilà l'ennemi!

Le proudhonien s'imaginait que la limitation puis la suppression finale de l'intérêt du capital - outre le fait d'être une panacée universelle et magique pour toutes les autres questions économiques et sociales: crédit, endettement de l'État et endettement privé, impôt - implique l'abolition définitive du loyer des habitations. Engels lui démontre que même si ce plan simpliste était réalisable, le rapport économique capitaliste fondamental entre travailleurs salariés et patrons d'entreprises de production resterait inchangé. Il le renvoie à multiples reprises aux fondements de l'économie marxiste et au Capital de Marx:

«La pierre angulaire de (l'exploitation) est constituée par le fait que notre organisation actuelle de la société permet aux capitalistes d'acheter à sa valeur la force de travail de l'ouvrier, mais d'en tirer beaucoup plus que sa valeur, en faisant travailler l'ouvrier plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour retrouver le prix payé pour cette force de travail. La plus-value créée de cette manière est répartie entre tous les membres de la

classe des capitalistes et des propriétaires fonciers et entre leurs serviteurs appointés, depuis le pape et l'empereur jusqu'au veilleur de nuit et au dessous».

Or le coût commercial du logement comme celui du pain, des vêtements, etc., entre dans les frais de reproduction de la force de travail, dans la partie de cette force que le salaire rémunère, et constitue le travail nécessaire; c'est **au-delà** de cette partie que nous entrons dans le domaine de la plus-value, ou travail non payé, qui figure dans le prix du produit aux côtés du travail payé. Comme dans tous les échanges monétaires, l'ouvrier, comme n'importe quel acheteur, **peut** être escroqué; dans l'échange de son travail contre le salaire, il **est inévitablement** escroqué. Le rapport caractéristique de l'économie capitaliste est celui dans lequel le travailleur touche sa paye et non celui où il la dépense chez le boulanger, le marchand de vêtements ou le propriétaire du logement, etc.

Après avoir éclairci la question économique, Engels s'attaque aussi énergiquement à l'erreur sociale en accusant les proudhoniens de toute espèce de toujours mettre en avant les revendications qui sont communes aux ouvriers salariés et aux petits et moyens bourgeois, mais que seuls ces derniers, **comme classe**, ont intérêt à défendre: il démontre que c'est une position réactionnaire. Il extrait de la déclamation opportuniste ces paroles stupides:

«*Sous ce rapport nous sommes bien au dessous des sauvages. Le troglodyte a sa caverne, l'Australien a sa cabane d'argile, l'Indien a son propre foyer, le prolétaire moderne n'a pas en fait d'endroit où reposer sa tête, etc.*».

Il nous faut reproduire intégralement la réfutation magnifique d'Engels qui touche aussi la revendication tout autant pestilentielle de la parcelarisation agricole:

«*Dans cette jérémiade nous avons tout l'aspect réactionnaire du proudhonisme. Pour créer la classe révolutionnaire moderne du prolétariat, il était indispensable que fut tranché le cordon ombilical qui rattachait au sol le travailleur du passé. Le tisserand qui possédait à côté de son métier sa maisonnette, son jardin et son bout de champ, était, avec toute sa misère et malgré l'oppression politique, un homme tranquille et heureux qui vivait "en toute piété*

et honnêteté", tirait son chapeau devant les riches, les curés et les fonctionnaires d'État, et était au fond de lui-même 100% esclave. C'est la grande industrie moderne qui a fait du travailleur rivé au sol un prolétaire sans réserves, libéré de toutes les chaînes traditionnelles, libre comme l'air; c'est précisément cette révolution économique qui a créé les conditions qui seules permettent d'abolir l'exploitation de la classe ouvrière dans sa forme ultime, la production capitaliste. Et voici que notre proudhonien s'en vient, comme s'il s'agissait d'une grande régression, pleurant et gémissant sur l'expulsion des travailleurs de leur foyer, alors qu'elle fut justement la toute première condition de leur émancipation morale».

Engels rappelle que dans son ouvrage «La situation des classes laborieuses en Angleterre», il a été le premier à décrire la férocité de cette expulsion des travailleurs de leur foyer; puis il continue:

«*Mais pouvait-il me venir à l'esprit de voir dans cette évolution historique, absolument nécessaire étant données les circonstances, un processus régressif ramenant "au dessous des sauvages"? Non, bien sûr. Le prolétaire anglais de 1872 se trouve à un niveau infiniment supérieur à celui du tisserand rural de 1772 ayant "feu et lieu". Et le troglodyte avec sa caverne, l'Australien avec sa cabane d'argile, l'Indien avec son propre foyer, feront-ils jamais une insurrection de Juin et une Commune de Paris?*».

Grâce à un exemple savoureux - qui semblerait avoir été tiré de la lecture de la moderne loi du plan Fanfani - Engels se moque ensuite des conséquences du plan imbécile (dont on parlait en Amérique déjà en ces temps-là, d'après une lettre d'Eleanor, la petite fille de Marx, sur la vente aux travailleurs à des prix exorbitants de baraques de banlieues) consistant à faire acheter à tempérament à chaque ouvrier industriel sa maisonnette; il imagine un ouvrier qui après avoir travaillé dans différentes villes possède un cinquantième de maison à Berlin, un trente-sixième à Hanovre, et d'autres fractions encore plus compliquées en Suisse et en Angleterre, tout cela pour ne pas offenser la «justice éternelle».

En conclusion:

«*Tous ces arguments, que l'on veut proposer comme des questions*

Propriété et capital

de la plus haute importance pour la classe ouvrière, ne présentent en réalité un intérêt de portée essentielle que pour les bourgeois ou, mieux encore, pour les petits-bourgeois, et au contraire de Proudhon nous affirmons que la classe travailleuse n'a aucune vocation à protéger les intérêts de ces classes».

Bien évidemment, c'est à ce moment qu'on demande invariablement à Engels, à Lénine et à tous ceux qui comme nous sont si conservateurs qu'ils n'ont rien trouvé de mieux que ces positions vieilles de soixante-dix ans, **ce que nous voulons faire** en matière de logement. C'est précisément le passage qu'a choisi de citer Lénine pour démontrer que les positions conséquentes du marxisme radical n'ont rien à voir avec un extrémisme radical, de la même façon qu'il s'exclamait à propos des perspectives de l'économie future: «il n'y a pas un grain d'utopie chez Marx».

La conclusion d'Engels est donc la suivante:

«Comment donc résoudre la question du logement? Dans notre société actuelle, comme toute autre question sociale: en établissant graduellement un équilibre économique entre l'offre et la demande; cette solution, qui n'empêche pas le problème de se poser sans cesse, n'en est donc pas une.

Quant à la manière dont une révolution sociale résoudrait la question, cela dépend non seulement des circonstances dans lesquelles elle se produirait, mais aussi de questions beaucoup plus étendues, dont l'une des plus essentielles est la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Comme nous n'avons pas à bâtir des systèmes utopiques pour l'organisation de la société future, il serait plus qu'oiseux de nous étendre sur ce sujet. Ce qui est certain, c'est qu'il y a dans les grandes villes déjà suffisamment d'immeubles à usage d'habitation pour remédier sans délai par leur emploi rationnel à toute véritable "crise du logement". Ceci ne peut naturellement se faire que par l'expropriation des propriétaires actuels, par l'occupation de leurs immeubles par des travailleurs sans abri ou immodérément entassés dans leurs logis; et dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique, cette mesure exigée par le bien public sera aussi facile à réaliser que le sont aujourd'hui les expropriations et réquisitions de logements par

l'Etat».

Lénine explique que cet exemple montre une analogie formelle entre certaines fonctions de l'État bourgeois actuel et celles que remplira la dictature du prolétariat.

Mais il est bien connu que la législation des États bourgeois en cas de guerre peut aller jusqu'à la limitation ou au blocage des loyers, à l'interdiction de l'expulsion de locataires, de même que dans certains cas, le système légal actuel prévoit l'expropriation contre indemnité d'établissements privés pour des objectifs d'utilité publique. Marx relève ailleurs que la loi d'expropriation prévoit pour le propriétaire le dédommagement de la valeur vénale, alors qu'elle ne prévoit rien pour le locataire jeté sur le pavé par les grands travaux de rénovation urbaine quand bien même il est soumis à des dépenses de transport et à des loyers plus élevés, sans parler de la très moderne extorsion des **dessous de table** et des **cautions** pour louer un nouveau logement, quand il a la chance d'en trouver un. En outre il est aujourd'hui admis qu'en temps de guerre les appartements peuvent être réquisitionnés pour leur usage militaire.

Mais la mesure prévue par Engels pour pallier au fléau social de la surpopulation urbaine a une dimension radicale et absolument originale par rapport à tout ce qui a existé jusqu'ici, et par rapport à tous les plans réformistes de modification juridique des titres de propriété pour créer de nouveaux petits propriétaires. Il s'agit d'une **révision de l'utilisation** des habitations. Les commissaires aux logements de l'après-guerre si redoutés pouvaient bien installer qui qu'ils voulaient dans les logements disponibles, ils n'ont jamais eu le pouvoir d'imposer des cohabitations dans des appartements trop grands, ils n'ont jamais eu leur mot à dire sur le fait qu'une famille riche pouvait disposer - en propriété ou en location, peu importe - mettons de cinq pièces par personne dans une ville où les pauvres s'entassaient à plus de cinq dans une seule pièce. Voilà ce qui sera vraiment une **intervention despotique**, voilà ce qui assènera un coup terrible à la **garantie et à la sécurité privée jusqu'ici existantes** (Le Manifeste) et qui fera hurler à la violation du sanctuaire familial par les révolutionnaires!

La répartition de l'**utilisation** des logements entre tous les habitants de la ville est donc prévue comme mesure

révolutionnaire immédiate, la diminution de la population des villes congestionnées étant une perspective ultérieure.

Mais ce qui ne manquera pas d'étonner beaucoup qui **se croient** marxistes, c'est le concept économique d'Engels selon lequel le logement ne sera pas immédiatement gratuit pendant toute la phase que Marx appelle le premier stade du communisme économique et sur laquelle Lénine à son tour revient en citant la célèbre lettre à Bracke sur le programme de Gotha. Voici ce qu'écrivit Engels:

«D'ailleurs il faut constater que la "prise de possession effective", par la population laborieuse, de tous les instruments de travail, de toute l'industrie est exactement le contraire du "rachat" proudhonien. D'après cette dernière solution, chaque ouvrier devient propriétaire de son logis, de sa ferme, de ses instruments de travail. D'après la première, la "population laborieuse" reste le possesseur collectif des maisons, usines et instruments de travail et, du moins pendant une période de transition, elle en abandonnera difficilement la jouissance sans dédommagement de ses frais aux individus ou aux sociétés privées. Exactement comme la suppression de la propriété foncière n'est pas celle de la rente foncière, mais son transfert à la société, encore que sous une forme modifiée. L'appropriation effective de tous les instruments de travail par la population laborieuse n'exclut donc en aucune façon le maintien du louage et de la location».

Ce n'est que dans la phase supérieure du communisme, quand les objets de consommation et les divers services ne seront plus rétribués en argent, que disparaîtra également le paiement des loyers, une organisation générale pourvoyant à l'entretien et la rénovation de tous les immeubles d'habitation.

On voit bien la profonde différence entre ces principes clairs et les programmes *progressistes* des *démocraties populaires*, qui consistent tous à promettre des fragmentations de la rente foncière. Où en fin de compte, il n'y a à partager que la centième partie de ce que raflent les entreprises, la millième de ce qu'anéantit la folle anarchie de la production.

* * *

Selon Proudhon, il faudrait trans-

férer à la société la partie du revenu brut de l'habitation qui ne correspond pas aux dépenses inévitables pour maintenir habitable le logement, partie que l'on peut considérer comme la rente foncière du terrain, fonction du privilège de la propriété, bien que ce terrain comme nous l'avons dit, est matériellement improductif. Engels répond que cela signifie l'abolition de la propriété privée de la terre, sujet qui « nous mènerait très loin ».

Engels voulait évidemment dire qu'avec la révolution prolétarienne et l'étatisation de la rente foncière qui s'en suit, toute propriété de la terre serait sans aucun doute abolie; cependant, pour les terrains urbains, il n'est pas à exclure qu'une telle «réforme» puisse être **d'abord** réalisée par l'État bourgeois lui-même. Ce serait quelque chose de plus sérieux que le «rachat» de leur logement par les locataires.

Aujourd'hui en effet de nombreux urbanistes qui ne sont pas le moins du monde marxistes proposent la «municipalisation des surfaces urbaines». Le terrain reviendrait à l'État ou à la municipalité dans les grandes villes, bien entendu, contre une bonne indemnisation des propriétaires. Ces urbanistes partent de l'augmentation très rapide des prix des terrains à bâtir dans des zones toujours plus étendues autour des grandes villes, qui provoque l'absurdité déjà relevée par Engels où un immeuble en bon état est démoli afin de permettre la spéculation sur le terrain qu'il occupe. Cela rend les opérations urbaines d'assainissement et de rénovation extrêmement coûteuses et fait que le capital y répugne. Et même un bon bourgeois défenseur du principe de l'héritage peut conclure que cet énorme bénéfice, réalisé parfois en beaucoup moins qu'une génération, n'est pas une accumulation de richesses qui se transmettent de père en fils, mais le résultat purement passif d'une série de phénomènes sociaux. Tous les terrains urbains seraient ainsi mis hors commerce, la commune les répartirait selon les besoins entre rues, places, édifices publics et immeubles d'habitation; leur construction pourrait être donnée en «concession» pour un certain nombre d'années, après quoi ils reviendraient à l'institution municipale.

Il est clair qu'un plan de ce genre, qui d'ailleurs n'exclut pas le paiement des loyers par les citadins, n'aurait rien de révolutionnaire et ne porterait pas atteinte aux principes sociaux ca-

pitalistes.

Mais la société bourgeoise peut-elle résoudre ses problèmes d'urbanisme avec des plans de ce type? L'urbanisme courant se complait dans les exercices technico-architecturaux et oublie que le fondement de cette discipline est de nature historique et sociale.

Incapable de combattre la concentration toujours plus grande d'habitants sur un espace toujours plus réduit, l'urbanisme des Le Corbusier et compagnie qui passe pour très moderne, élève les bâtiments jusqu'à des hauteurs vertigineuses, avec un nombre invraisemblable d'étages - rêves de villes verticales à atmosphère artificielle - grâce aux potentialités des structures métalliques qui ont transformé la technique et donc l'esthétique des constructions. Mais cette tendance n'est «futuriste» qu'à la condition d'accepter l'idée que cette épouvantable concentration d'individus soumis à une existence toujours plus fébrile, malade et absurde, est la meilleure solution pour les formes futures de la vie collective.

Dans le second de ses articles Engels étudie justement comment la bourgeoisie entend résoudre la question du logement et il réfute la littérature bourgeoise hypocritement philanthropique à propos des quartiers malsains et surpeuplés des métropoles modernes.

Il est suffisamment clair que la petite-bourgeoisie a un intérêt direct à la question. Mais, nous dit Engels, la grande bourgeoisie aussi y est intéressée. En premier lieu il y a le danger d'épidémies qui peuvent infecter les beaux quartiers à partir des quartiers pauvres. L'idéal bourgeois dans le domaine de l'urbanisme s'appelle le **zonage**, qui consiste à bien séparer les habitations ouvrières de celles des riches. Mais dans les villes anciennes il reste encore des traces de l'organisation féodale qui mélangeait les palais et les masures, les nobles, les gens du peuple et les serfs.

Ces Messieurs les capitalistes «ne peuvent impunément se permettre de favoriser dans la classe ouvrière des épidémies». Nous dédions ce trait féroce à tous ceux qui prétendent que le vieil Engels était enclin à atténuer les antagonismes entre les classes.

Un autre point relève de la police politique des villes et de la répression des insurrections armées: jusqu'à la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ces dernières en effet avaient beau

jeu dans les rues étroites et tortueuses des capitales. Engels attribue à un motif de classe la réalisation de larges avenues rectilignes où la mitraille et l'artillerie peuvent balayer les révoltés. Si l'expérience ultérieure a confirmé que le but de toute tentative insurrectionnelle est la conquête des grandes capitales et villes industrielles, elle a montré aussi que les formations armées illégales peuvent plus facilement et plus longtemps mener une guérilla dans la campagne accidentée. Un bon exemple technique est celui des forces de Giuliano (1) si l'on retient qu'elles ne sont pas la pointe avancée de lointains états-majors de forces régulières.

En troisième lieu, Engels décrit les grandes entreprises spéculatives capitalistes appuyées par les gouvernements sous le double aspect de la construction de logements pour les ouvriers des gigantesques usines, ce qui tend à transformer le libre salarié en une espèce d'«esclave féodal du capital»; et de la transformation immobilière et routière des centres des grandes villes, en citant à plusieurs reprises l'exemple classique de la méthode de Haussmann qui a créé les grands boulevards parisiens au travers de la grande *curée* d'orgie spéculative du Second Empire. Des phénomènes du même type se retrouvent dans toutes les nations.

La base économique de ces bouleversements urbains, analysée dans le financement de l'Etat, dans la prétendue entraide ouvrière, en réduisant leurs salaires, dans l'entreprise privée, conduit l'auteur à conclure que le moteur et le résultat de tout cela est la consolidation sociale et politique du capitalisme.

Les thèses marxistes fondamentales sur la question immobilière urbaine sont ainsi finalement résumées par Engels lui-même en cinq points pour réfuter les positions proudhoniennes:

1. «Le transfert de la rente foncière à l'État signifie l'abolition de la propriété foncière individuelle» et non celle du loyer.

2. «Le rachat du logement en location et le transfert de sa propriété au locataire qui l'occupait jusque là ne touche en rien le mode de production capitaliste».

3. «Dans le développement actuel de la grande industrie et des villes (ce projet) est aussi absurde que réactionnaire».

4. «Abaisser par la contrainte le taux d'intérêt ne porte nulle atteinte

au mode de production capitaliste; les lois sur l'usure démontrent au contraire que ce projet est aussi ancien qu'impossible à réaliser».

5. «La suppression de l'intérêt du capital n'entraîne nullement celle du loyer pour les maisons».

Par rapport aux orientations du grand capitalisme et des urbanistes à son service au sujet de l'évolution des organismes urbains et du manque de logements, voici deux autres points tirés du texte qui définissent les thèses marxistes:

6. «Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction; (...) lorsque le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste, a non seulement le droit mais le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution néces-

saire; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble».

7 - Toute solution bourgeoise de la question du logement échoue à cause de l'opposition entre la ville et la campagne. «Bien loin de pouvoir supprimer cette opposition, [la société capitaliste] la rend au contraire chaque jour plus aiguë». Prétendre résoudre la question du logement «en maintenant en vie les métropoles modernes est un contre sens. Mais les métropoles modernes ne seront éliminées que par l'abolition du mode de production capitaliste», avec l'appropriation par la classe laborieuse de tous les moyens de subsistance et de travail.

* * *

Il est utile de consacrer une petite note particulière aux chefs-d'œuvre de l'administration publique italienne fasciste et para-fasciste sur le blocage

des loyers et la reconstruction des logements, ainsi qu'aux attitudes basement démagogiques des mouvements qui prétendent représenter la classe ouvrière et ses grandes traditions, alors qu'ils la couvrent de honte.

Nous avons vu et nous voyons tous les jours des spéculations charlatanesques et électorales se rattacher aux occupations, parfois tragiques, des **usines** et des **terres**. Nous n'avons pas encore vu mettre en pratique l'invasion et l'occupation des **logements**.

La raison en est, entre autre, que ce ne serait plus les fantômes des féodaux, plus seulement les superaffairistes bourgeois, mais les trop nombreux démagogues arrivistes et dirigeants, des deux côtés du rideau de fer, qui verraient perturbés leurs trains de vie vendus.

(1) Giuliano était un célèbre bandit sicilien qui tenait en échec les forces de police.

Note sur le problème de la construction en Italie

Comme tous les régimes, le tout-puissant fascisme italien superétatique a réagi à l'approche et au déclenchement de la guerre en utilisant tous les moyens à sa disposition pour bloquer la hausse générale des prix et la baisse correspondante de la valeur de l'argent. Peu importe ici que l'augmentation générale des prix et l'inflation monétaire répondaient à l'intérêt de la classe des entrepreneurs, de son État et de son gouvernement, et que seules des raisons de politique sociale conservatrice et démagogique aient inspiré l'attirail législatif autoritaire de freinage de la hausse des prix.

Les lois sur le blocage des prix lancées en 1940 portaient sur tout: produits de la terre et de l'industrie, salaires, traitements et rémunérations, contrats de l'État en cours pour des travaux et des fournitures avec les entreprises les plus diverses.

Parmi les plus intéressantes de ces

mesures, il y avait celles concernant le blocage des loyers immobiliers, aussi bien ruraux qu'urbains. Le premier des cas est le plus compliqué: le locataire de la terre cultivable ne loue pas seulement un lieu sur lequel il acquiert le droit de pénétrer et de se prélasser comme dans un *jardin des délices*, mais un véritable instrument de production auquel il applique son travail ou celui de ses ouvriers salariés afin d'en tirer des fruits et des produits réalisables en argent sur le marché. Nous avons parlé ailleurs de la grossière confusion entre la portée sociale et politique de la lutte pour réduire les loyers agricoles, et en apparence le très féroce «revenu patronal agricole», selon que le bénéficiaire de la diminution du loyer est un travailleur parcellaire, un gros colon bourgeois, ou carrément un patron capitaliste d'une industrie agricole exploitant des journaliers ou des travailleurs à qui il sous-

loue ses terres.

Le cas de l'immeuble ou plus exactement de la maison d'habitation urbaine permet en raison de sa simplicité de démontrer de façon irréfutable certaines thèses économiques fondamentales du marxisme.

Il constitue le seul cas où le **blocage** a effectivement réussi. Avant de se demander si ce succès correspond aux intérêts de la classe laborieuse comme il semble à première vue et comme le prétend la propagande vulgaire, il faut noter qu'il démontre, par la limitation relative du secteur, en même temps que la justesse des concepts marxistes, l'inconsistance et l'insuffisance des capacités de contrôle et de planification de l'État moderne dans le domaine économique, même quand cet État apparaît politiquement et policièrement extrêmement solide.

Dans les domaines agricole et industriel, ce qui importe, comme nous

sommes en train de le démontrer dans ces notes, c'est moins le titre pompeux de propriétaire des lieux et des installations, que le contrôle et la possession des produits. A l'inverse, l'habitation louée ne produit aucun bien mobilier portable ou vendable, elle n'offre que son utilité, son service, son usage comme abri et lieu de séjour.

L'État peut imposer qu'un produit quelconque, pour fixer les idées disons un chapeau, ne soit pas vendu à plus de cent liras - et c'est déjà là une défaite «théorique» de l'économie capitaliste. Mais en raison de sa nature historique et sociale, l'État actuel ne peut pas imposer de vendre à cent liras un, deux, mille chapeaux, si le producteur propriétaire de ces chapeaux ne veut pas les porter sur le marché. L'État, dira-t-on, peut recenser et réquisitionner tous les chapeaux où qu'ils se trouvent. Mais dans la pratique la difficulté est de dénicher les chapeaux, et si l'on veut les emporter, de les payer tous, même à cent liras. C'est la raison pour laquelle se produit le fait économique suivant connu de tous: dès que le prix des chapeaux est bloqué, taxé et fixé d'autorité, ils disparaissent de la circulation et ne sont plus vendus que sous le manteau à un prix plus élevé, ne serait-ce que pour couvrir le risque d'amende ou de prison couru par le vendeur.

L'acheteur subit donc le marché noir s'il veut sortir coiffé d'un chapeau. Aujourd'hui les têtes qui se promènent sans chapeau sont nombreuses, et nombreuses sont celles qui se promènent totalement vides, particulièrement celles des spécialistes en économie politique; mais ce sont les estomacs qui ne peuvent pas faire un tour en restant vides parce qu'alors les jambes ne le portent plus: voilà pourquoi rien ne peut empêcher la hausse des prix, ceux des chapeaux comme ceux de tous les aliments et biens de première nécessité.

Or, la maison est fournie par le propriétaire au locataire non pas pierre par pierre, mais toute entière dès que le contrat est en cours: même le propriétaire ne peut plus y mettre les pieds sans la permission du locataire. Alors que dans tous les autres secteurs du marché **celui qui vend** est l'arbitre du prix, puisqu'il peut toujours dire impassible: si le prix ne vous convient pas laissez-moi la marchandise, dans le cas des logements, l'arbitre est, une fois qu'il est entré, **celui qui achète** et qui paye. En règle générale, si le locataire ne paye plus les loyers après le

premier ou les premiers versements réglés lors du contrat ou s'il ne paye que partiellement, le propriétaire doit recourir à une longue et coûteuse procédure légale d'expulsion et il ne récupère que rarement ses loyers impayés.

Habituellement, c'est l'acheteur qui doit céder ou courir pleurnicher auprès de l'État pour qu'il oblige à vendre. Dans le cas des habitations, c'est le vendeur du service qui n'a d'autre alternative que d'en appeler à l'État quand il n'est pas payé.

L'État fait donc le bravahe: locataires, opposez-vous à toute demande d'augmentation de loyers, payez l'ancien loyer et pas un sou de plus jusqu'à la fin de la guerre, et je me garderai bien d'envoyer mes policiers pour vous chasser de vos logements. Alors que le capitalisme industriel, commercial et financier sortait ses griffes de tigrès, le terrible État, tout démocratique, populaire et national qu'il soit, se vantait à bon compte d'avoir rogné les ongles de la timide chatte de la propriété urbaine. Il n'arriva pas à contrôler les loyers le moins du monde et il les bloquait si peu qu'une pauvre famille de chômeurs versait à un propriétaire milliardaire autant que ce qu'un grand établissement industriel payait d'aventure pour occuper la seule petite maison que possédait une famille de petits-bourgeois amaigris par la faim.

Comme nous l'avons rappelé, ce qui a triomphé ce n'est pas la moderne orientation dirigiste et planificatrice des pouvoirs publics en faveur de l'intérêt général, mais l'article traditionnel qui résume toute la sagesse de la jurisprudence bourgeoise: «article cinq, qui a en mains a raison».

Cette mesure qui était sortie sans effort du cerveau de Mussolini, a été héritée, défendue et agitée comme un élément de succès facile, surtout électoral, par les socialistes et les communistes d'aujourd'hui. Cela n'a pas empêché l'État capitaliste et les chefs prolétariens d'hier et d'aujourd'hui d'assister avec la même impuissance et indifférence à la hausse vertigineuse de tous les prix et à la dégradation progressive du niveau de vie du travailleur pendant et après la guerre que la somme économisée sur les loyers était très loin de pouvoir compenser.

Que cette politique de blocage des loyers, ou leur abolition par la transformation du locataire en petit propriétaire, soit radicalement non socialiste, nous l'avons démontré en nous appuyant sur le texte classique de Engels qui ridiculisait - en en tirant de magni-

fiques leçons marxistes d'économie - l'analogie entre le rapport de locataire à propriétaire et le rapport d'ouvrier à patron d'usine. Le travailleur échange sa force de travail contre de l'argent; le locataire échange son argent contre le logement, pour son usage à tempérament. Il n'est donc pas un producteur exploité mais un consommateur, et même un consommateur privilégié puisqu'il a en mains le bien de consommation, alors qu'en règle générale c'est le vendeur qui l'a entre les mains.

Cependant l'agitateur de quatre sous déclare: pour ce qui est du travailleur, nous (Mussolini et moi), nous lui avons évité que le logement cher s'ajoute au pain cher, au chapeau cher et aux chaussures chères, il est donc moins exploité.

Mais une brève analyse montre que le poids social sur la classe travailleuse, sur laquelle tout pèse et ne peut pas ne pas peser, n'est en rien diminué par la stupide, tordue et fallacieuse législation italienne sur les loyers, signée par les gardes des sceaux Grandi, Togliatti ou Grassi.

Après la réduction de la rente patronale, c'est la contribution à des fins sociales, servant à entretenir la dotation immobilière, résultat du travail des générations qui a été largement amputée. Le dommage qui en est résulté est plus important que les ravages causés en Italie par les bombardements durant la guerre. En Italie, le patrimoine immobilier, surtout d'habitations, est d'un âge moyen très ancien et les frais d'entretien sont donc très élevés; cesser cet entretien accélère la dégradation. Cela devrait être compensé par une quantité de nouvelles constructions; mais sous le capitalisme ces constructions cessent totalement parce que les bas loyers empêchent la rémunération suffisante du capital investi, sans parler des conséquences générales de la crise économique de guerre.

Le stock de logements à disposition de la population italienne a donc non seulement diminué en chiffres absolus, alors qu'il devrait augmenter pour des raisons démographiques, de réduction de la surpopulation et de bonification, mais le rythme de cette diminution a été accéléré par la politique de blocage des loyers.

Le nombre des logements diminuant alors qu'augmente le nombre des habitants, cela signifie que la surpopulation qui était déjà une des pires d'Europe, s'est accrue surtout aux dépens des classes pauvres entassées dans des immeubles anciens et

La construction en Italie

malsains, qui paient moins cher leur logement, mais qui en consomment encore moins et qui parfois en manquent complètement.

Comme il s'est créé un fort déséquilibre entre les maisons à loyer bloqué et les maisons à loyer libre, il se passe que les rares constructions nouvelles peuvent se louer à n'importe quel prix: aux coûts actuels, le capital refuse toutes les constructions qui ne peuvent pas rapporter plus de 2 mille lires par pièce et par mois au minimum; puisqu'un revenu net de 20 mille lires annuelles ne rémunère qu'à 5% un capital de 400 mille lires, qui ne suffit pas à construire un appartement. En définitive toutes les lois spéciales vont bénéficier aux logements des classes riches, tandis qu'elles ne conviennent pas pour les pauvres. L'apparence selon laquelle le prolétariat dépenserait une partie moindre de son revenu pour la masse des logements qu'il occupait, laisse la place à la réalité où les travailleurs continuant à vivre dans des taudis, payent de mille façons, depuis les prix élevés jusqu'aux impôts, les logements construits pour les bourgeois.

En France, alors que de 1914 à 1948, tous les indices économiques ont été multipliés par deux cents, celui des loyers a été multiplié par sept! La classe ouvrière paie aujourd'hui pour son logement 4% de son salaire, et l'on se propose d'amener ce pourcentage à 12%, ce qui n'empêche pas que le capital immobilier ne rapporte qu'un cinquième du capital normal: en conséquence l'Etat doit payer les quatre cinquièmes des logements ouvriers. Aujourd'hui il se passe que le travailleur paye cher le logement des autres, plutôt que de payer à un prix moyen un logement construit «à ses propres frais»! Cette absurde inégalité économique est une des nombreuses absurdités du régime capitaliste; c'est un facteur supplémentaire dans le poids que l'anarchie économique fait peser sur les travailleurs, et non pas une preuve que, même dans un domaine très réduit, l'Etat moderne veuille, puisse et sache faire œuvre de «justice» et même tout simplement d'atténuation des différences sociales.

La législation italienne actuelle nous offre un autre chef-d'œuvre. Ne pourrait-on pas faire quelque part un *festival* annuel des lois des États du monde entier, comme on le fait à Venise pour les films? Nous faisons allusion aux lois Fanfani qui arrivent peut-être même à éclipser les décrets et les lois

Gullo-Segni sur la réforme agraire.

Ces lois Fanfani déclarent qu'elles n'ont pas pour but la reconstruction immobilière ni la solution générale du problème du logement en Italie, mais qu'elles veulent remédier au problème du chômage.

L'idée n'est pas méprisable puisque l'étendue du problème du logement ridiculise les chiffres des sommes allouées par les différentes lois Tupini, Aldison et autres, et qu'il est certain que chaque construction nouvelle emploie des travailleurs. Les libérateurs qui lâchaient des bombes du haut de leurs forteresses volantes pouvaient dire avec la même logique: nous contribuons à résoudre le problème du chômage ouvrier.

Examinons cependant tout cet attirail par rapport aux besoins de la construction. En Italie, avant même les dommages dus à la guerre, sans rénover les maisons trop vieilles et malsaines, sans pouvoir faire descendre la moyenne d'entassement en deçà de 1,4 personnes par pièce habitée, on calculait qu'en raison de l'augmentation du nombre d'habitants et de la dégradation naturelle des immeubles, il aurait fallu construire chaque année 400 mille pièces nouvelles. Aujourd'hui, avec un apport minimum pour remédier aux dommages de guerre et au retard des constructions, et toujours sans la prétention de faire cesser l'entassement et d'améliorer les logements, et donc pour un maigre bénéfice des classes mal logées, il faudrait arriver au moins à 6000 mille pièces d'habitation par an. Coût: au moins 250 milliards par an.

Il y a un gros problème qui n'est pas encore entré dans la tête des planificateurs centraux, de leurs observatoires et laboratoires de science économique et statistique: il ne faut pas seulement des habitations, mais des constructions en tout genre, parce que celles-ci aussi sont sujettes au vieillissement, aux dommages de guerre et aux retards dans la rénovation. A chaque pièce d'habitation s'ajoutent en moyenne au moins **deux autres** pour y travailler, pour des pratiques diverses, commercer et se divertir, et ce bien qu'ils aient ouvert les maisons closes.

Avant-guerre, l'économiste public avait déjà conclu que pour les habitations l'Etat devait intervenir à fond perdu à hauteur de vingt pour cent; aujourd'hui il conclut qu'il doit intervenir au moins à hauteur de 60%. Mais pour les autres pièces d'habitation, qui seraient donc au nombre de 1.200.000 par an, on supposait autre-

fois qu'ils seraient financés par des investissements privés en dehors des aides publiques: aujourd'hui il n'en est pas ainsi, exceptée pour une minorité de maisons, et donc dans les budgets publics il faudrait de nouvelles sommes importantes.

Restons-en aux logements. Face aux 250 milliards nécessaires pour «ne pas reculer» que prévoient toutes les lois spéciales? Sur le papier, peut-être la dixième partie.

La loi Fanfani prévoit un investissement de 15 milliards annuels de la part de l'Etat ainsi qu'une contribution sur le volume des salaires, contribution payée aux deux tiers par les patrons et pour un tiers par les travailleurs. Sans vouloir ennuyer le lecteur avec des calculs, le plan pourrait alors parfaitement être rempli s'il l'on avait 15 autres milliards et donc 30 milliards en tout. Cela ne suffit pas pour construire cent mille pièces par an, la septième partie du minimum nécessaire. Le problème dépasse les possibilités du régime actuel. En pratique, il reste ensuite à voir quelle partie des 30 milliards, qui en substance sont payés par la classe laborieuse, fût-ce au sens large, s'en ira finir non pas dans la construction de logements mais en profits somptueux d'entrepreneurs, d'intermédiaires en tout genre et de margoulines de la finance et du bâtiment.

Regardons maintenant les chiffres du point de vue du problème du chômage. Le capitalisme et ses agents des bonzeries syndicales ont déjà dit au chômeur sans-réserve: Tu as faim? Tu veux manger? Eh bien, **investis!**

Investis, crient bien en chœur l'E.C.A. (1) et le Cominform à l'Etat italien et à la classe ouvrière italienne. Quand le pauvre investit, le riche s'empiffre.

Fanfani, homme de génie, qui ne doit pas, croyons-nous, descendre de son homonyme du dictionnaire, et qui ne s'occupe pas du sens littéral, a une autre formule: tu as faim? Construis toi-même ta maison. La formule est si intelligente qu'elle conduit à une autre économie: la maison, nous la ferons sans cuisine.

Décrivons la société Fanfani, la Cité Obscure, où tout le monde est maçon. Un million d'habitants de *Fanfania* a besoin de 650 mille pièces d'habitation, suivant les indices italiens d'avant-guerre. Supposons qu'une maison dure 50 ans; c'est déjà un rythme moderne, dépassé seulement en Amérique et auquel aspire la France; nous, nous habitons dans des

maisons qui sont vieilles de plusieurs siècles. Mais au rythme d'une maison sur cinquante par an nous retrouvons bien le programme italien de 600 mille pièces à l'année contre les 29 millions environ de pièces qui hébergent 45 millions d'Italiens.

Le million de fanfaniens construit donc chaque année 13 mille pièces. Combien de travailleurs faut-il? Si une pièce coûte 340 mille liras et la moitié pour la main-d'œuvre, c'est-à-dire 170 mille liras, nous pouvons compter en moyenne 200 journées de travail et l'emploi au maximum d'un travailleur par an. Donc sur ce million de personnes, il n'en travaille que 13 mille. Les 987 000 autres ne travaillent pas mais restent chez eux. Quant à manger, ils ne mangent pas et d'ailleurs personne ne mange en *Fanfania*.

Nous en concluons que les chantiers Fanfani, à plein rythme, c'est-à-dire après le premier cycle septennal, emploieront cent mille travailleurs pour construire cent mille pièces par an. Dans sa défense contre les dédommagements américains, Pella a révélé que la seule augmentation démographique jetait sur le marché chaque année 200 mille nouveaux travailleurs. Le plan Fanfani par conséquent ne résout donc ni la question du logement, ni la question du chômage.

Et le plus beau est que, alors qu'on se vante qu'en fin de compte il y aura des logements effectivement occupés par des ouvriers, le calcul conduit à un loyer si élevé qu'avec les salaires ac-

tuels aucun ouvrier ne pourra le payer.

Quant à ce qui est de ce sommet de l'ouvrier propriétaire de sa maison, mis à part le labyrinthe des dispositions pour réserver, assigner, répartir, hériter, changer si l'on change de travail et de lieu de résidence, etc., il apparaît que l'ouvrier devenu propriétaire devra payer une somme énorme pendant 25 ans. Elle correspond au coût de construction, majoré des dépenses générales de la gestion de l'*Entreprise des logements Fanfani*, diminué de l'équivalent de la contribution étatique de 1% par an, sous forme de mensualités, sans compter les taxes, les contributions et les dépenses de copropriétés. Provisoirement on a annoncé une mensualité de 1.100 liras, mais le calcul que nous omettons par souci de brièveté, conduit à la prévision irréfutable d'au moins 1.500 liras par mois et par pièce, ce qui ferait donc pour une maison ouvrière très modeste, 5 ou 6 mille liras. D'après nos calculs, le travailleur (à l'exception des catégories privilégiées et spécialisées) avec un salaire net de moins de mille liras par jour, même avec le taux français de 12%, ne devrait ni ne pourrait pas dépenser mensuellement plus de trois mille liras pour son logement.

Il s'ensuivra donc que, puisque les maisons disponibles seront toujours en nombre insuffisant et que les ouvriers contribuables seront toujours en grand nombre, l'ouvrier priera le matin: Dieu de De Gasperi, fais moi gagner au loto, mais surtout pas aux

tirage au sort des maisons Fanfani.

Si, comme pour le blocage, on tient compte que les dépenses étatiques sont à la charge de la classe active et non des riches, on voit que si ce plan entrainé en vigueur, le travailleur obtiendrait peut-être sa maison, mais il l'aurait payée au moins le double de sa valeur de marché, en renoncements, sacrifices et diminutions de son salaire réel.

Voilà quels sont les miracles de l'intervention de l'État dans l'économie, identiques dans les formules musolinienne, hitlérienne, rooseveltienne du passé comme dans les formules labouriste ou «soviétique» d'aujourd'hui.

La planification économique est une chimère, une fanfanie universelle, non seulement tant que l'État est entre les mains de la classe capitaliste, mais tant qu'il y a dans le monde des États capitalistes puissants. Quel que soit l'endroit où elle est tentée, quel que soit celui qui tente de la réaliser, cette planification économique ne peut pas apporter satisfaction et bien-être à l'humanité; elle ne pourrait que renforcer le privilège, l'exploitation et le pillage, la «peine du travail» auquel sont soumis les populations.

(1) L'E. C. A. (Ente Comunale Assistenza) gère repas, dortoirs et de façon générale l'assistance aux pauvres.

Thèses relatives aux chapitres I - VI

1. Les révolutions de classe.

Dans les révolutions sociales une classe prend le pouvoir à celle qui le détenait auparavant lorsque le heurt entre les vieux rapports de propriété et les nouvelles forces productives pousse à la destruction des premiers.

2. La révolution bourgeoise.

Lorsque les découvertes techniques eurent imposées la production à grande échelle et l'industrie mécanique, la révolution bourgeoise abolit les privilèges des propriétaires féodaux sur le travail personnel des serfs ainsi que les liens corporatifs régissant le travail manuel; elle expropria

dans une grande mesure les artisans et les petits paysans, les dépouillant de la possession de leurs lieux et de leurs outils de travail et des produits de leur métier, et les transforma, comme les serfs de la glèbe, en prolétaires salariés.

3. La révolution prolétarienne.

La classe des ouvriers salariés lutte contre la bourgeoisie pour abolir en même temps que la propriété privée de la terre et des installations productives, celle des produits de l'agriculture et de l'industrie, en supprimant les formes de la production par entreprise et de la distribution mercantile et

monétaire.

4. La propriété de la terre agricole.

A la place de la gestion communale de la terre agricole et de sa répartition en circonscriptions féodales, la révolution bourgeoise a institué le libre commerce de la terre en faisant de celle-ci une propriété bourgeoise pouvant être acquise non pas par naissance mais au moyen d'argent de la même façon que les propriétés industrielles et commerciales.

Note. Le prétendu féodalisme du *Mezzogiorno*.

Le système bourgeois dans le domaine agraire est complètement en vigueur dans le Mezzogiorno comme dans toute l'Italie. La prétendue exigence d'une lutte contre les privilèges seigneuriaux et féodaux constitue une déviation totale de la lutte prolétarienne de classe contre le régime et l'État bourgeois de Rome.

5. Le droit immobilier bourgeois.

Après l'abolition des liens féodaux, le mécanisme juridique que la classe capitaliste a appliqué à l'acquisition et à la possession de la terre a été emprunté au droit romain. Il régit avec les mêmes normes formelles la petite propriété paysanne et la grande possession foncière bourgeoise.

Note. La réforme agraire en Italie.

Les problèmes de l'agriculture italienne ne peuvent pas être résolus par des réformes juridiques de la répartition des titres de propriété, mais seulement par la lutte révolutionnaire pour

abattre le pouvoir national de la bourgeoisie, pour éliminer la domination du capital sur l'agriculture et la parcelarisation de la terre, forme extrêmement misérable de l'exploitation de ceux qui y travaillent.

6. La propriété urbaine.

La propriété des terrains et des constructions urbaines obéit sous le régime capitaliste à un mécanisme de marché et de propriété privée.

La concentration des non possédants sur des espaces restreints est une condition de l'accumulation capitaliste; le manque d'habitations, l'entassement excessif dans ces habitations et leur prix élevé sont des caractéristiques de l'époque bourgeoise.

Ni l'accession du locataire individuel à la propriété de son logement, ni la suppression ou le blocage des loyers, ni même la transformation en domaine d'État des terrains et des bâtiments, ne constituent un programme répondant aux intérêts des travailleurs.

La révolution prolétarienne aura comme conséquence immédiate la redistribution de l'usage des logements, et comme objectif ultérieur la décongestion des grands centres par un changement radical des rapports entre la ville et la campagne.

Note. Le problème de la construction en Italie.

La politique de blocage des loyers et les plans pour remédier au chômage par la construction de logements, sont des mesures réformistes destinées à avorter, des manœuvres démagogiques d'une bourgeoisie battue et vassale comme l'est la bourgeoisie italienne. Elles confirment la sujétion de l'administration publique au capitalisme et à ces exigences spéculatrices, et l'absurdité de tenter de mettre en oeuvre des planifications rationnelles dans le cadre d'économies mercantiles fondées sur le profit d'entreprise.



REPRINT DE «COMMUNISME ET FASCISME»

«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»

«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»

«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante, il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions jusqu'ici tentées par leur Parti ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, ils sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la Révolution et devant l'Internationale» (Extraits du texte)

Texte du Parti Communiste International
n° 1 - Nouvelle édition - 8 €

Notes de lecture

DAVID RIAZANOV

La publication récente de plusieurs ouvrages nous donne l'occasion de dire quelques mots au sujet de ce révolutionnaire russe, éminent connaisseur et publiciste de Marx et Engels, qui comme pratiquement tous les marxistes russes de sa génération fut victime de la contre-révolution stalinienne.

David Riazanov: Marx et Engels

(Les Bons Caractères, Pantin 4e trimestre 2004) 253 p., 11 euros.

La maison d'éditions «Les Bons Caractères» (liée à Lutte Ouvrière) a eu la bonne idée de rééditer cet ouvrage autrefois publié par Anthropos (ce qui n'est pas signalé) mais devenu depuis longtemps introuvable. Une introduction reprend (sans le signaler davantage) les indications biographiques données dans l'ouvrage publié par Francis Boutle Publishers dont nous parlons plus loin.

C'est le recueil d'une série de conférences données à Moscou en 1922 à destination d'un public de militants essentiellement prolétariens. Riazanov, fort de sa parfaite connaissance des origines du mouvement ouvrier et de son militantisme révolutionnaire, y décrit, de manière rapide et vivante mais sans aucun avilissement, la vie et l'oeuvre de Marx et d'Engels.

Mais c'est davantage qu'un ouvrage de vulgarisation. Riazanov adresse par exemple quelques critiques justifiées à l'ouvrage de Franz Mehring «Karl Marx, histoire de sa vie», la première et grande biographie de Marx (publiée en français par les Editions Sociales en 1983). Mehring était l'un des militants les plus en vue de la «gauche radicale» du parti social-démocrate allemand, aux côtés de Rosa Luxemburg (qui rédigea d'ailleurs la partie de l'ouvrage consacrée aux volumes II et III du Capital) dont il partagea les combats pendant la guerre et jusqu'à la Ligue Spartacus, même si l'âge et la maladie l'empêchèrent de jouer un rôle dans cette dernière. Ses positions politiques anti-collabora-

tionnistes lui valaient la haine méritées du courant *révisionniste* dans le parti (au Congrès de Dresde en 1903 où il était le représentant le plus brillant des opposants au réformisme, les révisionnistes l'attaquèrent basement, sur la base de ses articles de jeunesse antisocialistes, en l'accusant de pratiquer du *terrorisme* intellectuel contre eux).

En dépit de cela, Mehring était resté victime des préjugés lassaliens régnant dans la Social-Démocratie et dans sa biographie il fait la part belle à Lassalle; de même il ne saisit pas l'importance politique réelle de l'affrontement entre Marx et Bakounine qu'il réhabilite en quelque sorte. En 1913 quand s'annonçait la publication de cette biographie, Kautsky, le directeur de la revue théorique du parti, sans doute heureux de confondre un de ses adversaires de gauche, accusa Mehring de s'opposer au marxisme et il publia un long article de Riazanov contre lui. Nous ignorons la teneur de cet article; dans sa préface de 1918, Mehring, qui était soutenu par Luxemburg, qualifie ces attaques comme étant un «*flot d'accusations aussi grossières qu'ineptes*» - Riazanov - et de «*terrorisme intellectuel*» de la part de deux «*grands prêtres du marxisme*», «*d'austères chercheurs qui après avoir médité pendant trente ou quarante ans sur la moindre virgule chez Marx, ont été incapables d'agir comme lui à un moment historique donné (...) et au lieu de ça ont brutalement changé de cap comme des girouettes*

emportées par le vent» - Kautsky.

Quoi qu'il en soit, Riazanov rectifie avec raison les appréciations de Mehring. Il rappelle que si le mérite incontestable de Lassalle fut d'avoir été le premier organisateur du parti ouvrier allemand, son agitation souffrit de défauts fondamentaux qui étaient la source de l'opposition de Marx. Le premier de ces «défauts» était sa croyance que le suffrage universel suffirait pour donner le pouvoir aux ouvriers; le deuxième, sa croyance que les «associations de production» étaient le moyen de s'emparer peu à peu des moyens sociaux de production, sans qu'il y ait besoin au préalable de prendre le pouvoir; le troisième était son incompréhension de la question syndicale: il jugeait que les «associations de production» rendait les syndicats inutiles (nous ajouterions que c'était la question du parti qu'il ne comprenait pas), etc. Sa foi naïve en la neutralité de l'Etat fait qu'il n'hésita pas à entrer en pourparlers secrets avec le Chancelier Bismarck pour obtenir des réformes en contrepartie d'un soutien au gouvernement (même si le gouvernement devait prendre la forme d'une dictature militaire!).

Bref, on voit que Lassalle pourrait à bon droit être reconnu comme le précurseur de toutes les déviations futures connues par le mouvement prolétarien...

Avent de clore ces brèves notes, il nous faut également souligner la belle prise de position de Riazanov contre la tendance à glorifier les grands dirigeants prolétariens qui allait bientôt faire des ravages, travers dans lequel était tombé selon lui Klara Zetkine dans

un livre sur Lénine. Il indique que lorsque les dirigeants socialistes allemands écrivirent à Engels pour lui faire part de leur intention d'édifier un monument à la mémoire de Marx, celui-ci répondit que les filles de ce dernier s'y opposaient catégoriquement. Engels lui-même avait demandé dans son testament à être incinéré et que ses cendres soient jetées à la mer. «Après sa mort, écrit Riazanov, on se demanda s'il convenait ou non d'exécuter ses dernières volontés, car quelques camarades allemands étaient de l'avis de ceux qui maintenant veulent transformer la Place Rouge de Moscou en un cimetière, avec des monuments funéraires par-dessus le marché». Si les volontés d'Engels furent respectées par les dirigeants allemands, on sait que c'est exactement ce qui arriva à propos de Lénine moins de deux ans après.

En conclusion, nous ne pouvons que conseiller la lecture de cet ouvrage, en complément de celui de Mehring, ou de celui de... Jacques Attali - «Karl Marx, ou l'esprit du monde», ouvrage qui d'ailleurs, indépendamment de son orientation évidemment démocratique et anti-léniniste, n'est pas si mauvais si on considère quel est celui qui l'a signé: Attali a sans aucun doute fait travailler un «nègre» qui s'y connaît en histoire de Marx et du mouvement ouvrier...

* * *

Les Editions «Les Bons Caractères» ont republié d'autres textes: outre le «Lénine» de Trotsky, de vieux textes de Kautsky et de Lafargue. Les choix éditoriaux dans la republication de ces derniers correspondent à la ligne politique de Lutte Ouvrière: tant les brochures de Lafargue - «Le socialisme et les intellectuels» et surtout «Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics» - que «Le programme socialiste» de Kautsky relèvent d'une perspective social-démocrate de gauche et pas du tout communiste révolutionnaire. Dans son «Programme...», Kautsky insère bien un chapitre «révolution» (il est bien obligé d'en parler, à contrecœur!) mais c'est pour écrire que personne ne peut «dire exactement quand et de quelle façon elle aura lieu»: inutile d'y trouver ne serait-ce que de minces allusions à la dictature du prolétariat ou à la nécessité de détruire l'Etat bourgeois!

De même dans la brochure de Lafargue, écrite contre la participation

d'un socialiste à un gouvernement bourgeois, on lit bien que «*le parlementarisme est la forme gouvernementale que revêt la dictature sociale de la classe capitaliste*», que le parti socialiste a «*pour mission d'abolir le parlementarisme*», qu'il doit rester «*un parti d'opposition irréductible*»; mais on y trouve en même temps les plus grandes illusions sur les bienfaits de la lutte parlementaire. Lafargue se félicite que les républicains bourgeois aient «*fait appel aux socialistes pour sauver la République compromise par leurs fautes politiques*» (contre la menace du général Boulanger et des réactionnaires anti-dreyfusards) et il vante l'appui du groupe

parlementaire socialiste au gouvernement radical (ce qui était le fruit de l'alliance tissée avec les républicains bourgeois lors de l'Affaire Dreyfus): «*le groupe socialiste a démontré, pendant, la législature de 1893, qu'il n'avait pas besoin d'avoir un de ses membres dans le ministère pour diriger la politique du gouvernement*!» En définitive ce que Lafargue préconise dans sa brochure, c'est un soutien de l'extérieur aux gouvernements bourgeois réformistes afin que le parti socialiste ne perde pas sa crédibilité aux yeux des masses: exactement la politique que suivra quarante ans plus tard le PCF vis-à-vis du gouvernement de Front Populaire...

Robert Camoin: David Riazanov, marxiste et communiste

(Hors commerce, février 2005) 157 p. Disponible chez l'auteur: Monteipdon, 63440 SAINT-PARDOUX.

Robert Camoin (qui publie la revue «Présence Marxiste») vient de sortir une biographie de Riazanov basée sur les sources disponibles en français. Il s'agit d'une véritable gageure, tant ces sources sont rares - y compris dans d'autres langues (1); par exemple le site internet *Marxist.org* qui fait de plus en plus office de référence ne donne que les quelques pages que Souvarine lui consacrait en 1931, ainsi qu'à l'Institut Marx-Engels, après la nouvelle de son arrestation et de sa déportation. Le résultat doit donc être jugé à l'aune de cette difficulté; on y trouve de nombreux détails ignorés de la carrière politique de ce grand révolutionnaire russe.

L'auteur a donné à sa brochure un titre quelque peu équivoque: «D. Riazanov, marxiste et communiste». C'est sans doute une allusion à une phrase de Riazanov qu'il met en exergue: «*Je ne suis pas bolchevik, ni menchevik, ni léniniste, je suis seulement marxiste, et par conséquent communiste*» (souligné par nous); cette phrase est tiré d'un discours prononcé en 1924 lorsque l'Académie Socialiste dont il avait été un des fondateurs et dirigeants prit le nom de communiste et qui fut publié dans le Bulletin de celle-ci. Mais, à l'inverse de ce que disait Riazanov, le titre de Camoin a le gros inconvénient de laisser supposer qu'on puisse être marxiste sans être communiste...

L'auteur avertit le lecteur des limites de sa brochure, dues pour l'essentiel à la rareté des sources et donc au caractère fragmentaire des informa-

tions qu'il a recueillies; il s'agit d'une introduction à une véritable biographie, nous dit-il.

Malheureusement il y a des faiblesses qui tiennent à la méthode utilisée. Le texte est d'abord alourdi de détails biographiques de personnages divers et autres qui sont autant de digressions par rapport au sujet. Plus gênant, la masse de faits compilée l'auteur (et qui ne comportent pratiquement pas d'indications des sources) ne sont pas toujours resituées dans leur contexte, ce qui fait pourtant l'intérêt d'une biographie.

Prenons un exemple. En passant, Camoin affirme que c'est Riazanov qui a été à l'origine d'une cabale fameuse contre Trotsky en 1918: il accusa le chef de l'Armée rouge d'avoir fait fusiller 27 militaires, dont le commissaire politique Panteleiev, qui s'étaient enfuis lors de combats contre les Blancs dans la région de Kazan. Cette «affaire Panteleiev», montée en épingle par des éléments de ce qu'on appela «l'opposition militaire» (et plus particulièrement par le groupe dit de Tsaritsyne - la future Stalingrad - où Staline était à l'époque commissaire politique), pour battre en brèche les «spécialistes militaires» nommés par Trotsky, sera utilisée de façon récurrente contre ce dernier lors de chacune des luttes politiques ultérieures dans le parti. Il aurait été intéressant qu'on nous en dise un peu plus sur le rôle de Riazanov dans cette histoire.

Il faut aussi regretter le caractère, disons, unilatéral, de l'analyse de quelques textes dont nous parlerons plus

bas: «Karl Marx et l'origine de l'hégémonie de la Russie en Europe» (1908), et «Communisme et mariage» (1926). De façon générale, l'auteur a une fâcheuse tendance à dériver vers l'hagiographie (quitte à contredire de façon péremptoire les auteurs qui contreviennent à sa reconstruction, sans pour autant apporter d'éléments en appui à ses affirmations). Il donne ainsi une image de Riazanov - qu'il surnomme le «Juvénal russe» du nom d'un poète romain moraliste, exilé pour ses satires de la décadence des mœurs, y compris chez l'empereur - qui paraît plutôt enjolivée.

* * *

La vie de Riazanov correspond à celle d'un révolutionnaire russe de sa génération: militantisme sous les conditions difficiles du tsarisme, arrestations et déportations, exil en occident. Lénine écrit dans «La Maladie Infantile» que «pendant près d'un demi-siècle, de 1840 à 1890, en Russie, la pensée d'avant-garde, soumise au joug d'un tsarisme sauvage et réactionnaire sans nom, chercha avidement une théorie juste, en suivant avec un zèle et un soin étonnants chaque "dernier mot" de l'Europe et de l'Amérique en la matière. En vérité, le marxisme, seule théorie révolutionnaire juste, la Russie l'a payé d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices inouïs, d'héroïsme révolutionnaire sans exemple, d'énergie incroyable, d'abnégation dans la recherche et l'étude, d'expériences pratiques, de déceptions, de vérification, de confrontation avec l'expérience de l'Europe. Du fait de l'émigration imposée par le tsarisme, la Russie révolutionnaire s'est trouvée être dans la seconde moitié du XIXe siècle infiniment plus riche en relations internationales, infiniment mieux renseignée qu'aucun autre pays sur les formes et théories du mouvement révolutionnaire du monde entier». Au début du siècle, pendant la période préparatoire à la montée révolutionnaire «la presse de l'émigration pose théoriquement toutes les questions essentielles de la révolution.(...) Toutes les questions pour les quelles les masses ont combattu les armes à la main en 1905-1907 et en 1917-1920, on peut (et l'on doit) les retrouver sous forme embryonnaire, dans la presse de l'époque. Et entre ces trois tendances principales il existe, bien entendu, une infinité de formations intermédiaires, transitoi-

res, bâtarde. Plus exactement: c'est dans la lutte des organes de presse, des partis, des fractions, des groupes, que se cristallisent les tendances idéologiques et politiques qui sont réellement des tendances de classe; les classes se forgent l'arme idéologique et politique dont elles ont besoin pour les combats à venir».

Où se trouvait Riazanov dans ces dures luttes fractionnelles? Certainement pas dans le camp bolchevik. La phrase prononcée en 1924 montre déjà qu'il voulait se situer «au dessus» des fractions: c'est en fait dans le camp menchevik qu'il se trouva d'abord. Lors du Congrès historique de 1903 qui vit la fracture entre bolcheviks et mencheviks, le petit groupe qu'il avait fondé («Borba», «La Lutte») fut cause d'un incident où Lénine voit le début des affrontements qui allaient suivre. Le Comité d'Organisation du Congrès avait refusé d'admettre ce groupe pour manque de représentativité (seules 4 personnes, toutes dans l'émigration, en faisaient partie); mais Riazanov ayant fait appel de cette décision, il fut défendu par les futurs mencheviks et on lui accorda, personnellement, un mandat consultatif, à la grande fureur de Lénine et Plekhanov. Les raisons de l'incident résident dans le fait que Riazanov et ses amis avaient rompu avec l'«Iskra» - le journal du parti - qui, dirigé par Lénine et Plekhanov, avait alors une ligne révolutionnaire intransigeante. Dans son intervention sur la question de l'admission du groupe «Borba», Trotsky déclara:

«Tous ceux qui sont intervenus en faveur de "Borba" ont fait la réserve que, personnellement, ils ne partagent pas les vues de ce groupe, et même qu'ils les jugent sans intérêt. Bref, chaque orateur a affirmé que ces vues pourraient présenter un intérêt pour quelqu'un d'autre, mais pas pour lui. Cependant le camarade Martynov a avancé un argument concret en faveur de l'admission du groupe "Borba". Ce groupe est si faible, a-t-il dit que son admission ne causerait aucun risque de scission. Par conséquent une invitation au Congrès serait une sorte de certificat de faiblesse. Ce point de vue est inacceptable, bien sûr, même si la faiblesse de "Borba" est hors de question. Ce groupe est si faible à la fois pratiquement et du point de vue moral et politique. En pratique parce qu'il n'a trouvé aucun comité qui lui donne un mandat. Du point de vue moral et politique, parce qu'il n'a jamais eu de position de

principe, mais s'est toujours déterminé par la conjoncture du moment présent. Au moment de la lutte de l'«Iskra» contre l'économisme, le groupe «Borba» adopta une attitude conciliatrice. Il leur semblait que l'«Iskra» exagérait les divergences. Quand le courant social-démocrate révolutionnaire prit le dessus, le groupe «Borba» effectua un demi-tour complet et, dans le livre de Riazanov, il accusa l'«Iskra» d'économisme. Un des représentants de la Social-démocratie révolutionnaire devint même un économiste typique [il s'agit de Lénine - NdLR], quoique très talentueux. C'est dans cette attitude de girouette que se trouve la racine de la faiblesse morale et politique de "Borba". Mais on ne doit pas recevoir de certificat pour une telle faiblesse. Elle demande plutôt une punition. Cette punition doit prendre la forme du refus de l'admission au Congrès. Une telle sentence servira non seulement de condamnation morale de "Borba", mais aussi d'avertissement pour tout autre groupe qui voudrait, dans des intérêts de carrière politique, imposer sa physionomie de groupe à travers les fissures idéologiques qui peuvent apparaître, en exploitant la situation tragique de notre parti» (2).

On comprend pourquoi Riazanov baptisa alors Trotsky «la massue de Lénine»! La suite du Congrès verra l'éclatement du bloc des partisans de Lénine: Trotsky se retrouva dans le camp des mencheviks («minoritaires») que Plekhanov, le père du marxisme russe, rejoignit au bout de quelques mois.

Pendant la révolution de 1905, Riazanov fut l'un des fondateurs du syndicat des cheminots et aussi député de la Douma; lors du reflux de la révolution, il est arrêté et déporté. Il s'évade et émigre en Autriche puis en Allemagne. Au moment de l'éclatement de la guerre mondiale, il ne suivit pas les chauvins comme Plekhanov arrivé au terme de sa dégénérescence politique, mais prit une position similaire à celle de Trotsky: contre la guerre, «pour une paix sans annexions», position durement critiquée par Lénine qui mettait en avant le **défaitisme révolutionnaire**.

Rentré en Russie après l'éclatement de la révolution de février, Riazanov, engagé dans le travail syndical et membre du groupe dit «interquartiers» (Miejrayon) dirigé par Trotsky, adhéra avec ce groupe en juillet 1917 au parti bolchevik où il occupa aussitôt des

responsabilités importantes. Il fit partie de ceux qui, au contraire de Trotsky et de Lénine, refusèrent de boycotter les élections au «pré-parlement»; élu, il y devint le leader de la fraction bolchevique. Partisan de Zinoviev et Kamenev quand ceux-ci s'opposèrent à l'insurrection, il fut hostile après la prise du pouvoir à la dissolution de l'Assemblée constituante (mesure que tous les démocrates n'ont jamais pardonnée aux bolcheviks) et il se prononçait pour un «gouvernement unitaire des partis socialistes». Par la suite il manifesta encore à plusieurs reprises des désaccords importants avec l'orientation de Lénine. Il faut citer en particulier son opposition à la paix de Brest-Litovsk; il démissionna du parti en mars 1918 en signe de protestation, et il n'y revint qu'en novembre, après l'éclatement de la révolution allemande.

On peut aussi relever ses interventions intempestives sur la question syndicale en 1920 et 1921 qui lui valurent d'être relevé de ses fonctions dans ce domaine; ou sa surenchère sur l'interdiction des fractions au Xe Congrès du parti. Au point que Lénine l'aurait un jour comparé à un «ulcère» avec lequel le parti était condamné à vivre!

Trotsky écrira en 1930, à la nouvelle de son arrestation: «*En la personne de Riazanov, nous avons un homme qui pendant plus de 40 ans a participé au mouvement révolutionnaire; et chaque étape de son activité est, d'une façon ou d'une autre, entrée dans l'histoire du parti du prolétariat. Riazanov a eu de sérieuses divergences avec le parti à diverses époques, y compris du temps de Lénine, ou plutôt **précisément** du temps de Lénine, quand Riazanov prenait activement part à l'élaboration de la politique au jour le jour. Dans l'un de ses discours, Lénine a ouvertement parlé du côté **fort** de Riazanov et de son côté **faible**. Lénine ne voyait pas en Riazanov quelqu'un de politique. Quant à son côté fort, Lénine avait à l'esprit son idéalisme, son profond dévouement à la doctrine de Marx, son érudition exceptionnelle, son honnêteté dans les questions de principe, son intransigeance dans la défense de Marx et Engels. C'est précisément pour cela que le parti plaça Riazanov à la tête de l'Institut Marx-Engels qu'il avait lui-même créé*» (3).

Si Riazanov fut un membre actif du Comité Exécutif Central des Soviets jusqu'en 1928, après la disparition de Lénine, il n'intervint pratiquement plus

dans la vie du parti. Il ne soutint pas l'opposition de gauche en 23, ni l'opposition unifiée en 26 (4). Il consacra l'essentiel de son activité à ce qui reste sa contribution majeure au mouvement prolétarien: non pas son action politique proprement dite, mais son travail d'exhumation et de publication des textes de Marx et Engels laissés de côté ou cachés par les réformistes.

Dès l'époque de son séjour dans l'immigration en Allemagne, Riazanov avait commencé à travailler sur les archives de Marx et d'Engels grâce aux contacts qu'il avait pu nouer avec les dirigeants sociaux-démocrates (de Kautsky, Bebel, etc., à Lafargue). Les autorités de la Social-Démocratie allemande lui confièrent même la tâche de continuer la publication des oeuvres de Marx-Engels à la suite de Mehring, mais seuls 2 tomes purent paraître avant la guerre. Dans le cadre d'un travail sur l'histoire de la Première Internationale, il avait obtenu que Bebel (le chef du parti allemand) contraigne Bernstein (l'exécuteur testamentaire d'Engels) à lui prêter les lettres de Marx et Engels relatifs à cette période (il en fera en cachette une reproduction photostatique); en effet la version publiée de cette correspondance avait été censurée par «*les deux saintes-nitouches*» (Bernstein et Mehring) qui l'avait préparée, au point, selon lui, de la faire ressembler «*à des épîtres de bonne soeur*»; «*si les éditeurs de la correspondance ont tout fait pour sauver le prestige du vieux Liebknecht [l'un des fondateurs et dirigeants du parti allemand, régulièrement traité d'âne par Marx et Engels - NdIR] ou de Lassalle, en reformulant les expressions un peu fortes, ils n'ont eu aucun ménagement pour la vie privée de Marx*».

Le parti bolchevik confiera à Riazanov, qui avait déjà fondé un centre d'archives marxistes, le soin d'organiser la recherche et la publication des textes inédits de Marx et d'Engels: de là naîtra l'Institut Marx-Engels qui joua sous sa direction un rôle irremplaçable dans la connaissance de textes marxistes ignorés car dissimulés pendant des décennies par les pontifes de la social-démocratie. C'est Riazanov lui-même, grâce à son irrésistible obstination, et en faisant jouer ses liens d'avant guerre avec les responsables socialistes, qui put découvrir des manuscrits que l'on croyait perdus ou qui étaient tout simplement inconnus. Il a raconté comment entre autres, morceau par morceau, il avait pu arracher à Bernstein le

manuscrit de l'«*Idéologie allemande*» que ce dernier prétendait ne pas avoir (5). Il découvrit et récupéra aussi une masse énorme de manuscrits économiques de Marx préparatoires à la rédaction du «*Capital*» (les «*Grundrisse*», notamment) ou le manuscrit de «*Dialectique de la nature*» d'Engels.

On lui doit aussi la publication d'un document politique fondamental: la version complète de l'Introduction d'Engels aux «*Luttes de classes en France*» de Marx. Cette introduction est le dernier texte publié par Engels avant sa mort, et il fut longtemps considéré comme son testament politique par la social-démocratie parce qu'il paraissait abandonner toute perspective de prise du pouvoir par la violence. Or Riazanov établit que ce texte d'Engels, qui avait déjà été par lui grandement atténué à la demande des dirigeants socialistes allemands en raison d'un risque de promulgation de nouvelles lois antisocialistes, avait été complètement trafiqué par les mêmes pour en faire une défense de la légalité à la grande fureur d'Engels. Jusqu'à ce que Riazanov publie en 1926 la version complète, les réformistes, Bernstein qui détenait le manuscrit complet en tête, ne cessaient pas de vanter le soi-disant changement d'orientation d'Engels, présentant celui-ci comme le premier à avoir *révisé* les positions de Marx! Il était politiquement de première importance de faire tomber cette caution que semblait donner Engels lui-même au reniement de la révolution par le réformisme et qui faisait dire à Rosa Luxemburg, parlant de ce texte au congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne: «*Je ne veux pas dire qu'Engels à cause de cet écrit s'est rendu complice de tout le cours de l'évolution ultérieure en Allemagne, je dis simplement: c'est là un document rédigé de manière classique pour la conception qui était vivante dans la social-démocratie allemande ou plutôt qui l'a tué*». Le texte non censuré publié par Riazanov démontre qu'Engels en réalité n'avait en rien abandonné la perspective révolutionnaire et insurrectionnelle.

Par exemple, à propos des barricades, Engels écrivait que les conditions de leur succès dans la révolution antérieures avaient disparu. Mais dans le passage suivant supprimé par les dirigeants sociaux-démocrates il disait: «*Cela signifie-t-il qu'à l'avenir le combat de rue ne jouera plus aucun rôle? Pas du tout. (...) A l'avenir (...) l'entreprendra-t-on plus rarement au début*

d'une grande révolution qu'au cours du développement de celle-ci, et il faudra le soutenir avec des forces plus grandes. Mais alors celles-ci, comme dans toute la grande révolution française, le 4 septembre et le 31 octobre 1870 à Paris, préféreront sans doute l'attaque ouverte à la tactique passive de la barricade. Riazanov s'exclame qu'il s'agit d'une «véritable prophétie de l'expérience de la révolution d'Octobre!» (6).

Riazanov publia et rédigea les préfaces et les notes de nombreux textes de Marx et Engels, dans le cadre de la première édition complète de leurs oeuvres qui était projetée; il dirigea aussi la publication des oeuvres complètes de Plekhanov ainsi que les oeuvres d'autres théoriciens marxistes comme Kautsky ou Lafargue, des matérialistes, etc. Il continuait à se rendre en Europe pour organiser le travail de recherche ou de reproduction de textes. Outre les employés qui travaillaient à Moscou (7), l'Institut avait des correspondants à l'étranger chargés de faire l'inventaire des bibliothèques et collections existantes, d'acheter les textes qui se trouvaient à vendre, etc.

Le régime ne semblait pas lui mégo-ter les honneurs: en 1929 il fut élu à l'Académie des sciences (8); en mars 1930 pour ses soixante ans, la Pravda et les Izvestia lui consacèrent des articles dithyrambiques, il fut décoré de l'ordre du Drapeau Rouge du Travail et un livre fut publié en l'honneur du «meilleur des marxologues» (c'est Riazanov qui avait créé ce néologisme), composé d'articles d'hommages des organes dirigeants du parti, de l'Etat, de l'Internationale et de diverses personnalités.

Un an plus tard, en février 31, il était mis en cause dans le premier des procès de Moscou (le procès dit des mencheviks) par l'un des accusés (qui avait travaillé à l'Institut pour avoir prétendument caché des documents mencheviks. Cette mince accusation suffit pour qu'il soit arrêté, exclu du parti pour «conspiration» et déporté à Saratov, tandis que les mêmes journaux qui l'avaient encensé quelques mois auparavant l'accusaient d'être un «falsificateur» et un «agent du menchévisme contre-révolutionnaire»...

En juillet 1937, il était arrêté à nouveau à Saratov où il vivait comme professeur, tous ses papiers et livres brûlés. Au bout de 6 mois de captivité, il fut jugé à huis clos par un tribunal militaire en janvier 1938; à la suite d'un «procès» d'un quart d'heure, il fut condam-

né à mort pour «organisation terroriste trotskyste» et fusillé immédiatement dans le plus grand secret (sa femme ne sera pas informée de son exécution). Une partie des dirigeants du PC de Saratov furent eux aussi liquidés dans la même fournée. Entre temps son équipe à l'Institut avait été dispersée, le travail qu'elle menait «réorganisé»; la publication des Oeuvres de Marx et Engels s'était interrompue au onzième volume (sur la quarantaine prévue), etc. L'Académie communiste, destinée à former les futurs cadres de l'Etat, fut dissoute en 1936 dans l'Académie des Sciences. Rapidement le nom même de Riazanov, comme celui de toutes les victimes de la répression stalinienne, disparut des publications officielles.

Quelle est la raison de cette répression apparemment aussi ignoble qu'absurde? Camoin a le tort de reprendre l'explication banale: la rancune de l'orgueilleux dictateur Staline qui n'aurait pas digéré que Riazanov n'affiche pas sa photo au dessus de son bureau!

En fait il ne s'agissait pas d'une question personnelle, mais d'un drame d'une bien plus grande portée. La victoire de la contre-révolution en Russie ne pouvait tolérer l'existence d'une institution occupée à diffuser des textes vraiment marxistes, alors qu'il lui fallait trafiquer ceux-ci pour se justifier! La falsification stalinienne du marxisme passait inévitablement par la liquidation de tous ceux dont l'activité était justement de présenter le marxisme authentique en le dégageant de toutes les falsifications.

«Ces dernières années, écrivait Trotsky dans l'article dont nous avons déjà cité un extrait, *ils s'étaient retirés de la vie politique active. En un certain sens, il partageait le sort de nombre de membres anciens du parti qui, le coeur au désespoir, s'étaient retirés de la vie interne du parti pour s'enfermer dans un travail économique et culturel. Ce n'est que cette résignation qui avait permis à Riazanov de prémunir l'Institut des dévastations de toute la période d'après Lénine.*

Mais cette «résignation» ou cette «prudence» («trop de prudence») qu'évoque Trotsky, ne pouvaient que très momentanément protéger Riazanov, l'Institut et le marxisme. En 1929 ce dernier se serait exclamé: «ils n'ont pas besoin de marxistes au Bureau Politique!».

En réalité, ils n'en avaient besoin ni au Bureau Politique, ni ailleurs: la seule place que réservait la contre-révolution aux marxistes se trouvait dans les

camps et devant les pelotons d'exécution.

Riazanov, le communisme et le mariage

Il vaut la peine de s'attarder un peu sur «Communisme et mariage», l'un des très rares textes de Riazanov publiés en français (9), en dehors de ses introductions et notes aux oeuvres de Marx et d'Engels. Riazanov y attaque ce qu'il appelle la «bestialité» de «soi-disant communistes» qui prônent l'amour libre (tout en reconnaissant qu'Engels le pratiquait!) qu'il assimile à la «polygamie». Commençant par produire d'importantes citations de textes de Marx et Engels qu'il connaît mieux que personne puisque c'est lui qui en a découvert certains, Riazanov veut en tirer argument pour défendre «l'enregistrement des mariages» et ceci jusque dans la société communiste (avec le curieux argument que cela fera partie de l'enregistrement de toutes les forces productives!):

«Nous vivons aujourd'hui dans une période transitoire, où la société évolue vers une société socialiste. Nous avons déjà réalisé les conditions préalables; le pouvoir est entre les mains du prolétariat et les moyens de production entre les mains de la société. Mais nous n'avons pas encore réalisé le socialisme. C'est une affaire d'un grand nombre d'années.

La société socialiste elle-même, n'est qu'une première phase de l'évolution vers le communisme qui en est une phase supérieure. Sous le régime socialiste, nous nous libérerons de toute une série de normes juridiques et autres que nous conservons encore dans la société transitoire. Aujourd'hui nous ne pouvons qu'atténuer l'effet de ces normes, afin qu'elles ne nuisent pas au développement du socialisme.

Mais à l'époque où le socialisme sera vraiment réalisé, à l'époque où le pouvoir d'Etat sera réduit au minimum et où la résistance des classes vaincues sera définitivement brisée, quelques normes, coutumes et différences entre hommes, que nous aurons hérité de l'ancien régime, se maintiendront encore. La propriété privée ne se transformera plus en propriété privée capitaliste, et elle ne sera plus un moyen d'exploitation de l'homme par l'homme; mais longtemps encore elle sera maintenue, avec son fondement et son complément: la petite économie. Il faudra attendre longtemps

encore jusqu'à ce que celle-ci disparaisse, jusqu'à ce qu'un vaste réseau de jardins d'enfants et de cuisines collectives libère la femme de son labeur, jusqu'à ce que **toutes** les femmes aptes au travail deviennent membres de l'armée des travailleurs et que la journée de travail soit réduite. C'est alors seulement que seront créées les conditions nécessaires à la réalisation du communisme. (...) Toute dépendance des femmes à l'égard des hommes disparaîtra; la femme ne sera plus esclave de son "foyer".

Dans cette société supérieure, l'enregistrement des mariages sera-t-il maintenu? Oui. Mais cet enregistrement deviendra un devoir aussi naturel à l'égard de la société que le sera le travail. Le communisme est inconcevable sans l'enregistrement de toutes les forces productives et de tous les besoins de la société; c'est l'homme qui est la force productive la plus précieuse dans la société communiste aussi».

Cette position n'est pas seulement littéraire ni purement théorique. En 1918 la liberté du divorce avait été reconnue en même temps que les formalités du mariage étaient réduites au maximum, que les mêmes droits avaient été reconnus aux enfants naturels qu'aux enfants «légitimes», que l'avortement était devenu libre et gratuit. En 1925-1926 on préparait en Russie un nouveau code de la famille. Alors que certains (dont faisait partie Riazanov) s'alarmaient alors du relâchement des mœurs et de la vague de divorces qui avaient suivi les premières années de la révolution, la question se posait de la reconnaissance ou non de ce qu'on appelait le «mariage de facto» dans le code civil, c'est-à-dire d'étendre aux concubins les mêmes droits qu'aux mariés enregistrés.

Riazanov écrivit son article pour donner une justification théorique à l'**enregistrement obligatoire** des mariages, contre les partisans du mariage de facto. On peut trouver dans l'ouvrage de Rudolf Schlesinger «Changing attitudes in Soviet Russia. The Family» (Routledge et Kegan Paul, Londres, 1949), des extraits des discussions sur le projet du nouveau code de la famille au Comité Central Exécutif des Soviétiques en 1925 et 26. L'auteur n'a malheureusement pas reproduit dans sa sélection les discours de Riazanov, mais seulement quelques répliques à ceux-ci; elles ne laissent cependant pas de doutes sur sa position droitiste. Par exemple une représentante de Koursk

lui demande ironiquement si, puisqu'il veut interdire le mariage de facto, il a trouvé un moyen pour que les femmes ne tombent enceinte qu'après l'enregistrement du mariage! Un des problèmes ardemment débattu était en effet la question des pensions alimentaires pour les mères célibataires abandonnées par leur compagnon.

Dans son intervention de clôture des discussions, Koursky, le rapporteur du projet, déclara: «*Les camarades Riazanov et Soltz qui ont défendu ici l'enregistrement obligatoire, qu'ont-ils proposé à propos des mariages de facto qui existent? Le discours du camarade Riazanov était un plaidoyer contre la dépravation des mœurs actuelle. Mais cela n'aidera pas à résoudre les problèmes. (...) Bien sûr, il est nécessaire d'éduquer nos jeunes et de maintenir à tout prix parmi eux une attitude sérieuse envers les problèmes de sexe. C'est là un truisme indiscutable. Mais cela n'a rien à voir avec notre législation. La seule façon de traiter le mal est de protéger les intérêts de la propriété dans le mariage de facto en reconnaissant le droit des deux parties à la propriété et en accordant à l'épouse de facto (et c'est là une question légale très sérieuse) la même pension alimentaire qu'à l'épouse enregistrée».*

Au contraire de Riazanov et plus sérieusement que lui, Soltz (représentant de la procureure) fondait son opposition, non sur le caractère éternel de l'institution du mariage, mais sur les conditions matérielles présentes qui n'étaient pas celles d'une société communiste. D'après lui les arguments avancés par les partisans du mariage de facto «*se basent sur des principes idéalistes, c'est-à-dire sur des conditions qui ne sont possibles que dans une société communiste: les gens sont libres, l'union entre les sexes est libre, nous ne nous en mêlons pas. Mais nous sommes marxistes. Nous savons que si nous ne prenons pas en compte la base matérielle, il est impossible d'arriver à rien*» (10).

Il ressort clairement de tous les débats que dans la Russie soviétique qui n'avait pu dépasser le stade du capitalisme, l'existence de la propriété privée pesait toujours d'un poids fondamental sur les relations entre individus.

En définitive le mariage de facto fut reconnu dans le code, mais sans que les concubins obtiennent l'égalité totale des droits (en particulier pour ce

qui est du logement, etc.). Koursky affirmait: «*le jour viendra, j'en suis profondément convaincu, où nous accorderons une égalité complète entre le mariage enregistré et le mariage de facto et où nous abolirons l'enregistrement. (...) Ce jour viendra, mais pour le moment l'enregistrement (...) a toujours l'avantage de fournir un titre indiscutable pour tous les droits découlant du mariage».*

En réalité, ce jour ne vint jamais. Quelques années plus tard, l'institution de la famille sera réhabilitée comme le pilier éternel de la société. Sur le plan légal, c'est l'enregistrement obligatoire des mariages qui sera inscrit dans le code en 1936 avec ses corollaires inévitables, les restrictions au divorce (avec pénalités financières croissantes) et l'interdiction de l'avortement. Soltz justifiera alors cette interdiction, non plus avec des arguments à prétention marxiste, mais avec le trivial: «*nous avons besoin d'hommes*» (11).

Considérer la perspective de Riazanov du maintien de l'enregistrement des mariages, même «*combiné avec la pleine liberté de divorce*» dans la société communiste (et son apologie de la famille monogame) comme une «*totale adhésion à la doctrine communiste du mariage*» comme l'écrit Camoin, est pour le moins abusif! Nous pourrions faire remarquer qu'à ce compte-là, Engels a été le premier à rompre avec cette «doctrine», puisqu'il vivait en concubinage...

En fait, il est difficile de parler d'une doctrine communiste du mariage puisque l'institution du mariage n'a de sens que dans une société basée sur la propriété privée. Le Manifeste, que cite Riazanov lui-même, affirme: «*Abolition de la famille! Même les radicaux les plus extrémistes se révoltent contre cet ignoble projet des communistes.*»

La famille bourgeoise d'aujourd'hui sur quoi est-elle basée? Sur le capital, sur le profit privé. Dans sa forme la plus développée elle n'existe que pour la bourgeoisie, mais elle est complétée par le fait que le prolétariat est forcément privé de famille et que la prostitution fonctionne ouvertement. La famille bourgeoise sera naturellement abolie avec l'abolition de ce complément; tous les deux disparaîtront avec la disparition du capital».

De même que le droit en général (tout droit n'est que la sanction d'une inégalité, selon le marxisme), le droit relatif à la vie de couple et à la famille

disparaîtra dans la société socialiste sans classes (ou «communisme supérieur») : il n'y aura plus ni mariage ni divorce («*la boue des procès en divorce*» Engels), le maintien ou la dissolution du couple dépendront exclusivement de la volonté des partenaires sans qu'il y ait interférence quelconque de la loi, de la justice et des huisiers (sans parler bien sûr de la religion), et sans que la contrainte économique joue le moindre rôle : toutes cela ne peut exister que dans une société où règne la propriété privée. Il est vrai que Riazanov théorise la permanence sous le socialisme de la propriété privée - «non capitaliste» ! - et de la «petite économie» domestique : ce curieux socialisme où persistent l'économie domestique et donc l'exploitation de la femme, et la petite propriété (le lopin de

terre kolkhozien?) ressemble comme un frère au capitalisme d'Etat stalinien qui triomphait alors en Union soviétique...

Dès 1847, dans ses «Principes du communisme», Engels écrivait que le régime communiste «*transformera les rapports entre les sexes en rapports purement privés, ne concernant que les personnes qui y participent et où la société n'a pas à intervenir. Cette transformation sera possible grâce à la suppression de la propriété privée et à l'éducation des enfants par la société - ce qui détruira ainsi les deux bases du mariage actuel qui sont liées à la propriété privée, à savoir la dépendance de la femme vis-à-vis de l'homme et celle des enfants vis-à-vis des parents*».

D.B. Riazanov:

Marx and Anglo-Russian Relations and other writings.

Textes traduits et présentés par Brian Pierce
(Francis Boutle Publishers, London 2003), 219 p., 10£.

Il s'agit là d'un recueil de textes très riches traduits du russe, dont certains sont publiés pour la première fois non seulement en anglais, mais dans tout langage autre que le russe, avec une savante introduction du traducteur. Deux des textes sont assez courts et, pour des raisons de place, nous n'y ferons qu'une brève référence sans pouvoir les discuter comme il se devrait.

«**Marx et Engels et la question polonaise**», non daté, est probablement une introduction à un recueil d'articles de ces derniers auquel Lénine fait allusion dans sa polémique pendant la guerre mondiale contre le courant qu'il appelait «l'économisme impérialiste» parce qu'il refusait toute revendication d'autodétermination aux nations opprimées. La question polonaise a joué un rôle important dans le mouvement ouvrier socialiste au dix-neuvième siècle et après : Marx et Engels parlaient de l'indépendance de la Pologne comme l'objectif n° 1 de la «politique extérieure du mouvement ouvrier». Dans son texte Riazanov entend présenter «de façon aussi exhaustive que possible» l'évolution pendant 40 ans des positions de Marx et d'Engels sur ce sujet, en citant un certain nombre de lettres et d'articles peu connus. Il affirme que les vues de l'un et de l'autre ne coïncidaient pas et même qu'il y avait parfois «conflit»

entre leurs positions ; dans son texte sur les relations anglo-russes, Riazanov parle même d'une «polémique cachée» de Marx contre Engels. Nous ne pensons pas que ces appréciations soient justifiées.

Un deuxième texte du recueil est «**Marx et Engels et la question balkanique**». Datant de 1913, il constitue l'introduction à une série d'articles de ces derniers sur ce qu'on appelait à leur époque «La question d'Orient». Ces articles, qui représentaient une rare source de revenu pour Marx, étaient publiés sur le «New York Tribune» (un grand quotidien américain dont le rédacteur-en-chef se disait socialiste), quelques fois comme éditoriaux non signés, en général sous la signature de Marx, quoique parfois rédigés par Engels : sur les près de 500 articles publiés au cours des 10 ans de collaboration à ce journal, plus d'une centaine sont l'oeuvre de ce dernier et une dizaine ont été rédigés en commun, selon les estimations actuelles. Bien qu'ils étaient sans doute retouchés par les éditeurs new-yorkais et qu'ils étaient rédigés de façon à ne pas choquer un public bourgeois, ces articles permettent cependant de connaître la position de Marx et d'Engels sur les divers sujets de politique internationale qui y sont traités.

Riazanov démontre en particulier que leur position ne consistait pas du

tout à la défense de l'intégrité de la Turquie en tant que barrage à l'expansion tsariste et donc à l'opposition aux revendications d'indépendance des divers peuples dominés par elle. Cette position, revêtue de l'autorité de Marx, était devenue un credo dans la Social-démocratie allemande, et Rosa Luxemburg en faisant campagne pour la libération des nationalités opprimées par l'Empire turc, l'avait condamnée comme «vieillesse». Dans le New York Tribune, Marx (ou Engels) compare l'empire turc à un cadavre que la politique des grandes puissances cherche vainement à maintenir en vie ; un autre article fait le pronostic que l'émancipation des populations balkaniques du joug turc sera l'oeuvre de la nation serbe, etc. L'argumentation du texte de Riazanov est semblable à ses notes qui se trouvent dans le Tome III des Oeuvres Politiques de Karl Marx publiées chez Costes ; nous y renvoyons le lecteur intéressé.

Pour avoir une vision complète de la position de Marx et Engels sur la question de l'autodétermination des peuples des Balkans, il faudrait cependant ajouter la lettre qu'Engels adresse Bernstein le 25/2/1882 sur les Slaves du sud : il s'y montre très hostile aux revendications de ces derniers qui cherchaient dans le tsarisme l'appui à leurs aspirations à l'indépendance, en disant que l'intérêt prolétarien doit primer (12).

Mais le texte de loin le plus important est : «**Marx et les relations anglo-russes**». Il s'agit du texte complet d'un long article publié avec quelques coupures en 1908 en allemand comme supplément à la *Neue Zeit*, sous le titre : «Karl Marx et les origines de l'hégémonie russe en Europe». C'est à cet écrit que Camoin se réfère dans sa brochure (en n'en donnant que le titre allemand : «Karl Marx über den Ursprung der Verherrschaft Russlands in Europa»). Dangeville en a publié une traduction dans le recueil «Marx Engels. La Russie» (Ed. 10/18, 1974), mais sans signaler que sa publication en était tronquée ; en effet sur les 9 chapitres du texte, il en a, sans le dire, supprimé 4 et fortement réduit un cinquième : toutes les parties où Riazanov critique à fond l'analyse de Marx. C'est pourquoi, induit en erreur, Camoin peut décrire dans sa brochure ce texte comme étant une défense de la position de celui-ci, alors qu'en réalité il a été écrit précisément pour la réfuter !

Dans son introduction à la version russe en 1918, Riazanov écrit :

«*La révolution de 1905-1907 avait montré que le vieux programme de politique extérieure que les sociaux démocrates, sur la vague de Marx et Engels, avaient hérité des démocrates radicaux, avaient besoin d'une révision critique. Pour ce faire, il fallait tout d'abord étudier comment les vues de Marx et d'Engels sur les questions de politique étrangère avaient évolué. Et c'est précisément dans ce domaine que ce que nous pourrions appeler la "marxologie", montrait de grandes faiblesses. (...) En conséquence, j'ai été contraint de réaliser tout un travail préliminaire, en commençant par l'étude de tout l'héritage littéraire laissé par Marx et Engels. (...) L'essai qui paraît aujourd'hui en russe familiarisa pour la première fois les Sociaux Démocrates européens avec les vues de Marx sur le développement historique de l'hégémonie de la Russie en Europe. Il s'agit aussi de la première tentative de "révision" des analyses de Marx et d'Engels sur la question d'Orient et sur la question du rôle de la Russie dans le domaine de la politique internationale*».

Riazanov a pour cible un texte de Marx publié en 1856-57 dans la presse britannique: «*Révélation de l'Histoire diplomatique du dix-huitième siècle*» (publié ensuite en ouvrage à part) (13). Sur la base d'une étude approfondie de documents diplomatiques, Marx y affirme que la collusion russo-britannique remonte au dix-huitième siècle, et que la diplomatie russe manipule à sa guise la Grande-Bretagne. L'objectif de ce pamphlet de Marx était de combattre dans l'opinion publique britannique l'alliance de fait entre ces deux pays qui était selon lui la clé de voûte du statu quo contre-révolutionnaire en Europe; la Russie tsariste, féodale, arriérée, et pour cette raison indemne de la lutte des classes moderne, était l'ultime réserve de la réaction bourgeoise contre la révolution prolétarienne: tout ce qui l'affaiblissait jouait en faveur du prolétariat, tout ce qui la renforçait, renforçait la domination de la bourgeoisie.

Par la suite, une tradition anti-russe, d'essence chauvine, s'était ancrée dans la Social Démocratie allemande (elle servit lors de la première guerre mondiale pour rallier le prolétariat à la «guerre nationale contre le danger réactionnaire russe»). Cette tradition se réclamait à tort de Marx et d'Engels, alors que ces derniers avaient souligné que la Russie, de plus en plus

travaillée par le ferment révolutionnaire, avait cessé d'être cette sorte de bloc réactionnaire qu'elle était dans la première moitié du dix-neuvième siècle; ils avaient même longuement réfléchi à la possibilité pour ce pays de sauter la phase capitaliste si la révolution socialiste triomphait en Occident en même temps que la révolution anti-tsariste en Russie.

De ce point de vue, le texte de Riazanov s'inscrit sans doute, comme le dit le présentateur, dans les écrits du courant internationaliste de la Social Démocratie au début du vingtième siècle visant à liquider la vieille et réactionnaire position antislave. Kautsky, auquel Riazanov était semblé-t-il très lié, avait déjà salué la révolution russe de 1905 comme le signal d'une nouvelle époque de révolutions dans toute l'Europe.

Brian Pierce rappelle que le texte en question de Marx est resté longtemps censuré en Russie. La dernière en date des «Editions complètes» de Marx et Engels (commencée en 1975 et interrompue par la disparition de l'URSS) était passée du volume 14 au volume 16, en sautant celui qui devait le contenir. Il fallut attendre la «glasnost» de Gorbatchev pour que le volume 15 soit finalement publié. En français il n'a jamais été publié par les éditions liées au PCF ou à Moscou.

Reprenant l'étude des documents diplomatiques, notamment de ceux qui furent publiés après Marx, Riazanov montre de façon argumentée que les choses ne s'étaient en réalité pas tout à fait passées de la façon que croyait Marx: la Russie était demandeuse depuis longtemps d'une alliance avec la Grande Bretagne, alors que cette dernière n'y voyait pas un grand intérêt. Les documents cités par Riazanov montrent que la diplomatie russe était en position subordonnée et non dominante, comme l'était économiquement la Russie par rapport à la Grande-Bretagne.

Mais surtout Riazanov critique l'analyse développée par Marx dans cet ouvrage du développement de la Russie et des fondements de l'absolutisme. Selon lui, Marx ne fait pas une analyse... marxiste! En faisant dépendre sa naissance de causes extérieures (le joug tatar), il ignore les causes économiques et matérielles qui sont à l'origine de l'absolutisme en Russie de la même façon qu'en Europe. L'analyse de Marx serait au fond semblable à celle de ceux pour qui c'est l'Etat qui modèle la société, la superstructure

qui commande à l'infrastructure, conception non matérialiste s'il en est.

«*Pour Marx, écrit Riazanov, l'invasion tartare joue le rôle d'un facteur élémentaire qui éclate dans l'histoire de la Russie; d'un seul coup les Tartares balayèrent tous les éléments européens et transformèrent la Russie de Kiev en un pays asiatique. Le joug tartare démoralisa non seulement les princes mais la population tout entière, en les transformant en esclaves. La période tartare donna à la Russie à la fois le despotisme et le servage. Jusqu'à l'époque de Pierre le Grand, la Moscovie resta un pays asiatique*».

En réalité, affirme Riazanov:

«*La menace tartare a joué exactement le même rôle dans l'histoire de la Russie que la "menace turque" dans la création de l'Autriche-Hongrie, la menace maure dans l'histoire de l'Espagne, la menace suédoise dans l'histoire de la Prusse, et ainsi de suite. En rendant nécessaire une concentration de toutes les ressources militaires du pays, elle a joué en faveur de la partie du pays qui se montrait capable de mettre en avant les plus grandes forces; ce ne sont pas les qualités personnelles des Habsbourg, des Hohenzollern ou des Rurik qui ont fait pencher la balance, mais les ressources financières et économiques des régions dont ils étaient à la tête. Pour ce qui est de la Russie, nous trouvons là-dedans autant d'influence spécifiquement "tartare" que nous en trouvons, disons, dans l'absolutisme de Prusse ou d'Angleterre*».

Développant sa position, Riazanov critique ensuite l'idée que l'existence de l'absolutisme s'explique par le caractère arriéré, en grande partie précapitaliste, de la Russie.

«*(...) Le développement de l'absolutisme est favorisé à un degré ou un autre par la présence d'un danger extérieur, et par l'existence d'antagonismes nationaux ou régionaux, mais il est inconcevable sans la centralisation de la vie économique, sans la production marchande et sans l'économie monétaire, de même qu'il est inconcevable sans une armée ou sans finances. Il est si peu une "survivance de rapports précapitalistes" qu'au contraire, il atteint l'apogée de son développement seulement à un certain niveau de développement du capitalisme. "Par nature" il est un instrument d'exploitation économique et politique, et l'histoire de l'absolutisme en Russie, comme en Europe occidentale, est l'histoire de la lutte*

par les classes dominantes, et par certaines couches d'entre elles, pour prendre possession de ce puissant instrument et pour l'adapter à leurs besoins.

Pour Marx, toutes ces conditions internes du développement de l'absolutisme en Russie sont complètement invisibles».

En conséquence: «En laissant de côté toute l'histoire intérieure de la Russie depuis Ivan trois jusqu'à Pierre premier, Marx s'est empêché de comprendre la politique extérieure de la Russie».

Dans les chapitres suivants, Riazanov décrit longuement le développement du commerce et son rôle sur le développement de la Russie, puis la guerre du Nord, etc. Nous ne pouvons nous y étendre; disons seulement que la documentation est abondante et que l'auteur fait assurément montre de beaucoup de maîtrise dans son exposé. La citation que nous avons faite ci-dessus est suffisante pour voir quelle est la thèse de Riazanov (indépendamment des critiques ponctuelles qui peuvent être faites à ce texte de Marx, qui n'est en aucune façon le plus important de ses travaux sur la Russie): il n'y a pas vraiment de particularité dans l'histoire de la Russie, son «arriération» n'est que relative et l'existence de l'autocratie elle-même démontre le développement du capitalisme en son sein.

En dehors du fait que l'analyse de la Russie par Marx est développée de façon bien plus approfondie dans d'autres textes et qu'on ne saurait donc la réduire à ce seul ouvrage polémique, il faut reconnaître à Riazanov le sérieux de son travail. Au point qu'inévitablement on vient à se demander pourquoi il n'a pas à l'époque jugé utile de le traduire et de le publier en russe: dans les discussions passionnées qui se déroulaient alors dans les cercles marxistes russes, il aurait pu semble-t-il jouer un rôle. L'explication à notre avis ne tient pas seulement à une position de retrait d'un Riazanov «hors fraction», s'intéressant probablement plus à son travail éditorial en Allemagne qu'à la lutte politique parmi les révolutionnaires russes, qu'au fait que ce genre de thèse était déjà connue et discutée dans ce milieu.

Brian Pierce écrit que l'analyse de Riazanov était semblable à celle de Trotsky. En réalité, il n'en est rien, comme le démontre la réponse de ce dernier à l'historien Pokrovsky qui lui reprochait de parler de l'arriération et

des particularités du développement de la Russie.

Dans les premières années du vingtième siècle un économiste allemand, Bücher, avait fait du développement du commerce l'indice le plus sérieux du développement capitaliste. «Strouvé, bien entendu, s'empessa d'introduire cette "découverte" dans la "science" économique russe, écrit Trotsky. Du côté des marxistes, la théorie de Bücher rencontra dès alors une résistance tout à fait naturelle. Nous recherchons les critères du développement économique dans la production - technique et organisation économique du travail -, mais le chemin que parcourt un produit entre le producteur et le consommateur est considéré par nous comme un fait d'ordre secondaire dont il faut encore déceler les origines dans les conditions mêmes de la production. La grande expansion, du moins en surface, du commerce du XVI^e siècle, s'explique - si paradoxale que puisse sembler cette explication avec le critère des Bücher et des Strouvé - précisément par le caractère extrêmement primitif et arriéré de l'économie russe».

Trotsky poursuit son analyse, bien plus conforme aux positions marxistes classiques que la «révision» de Riazanov, en expliquant le rôle particulier de l'Etat et de l'autocratie en Russie, qui ne peuvent s'expliquer seulement par les conditions intérieures du pays: «si le tsarisme se dressa en organisation d'Etat indépendante (relativement indépendante, répétons-le, dans la limite de la lutte des vives forces historiques sur le terrain de l'écono-

mie) ce ne fut pas avec le concours de puissantes cités s'opposant à de puissants féodaux; ce fut - malgré la complète pénurie industrielle de nos villes - grâce à la débilité de la seigneurie féodale». Donc (contrairement à la position de Riazanov), il existe bien un caractère «asiatique», c'est-à-dire retardataire, précapitaliste, du pays: «La Russie occupait une place intermédiaire entre l'Europe et l'Asie» (14).

C'est cette particularité réelle de la Russie qui explique la particularité de la révolution russe: la Russie tsariste n'est pas simplement un capitalisme plus jeune, plus faible, moins développé, mais un pays où dominant encore, notamment dans la figure de l'autocratie, des structures largement pré-bourgeoises. La révolution démocratique bourgeoise n'a pas encore eu lieu, les campagnes où vit la très grande majorité de la population souffrent de l'existence de rapports archaïques, féodaux, alors même que le capitalisme moderne s'est déjà implanté dans les grandes villes, y concentrant un prolétariat nombreux. La révolution est «double»: anti-féodale et anticapitaliste, et deux classes y participent: la classe ouvrière et la paysannerie.

Tous les problèmes de la révolution, avant la prise du pouvoir et après celle-ci, résident dans cette particularité. C'est ce que le texte de Riazanov ne permet pas de comprendre, et c'est pourquoi il ne pouvait que le laisser désarmé dans les affrontements politiques entre bolcheviks et mencheviks sur la nature de la révolution à venir, sur la tactique à suivre pour préparer la révolution.

(1) La revue lambertiste «Les Cahiers du Mouvement Ouvrier» signale dans son n°3 (septembre 1998) qu'un ouvrage consacré à Riazanov et comprenant de nombreux documents a été publié à Moscou en 1996: «Le dissident rouge». Ce même n° en reproduit des extraits des interrogatoires par le NKVD en juillet et novembre 37 après son arrestation où Riazanov fait montre de sa pugnacité habituelle. On peut également signaler que l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam a publié il y a quelques années la correspondance Riazanov - Kautsky des années d'avant la guerre mondiale.

(2) Cf «1903. Minutes of the second Congress of the RSDLP», New Park Publications, 1978, p. 54. Le Congrès vota la dissolution du groupe «Borba». Dans la véritable somme qu'est son «Trotsky», Broué commet à propos de ce Congrès

historique l'une des curieuses erreurs qui entachent son ouvrage puisqu'il range Trotsky parmi les «mous» qui soutenaient la participation de Riazanov et de son groupe!

(3) «Le procès intenté au camarade Riazanov», 8/3/1931. Cet extrait comme celui qui suit sont tirés de la préface du livre des Ed. Les Bons Caractères. Les discours dont parle Trotsky a été prononcé au cours de la discussion sur la question syndicale: «Les syndicats, la situation actuelle et les erreurs du camarade Trotsky» (30/12/1920). cf Lénine, Oeuvres, Tome 32, p. 16 (c'est le fameux discours où Lénine, suscitant l'étonnement de Boukharine, dit que qualifier la Russie d'«Etat ouvrier» comme le faisait Trotsky est une «abstraction»: «cet Etat n'est pas tout à fait ouvrier, voilà le hic», «C'est un Etat ouvrier et paysan», etc.).

Notes de lecture

(4) Pierre Pascal rapporte une discussion de novembre 27 où Riazanov aurait déclaré: «*Enfin, j'ai choisi une attitude: je suis avec Rykov, contre l'opposition mais aussi contre la sottise politique de gauche de Staline*», cf Pierre Pascal, «Russie 1927», Ed. L'Age d'Homme, 1982, p. 256 (souligné par lui). Rykov était avec Tomsky et surtout Boukharine l'un des leaders de la tendance dite «de droite» qui sera éliminée par Staline dans les années trente. Molotov, le second de Staline, et qui selon ses dires fut membre du conseil d'administration de l'Institut, déclare dans ses souvenirs que Riazanov n'était «*ni un trotskyste, ni un droitier*», mais quelqu'un de «*confus et désorienté*» qui en dépit de tout son grand savoir ne pouvait être d'aucune «*utilité*» (sic!). cf «Molotov remembers», Ivan R. Dee, Chicago 1993, p. 138.

De son côté, Broué affirme dans plusieurs de ses derniers ouvrages, mais sans donner de sources, que Riazanov aurait caché les «archives» de l'Opposition de gauche dans l'Institut et même qu'il a «pro-

bablement» été fusillé pour cette raison. cf «*Communistes contre Staline*», Fayard sept. 2003, p. 408.

(5) Voir le très intéressant article de Riazanov: «L'Héritage littéraire de Marx et d'Engels», en annexe à son «Karl Marx, homme penseur et révolutionnaire», Anthropos, Paris 1968.

(6) Article de Riazanov présentant la version originale du texte d'Engels, paru sur «*Unter dem Banner des Marxismus*», I, (1925-1926); traduction française dans «*Marx Engels. La social démocratie allemande*» (Ed. 10/18, 1975), p. 306.

(7) Camoin écrit: «*Riazanov s'entourera d'une solide équipe de chercheurs: C. Rakovski, B. Souvarine et P. Pascal.*» A ce compte-là, il aurait pu également nommer comme «chercheur» dont Riazanov s'était «entouré», Trotsky, puisque celui-ci, pour raisons alimentaires, fit pendant un temps des travaux pour l'Institut (des traductions de Marx) quand il était déporté par Staline! Si Pierre Pascal y fut effectivement employé (il travailla sur Babeuf),

il est tout à fait surréaliste de qualifier de «chercheurs» de cet Institut, Souvarine (ex-dirigeant de la gauche du PCF) qui y collabora marginalement depuis Paris en 1927, et encore plus Rakovski, dirigeant communiste international de premier plan, déporté en tant qu'opposant de gauche...

(8) Quelques mois auparavant, Riazanov s'était plaint du traitement de faveur dont jouissait l'Académie des Sciences, alors que l'Académie communiste manquait de moyens. Son élection avec celles d'autres personnalités du parti comme Boukharine correspondait à une reprise en main de cette institution prestigieuse que le pouvoir bolchevique avait jusque là ménagée dans le cadre de sa politique de concessions aux experts et cadres bourgeois. On peut consulter à ce sujet l'ouvrage d'E. H. Carr, «*Foundations of a Planned Economy 1926-1929*», vol. II, p. 452-455.

(9) Cet article a été publié en français pour la première fois en 1929 par «*La Revue Marxiste*» de Rappoport (liée au PCF) sous le titre: «*La doctrine commu-*

AUX EDITIONS PROGRAMME

Mise à jour déc. 2005

(La liste ci-dessous des textes publiés n'est pas complète pour des raisons de place. Pour connaître la totalité et les détails de nos publications, commandez le «*Catalogue des publications*» des Ed. Programme - 2 €)

EN FRANÇAIS

Revue théorique « Programme communiste »

- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies) 2 à 3€ le numéro
- Numéros 51 à 57 2€
- Numéro 58 (112 pages) 4€
- Numéros 59 à 88 2€
- Numéro 89 3€
- Numéros 90 à 97 4€
- Numéros 98 8€

Série « Les textes du Parti Communiste International »

- 1..Communisme et fascisme (Edition 2001) 8€
- 2..Parti et classe 4€
- 3..Les Fondements du communisme révolutionnaire. (Nouvelle édition) 3€
- 4..Eléments d'orientation marxiste épuisé
- 5..«*La Maladie infantile*», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «*La maladie infantile du communisme*») 2€
- 6..Force, violence, dictature dans la lutte de classe épuisé
- 7..Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux

de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 9€

8..Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) 6€

9..Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe) 10€

10..Eléments de l'économie marxiste 10€

11..Dialogue avec les morts (Nouvelle édition en préparation)

Brochures « le prolétaire »

- 1..Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens (197) 1€
- 2..Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme (1975) 1€
- 3..Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (1975) 1€
- 4..Pour l'unité des exploités du Maghreb (1976) épuisé
- 5..Question féminine et lutte de classe (1977) 1€
- 6..Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois (1980) 1€
- 7..La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) (1977) 1€
- 8..Violence, terrorisme et lutte de classe (1977) 1€
- 9..Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises (1977) 1€
- 10..Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) (1978) 1€
- 11..Auschwitz ou le grand alibi (ré-édition 2004, texte de 1960) 1€
- 12..Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration (1980) épuisé
- 13..Le marxisme et l'Iran (1980) 1€
- 14..Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte (1981) 1€
- 15..Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution (1981) 1€
- 16..Pour des revendications et des métho-

des de classe (Orientation pratique d'action syndicale) (1981) 1€

17..De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981) 1,5€

18..Vive la lutte des ouvriers polonais! (1982) 1€

19..La question parlementaire dans l'Internationale Communiste (ré-édition 2001) 2€

20..Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques (1992) [Textes repris dans la brochure n° 23]

21..Lénine sur le chemin de la révolution (ré-édition 2004 - Texte de 1924, discours après la mort de Lénine) 1,5€

22..Marxisme et science bourgeoise (2002) 1,5€

23..Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise et de nationalisme (1999) 1,5€

24..Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe (ré-édition 2002) 1,5€

25..Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne / Italie 1921-1924 (Mai 2001) 1,5€

26..A propos de la polémique sur notre texte «*Auschwitz ou le grand alibi*»: Ce que nous nions et ce que nous affirmons (mai 2001) 1,5€

27..Algérie: Seule la lutte de classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! (oct. 2001) 1,5€

28..Swissair. De la faillite du fleuron suisse à la défaite sans combat des travailleurs. Quel bilan tirer? (Janv. 2002) 1,5€

niste du mariage». La revue «Partisans» le republia en 1966 dans son n°32-33 («Sexualité et répression»). Sa publication originale en URSS a eu lieu en 1926 ou 1927 selon les sources, avec le titre «Marx et Engels et le mariage».

(10) cf H. Kent Geiger, «The family in Soviet Russia», Harvard University Press 1968, p. 80. Soltz, vieux bolchevik qui, comme Riazanov, s'était opposé à la signature de la paix de Brest-Litovsk, fit carrière comme haut fonctionnaire de l'appareil judiciaire. Sur le plan politique, président de la «Commission centrale de contrôle» du parti et supposée «conscience morale du parti», il joua un rôle important dans la montée de la fraction stalinienne et la défaite de l'opposition. Un incident célèbre l'opposa à Trotsky quand, lors des luttes dans le parti en 1926, il déclara en substance qu'une attitude oppositionnelle menait inévitablement à l'échafaud. Selon Broué il fut réprimé lors des purges de 1938.

(11) cf Trotsky, «La révolution trahie»

in «De la révolution», Ed. de Minuit, p. 540. A notre connaissance, il n'y a pas de livre en français qui traite des discussions sur cette question du mariage dans la Russie post-révolutionnaire. Marc Ferro dans son livre «La révolution de 1917» (Ed. Aubier Montaigne 1976), consacre un court chapitre à «L'émancipation de la femme» (Tome II, pp 354-362); il y estime que le reflux de cette émancipation est amorcé à partir de 1925 avec ce qu'il appelle la victoire de Riazanov sur Kollontai dans la question du mariage. La réalité est plus nuancée, puisque la position de Riazanov-Soltz n'eut pas alors gain de cause.

(12) cf «Les marxistes et la question nationale», Maspero 1974, pp 101-105 (il existe une réimpression récente à L'Harmattan). Nous avons publié des extraits de cette lettre sur «Le Prolétaire» n° 449 dans l'article: «La question de l'autodétermination dans les Balkans». Engels y estime que c'est le prolétariat qui émancipera les peuples opprimés des Balkans, alors que leurs

luttes nationales risquent de déclencher une guerre mondiale (ce qui arrivera en 1914).

(13) La publication intégrale en français est parue sous le titre «La Russie et l'Europe», Gallimard, 1954.

(14) cf «Des particularités du développement de la Russie», 1-2/7/1922. Publié en annexe à son «Histoire de la révolution russe», Seuil 1967, Tome II, 733-742. L'historien Pokrovsky, militant du parti de longue date, et ses amis s'assurèrent une position dominante dans les institutions soviétiques à la fin des années vingt grâce à leur étroite association à la lutte contre l'opposition de gauche. Mais bien qu'à sa mort au début des années trente Pokrovsky ait été célébré en grande pompe, ses partisans, en dépit de leur servilité, furent éliminés peu après et lui-même déclaré anti-léniniste. Le régime stalinien, s'appuyant ouvertement sur le nationalisme russe traditionnel, devait se débarrasser de ces historiens à prétentions «marxistes». Voir à ce sujet: J. Barber, «Soviet Historians in Crisis. 1928-1932», McMillan Press 1981.

29..Le Courant Communiste International: à contre-courant du marxisme et de la lutte de classe (Déc. 2001) 2€
30..Le marxisme et la question palestinienne (août 2004) 4€
31..La laïcité, un principe bourgeois (mars 2005) 2€
32..La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (2006) 2€
33..Le Parti. Sa nature, sa fonction et son organisation (2006) 2€
Suppléments au « prolétaire »
 • Mouvements revendicatifs et socialisme 0,5€
 • Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition ! épuisé
 • Pour un anti-racisme prolétarien épuisé
 • Révolution et contre-révolution en Russie 1€
 • L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien (1995 - Texte de 1972) 1€
 • Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981) 1€
 • Ni putes, ni soumises... mais au service de l'Etat bourgeois (juillet 2004) 0,5€
Série «Les cahiers d'el-Oumami»
1..Le syndicalisme en Algérie (1919-1979) 2€
2..La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981) 1€
3..Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau» (1982) 2€
EN ITALIEN
 • Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919) épuisé
 vol. I bis (racolta scritti 1912-19) 10€
 vol. II (1919-1920) 18€
 vol. III (1920-1921) épuisé
 • Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 20€

• Classe Partito Stato nella teoria marxista épuisé
 • O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale épuisé
I testi del partito comunista internazionale
1.Tracciato d'impostazione. I fondamenti del comunismo rivoluzionario 5€
2.In difesa della continuità del programma comunista (disponibile ora solo in fotocopia) 9€
4.Partito e classe 5€
5.«L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati 5€
6.Per l'organica sistemazione dei principi comunisti (disponibile ora solo in fotocopia) 9€
7.Lezioni delle controrivoluzioni 5€
Quaderni del Programma Comunista
 • Il mito della pianificazione socialista in Russia (1976) 4€
 • Il «rilancio dei consumi sociali » ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi (1977) 6€
 • Il proletariato e la guerra (1978) 6€
 • La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale (1980) 8€
Reprint « il comunista »
 • La lotta di classe dei popoli non bianchi (1985) 3,5€
 • Marxismo e scienza borghese (1986) 3,5€
 • La successione delle forme di produzione nella teoria marxista (1994) 5,5€
 • Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune 5,5€
 • Bordiga: La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 3,5€
 • Abaco della economia marxista

(1989) 3,5€
 • Lotta di classe e questione femminile (1994) 5,5€
 • La teoria marxista della moneta (1994) 3,5€
 • Il proletariato e la seconda guerra mondiale (1994) 3,5€
 • Antimilitarismo di classe e guerra (1994) 4,5€
 • Sulla lotta immediata e gli organismi proletari indipendenti (1994) 4,5€
 • P.C. d'Italia, sezione dell'Internazionale comunista: Relazione del Comitato Centrale al 2° Congresso Nazionale, Roma 20-24 marzo 1922 5,5€
 • Auschwitz, o il grande alibi (1999) 3,5€
 • Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002) - (Giugno 2003) 4€
 • Sulla crisi prolungata della classe proletaria e sulle sue possibilità di ripresa (Nov. 2004) 3€
Altri opuscoli
 • Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe 1,5€
 • Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale (1975) 1,5€
 • Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) 1,5€
 • Non pacifismo, antimilitarismo di classe! (1982) 1,5€
 • Punti base di adesione per l'organizzazione, 1952 (Riunione di Firenze 8-9 dicembre 1951) 1,5€
 • Punti di azione sindacale (1972) 2€
 • Solidarietà di classe col proletariato cileno (1974) 2€
 • Neofascismo, opportunismo e comunismo rivoluzionario (1974) 2€
 • Fascismo e antifascismo, strumenti gemelli del rafforzamento dell'ordine costi-

Editions programme

- | | | | | | |
|---|------|--|--------|---|------|
| tuito (1975) | 1,5€ | • Chi ci guadagna con la mafia? (1983) | 1,5€ | (3 nos parus, 19 - 1983) | 1€ |
| • Il Portogallo dopo il 25 Aprile (1975) | 2€ | • Carlo Marx, teorizzatore e formidabile combattente della rivoluzione proletaria e del comunismo (1983) | 1,5€ | EN HOLLANDAIS | |
| • Elezioni e proletariato (1975) | 1,5€ | | | • Het demokratsch principe | 1€ |
| • Dopo le elezioni: cos'è cambiato per i proletari? (1975) | 1,5€ | EN ANGLAIS | | EN POLONAIS | |
| • Orientamenti pratici di azione sindacale (1975) | 1,5€ | • The fundamentals of Revolutionary Communism | 5€ | • W Polsce tak samo walka klasy robotniczej | 1,5€ |
| • Il programma comunista del movimento dei soldati (1975) | 1,5€ | • Party and Class | 5€ | EN PERSE | |
| • Chimici e contratti (1975) | 2€ | • Communist Program (Organ of the International Communist party) Ns 1 to 73€ | | • Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt. | 1,5€ |
| • Lotte dei ferrovieri e pubblico impiego (a proposito di «corporativismo» e lotta di classe) (1975) | 1,5€ | • The Party's Programme | 1,5€ | • Les fedayins et la question de l'Etat | 1€ |
| • Risposta di classe al riformismo nella scuola (sui decreti delegati) (1975) | 2€ | • The Proletarian (Nr. 1) (February 2002) | 1€ | EN GREC | |
| • Innocenti: lotta contro i licenziamenti e risposta di classe organizzata (1975) | 1,5€ | EN ESPAGNOL | | • Parti et classe | 3€ |
| • A caccia di «governi operai» si smarrisce la via della rivoluzione proletaria (1976) | 1,5€ | 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario | 4€ | EN DANOIS / SUEDOIS | |
| • Le ragioni del nostro astensionismo (1976) | 2€ | 2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase | 4€ | 1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristike teser | 3€ |
| • Dove conduce la via parlamentare? (1976) | 1,5€ | 3. Partido y clase | épuisé | 2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistika Partiet | 3€ |
| • La scheda elettorale non è l'arma del proletariato (1976) | 1,5€ | El Programa Comunista | | EN RUSSE | |
| • Elezioni e proletariato (1976) | 1,5€ | • n°1 à 38, n°40 | 2€ | • Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 1 : (Au sommaire: - Qu'est-ce que le parti Communiste International - Révolution et contre-révolution en Russie - critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré - programme du Parti Communiste International) | 3€ |
| • Il proletariato nella IIa guerra mondiale e nella «resistenza» antifascista (1976) | 3€ | • n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial) | 4€ | • Qu'est-ce que le parti communiste international? N° 2 : (Au sommaire: - le tournant des Front Populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1976) - Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire (1976) - La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (Réunion de san Donà, déc. 1992) | 3€ |
| • Gli investimenti, false risorse dell'opportunismo sindacale (1976) | 2€ | • n° 41, 42, 43, 44 | 3€ | | |
| • Cronologia, Bibliografia, Indice del lavoro di partito 1951-1975 (1976) | 2€ | • n° 45 | 4€ | | |
| • Distingue il nostro partito (1977) | 2€ | • La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) | 1,5€ | | |
| • Analisi della ideologia delle BR: dallo spontaneismo al terrorismo (1978) | 2€ | EN ALLEMAND | | | |
| • Dalla fondazione del PCd'I alla questione del Partito oggi (1978) | 2€ | 1. Die Frage der revolutionären Partei | 3€ | | |
| • All'insegna di obiettivi e metodi di classe, gli ospedalieri hanno rotto la pace sociale (1978) | 1€ | 2. Revolution und Konterrevolution in Russland | 3€ | | |
| • Per la costituzione di una vera opposizione di classe nelle lotte proletarie immediate (1979) | 1€ | 3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus | 2€ | | |
| • Iran: quale rivoluzione? (1979) | 1,5€ | 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus | 3€ | | |
| • Il marxismo e l'Iran (1980) | 1,5€ | 5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen? | 4€ | | |
| • No al lavoro nero! (1980) | 1,5€ | 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf | 3€ | | |
| • Lottiamo uniti per la casa (1980) | 1€ | Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28) | 3€ | | |
| • Droga: un disperato tentativo di evadere dalla realtà capitalistica (1980) | 2€ | Broschüren | | | |
| • Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (II manifesto del P.C. Internazionale, 1981) | 2€ | • Auschwitz oder das grosse alibi | 1€ | | |
| • E' la società borghese che produce emarginazione (1981) | 1,5€ | • Klassensolidarität mit dem Chilenischen proletariat (1975) | 4€ | | |
| • Difesa proletaria e repressione (1981) | 1€ | • Portugal: Rausch und Katzenjammer einer Scheinrevolution (1976) | 5€ | | |
| • La casa è un diritto che si difende con la forza (1981) | 1€ | EN ARABE | | | |
| • Contro la preparazione della guerra imperialista, preparare la rivoluzione proletaria (1981) | 1€ | • Pour le parti ouvrier indépendant | 1€ | | |
| • Chi ha paura della scala mobile? (1982) | 1€ | • Thèses caractéristiques du parti | 2€ | | |
| • Il nemico delle masse sfruttate palestinesi è anche il nostro nemico (1982) | 1,5€ | • Les communistes et la question de la liberté politique | 1,5€ | | |
| • Elezioni?... No grazie! (1983) | 1,5€ | • Manifeste du P.C. International | 2€ | | |
| • Una prospettiva per le lotte dei disoccupati (1983) | 1,5€ | • Ce qui distingue notre parti | 0,5€ | | |

PAIEMENT

Par mandat ou chèque à l'ordre de: DESSUS (sans autre mention),

à envoyer à notre adresse de Lyon, ci-dessous.

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot, 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter)

AVERTISSEMENT: LES TEXTES EPUISES OU EN VOIE D'EPUISEMENT NE PEUVENT ETRE FOURNIS QU'EN PHOTO-COPIES; NOUS CONSULTER.

« programme communiste »

(Revue théorique du parti communiste international)

Sommaire des numéros parus

No 1 (octobre-décembre 1957)
Présentation de la revue / Les fondements du communisme révolutionnaire / Les grands tournants du capitalisme russe / En mémoire d'Ottorino Perrone.

No 2 (janvier-mars 1958)
La paix des spoutniks / Le marxisme devant la Russie / Physionomie sociale des révolutions coloniales / L'unité syndicale et politique de classe / Triviale résurrection de l'illuminisme / L'Est européen dans la perspective révolutionnaire / Eléments de l'économie marxiste.

No 3 (avril-juin 1958)
En marge de notre appel / Appel pour la réorganisation internationale du mouvement révolutionnaire marxiste / A propos de Marcel Cachin / Eléments de l'économie marxiste (2) / Le principe démocratique.

No 4 (juillet-sept. 1958)
L'enfant légitime de la démocratie / Les causes historiques du séparatisme arabe / La question nationale: un premier bilan / La tactique du Komintern de 1926 à 1940 (1) / Chronique syndicale: réponses à certains confusionnistes / «L'expérience polonaise» des conseils ouvriers / La récession américaine annonce-t-elle un nouveau 1929? / Eléments de l'économie marxiste (3).

No 5 (octobre-décembre 1958)
Le capitalisme français au tournant / La question algérienne / Le rôle du parti dans la révolution russe (1) / Eléments de l'économie marxiste (4) / Notes d'actualité.

No 6 (janvier-mars 1959)
Editorial / La déchéance du parlementarisme / A propos de la polémique russo-yougoslave / Le rôle du parti dans la révolution russe (2) / Notes d'actualités.

No 7 (avril-juin 1959)
Edito / Droit au travail? pouvoir sur le capital! / Particularités de l'évolution historique chinoise / Le rôle du parti dans la révolution russe (3) / Eléments de l'économie marxiste (5) / Notes d'actualités : - Aspects de la révolution africaine - Sidérurgie, pétrole et sous-développement - le communisme, l'URSS et la faim - le Congo belge entre dans le front anti-impérialiste / Notes de lecture. Vieux marx ... jeune Afrique

No 8 (juillet- septembre 1959)
Dialogue avec Staline / Le «communisme» russe et nous

No 9 (octobre-décembre 1959)
Edito / Qui fait les frais de la grandeur nationale? / Remarques sur la question nationale / Le rôle du parti dans la révolution russe (4) / Sur la méthode dialectique / Notes d'actualités.

No 10 (janvier-mars 1960)
Edito / Antagonisme dans les rapports de classe en Russie (1) / Formulaire économique / Le rôle du parti dans la révolution russe (5) / La longue impasse algérienne / Notes d'actualités

No 11 (avril-juin 1960)
Edito / Paix sociale et guerre impéria-

liste / Le communisme et les partis algériens (1) / Antagonismes dans les rapports de classe en Russie (2) / Les 3 phases du capitalisme / Notes d'actualités

No 12 (juillet-septembre 1960)
Edito / Lénine sur le chemin de la révolution / Les staliniens et la religion / Le communisme et les partis algériens (2) / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 13 (octobre-décembre 1960)
L'Afrique devant l'ONU / La vocation politique du pacifisme anticolonialiste / Le communisme et les partis algériens (3) / La dissolution de la morale bourgeoise est l'oeuvre du capitalisme / Cours historique du mouvement prolétarien: Guerres et crises opportunistes / Notes d'actualité / Notes de lecture.

No 14 (janvier-mars 1961)
L'équivoque / Bien creusé, vieille taupe! / Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat? / Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques / Notes d'actualité / Notes de lectures.

No 15 (avril-juin 1961)
Retour à la légalité, victoire du capital (Belgique) / Mouvements revendicatifs et socialisme / Le marxisme contre l'utopie / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (1) / Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien / Notes d'actualité.

No 16 (juin-septembre 1961)
Victoire et misère de l'opportunisme / A bas le programme de l'opportunisme / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (2) / Notes d'actualité.

No 17 (octobre-décembre 1961)
Tous fils: de la Sainte Eglise, de la Propriété et du Capital / Quand nos «communistes» défendent la petite propriété / La société communiste / La tactique du parti communiste (Thèses de Rome) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (3) / Notes d'actualité

No 18 (janvier-mars 1962)
«C'est généreux la France» / Au XXII^e congrès les fossoyeurs du communisme avouent / Tous contre les monopoles / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (4) / Notes d'actualité.

No 19 (avril-juin 1962)
La Paix? / La galère / Fascisme et démocratie / Marché commun et «Europe unie» / Le néo-capitalisme n'a rien de neuf / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (5) / Notes d'actualité.

No 20 (juillet-septembre 1962)
Proletariat et expansion / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (6) / La révolution algérienne est-elle une révolution? (1) / Révolution et contre-révolution en Chine / A propos de l'Europe unie / Notes d'actualité.

No 21 (octobre-décembre 1962)
Il n'y aura pas de désarmement / La révolution algérienne est-elle une révolution? (2) / Le développement historique

de la production capitaliste / Notes d'actualité.

No 22 (janvier-mars 1963)
Kennedy est grand et Kroutchev est son prophète / Petits contre gros / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (1) / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (7) / Notes d'actualité.

No 23 (avril-juin 1963)
La grève des mineurs / Le principe démocratique / Dictature prolétarienne et parti de classe / L'économie soviétique d'octobre à nos jours (8) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (2) / Syndicalisme révolutionnaire ou vulgaires réformistes?

No 24 (juillet-septembre 1963)
La grande idylle Kremlin-Vatican / Thorez invoque Lénine et imite Kautsky / La planification démocratique / «Compétition pacifique» et pays sous-développés / Gaspillage capitaliste et communisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (3) / Notes d'actualité / Nos tracts.

No 25 (octobre-décembre 1963)
Communistes des temps meilleurs / Bases pour l'adhésion au Parti communiste internationaliste (programme communiste) / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (4) / Notes de lecture / Notes d'actualité.

No 26 (janvier-mars 1964)
Mort au service du capital / «La Chine fara' da se» / La légende du Piave / Invariance de l'opportunisme / Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français (5) / Notes d'actualité.

No 27 (avril-juin 1964)
Le marxisme n'est pas à vendre / Le mouvement social en Chine (1) / Textes du marxisme révolutionnaire: Eléments d'orientation marxiste (1) / Invariance de l'opportunisme (2).

No 28 (juillet-septembre)
La croissance économique, pourquoi faire? / Le mouvement social en Chine (2) / Les leçons de la polémique russo-chinoise (1) / Textes du marxisme révolutionnaire: Parti et classe (2) / Histoire de la gauche communiste (1) / Alfred Rosmer.

No 29 (octobre-décembre 1964)
Un siècle après / Les leçons de la polémique russo-chinoise (2) / Textes du marxisme révolutionnaire: Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (3) / Histoire de la gauche communiste (2) / A propos d'une brochure sur la «naissance du parti communiste français».

No 30 (janvier-mars 1965)
L'inde bourgeois, poudrière de l'Asie / Textes du marxisme révolutionnaire: Parti et action de classe (4) / Le mouvement social en Chine (3) / Les leçons de la polémique russo-chinoise (3).

No 31 (avril-juin 1965)

Editions programme

Bilan de faillite du «socialisme au détail» / Le mouvement social en Chine (4) / Hegel, Staline et ... les machines à coudre / Organisation et discipline communiste / Histoire de la gauche communiste (3) / Enseignements de la scission de Tours.

No 32 (juillet-septembre 1965)

Textes du marxisme révolutionnaire: Force, violence et dictature dans la lutte de classe (1) / A bas l'anti-impérialisme bourgeois! (Thèses sur la question chinoise) / Histoire de la gauche communiste (4) / Le 35^e congrès de la CGT: les dernières coquetteries de la «vienne dame».

No 33 (octobre-décembre 1965)

La question parlementaire dans l'Internationale communiste / Le mouvement social en Chine (5) / Histoire de la gauche communiste (5).

No 34 (janvier-mars 1966)

Le parti, sa nature, sa fonction, son organisation.

No 35 (avril-juin 1966)

La philosophie du «dialogue» / Le nouveau statut des entreprises d'Etat en Russie (copie de la «Charte du travail» fasciste) / Le mouvement social en Chine (6) / Sur un autre chapitre inédit du «Capital» / Le XXIII^e congrès du P.C. russe.

No 36 (juillet-septembre 1966)

L'Europe, aujourd'hui citadelle du capital, demain base de la Révolution mondiale / La danse des bombes atomiques ne change rien à la vision marxiste de l'impérialisme et de la guerre / Questions de l'impérialisme / Matérialisme ou idéalisme? (A propos de la «Critique de la raison dialectique» de J.-P. Sartre).

No 37 (octobre-décembre 1966)

Wall Street-Moscou, via Turin / Socialisme ou proudhonneries? / L'impérialisme dans la critique marxiste / Le mouvement social en Chine (fin).

No 38 (avril-juin 1967)

L'impérialisme et le Vietnam / Impérialisme et militarisme / Comment ils fêteront le 50^e anniversaire d'Octobre 17 / Thèses de la Gauche au III^e congrès du PC d'Italie (Lyon, 1926) / Vie du parti.

No 39 (juillet-septembre 1967)

Mensonges progressistes et réalité capitaliste / Révolution culturelle: révolution bourgeoise / Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie / Vie du parti / A une lectrice algérienne, partisan de la stratégie anti-impérialiste de «Che» Guevarra / Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien? / Du droit démocratique à l'inconséquence.

No 40-41-42 (octobre 1967-juin 1968)

En marge du cinquantenaire d'Octobre 1917, **BILAND'UNE REVOLUTION.**

No 43-44 (janvier-juin 1969)

Le «parti de la peur» / Le «gauchisme» n'est que l'autre face de l'opportunisme réformiste (A propos du livre de MM. Cohn-Bendit frères: «le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme») / Théorie marxiste de la monnaie (1) / Marxisme et science bourgeoise / Les conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste.

No 45 (juillet-septembre 1969)

Luttes partielles et lutte générale / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive

fasciste 1921-1924 (1) / Théorie marxiste de la monnaie (2).

No 46 (octobre-décembre 1969)

Parti et organisations de classe dans la tradition de la gauche communiste / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (2) / Economie marxiste (1): La méthode du «Capital».

No 47 (juillet-septembre 1969)

Garaudy ou la révolution pacifique de Don Quichotte / Les derniers exploits du marxisme universitaire (A propos des ouvrages de MM Baran et Sweezy) / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (3) / Bilan de l'automne chaud en Italie.

No 48-49 (avril-septembre 1970)

A bas la démocratie salariale et hiérarchique! Vive le communisme! / L'opportunisme à l'épreuve des luttes / Bilan politique du gauchisme / Impérialisme et sous-développement / Economie marxiste (II): principaux résultats du Livre I du «Capital» / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (4) / Le stalinisme, cet anti-communisme / Amadeo Bordiga: une vie exemplaire au service de la révolution.

No 50 (octobre 1970-mars 1971)

Guerre impérialiste ou révolution mondiale / Le parti communiste d'Italie face à l'offensive fasciste 1921-1924 (5) / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (1).

No 51-52 (avril-septembre 1971)

La Commune a été grande parce qu'elle a été contrainte d'être, non par ce que ses partisans ont voulu qu'elle soit / Le premier éveil du prolétariat polonais et ses causes / En Angleterre aussi, le Capital veut faire porter au prolétariat tout le poids de la crise nationale et l'opportunisme l'appuie / Trotsky et la Gauche italienne / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (2).

No 53-54 (octobre 1971-mars 1972)

Textes de la gauche: Invariance historique du marxisme / Fausse ressource de l'activisme / Le parti devant la question syndicale / Marxisme et sous-développement / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche communiste sur le chemin de la révolution (3) / Gorter, Lénine et la Gauche.

No 55 (avril 1972)

Textes de la gauche: Pour mettre les points sur les i / Marxisme et classes moyennes / M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la Gauche sur le chemin de la révolution (4) / A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne

No 56 (juillet 1972)

L'antifascisme démocratique: un mot d'ordre antiprolétarien qui a déjà fait ses preuves / Sur Anton Pannekoek: Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes / En mémoire d'Amadeo Bordiga: la gauche sur le chemin de la révolution (5).

No 58 (avril 1973)

La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme / Sur «Le hasard et la nécessité»: comment M.

Monod terrasse la dialectique / Histoire de la Gauche communiste: la Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international (6).

No 59 (juin 1973)

Paix universelle ou antagonismes croissants entre Etats / Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'Internationale communiste: un sommet et une croisée des chemins (7).

No 60 (septembre 1973)

Histoire de la Gauche communiste: le II^e congrès de l'Internationale communiste: un sommet et une croisée des chemins (8) / Note de lecture: Sur Paul Mattick: l'idéalisme révolutionnaire du socialisme d'entreprise.

No 61 (décembre 1973)

La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (1) / Cours de l'impérialisme mondial (1) / Note de lecture: les lauriers de la social-démocratie autrichienne.

No 62 (mars 1974)

Crise et révolution / La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (2) / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (1) / La Gauche communiste d'Italie et la résolution de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

No 63 (juin 1974)

Trajectoire du travailisme / Leçons des contre-révolutions / La «pensée de Mao», expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (2) / Les «réformes agraires» des jeunes bourgeois ex-coloniales dans le miroir de la «révolution» tunisienne / Inflation, profits et salaires.

No 64 (octobre 1974)

L'heure des petits-fils de Staline / The historical path of british Labourism / Cours de l'impérialisme mondial (2) / Marx - british Commerce / Marx - Le commerce britannique / Sur le fil du temps: Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes / Les lauriers de la social-démocratie autrichienne: Otto Bauer ou la révolution chez les autres / The International Communist Party. Some publications of the I.C.P.

No 65 (décembre 1974)

A bas l'ancien et le nouveau contrat social. / Party and Class / Frédéric Engels. La question paysanne en France et en Allemagne / Le long du fil de l'histoire: sur les rapports entre le parti communiste et les autres organisations / Stratégie et tactique révolutionnaires dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 1. La question de l'autodétermination / The conditions of admission to the Communist International Party / Cours de l'impérialisme mondial: les développements de la concentration capitaliste (3).

No 66 (avril 1975)

Encore sur crise et révolution / «Proletarian Dictatorship» and «Socialist Society» in the new chinese Constitution / Stratégie et tactique dans les polémiques Lénine - Rosa Luxembourg: 2. Guerres impérialistes et guerres nationales / Parlamentarism

at the second Congress of the Comintern / Inde: la révolution verte annonce la couleur / Note de lecture: Gramsci, Bordiga et ... «Lotta Continua» / The International Communist Party - Some Publications of the ICP

No 67 (juillet 1975)

Cours de l'impérialisme mondial (4) / Projet de programme d'action du P.C. d'Italie, 1922/Portugal: du 25 avril à l'austérité / Mise au point à propos de certains «dépassés du marxisme».

No 68 (octobre 1975)

Le mythe portugais du double pouvoir / Le marxisme et la Russie / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (1): Introduction; Lettre de A. Bordiga à K. Korsch (oct. 1926); La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe / La «relance de la consommation populaire» ou l'«élixir du Dct. Marchais».

No 69-70 (mai 1976)

1926-1976: du socialisme dans un seul pays à la démocratie dans tous / La question agraire. Rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution communiste / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (2); Le VI^e exécutif élargi de l'IC: Introduction; intervention de A. Bordiga (février-mars 1926) / En marge du X^e plan quinquennal. Le mythe de la «planification socialiste» en Russie.

No 71 (septembre 1976)

Après les élections italiennes: polarisation ou convergence? / La fonction contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (1) / Vérité et mensonges dans la constitution cubaine

No 72 (décembre 1976)

Chine: la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) (1) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il soviet» (2) / Cours de l'impérialisme mondial (5).

No 73 (avril 1977)

Shangäi, avril 1927: le bain de sang du prolétariat chinois arrose la victoire du stalinisme / Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (3) / Idole de la «compétitivité», religion du taux de profit.

No 74 (septembre 1977)

La nouvelle constitution soviétique: un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (4) / Gramsci, «l'Ordine nuovo» et «Il Soviet» (3) / Parti révolutionnaire, ou cénacle de «marxologues»?

No 75 (décembre 1977)

L'internationale des flics au travail / Sur le fil du temps: Espace contre ciment / Facteurs économiques et sociaux de la révolution en Amérique latine / En mémoire de «Che» Guevarra / Note de lecture: L'Internationale Communiste et la révolution chinoise de 1927.

No 76 (mars 1978)

Sur la voie du parti compact et puissant de demain / L'Afrique, proie des impéria-

lismes (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (5) / Fastes de la domination impérialiste: la Mauritanie- l'Irlande / Notes de lecture: Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain - Les contorsionnistes du PCF circus.

No 77 (juillet 1978)

L'agression française en Afrique aura son retour de flamme / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (1) / L'Afrique, proie des impérialismes (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (6) / Sur la révolution en Amérique latine

No 78 (décembre 1978)

Pathologie de la société bourgeoise - nécessité de la révolution communiste / Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise de la lutte de classe (2) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (7) / Cours de l'impérialisme mondial (6) / Parabole du trotskisme dégénéré: la IV^e Internationale et la dictature du prolétariat. Les trotskistes et la social-démocratie: de l'entrisme à l'adhésion.

No 79 (avril 1978)

Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte d'émancipation du prolétariat / Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: Socialisme et nation - Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire (1) / La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale (8) / L'Afrique, proie des impérialismes (3) / Nouvelles des faux socialismes: A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation - Socialisme ou production individuelle?

No 80 (juillet 1979)

L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste / Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale / Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires / La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient / Les «revendications transitoires» dans la tactique communiste (1) / Sur le fil du temps; Le prolétariat et la guerre: La guerre révolutionnaire prolétarienne - Le roman de la guerre sainte. Etat prolétarien et guerre (2).

No 81 (décembre 1979)

Souviens-toi des deux guerres impérialistes! / Les revendications transitoires dans la tactique communiste (2) / L'Afrique, proie des impérialismes (4) / Le programme des «Fedayin» iraniens, ou les limites du démocratisme / Marcuse, prophète du bon vieux temps

No 82 (avril 1980)

L'Ere des guerres et des révolutions / Le rôle de la nation dans l'histoire / L'Afrique, proie des impérialismes (5) / L'Ulster, dernière colonie anglaise.

No 83 (juillet 1980)

La lutte de classe est plus vivante que jamais! / La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (projet de Thèses présenté au V^e congrès de l'IC) / Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratie en Espagne et en Amérique latine / La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le «Tiers-Monde» / Note de lecture; Léon Trotsky: terrorisme et communisme - P. Frank manipule l'histoire.

No 84-85 (mars 1981)

La Pologne confirme: besoin de l'organisation - besoin du parti / Le procès de Blida / Les perspectives de l'après-guerre / Les communistes et les luttes ouvrières («Que faire?» hier et aujourd'hui) / Trotsky, la fraction de gauche du PC d'Italie et les «mots d'ordre démocratiques» / L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne / Un mythe usé: le socialisme à l'Est.

No 86 (août 1981)

Mitterrand président / La Pologne, point névralgique de l'impérialisme mondial / Cours de l'impérialisme mondial (7) / Les bases du militantisme communiste / Histoire de la Gauche communiste: le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (1. le PCA) / Les «trotskistes» contre Trotsky.

No 87 (décembre 1981)

La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent à la porte de l'Europe / Les populations immigrées en Grande-Bretagne / Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2. le PCF) / Après l'assassinat de Sadate / A propos de la révolution sandiniste / Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

No 88 (mai 1982)

Après la Pologne, où en est la reprise de classe internationale? / La signification de la tentative avortée d'ouverture démocratique en Pologne / Cronstadt: une tragique nécessité / Le mouvement syndical en France de 1900 à 1908 / Aperçus de la situation au Brésil.

No 89 (mai 1987)

«Programme communiste» reprend sa publication / Nous aurons les lendemains que nous aurons su préparer / Rapport du centre international à la Réunion Générale de juillet 1982 / La religion: appui ou obstacle à la lutte de classe? (Considérations à propos de la théologie de la libération - prêtres et marxisme - Théologie de la libération - En marge du synode des évêques)

No 90 (septembre 1988)

Impérialisme, chauvinisme et anti-impérialisme de classe / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (1) / La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte / Histoire et conditions de la classe ouvrière japonaise dans le second après-guerre.

No 91 (juin 1990)

Al'Est: derrière l'omniprésente revendication de la démocratie, mûrit malgré tout la reprise de la lutte prolétarienne de classe / Cours de l'impérialisme mondial (8) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse marxiste (2) / Sur le fil du temps; Capitalisme classique et socialisme romantique - L'Ours et son grand roman.

No 92 (novembre 1991)

La guerre du Golfe démontre que les Etats bourgeois sont de plus en plus poussés à résoudre leurs contradictions par la guerre / Le capitalisme soviétique en crise (1) / Points sur la question de la lutte immédiate et des organismes prolétariens indépendants (1) / La guerre impérialiste dans le cycle bourgeois et dans l'analyse

marxiste (3).

No 93 (mars 1993)

Marxisme et écolo-socialisme: deux conceptions antagoniques de classes aux intérêts opposés / Histoire de la Gauche Communiste. Vers le Parti Communiste d'Italie, section de l'Internationale Communiste / Vers le parti communiste / Le capitalisme soviétique en crise (2) / Points sur la questions de la lutte immédiates et des organismes indépendants (2) / La portée de la scission de 1952 dans le Partito Comunista Internazionalista

No 94 (mai 1995)

Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (1) / Le capitalisme soviétique en crise (Fin) / C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire / A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador / Sur le fil du temps: La batrachomyomachie

No 95 (mai 1997)

Aux prolétaires d'aujourd'hui, Aux combattants de demain / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (2) / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (2) / Sur le fil du temps: Parodie de la praxis / Question kurde: Emancipation populaire ou prolétarienne / Mysticisme florentin / Notes de lecture

No 96 (octobre 1998)

La perspective du communisme trouve dans l'Octobre bolchévique une formidable confirmation. Leçon historique et internationale de la révolution prolétarienne et de la contre-révolution bourgeoise / *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.* La Russie dans l'histoire mondiale, dans la Grande Révolution et dans la société contemporaine / Repli et déclin de la révolution bolchévique / Annexe. Co-rapport de Zinoviev au XIVe Congrès du P.C.R. (décembre 1925) / *Sur le fil du temps:* Danse des fantoches: de la conscience à la culture / La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Donà - déc. 1992) (fin) / Notes sur les thèses sur les questions d'organisation (1964) / *Les trotskystes et la nature de l'URSS.* La charlatanerie des Spartacistes / Notes de lecture. Parution du quatrième tome de la Storia della Sinistra Comunista

No 97 (mars 2000)

Le rôle contre-révolutionnaire de l'opportunisme / Propriété et capital (1) - Encadrement dans la doctrine marxiste des phénomènes du monde contemporain / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (1) / Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (3) / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste» - Les abstentionnistes et la fraction communiste: la valeur de la discipline («Il Comunista» n° 3 - 28/11/1920) - L'opportunis-

me international («Il Comunista» n° 9 - 9/1/1921) - Les unitaires ne sont pas communistes («Il Comunista» n° 7 - 26/12/1920) / Notes de lecture - «Aufheben» - Marc Laverne et le Courant Communiste International - «(Dis)continuité»

No 98 (mars 2003)

Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme / Propriété et capital (2) - V La légalité bourgeoise. L'économie capitaliste dans le cadre juridique du droit romain / Histoire de la Gauche Communiste. les premiers pas du Parti Communiste d'Italie / Annexes à l'«Histoire de la Gauche Communiste»: - La fonction de la Social-Démocratie en Italie («Il Comunista» n° 3 - 6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail

(«Il Comunista» n° 4 - 10/12/1921) - Le problème du pouvoir («Il Comunista» n° 5 - 13/11/1921) - La marche au pouvoir («Il Comunista» n° 6 - 17/12/1921) - L'usage de la violence («Il Comunista» n° 7 - 24/12/1921) / Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2) / En défense de l'incendiaire du reichstag. - Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Bilan» n° 3 - Janvier 1934) / Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne / Notes de lecture: - «Marxist» n°5 (2004) - «L'Internationaliste»

La laïcité, un principe bourgeois

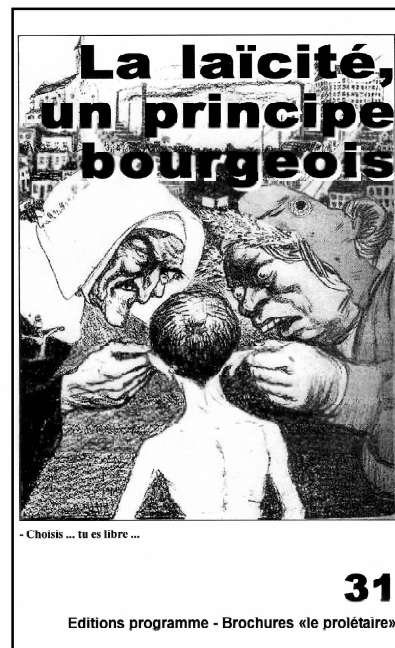
Pour armer les lecteurs contre la propagande bourgeoise en rappelant les positions marxistes, nous avons rassemblé dans cette brochure quelques textes sur le thème de la laïcité et de l'école. Dans une première partie, après un article qui rappelle le sens véritable de l'oeuvre laïque du politicien Jules Ferry - «*un souci de discipline collective, pour améliorer le fonctionnement de l'organisme social, (...) pour mettre fin à la révolution*», bref, un «*dispositif de domination*», comme l'écrivait il y a vingt ans Edwy Plenel (il n'était pas encore directeur du Monde!) -, nous reproduisons des articles du Prolétaire portant sur divers épisodes de campagnes laïques, en particulier à propos du «voile islamique». Dans une deuxième partie, outre des articles rappelant la lutte de la Gauche contre le «culturalisme» et la façon dont l'Internationale Communiste posait le problème de l'instruction, nous avons réuni des textes plus théoriques: des «Fils du Temps» écrits par Amadeo Bordiga sur la question de la laïcité et de l'anticléricalisme, et un article très important de Lénine sur la façon, complètement différente de l'anticléricalisme et de l'«illuminisme» bourgeois, dont les marxistes doivent combattre la religion.

Au sommaire:

• Introduction. Idéologie laïque et «valeurs républicaines», emblèmes de l'oppression de classe • L'«Ecole de Jules Ferry», école de la bourgeoisie • Voile islamique: A bas les lois discriminatoires! Unité prolétarienne contre l'oppression! (*Le prolétaire* n°467; Juin-Juillet 2003) • La guerre scolaire n'est pas un champ de bataille pour les prolétaires (*Le prolétaire* n°425; Février-Mars 1994) • Mobilisation réactionnaire pour la laïcité. (*Le prolétaire* n° 404; décembre 1989 Janvier-Février 1990) • En marge des grèves dans l'enseignement. (*Le prolétaire* n°401; Mai-Juin 1989) • «Lutte Ouvrière» prosternée devant l'éducation bourgeoise (*Le prolétaire* n° 313; 16 au 29 mai 1980) • La fonction de l'enseignement dans la société bourgeoise. Extrait de: «L'opportunisme et l'enseignement» (*Le prolétaire* n° 134; Septembre 1972) • Contre le culturalisme (Motion Bordiga au Congrès de la Jeunesse Socialiste) (*Programme Communiste* n°56; juillet-septembre 1972) • Lénine. De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (*Proletari* n° 45; 13 (26) mai 1909 - *Oeuvres Complètes, Tome 15*) • Thèses sur l'Education communiste (1921). Extrait des Thèses adoptées au second Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes. (*Le Prolétaire* n° 313; 16 au 29 mai 1980) • *Sur le fil du temps.*

Anticléricalisme et socialisme (*Battaglia Comunista* n°35; 14-21 septembre 1949) • *Sur le fil du temps.* Laïcité et marxisme (*Battaglia Comunista* n°36; 21-28 septembre 1949)

Brochure: "La laïcité, un principe bourgeois" (mars 2005). Prix: 2€



Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en restaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des

plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

